



**Choisir notre banque, c'est soutenir une économie locale qui fait avancer son territoire.  
Ensemble, faisons que celles et ceux qui veulent entreprendre ici, réussissent ici.**

Tampon  
de la Caisse Régionale Charente-Périgord

CAISSE REGIONALE  
CREDIT AGRICOLE MUTUEL  
CHARENTE-PERIGORD  
30 rue d'Epagnac  
CS 72424 SOYAUX  
16024 ANGOULEME CEDEX



Date : Le 19/03/2026  
Signature de la Direction Générale :

## Sommaire

<b>1-RAPPORT DE GESTION</b>	<b>3</b>
• Présentation de la Caisse régionale	5
• Rapport de Durabilité	7
• Examen de la situation financière et du résultat	8
• Facteurs de risques et informations prudentielles	25
<b>2-COMPTES CONSOLIDÉS</b>	<b>90</b>
• Cadre général	93
• États Financiers consolidés	98
• Notes annexes aux états financiers	105
<b>3- COMPTES INDIVIDUELS</b>	<b>231</b>
• Comptes annuels	234
• Notes annexes aux comptes annuels	238
<b>4- INFORMATIONS GÉNÉRALES</b>	<b>291</b>
• Evaluations individuelle et collective du Conseil d'administration, des connaissances, compétences et expériences	291
• Texte des résolutions présentées à l'Assemblée générale	291
• Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels et consolidés, et sur les conventions et engagements réglementés	296

# 1. RAPPORT DE GESTION 2025

<b>1. PRESENTATION DE LA CAISSE REGIONALE</b>	<b>5</b>
<b>2. RAPPORT DE DURABILITE</b>	<b>7</b>
<b>3. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT</b>	<b>8</b>
<b>3.1 LA SITUATION ECONOMIQUE</b>	<b>8</b>
3.1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER GLOBAL	8
3.1.2 ENVIRONNEMENT LOCAL ET POSITIONNEMENT DE LA CR SUR SON MARCHE	11
3.1.3 ACTIVITE DE LA CAISSE REGIONALE AU COURS DE L'EXERCICE	12
3.1.4 LES FAITS MARQUANTS	13
<b>3.2 ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES</b>	<b>13</b>
3.2.1 ORGANIGRAMME DU GROUPE CREDIT AGRICOLE	13
3.2.2 PRESENTATION DU GROUPE DE LA CAISSE REGIONALE	16
3.2.3 CONTRIBUTION DES ENTITES DU GROUPE DE LA CAISSE REGIONALE	16
3.2.4 RESULTAT CONSOLIDE	16
3.2.4 BILAN CONSOLIDE ET VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	17
3.2.5 ACTIVITE ET RESULTAT DES FILIALES	18
<b>3.3 ANALYSE DES COMPTES INDIVIDUELS</b>	<b>19</b>
3.3.1 RESULTAT FINANCIER SUR BASE INDIVIDUELLE	19
3.3.2 BILAN ET VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES SUR BASE INDIVIDUELLE	20
3.3.3 HORS BILAN SUR BASE INDIVIDUELLE	21
<b>3.4 CAPITAL SOCIAL ET SA REMUNERATION</b>	<b>22</b>
3.4.1 LES PARTS SOCIALES	22
3.4.2 LES CERTIFICATS COOPERATIFS D'ASSOCIE	22
<b>3.5 AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>	<b>23</b>
3.5.1 FILIALES NON CONSOLIDEES	23
3.5.2 PARTICIPATIONS	23
<b>3.6 TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES</b>	<b>23</b>
<b>3.7 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ET PERSPECTIVES</b>	<b>24</b>
<b>3.8 INFORMATIONS DIVERSES</b>	<b>24</b>
3.8.1 INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT	24
3.8.2 INFORMATIONS RELATIVES AUX COMPTES INACTIFS	24
3.8.3 CHARGES NON FISCALEMENT DEDUCTIBLES	24
<b>4. FACTEURS DE RISQUES ET INFORMATIONS PRUDENTIELLES</b>	<b>25</b>
<b>4.1 INFORMATIONS PRUDENTIELLES</b>	<b>25</b>
<b>4.2 FACTEURS DE RISQUES</b>	<b>25</b>
4.2.1 RISQUES DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE	26

4.2.2 RISQUES FINANCIERS	28
4.2.3 RISQUES OPERATIONNELS ET RISQUES CONNEXES	31
4.2.4 RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT DANS LEQUEL CREDIT AGRICOLE CHARENTE PERIGORD EVOLUE	33
4.2.5 RISQUES LIES A LA STRATEGIE ET AUX OPERATIONS DE CREDIT AGRICOLE CHARENTE PERIGORD	38
4.2.6 RISQUES LIES A LA STRUCTURE DU GROUPE CREDIT AGRICOLE	39
<b>4.3 GESTION DES RISQUES</b>	<b>41</b>
4.3.1 APPETIT POUR LE RISQUE, GOUVERNANCE ET ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES	42
4.3.2 DISPOSITIF DE STRESS TESTS	46
4.3.3 PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES	46
4.3.4 RISQUES DE CREDIT	56
4.3.5 RISQUES DE MARCHE	69
4.3.6 GESTION DU BILAN	71
4.3.7 RISQUES OPERATIONNELS	80
4.3.8 RISQUES JURIDIQUES	82
4.3.9 RISQUES DE NON-CONFORMITE	82

# 1. Présentation de la Caisse régionale

## Le Conseil d'Administration et le Comité de Direction Au 31 décembre 2025

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Président

M. Benoît FAYOL

#### 1er Vice-Président

M. Stéphane DUPUY

#### 2ème Vice-Présidente

Mme Christine BORELLA

#### 3ème Vice-Président

M. Olivier PREVOTEAU

#### Membres du Bureau

Mme Sylvie DEJOS

Mme Paula FREMONT

M. Thierry FOURCAUD

M. Stéphane MOREAU

#### Administrateurs

M. Florian BOUCHERIE

Mme Claudine DANIAU

Mme Murielle DEZIER

M. Philippe DUPONTEIL

Mme Emilie DUPUY-VONDERSCHER

Mme Valérie GERGAUD

Mme Linda GRANGER

M. Joël LAJONIE

M. Alain LARUE

Mme Anne DELLINGER

### COMITE DE DIRECTION

#### Direction générale

Guilhem NOUVEL-ALAUX

#### Direction générale adjointe

Laurence LUSSON

#### Direction Bancaire de l'Excellence Opérationnelle et de l'Immobilier

Paul DOUCET

#### Direction Commerciale et de la Distribution

Vincent LEVARDON

#### Direction de la Transformation, des Ressources Humaines et des Assurances

Guillaume GERVAIS

#### Direction du Pilotage et des Risques

Pascale BOHN

#### Direction Risques, Identité et Marketing

Stéphanie DUCASSE

#### Direction des Entreprises et des Engagements

Benoît LEGRAND

## La présence de la Caisse régionale Charente Périgord sur son territoire

### UNE BANQUE SOLIDE QUI FAIT SES PREUVES

Notre modèle mutualiste privilégie une gestion responsable et une vision de long terme. Cette robustesse nous permet d'accompagner tous nos clients, de créer de la valeur et de poursuivre nos investissements au service du territoire.

#### NOS RÉSULTATS

Nos fonds propres de 2,3 milliards € garantissent notre solidité  
(+10,8% par rapport à 2024)



**81,9 %** du résultat net de notre Caisse Régionale est conservé sur le territoire.

#### BANQUE LEADER SUR LE TERRITOIRE

En Charente et en Dordogne, nous sommes la banque de :



1 habitant sur 2



4 professionnels sur 10



7 agriculteurs sur 10



6 entreprises sur 10



Nous investissons dans l'expertise locale

via nos 5 filières d'expertise : Énergie et Climat, Santé et Bien Vieillir, Tourisme, Image & Son, Cognac & Spiritueux.

Une banque qui investit localement pour développer la Charente et la Dordogne et leur offrir un service bancaire de proximité... il n'y en a plus beaucoup...



**Clément Hauguel,**  
conseiller à l'agence de Montembœuf

« Je ne suis pas une IA ou un écran, je suis là pour mes clients, pour leur répondre.

Nos agences, ancrées sur le territoire, sont le lieu privilégié d'accueil et de conseil de nos clients. »



97 POINTS DE VENTE



153 RELAIS CA



145 DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES BANCAIRES



2 SITES SUPPORTS DONT 1 SIÈGE SOCIAL



1 PLATEFORME ASSURANCES



2 CENTRES D'AFFAIRES ENTREPRISES



1 BANQUE D'AFFAIRES



1 BANQUE PRIVÉE



1 BANQUE DES FLUX ET PAIEMENTS



1 AGENCE HABITAT ET ÉNERGIE

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutual Charente Périgord, société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, dont le siège social est 28-30 rue d'Espagnac, Soyaux (Charente) 775 659 726 NCS Angoulême. Société de courtage d'assurances immatriculée ORIAS 07 008 420. IDU : F1234341. 01 NQCS. IFVS. Crédits images : G. Brandol.

© Chatenet, Adobe Stock, CACP 02/2026  
Ne pas jeter sur la voie publique.

## 2. Rapport de durabilité

« Conformément à la directive 2022/2464/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022, telle que transposée en droit français la Caisse Régionale Charente Périgord bénéficie d'une exemption de l'exigence de publier des informations en matière de durabilité. Cette exemption est accordée en raison de notre inclusion dans le rapport consolidé de gestion et du rapport de certification de notre entreprise mère, Groupe Crédit Agricole., dont le siège social est situé 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex. Le rapport consolidé de gestion de Crédit Agricole S.A. peut être consulté à l'adresse suivante : [Publications financières Crédit Agricole SA | Crédit Agricole](#) »

### 3. Examen de la situation Financière et du résultat

#### 3.1 La situation économique

##### 3.1.1 Environnement Economique et financier global

#### Rétrospective 2025

##### Une année marquée par la politique américaine

L'incertitude a été le maître mot de 2025. Déjà élevée en raison des chocs inédits qu'a connu la planète depuis le début de la décennie, l'incertitude est très clairement montée d'un cran à la suite de l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche. L'année 2025 a été marquée par de profonds bouleversements tant économiques que géopolitiques.

Mettant en œuvre leur instrument de prédilection, à savoir les droits de douane, les Etats-Unis ont engagé très rapidement une politique commerciale agressive, visant à corriger « l'injustice » du déficit commercial américain. Les tarifs douaniers appliqués aux importations américaines ont été réhaussés pour tous les pays et un grand nombre de secteurs. Le Liberation day le 2 avril, annonçant une série de droits de douane dits « réciproques », puis le « rétropédalage » de D. Trump quelques jours après, ont marqué le point culminant des tensions commerciales ; des accords ont ensuite été signés, dont celui avec l'Union européenne fin juillet, marquant une désescalade progressive. Si la visibilité sur le plan des tarifs douaniers est désormais meilleure, les incertitudes persistent, les Etats-Unis agitant régulièrement l'arme des tarifs douaniers en réponse à des décisions de ses partenaires qui lui déplaisent (par exemple la réglementation et les mesures européennes à l'encontre des entreprises américaines de la tech). Et si c'est l'accalmie qui prévaut à présent, il n'en reste pas moins que les tarifs douaniers ont été très substantiellement augmentés, déclenchant de fortes perturbations et une réorganisation rapide des flux commerciaux. Les impacts de ces droits de douane se diffusent progressivement, mais il reste difficile d'en évaluer pleinement les conséquences.

La géopolitique constitue un autre volet majeur de l'action américaine. Ses prises de position et ses interventions dans les conflits que connaît la planète, notamment dans la guerre en Ukraine ou au Proche-Orient, ont là aussi souvent déconcerté. De même, ses déclarations hostiles à l'égard de ses voisins, proférées dès le début de son mandat sous couvert de sécurité nationale, bousculent l'ordre mondial. L'année 2026, qui s'est ouverte avec l'intervention musclée des Etats-Unis au Venezuela et les menaces renouvelées sur le Groenland, promet de nouveaux chocs sur le plan géopolitique.

La politique américaine a conduit de nombreux pays dans le monde à repenser leurs dépendances et à renforcer leur autonomie stratégique, d'un point de vue économique, technologique et militaire, conduisant à des programmes d'investissement renforcés notamment dans la défense. En particulier, 2025 a connu un revirement budgétaire allemand spectaculaire, dès l'entrée en fonction du nouveau chancelier Friedrich Merz, avec le déploiement d'un plan inédit de dépenses publiques en infrastructure et en défense.

Pour finir, la position des Etats-Unis vis-à-vis du réchauffement climatique et en faveur des énergies fossiles conduit à un relâchement de l'action politique mondiale pour la transition climatique et accroît les risques liés au dérèglement climatique

##### Une croissance qui résiste malgré un contexte international difficile

Malgré la forte hausse des droits de douane, l'économie mondiale a bien résisté, que ce soit du côté des pays développés ou des économies émergentes.

Aux Etats-Unis, le ralentissement de l'économie a été moins violent qu'anticipé. Avec une croissance moyenne annuelle autour de 2%, l'économie américaine a tenu bon en 2025, malgré l'incertitude omniprésente. Certes, cela représente un net recul par rapport au rythme très soutenu de 2,8% en 2024, on est cependant loin de la récession que certains redoutaient au lendemain du Liberation Day. En rythme trimestriel, la croissance a évolué en dents de scie, les composantes volatiles du PIB, telles que les exportations nettes et les stocks, ayant fortement fluctué sous l'effet de la politique commerciale. Même si le récent shutdown du gouvernement a retardé la publication des données du troisième trimestre 2025, la croissance s'est poursuivie sur un rythme élevé au troisième trimestre, qui a encore nettement surpris à la hausse. La progression devrait être plus modérée au quatrième trimestre 2025, en raison des effets du shutdown. La résistance de l'économie américaine tient notamment à la santé financière des ménages, dont le patrimoine net global a progressé de près de 60 000 milliards de dollars par rapport à la période pré-Covid, même s'il existe des poches de faiblesse, concentrées sur le segment des ménages à faible revenu. L'essor de l'IA a joué également un rôle-clé, portant la vigueur de l'investissement.

Par ailleurs, l'impact inflationniste des droits de douane a pour le moment été plus contenu que prévu. L'inflation a terminé l'année à 2,7% et reste toujours significativement supérieure de la cible de la Fed. Le marché du travail est



assez mitigé, avec des signes manifestes de ralentissement depuis l'été, notamment la décroissance marquée des créations d'emplois. La politique migratoire restrictive contient toutefois la progression du taux de chômage (4,4% fin 2025). C'est cet affaiblissement de l'emploi qui a guidé la politique monétaire de la Fed, davantage que la résistance de l'inflation : après neuf mois de statu quo, la Fed a opéré trois baisses de 25 points de base (pdb) chacune de ses taux directeurs lors des trois dernières réunions de politique monétaire de 2025, portant la borne haute des fed funds à 3,75% en fin d'année.

En Chine, l'année 2025 a été marquée par la guerre commerciale avec les Etats-Unis, qui s'est conclue en novembre par un accord fragile d'un an, englobant les tarifs douaniers et les terres rares. La cible des 5% de croissance devrait une nouvelle fois être atteinte, malgré la décélération de l'activité observée au second semestre. L'environnement économique chinois reste marqué par la déflation, alimentée par la faiblesse de la consommation privée et par la crise immobilière qui se poursuit, sans réel signe d'amélioration. Les ventes au détail continuent de progresser à un rythme nettement inférieur à celui de l'activité, et posent toujours la question de la pérennisation d'un modèle de croissance sans dynamique interne, reposant essentiellement sur le commerce extérieur. Celui-ci a atteint des niveaux records en 2025, en dépit de la baisse des exportations vers les Etats-Unis, le pays ayant rapidement redirigé ses flux commerciaux vers d'autres partenaires en Asie, en Amérique latine ou en Europe.

Dans la zone euro, en miroir des évolutions états-uniennes, l'évolution trimestrielle du PIB a été marquée par les fluctuations des exportations vers les Etats-Unis. Celles-ci ont fortement augmenté au premier trimestre, en anticipation de la hausse des droits de douane, puis reculé ; mais le contrecoup a été sensiblement moins marqué que redouté et la croissance a surpris par sa résistance. Ainsi, malgré un commerce extérieur mis à mal par les droits de douane, la vigueur de l'euro et la concurrence asiatique, la bonne santé des agents privés et la résistance de la demande intérieure ont permis à la zone euro d'afficher une croissance en accélération, de l'ordre de 1,4% en 2025 après 0,8% en 2024. L'inflation a retrouvé sa cible (2% en décembre), laissant la BCE dans une position confortable pour maintenir ses taux inchangés depuis juin 2025 (taux de dépôt à 2%), après une baisse de 100 points de base sur le premier semestre.

En France, l'activité a ralenti en moyenne annuelle en 2025 (0,8% après 1,1% en 2024), mais elle sera restée particulièrement résiliente, malgré un contexte politique toujours instable. Le ralentissement de l'activité provient surtout du commerce extérieur, qui, après l'avoir soutenue les deux années précédentes, pèse sur la croissance à hauteur de 0,6 point en 2025 (après une contribution de +1,3 point en 2024), en raison d'un ralentissement des exportations et d'un rebond des importations. En outre, malgré un moindre recul de l'investissement par rapport à 2024 (-0,2%, après -1,3%), la demande intérieure finale hors stocks est freinée par le net ralentissement de la consommation des ménages (+0,3% après +1,0%), en dépit de la hausse du pouvoir d'achat. Les comportements de précaution des ménages persistent et le taux d'épargne est resté supérieur à 18%, un niveau historiquement élevé. Les dépenses de consommation des administrations publiques restent, quant à elles, relativement dynamiques. Seule la contribution des variations de stocks s'est redressée. L'inflation a diminué de nouveau en 2025, à 0,9% (au sens de l'indice des prix à la consommation), après 2,0% en 2024. C'est l'une des plus faibles de la zone euro. Le taux de chômage est légèrement remonté (7,6% en moyenne en 2025) mais reste loin des niveaux atteints durant la décennie 2010 (9,6% en moyenne).

En Italie, malgré un contexte international difficile, l'économie s'est montrée résiliente. La croissance est néanmoins restée modérée à 0,5% en moyenne en 2025, malgré une nette reprise de l'investissement. L'année est marquée par la forte volatilité du commerce extérieur – du fait de la politique tarifaire américaine – auquel le secteur exportateur italien reste particulièrement exposé (10% du total des exportations). Si pour le moment, les effets de "front loading" en anticipation des barrières tarifaires américaines ont porté les exportations, ils ont également favorisé une forte croissance des importations ainsi que des effets de déstockage importants, brouillant la lecture des dynamiques économiques sur l'année. L'emploi a continué de croître, favorisant une baisse du taux de chômage, passé sous la barre des 6% en novembre. Si le revenu disponible des ménages s'est redressé, la consommation des ménages n'a pas été au rendez-vous, toujours pénalisée par les comportements d'épargne de précaution.

### **Des marches peu sensibles aux inquiétudes internationales**

Les différences de temporalité des politiques monétaires de la Fed et de la BCE, ainsi qu'une activité en ralentissement aux Etats-Unis et plutôt en accélération en zone euro, ont conduit à une claire divergence dans l'évolution des taux d'intérêt des deux côtés de l'Atlantique en 2025.

Aux Etats-Unis, la période du Liberation Day a conduit à une certaine défiance vis-à-vis des actifs américains et un rebond des taux d'intérêt au printemps, prolongé au début de l'été par les perspectives de largesses budgétaires actées par le One Big Beautiful Bill Act de juillet. Toutefois, la tendance sur l'année a été globalement celle d'un net recul des taux d'intérêt à mesure que le ralentissement du marché du travail se concrétisait et que les perspectives d'assouplissement de la politique monétaire se précisaient : les taux souverains à deux ans (US Treasuries) ont perdu 76 pdb, terminant l'année à 3,5%, et les taux à dix ans ont baissé de 43 points de base à 4,14%, soit une nouvelle pentification de la courbe des taux.

En zone euro, la pentification de la courbe a été encore plus nette, mais s'est opérée via une hausse des taux longs (+61 pdb pour le Bund à 10 ans, à 3% en fin d'année), en partie portée par les annonces budgétaires allemandes, alors que les taux courts étaient stables (à 2,1%). Parallèlement, les spreads souverains se sont réduits, en particulier l'écart du BTP italien à 10 ans vis-à-vis du Bund a diminué de 51 points de base, le taux italien à 10 ans étant resté stable sur l'année ; à 66 pdb le spread italien est tombé légèrement en deçà du spread français qui, à 71 points de base en fin d'année, n'a perdu que 12 points de base, pâtissant de la dégradation des perspectives en matière de trajectoire budgétaire. L'euro a bénéficié de la réduction des écarts entre les rendements américains et européens : il gagne 13,4% en 2025 pour terminer à 1,17 face au dollar.

A rebours des incertitudes et des inquiétudes qui dominent le climat international, les investisseurs en actions sont restés très optimistes, pariant toujours sur les performances des secteurs technologiques et de l'IA, et portés également par les perspectives de croissance des industries de la défense. Malgré une forte volatilité, et notamment une chute marquée au mois d'avril des indices boursiers, le S&P 500 et l'Euro Stoxx 50 ont de nouveau battu des records ; ils ont gagné respectivement 16,4% et 18,3% sur l'année, quand le CAC 40 progressait de « seulement » 10,4%, pénalisé par les incertitudes politiques.

Seuls les prix des métaux précieux traduisent les fortes inquiétudes qui planent sur les évolutions géopolitiques de la planète. Le prix de l'or a connu une progression fulgurante sur 2025, de plus de 64%.

## Perspectives 2026

### En comptant sur le soutien de la politique budgétaire, contrepoids à l'adversité

Dans un contexte d'incertitude géopolitique persistante, mais de dissipation du brouillard commercial américain, les rythmes de croissance devraient se maintenir, voire se redresser en 2026. Les actions budgétaires contribueront à cette résistance avec, notamment, la baisse des impôts aux États-Unis et, dans la zone euro, les dépenses liées, d'une part, au plan NGEU et, d'autre part, à la relance allemande.

Aux États-Unis, la croissance en 2025 a ralenti mais a bien résisté malgré l'incertitude et notre scénario envisage une légère accélération à 2,1% en 2026, en raison de décisions politiques et économiques supposées plus favorables. Celles-ci renvoient au second volet des mesures de l'administration Trump, qui se déploient selon le tempo suivant : mesures préjudiciables à court terme à la croissance prises rapidement, car relevant des prérogatives du président, puis, dans un second temps, stimuli budgétaires. En 2026, la politique budgétaire devrait ainsi commencer à produire ses effets et l'incertitude, notamment sur le front commercial, s'estomper sans disparaître. En revanche, la stratégie économique, et tout particulièrement les droits de douane, continueront de nourrir les pressions inflationnistes. L'inflation globale atterrirait ainsi à 2,7% et l'inflation sous-jacente à près de 2,8% d'ici à fin 2026.

En Chine, l'année 2026 sera rythmée par la publication du quinzième plan quinquennal qui fixera les objectifs et les priorités sectorielles chinoises pour les cinq prochaines années. Sans surprise, l'innovation et le développement industriel dans les nouvelles technologies devraient continuer à être au cœur du modèle chinois, malgré les déséquilibres croissants entre investissement et consommation. Les autorités pourraient choisir de maintenir une cible de croissance autour de 5% en 2026 ; notre scénario anticipe plutôt une légère décélération de la croissance à 4,7%, en ligne avec les tendances récentes. L'environnement économique chinois reste marqué par la déflation, alimentée par l'absence de confiance des ménages, la faiblesse de la consommation privée et la crise immobilière qui se poursuit, sans réel signe d'amélioration. Bien que les autorités affirment la nécessité de rééquilibrer la croissance en faveur de la demande domestique, les exportations resteront indispensables.

En zone euro, la résistance de la demande intérieure permet de faire face à un environnement adverse. En 2026, la bonne santé des agents privés, les conditions financières encore favorables et une politique budgétaire légèrement expansionniste permettraient d'absorber le choc de confiance lié à la guerre commerciale et à l'incertitude géopolitique. Notre scénario maintient donc son cap : celui d'une croissance alignée sur son rythme potentiel, soutenue par l'accélération de l'investissement, surtout public, dont une contribution significative provient du plan de dépenses allemand. La croissance pourrait ainsi se situer autour de 1,2% en 2026, une résistance qui fait face cependant à quelques risques : la concurrence accrue des produits asiatiques sur les marchés mondiaux et domestiques pénalise la compétitivité des entreprises européennes et risque de peser sur les évolutions sectorielles. Les ralentissements des secteurs peuvent se propager de façon séquentielle : sans provoquer immédiatement une « dépression » généralisée, ils peuvent, au fil du temps, susciter un ralentissement économique étendu. Enfin, les taux d'inflation totale et sous-jacente (vers 1,8% fin 2026) resteraient inférieurs à la cible de 2%.

En France, l'activité accélérerait en 2026. Les facteurs de soutien (hausse des dépenses en défense dans l'Union européenne, « bazooka » budgétaire allemand mais aussi redémarrage de l'investissement domestique) l'emporteraient en effet sur les freins (hausse des droits de douane américains, notamment). L'instabilité politique ne pèserait plus particulièrement sur la croissance ; l'ajustement budgétaire serait limité, avec une réduction du déficit public sous 3% du PIB et une stabilisation du ratio de dette de facto retardés.

En Italie, la croissance resterait limitée à 0,5% en 2026, au même niveau qu'en 2025. Les ménages maintiennent une épargne élevée, tandis que les entreprises affichent des marges réduites et une compétitivité-prix incomplètement restaurée. L'économie reste vulnérable aux chocs tarifaires américains. Si la désinflation et l'amélioration des conditions financières stabilisent l'activité, elles n'enclenchent pas de véritable dynamique de rattrapage. La consommation des ménages et l'investissement productif devraient amortir le ralentissement grâce à quelques mesures de soutien prévues en 2026, bien que les marges de manœuvre budgétaires restent limitées.

En termes de politique monétaire, aux États-Unis, résistance de l'inflation et ralentissement supplémentaire contenu du marché du travail justifient de toujours privilégier l'option « ligne dure » de la Fed. Celle-ci devrait marquer une pause jusqu'au début de 2027, conservant la borne haute du taux des fed funds à 3,75%, avant de les réduire. Ces perspectives restent plus prudentes que celles du marché qui, prolongeant sa tendance à l'excès d'optimisme, prévoit un taux légèrement supérieur à 3% vers la fin de l'année 2026. Les risques entourant notre scénario sont plutôt baissiers avec, notamment, des pressions politiques et l'arrivée imminente d'un nouveau président à la Fed. Dans la zone euro, une inflation à la cible et la résistance anticipée de la croissance ne devraient pas inciter la BCE à assouplir davantage sa politique monétaire en 2026 ; elle maintiendrait également ses taux directeurs sur 2026 jusqu'au printemps 2027 avant vraisemblablement de les relever face à la solidité de la croissance.

Les taux d'intérêt devraient, en 2026, tant aux États-Unis qu'en zone euro, être soumis à des pressions haussières modérées, que justifient des rythmes de croissance décents et des stimuli budgétaires. En revanche, les mouvements divergents de politique monétaire anticipés pour 2027 (léger assouplissement pour la Fed, resserrement pour la BCE) justifient des déformations différentes des courbes de taux d'intérêt : pentification aux États-Unis et aplatissement dans la zone euro.

Alors que, pour 2026, aux États-Unis, le marché table sur un assouplissement de près de 50 points de base du taux des fed funds, la pause dans l'assouplissement monétaire que suppose notre scénario en 2026 milite en faveur d'une légère hausse du taux d'intérêt à deux ans, dont la baisse récente reflète les attentes de détente monétaire un peu trop optimistes du marché. Notre scénario anticipe un taux à deux ans avoisinant 3,70% fin 2026. Poussé par une croissance légèrement plus soutenue en 2026 et par un besoin de financement public toujours élevé, notre scénario table sur un taux à dix ans à 4,50% fin 2026.

En zone euro, la perspective d'un resserrement monétaire en 2027 devrait se traduire par une remontée des taux d'intérêt. Par rapport à décembre 2025, notre scénario retient en 2026 une hausse de 20 pbs du taux à deux ans. L'augmentation de l'offre de dette allemande conduit à inscrire un très léger redressement du rendement à dix ans. Le resserrement des conditions financières serait moins propice aux émetteurs plus risqués (émetteurs de la périphérie dont France et Italie).

Pour finir, le dollar devrait, en 2026, bénéficier des écarts de rendements, alors qu'il est peu probable que l'euro soit en mesure de profiter des spéculations autour du statut de monnaie de réserve de la devise américaine.

### 3.1.2 Environnement local et positionnement de la CR sur son marché

Le Crédit Agricole Charente Périgord évolue sur deux départements dont la population reste relativement stable mais vieillissante, avec une faible densité de population.

Les dernières données INSEE disponibles affichent une stabilité de la démographie depuis 2024 sur la Charente (0%) et positive sur la Dordogne (+0,3%). La population totale sur les deux départements s'établirait à 774.026 habitants en 2025 (estimations au 1<sup>er</sup> janvier 2026), avec plus d'un tiers de la population âgé de 60 ans et plus (37,8% vs 28,5% en France métropolitaine). La densité de la population sur le territoire reste faible avec 59 hab./km2 en Charente et 46 hab./km2 en Dordogne bien en dessous de la moyenne nationale (107 hab./km2).

Le taux de pauvreté reste élevé (15,9% en 2021 Vs 14,9% en France métropolitaine) avec un revenu médian de 21.680 € Vs 23.080 € au niveau national, la situation étant plus décalée pour la Dordogne (21.410 €) que pour la Charente (22.000 €).

Au T3 2025, le taux de chômage progresse tant en Dordogne à 7,4% qu'en Charente à 7,8% (+0,3% sur une année sur les 2 départements). A titre de comparaison, il ressort à 7% en Nouvelle Aquitaine et à 7,5% au niveau national (France métropolitaine).

*Taux de chômage sur les principales zones d'emploi.*

	2022-T4	2023-T4	2024-T4	2025-T1	2025-T2	2025-T3
Angoulême	6,9	7,5	7,6	7,8	7,8	8,0
Bergerac	8,1	8,2	7,6	7,8	7,8	8,0
Cognac	6,0	6,5	6,5	6,6	6,9	7,1
Périgueux	6,5	7,0	6,6	6,7	6,9	7,1

Les deux départements s'illustrent par une activité agricole et viticole dominante et quelques secteurs clés du Tertiaire (comme le Tourisme en Dordogne) et l'Industrie (représente près de 20% des emplois salariés en Charente).

Les créations d'entreprises <sup>(1)</sup> augmentent sur l'année 2025 en Charente avec 4 454 créations (+6,5%) et en Dordogne avec 5 702 créations (+8,3%), dynamique portée pour les deux départements par les micro-entrepreneurs (secteurs du nettoyage et services à la personnes), quand la région Nouvelle Aquitaine et le national s'inscrivent dans une dynamique positive avec des variations respectives de +3,4% et +4,9%. Dans le même temps, les défaillances d'entreprises<sup>1</sup> sont au plus haut avec +21,3% en Dordogne (+12,2% Nouvelle Aquitaine et +4,4% France) alors qu'elles reculent Charente (-0,9%).

**Le secteur du Cognac** <sup>(2)</sup>, filière stratégique pour le Crédit Agricole Charente Périgord, enregistre son plus bas niveau depuis 16 ans avec 141 millions de bouteilles expédiées en 2025. Les exportations en volume ont chuté de 15,1%, -34% en Amérique du Nord, moins 20,5% en Extrême-Orient et -10,9% en Europe.

Le chiffre d'affaires tombe à 2,24 milliards d'euros (contre 2,99 milliards d'euros en 2024), soit une chute record de -25% en seulement une année. L'effondrement atteint même -43 % par rapport aux 3,9 milliards d'euros atteints en 2021, le pic historique. Malgré cette conjoncture difficile, le Crédit Agricole Charente Périgord reste le leader du financement des acteurs de la filière et un acteur clé en fonds propres.

Autre filière majeure, **le Tourisme** qui représente un enjeu important pour l'économie locale des deux départements, et plus particulièrement pour la Dordogne (30% du PIB Vs 8% en Charente). En Dordogne et en Charente, la saison 2025 a été marquée par la baisse du nombre de touristes, mais le socle de visiteurs français reste solide (leur nombre a baissé de 2 % sur un an) avec des perspectives encourageantes pour l'arrière-saison. Pour la 1ère fois depuis 5 ans, les nuitées dans l'hôtellerie ont progressé de l'ordre de 3% par rapport à 2024 alors que l'évolution de l'hôtellerie de plein air a nettement ralenti. Le poids des acteurs du secteur AirDNA continue pour sa part de se développer (RbNB, gîtes, ...). En 2025, près d'un acteur de la filière sur deux est client du Crédit Agricole Charente Périgord (55% de parts de marché en Dordogne et 35% en Charente).

Du côté de **l'immobilier**, la construction de nouveaux logements autorisés poursuit son ralentissement en 2025 tout particulièrement en Dordogne (-7,2% soit 2 270 logements) et dans une moindre mesure en Charente (-1,4% soit 1 310 logements). Pour autant le Crédit Agricole Charente Périgord a vu ses réalisations de Crédit Habitat progresser de +56% sur un an, après deux années consécutives en retrait et sa part de marché se maintenir à près de 45%.

**D'un point de vue climatique**, les deux départements ont connu des conditions météorologiques hétérogènes avec notamment des excès d'eau et des épisodes de températures anormalement élevées (mai, juin ou encore novembre et début décembre).

### 3.1.3 Activité de la Caisse Régionale au cours de l'exercice

Avec près de 20 000 nouveaux clients en 2025, le fonds de commerce se stabilise à près de 450 000 clients au 31 décembre 2025. Le nombre de sociétaires progresse de +4.2% sur un an pour dépasser 251 000 fin 2025.

Les encours de collecte affichent une progression de +2,6% sur un an pour atteindre 16,2 milliards d'euros fin 2025. Cette croissance est portée tant par la collecte bilan que la collecte sur l'assurance-vie et les valeurs mobilières. La part de marché collecte bilan s'établit au-delà de 42%.

L'encours de crédit progresse sur un an, au-delà de 10 milliards d'euros au 31 décembre 2025, tiré par le crédit habitat, ce qui contribue au maintien à un niveau élevé de ses parts de marché sur les financements habitat (44,6%) comme sur les crédits d'équipement (49,1%).

La production de contrats d'assurance des biens et de personnes reste également dynamique avec un stock de contrats qui dépasse 368 000 contrats fin 2025.

L'équipement de la clientèle sur les autres services de Banque au quotidien progresse régulièrement avec, à titre d'exemple, notre parc de cartes bancaires est en hausse de +0,6% soit plus de 325 000 cartes en stock.

---

(1) Sources BPI France

(2) Source BNIC

### 3.1.4 Les faits marquants

#### **FCT Crédit Agricole Habitat 2025**

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché. Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

#### **FCT Crédit Agricole Habitat 2020**

Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

#### **Avance consentie à SAS RUE DE LA BOETIE :**

Dans le cadre du financement par la SAS RUE DE LA BOETIE de l'acquisition d'actions émises par CREDIT AGRICOLE S.A au cours de l'exercice 2025, la Caisse Régionale a mis à disposition en avril 2025 une nouvelle avance en compte courant d'associé en faveur de la SAS RUE DE LA BOETIE pour un montant de 10,4 millions d'euros capitalisée pour un montant de 7,4 millions d'euros et remboursée pour un montant 3 millions d'euros en juin 2025.

#### **Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises :**

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€. Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution. Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024). Par ailleurs, la convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle. La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 763 milliers d'euros dont 597 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

#### **Les éléments marquants sur le plan des résultats financiers 2024**

*Se référer aux points 3.2.4. Résultat consolidé et 3.3.1 Résultat financier sur base individuelle.*

## 3.2 Analyse des comptes consolidés

### 3.2.1 Organigramme du groupe crédit agricole

#### **Un Groupe bancaire d'essence mutualiste**

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 12,3 millions de sociétaires qui élisent plus de 27 000 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une

convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

**La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.**

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

# PÉRIMÈTRE DU GROUPE

Le groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.

## CAISSES RÉGIONALES

**12,3 M** de sociétaires détenant les parts sociales des  
**2 376** Caisses locales

**39** Caisses régionales détenant ensemble la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. via la **SAS Rue La Boétie**<sup>1</sup> → détiennent **100%** de **SACAM Mutualisation** détenant **25%** des Caisses régionales  
← **Lien politique** Fédération nationale du Crédit Agricole (FNCA)<sup>2</sup>

## PUBLIC

Investisseurs  
Institutionnels

Actionnaires  
Individuels

Salarisés via  
l'épargne salariale

Autodétention

détenant

**63,5%**



CRÉDIT AGRICOLE  
S.A.

détenant

**36,5%**

### Gestion de l'épargne et assurances



### Banques de proximité



### Grandes clientèles



### Services Financiers Spécialisés



### Autres filiales



1. La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de SACAM Mutualisation.

2. La Fédération nationale du Crédit Agricole (FNCA) est l'instance de réflexion, d'expression et de représentation des Caisses régionales auprès de leurs parties prenantes.

### 3.2.2 Présentation du groupe de la Caisse Régionale

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord présente des comptes consolidés en appliquant les normes de consolidation prévues dans le référentiel international. En accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle régionale constitué de la Caisse Régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole Charente-Périgord a évolué au cours de l'année 2025.

Le Groupe est donc constitué de :

- La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord
- 48 Caisses Locales de Crédit Agricole affiliées à la Caisse Régionale
- La SAS Charente-Périgord Immobilier
- La SAS Charente-Périgord Expansion
- Les FCT CA Habitat 2022, 2024 et 2025 issues des opérations de titrisation des créances habitat des Caisses Régionales du groupe Crédit Agricole réalisées en juin 2022, avril 2024 et avril 2025.

Ces sociétés sont toutes consolidées selon la méthode de l'Intégration Globale.

### 3.2.3 Contribution des entités du groupe de la Caisse Régionale

<i>En milliers d'€</i>	<b>Contribution au PNB consolidé du groupe de la CR</b>	<b>Contribution au résultat Brut d'exploitation consolidé du groupe de la CR</b>	<b>Contribution au résultat net consolidé du groupe de la CR</b>
Caisse régionale	272 016	93 471	48 231
Caisses locales	4 409	4 119	3 573
Les FCT CA Habitat	918	918	769
Charente Périgord Expansion	230	113	206
Charente Périgord Immobilier	373	-124	-364

La contribution économique au résultat net consolidé du groupe est portée à hauteur de 92 % par la Caisse régionale.

### 3.2.4 Résultat consolidé

<b>Montant en K€</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>	<b>Variations</b>	
			<b>Montants</b>	<b>%</b>
PNB	277 946	269 160	8 786	3,26%
Charges générales d'exploitation	-179 449	-176 027	-3 422	1,94%
Résultat brut d'exploitation	98 497	93 133	5 364	5,76%
Coût du risque	-44 340	-23 842	-20 498	85,97%
Résultat d'Exploitation	54 157	69 291	-15 134	-21,84%
Résultat avant impôt	54 214	69 262	-15 048	-21,73%
Impôt sur les bénéfices	-1 799	-4 352	2 553	-58,66%
Résultat net	52 415	64 910	-12 495	-19,25%
Résultat net part du groupe	52 415	64 910	-12 495	-19,25%

Le Produit Net Bancaire consolidé atteint 278 millions d'euros en hausse de +3 % soit +8,8 millions d'euros par rapport à 2024. Cette hausse résulte principalement de la hausse du PNB issue des comptes individuels de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord.

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 179 millions d'euros au 31/12/2025, en hausse de 1,9 % soit +3,4 M€, variation essentiellement inhérente aux comptes sociaux de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord.



Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 98 millions d'euros (+5,8%).

Le coût du risque est en hausse de +20,5 millions d'euros pour s'établir à 44,3 millions d'euros en 2025 contre 23,8 millions d'euros en 2024, cette variation provenant des comptes individuels de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord. Le taux de créances en défaut progresse à 2,59% fin 2025.

L'impôt sur les bénéfices est en baisse de -2,6 millions d'euros, notamment lié à la baisse du résultat avant impôt de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord. Le reste de la variation est expliqué par les différents décalages entre les deux normes comptables dans le cadre du traitement fiscal sur les plus/moins-values sur OPCVM, la comptabilisation d'impôts différés sur la constatation de la variation de juste valeur par résultat sur les instruments dérivés ainsi que des différents retraitements IFRS par résultat ou par capitaux propres.

Le Résultat Net Part Du Groupe s'élève à 52,4 millions d'euros enregistrant une diminution de -19,3 % soit -12,5 millions d'euros.

### 3.2.4 Bilan consolidé et variations des capitaux propres

<b>Bilan ACTIF</b> (En milliers d'euros)	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>Variation</b>	
			<b>Montants</b>	<b>%</b>
Caisse, banques centrales	58 914	65 839	-6 925	-10,52%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	262 709	108 227	154 482	142,74%
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	7 263	8 903	-1 640	-18,42%
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	255 446	99 324	156 122	157,18%
Instruments dérivés de couverture	11 865	4 482	7 383	164,73%
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 461 699	1 249 938	211 761	16,94%
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>				
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>	1 461 699	1 249 938	211 761	16,94%
Actifs financiers au coût amorti	12 379 655	12 785 872	-406 217	-3,18%
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>	2 148 127	2 649 654	-501 527	-18,93%
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	9 788 925	9 778 780	10 145	0,10%
<i>Titres de dettes</i>	442 603	357 438	85 165	23,83%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 134	16 129	-11 995	-74,37%
Actifs d'impôts courants et différés (1)	22 807	24 831	-2 024	-8,15%
Comptes de régularisation et actifs divers	190 329	204 109	-13 780	-6,75%
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
Participation dans les entreprises mises en équivalence				
Immeubles de placement	17 643	7 908	9 735	123,10%
Immobilisations corporelles	56 478	58 683	-2 205	-3,76%
Immobilisations incorporelles	1 519	1 519		0,00%
Ecarts d'acquisition				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>14 467 752</b>	<b>14 527 537</b>	<b>-59 785</b>	<b>-0,41%</b>

A l'actif, il convient de noter les variations significatives suivantes :

Les actifs financiers à la JV par résultat sont en hausse de 156 millions d'euros, suite notamment à un programme d'investissement de 150 millions d'euros d'acquisition de titres monétaires.

Les actifs financiers à la JV par capitaux propres non recyclables sont en hausse de 212 millions d'euros, suite notamment à la réappréciation et à un renforcement sur les titres suivants : SAS Rue La Boétie et SACAM MUTUALISATION.

Les prêts et créances sur les établissements de crédit sont en baisse de 502 millions d'euros. Cette variation est expliquée par une baisse des placements à terme de -367 millions d'euros complétée par une baisse de l'encours de dépôt réserve LCR de -55 millions d'euros ainsi que d'une baisse de l'encours du compte courant de -80 millions d'euros.

Les prêts et créances sur la clientèle sont stables avec une progression de seulement 0,10%.

Les titres de dettes sont en progression de 85 millions d'euros suite notamment à un programme d'investissement de 123 millions d'euros d'acquisition de titres obligataires.

Les comptes de régularisations et actifs divers sont en baisse de 14 millions d'euros venant pour l'essentiel de la variation du collatéral lié aux dérivés.

L'encours des immeubles de placement est en hausse de 10 millions d'euros. Cette variation est expliquée par l'acquisition de biens immobiliers par la filiale Charente Périgord Immobilier.

<b>Bilan PASSIF</b> (En milliers d'euros)	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>Variation</b>	
			<b>Montants</b>	<b>%</b>
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	9 089	12 005	-2 916	-24,29%
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	9 089	12 005	-2 916	-24,29%
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>				
Instruments dérivés de couverture	34 472	42 874	-8 402	-19,60%
Passifs financiers au coût amorti	11 896 102	12 182 950	-286 848	-2,35%
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	6 564 497	6 799 629	-235 132	-3,46%
<i>Dettes envers la clientèle</i>	5 242 123	5 209 792	32 331	0,62%
<i>Dettes représentées par un titre</i>	89 482	173 529	-84 047	-48,43%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-15 543	-12 010	-3 533	29,42%
Passifs d'impôts courants et différés	548	3	545	18166,67%
Comptes de régularisation et passifs divers	222 876	211 993	10 883	5,13%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
Provisions	25 830	19 640	6 190	31,52%
Dettes subordonnées				
<b>Total dettes</b>	<b>12 173 374</b>	<b>12 457 455</b>	<b>-284 081</b>	<b>-2,28%</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>2 294 378</b>	<b>2 070 082</b>	<b>224 296</b>	<b>10,84%</b>
Capitaux propres part du Groupe	2 294 378	2 070 082	224 296	10,84%
Capital et réserves liées	365 891	366 905	-1 014	-0,28%
Réserves consolidées	1 278 733	1 232 720	46 013	3,73%
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	597 339	405 547	191 792	47,29%
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées				
Résultat de l'exercice	52 415	64 910	-12 495	-19,25%
Participations ne donnant pas le contrôle				
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>14 467 752</b>	<b>14 527 537</b>	<b>-59 785</b>	<b>-0,41%</b>

Au passif, les principales variations sont les suivantes :

Les dettes envers les établissements de crédit diminuent de -235 millions d'euros du fait principalement d'une diminution de l'encours des emprunts de -277 millions d'euros compensée par une hausse de l'encours des avances.

Les dettes envers la clientèle progressent de +32 millions d'euros dont une hausse des dépôts à vues créditeurs de plus de 41 millions d'euros compensée par la diminution de l'encours des dépôts à terme de -11 millions d'euros.

Les dettes représentées par un titre sont en replis de -84 millions d'euros principalement porté par une baisse des encours de NEU MTN émis de -76 millions d'euros.

Croissance des capitaux propres de 224 millions d'euros liée principalement à la réévaluation positive pour 192 millions d'euros des actifs classés à la juste valeur en capitaux propres (dont SAS RUE DE LA BOETIE pour 141 M€ et SACAM MUTUALISATION pour 49 millions d'euros), à la distribution de -13 millions d'euros de dividende et au résultat 2025 de +52 millions d'euros.

### 3.2.5 Activité et résultat des filiales

Les données des FCT et CL ne seront pas commentées ici. La contribution au résultat consolidé du Groupe par les filiales est non significative.

### Charente Périgord Expansion :

Au cours de l'exercice 2025, Charente Périgord Expansion a continué d'accompagner les sociétés de son territoire notamment par le désinvestissement, l'investissement ou le réinvestissement dans les sociétés suivantes : ALTIOR MT, SP SODEVAT et API Distribution.

La contribution de la filiale au résultat net consolidé s'élève à 0,2 millions d'euros au 31/12/2025.

### Charente Périgord Immobilier :

Dans le cadre du développement de son activité immobilière, Charente Périgord Immobilier (CPI) a réalisé sur l'exercice 2025 une augmentation de son capital souscrit par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord pour 6 millions d'euros dont 4 millions d'euros restant à appeler. CPI a acquis pour 9,6 millions d'euros d'immobilisations corporelles ou de stock. CPI a procédé à l'acquisition de 1,3 millions d'euros d'immobilisations financières et a notamment participé à l'augmentation de capital de la SCI LAGORA pour 3,3 millions d'euros. Par ailleurs, CPI a perçu 0,7 millions d'euros de revenus locatifs contre 0,3 millions d'euros l'an dernier.

La contribution de la filiale au résultat net consolidé s'élève à -0,4 millions d'euros au 31/12/2025.

### Tableau de présentation de l'endettement des entités consolidés (hors Caisse régionale, Caisses locales et STT)

(Données sociales en K€)

Filiales	Total des dettes (A)	Dont dettes contractualisées avec une entité consolidée (groupe Caisse régionale)	Capitaux Propres (B)	Taux d'endettement (A) / (B)
Charente Périgord Expansion	745	0	18 483	4,03%
Charente Périgord Immobilier	6 906	6 261	30 604	22,57%

## 3.3 Analyse des comptes individuels

### 3.3.1 Résultat financier sur base individuelle

Montant en K€	2025	2024	Variations	
			Montants	%
PNB	270 100	259 944	10 156	3,91%
Charges générales d'exploitation	-177 944	-175 690	-2 254	1,28%
Résultat brut d'exploitation	92 156	84 254	7 902	9,38%
Coût du risque	-42 139	-22 727	-19 412	85,41%
Résultat d'Exploitation	50 017	61 527	-11 510	-18,71%
Résultat net sur actif immobilisé	2 126	1 455	671	46,12%
Résultat avant impôt	52 143	62 982	-10 839	-17,21%
Impôt sur les bénéfices	-1 214	-5 560	4 346	-78,17%
Résultat exceptionnel + Dotation/rep FRBG	3 000	0	3 000	100,00%
Résultat net	53 929	57 422	-3 493	-6,08%

Le Produit Net Bancaire 2025 s'établit à 270 millions d'euros, en hausse soutenue de +3,9% sur un an.

Cette hausse résulte principalement de la hausse des revenus liés aux fonds propres +20%, tirés par les dividendes de SAS Rue de la Boétie et les activités d'investisseur de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Charente Périgord, alors que le PNB d'activité se stabilise. La hausse de la marge d'intermédiation étant de 0,6 millions d'euros pour atteindre 73 millions d'euros au 31 décembre 2025 (+0,9% par rapport à 2024), en lien avec la baisse du coût de la ressource, venant compenser la baisse des commissions (-0,3%) à 137,3 millions d'euros, portées par l'équipement de nos clients en services bancaires et produits d'assurances.

La progression des charges de fonctionnement, à 178 millions d'euros en 2025, reste modérée à +1,3%, avec une hausse maîtrisée des charges de personnel (+2,9 millions d'euros) et une bonne maîtrise des autres charges d'exploitations (+0,3 millions d'euros).

Le coût du risque est en dotation nette de +42,1 millions d'euros en 2025 (+85%), dont 38,6 millions d'euros de provision individuelles et +3,5 millions d'euros de provisions IFRS9. Le taux de créances en défaut progresse à 2,59% fin 2025.

La charge fiscale à 1,2 millions d'euros, est en retrait par rapport à l'année passée (-4,3 millions d'euros).

In fine, le résultat net s'affiche en recul -6% à 53,9 millions d'euros, malgré la reprise sur l'encours du Fonds pour Risques Bancaires Généraux (- 3 millions d'euros) et la reprise de provision sur SACAM International (4,1 millions d'euros) bien plus élevée qu'en 2024 (2,1 millions d'euros).

### 3.3.2 Bilan et variations des capitaux propres sur base individuelle

Le total du bilan de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord évolue de +1,05% sur l'année 2024 pour atteindre les 13 932 millions d'euros.

BILAN ACTIF (en milliers d'euros)	Année 2025	Année 2024	Variations	
			K€	%
Opérations interbancaires et assimilées	206 573	276 885	-70 312	-25,39%
Opérations internes au Crédit Agricole	2 067 000	2 491 458	-424 458	-17,04%
Opérations avec la clientèle	9 837 370	9 812 304	25 066	0,26%
Opérations sur titres	639 568	412 202	227 366	55,16%
Valeurs immobilisées	970 281	946 266	24 015	2,54%
Capital souscrit non versé				
Actions propres				
Comptes de régularisation et actifs divers	210 782	221 198	-10 416	-4,71%
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>13 931 574</b>	<b>14 160 313</b>	<b>-228 739</b>	<b>-1,62%</b>

Les opérations interbancaires baissent de -25,4% soit -70 millions d'euros principalement liées à l'évolution du compte courant ordinaire de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord détenu chez Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

Les opérations internes au Crédit Agricole baissent de 17% soit -424 millions d'euros du fait notamment d'une baisse de placements monétaires et des dépôts LCR.

Les opérations avec la clientèle restent stables avec une progression de 0,26% soit 25 millions d'euros.

Les opérations sur titres sont en progression de +55,2% soit 227 millions d'euros en lien avec une progression de +74 millions d'euros sur le portefeuille d'investissement et une progression de +154 millions d'euros sur le portefeuille de placement.

Les valeurs immobilisées progressent de +2,5% soit 24 millions d'euros en lien avec le renforcement de la capitalisation des filiales de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord à hauteur de 7 millions d'euros, de SAS RUE DE LA BOETIE pour 7,4 millions d'euros, de SACAM AVENIR pour 4,2 millions d'euros et SACAM SANTE et TERRITOIRES pour 1,7 millions d'euros.

Les comptes de régularisation et actifs divers se replient de -10 millions d'euros en raison notamment de la progression de l'évolution du collatéral auprès de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank de -19 millions d'euros.

BILAN PASSIF (en milliers d'euros)	Année 2025	Année 2024	Variations	
			K€	%
Opérations interbancaires et assimilées	39 334	43 564	-4 230	-9,71%
Opérations internes au Crédit Agricole	6 571 830	6 806 693	-234 863	-3,45%
Comptes créditeurs de la clientèle	5 246 108	5 213 537	32 571	0,62%
Dettes représentées par un titre	66 155	142 094	-75 939	-53,44%
Comptes de régularisation et passifs divers	235 801	223 159	12 642	5,67%
Provisions et dettes subordonnées	299 123	299 265	-142	-0,05%
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	103 500	106 500	-3 000	-2,82%
Capitaux propres hors FRBG	1 369 723	1 325 501	44 222	3,34%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>13 931 574</b>	<b>14 160 313</b>	<b>-228 739</b>	<b>-1,62%</b>

Les opérations interbancaires diminuent de -9,7% soit -4 millions d'euros notamment en raison des opérations de titrisation (tombée du FCT Crédit Agricole Habitat 2020 et nouvelle FCT Crédit Agricole Habitat 2025).

Les opérations internes au Crédit Agricole se replient de -3,5% en lien notamment avec une baisse des emprunts pour 277 M€ compensée par une hausse des encours des avances.

Les comptes créditeurs de la clientèle sont stables avec une progression de seulement de 0,62%.

Les dettes représentées par un titre sont en replis de -53,4% soit -75 millions d'euros principalement liés à la baisse de l'encours des certificats de dépôts négociables émis par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord.

Les comptes de régularisation et passifs divers augmentent de 5,7 % soit 13 millions d'euros en raison notamment de la progression de l'évolution de 4,2 millions d'euros des versements restant à effectuer sur titres détenus par Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord.

L'encours du Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) est en reprise de 3 millions d'euros pour se fixer à 104 millions d'euros.

Les capitaux propres hors FRBG progressent de 3,3% soit 44 millions d'euros principalement liés à l'affectation en réserves du résultat 2024.

### 3.3.3 Hors Bilan sur base individuelle

**Les engagements donnés**, 1 165 millions d'euros au 31 décembre 2025 sont en progression de 4,8% par rapport à l'année dernière :

(En milliers d'euros)	Année 2025	Année 2024	Variations	
			K€	%
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 165 108</b>	<b>1 111 578</b>	<b>53 530</b>	<b>4,82%</b>
Engagement de financement	893 739	822 910	70 829	8,61%
Engagement de garantie	269 550	288 052	-18 502	-6,42%
Engagements sur titres	1 819	616	1 203	195,29%

Les engagements de financement donnés sont en hausse de 70,8 millions d'euros en raison notamment de la hausse des autres engagements en faveur de la clientèle pour 133 millions d'euros compensée par la baisse de l'encours des autres ouvertures de crédits confirmés pour -66 millions d'euros.

Les engagements de garantie sont en replis sur l'année de -18,5 millions d'euros en lien avec les garanties accordées sur engagement CACIB pour -14,8 millions d'euros.

**Les engagements reçus**, 3 350 millions d'euros au 31 décembre 2025 sont en hausse de 99 millions d'euros par rapport à l'année dernière.

(En milliers d'euros)	Année 2025	Année 2024	Variations	
			K€	%
<b>Engagements reçus</b>	<b>3 349 685</b>	<b>3 250 630</b>	<b>99 055</b>	<b>3,05%</b>
Engagement de financement	7 000	11 291	-4 291	-38,00%
Engagement de garantie	3 340 866	3 238 723	102 143	3,15%
Engagements sur titres	1 819	616	1 203	195,29%

Cette progression est constatée tout particulièrement par une augmentation de nos encours garantis auprès de la CAMCA (société de caution) pour 180 millions d'euros compensée par la baisse des encours garantis par des administrations publiques et assimilées pour -39 millions d'euros ainsi que par la baisse des contre-garanties interbancaires pour -29 millions d'euros.

### 3.4 Capital social et sa rémunération

Le capital social de 96,1 millions d'euros n'a pas varié sur l'exercice 2025 :

Répartition du capital social	Capital nominal en Euros	% du capital	Nombre	Droit de vote	% de vote
<b>Certificats coopératifs d'associés</b>	<b>39 647 338</b>	<b>41,25%</b>	<b>25 913 293</b>		<b>0,00%</b>
dont part du Public	15 324 985	15,94%	10 016 330		0%
dont part de Caisses locales	294 938	0,31%	192 770		0%
dont part de SACAM Mutualisation	24 027 415	25,00%	15 704 193		0%
<b>Parts sociales</b>	<b>56 462 323</b>	<b>58,75%</b>	<b>36 903 479</b>	<b>121</b>	<b>100,00%</b>
dont caisses locales	56 462 046	58,75%	36 903 298	102	84,30%
dont collectivités publiques	0	NS	0		0%
dont administrateurs de la CR	275	NS	180	18	14,88%
dont SACAM Mutualisation	2	NS	1	1	0,83%
dont autres organismes	0	NS			0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>96 109 661</b>	<b>100,00%</b>	<b>62 816 772</b>	<b>121</b>	<b>100,00%</b>

#### 3.4.1 Les parts sociales

Elles représentent 58,7% du capital social de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord et détiennent 100% des droits de vote en Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 02 avril 2026 de rémunérer les parts sociales au taux de 5,36 % pour l'exercice 2025 soit un montant de 0,082008 euros par part sociale.

Distribution des 3 derniers exercices :

(En euros)	Intérêts aux parts	Montant global
EXERCICE 2024	0,073440	2 710 191
EXERCICE 2023	0,058140	2 145 568
EXERCICE 2022	0,042075	1 552 714

#### 3.4.2 Les Certificats coopératifs d'associé

Les CCA sont détenus par SACAM Mutualisation, certaines Caisses locales et par les Sociétaires. Ils représentent 41,3% du capital social de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord. La rémunération du CCA est calculée sur la base de 30% du résultat, proratisée de son poids dans le capital. Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 02 avril 2026 un dividende unitaire de 0,26 euros pour l'exercice 2025.

Distribution des 3 derniers exercices :

(En euros)	Dividende unitaire	Montant global
EXERCICE 2024	0,27	6 996 589
EXERCICE 2023	0,28	7 255 722
EXERCICE 2022	0,29	7 514 855

### 3.5 Autres filiales et participations

Le montant au 31 décembre 2025 des participations et autres titres détenus à long terme est de 914 millions d'euros qui est représenté par 747 millions d'euros soit 82 % par les titres SAS RUE DE LA BOETIE et SACAM MUTUALISATION. Les informations financières figurent en note 6 de l'annexe aux comptes sociaux.

#### 3.5.1 Filiales non consolidées

Les filiales non consolidées figurent en note 13 de l'annexe aux comptes consolidés. Elles ne présentent pas un caractère significatif au regard des critères du Groupe.

#### 3.5.2 Participations

Les principales participations sont décrites dans la note 6 de l'annexe aux comptes sociaux.

Les principaux mouvements enregistrés pour l'année sur les titres de participation non consolidés sont repris dans le tableau ci-après :

En milliers d'euros	Taux de détention avant l'acquisition	Acquisitions	Taux de détention après l'acquisition	Activités
4 178	1,58%	SACAM AVENIR	1,63%	La prise de participation, par souscription au capital, rachat d'actions ou de parts, dans toutes sociétés ou entreprises créées ou à créer ainsi que l'analyse, la recherche et la réalisation de tout placement ou investissement, le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation, ou de prise en dation en location-gérance de tous biens et autres droits.
7 355	2,10%	SAS RUE LA BOETIE	2,10%	EN FRANCE ET A L'ETRANGER : LA DETENTION ET LA GESTION (Y COMPRIS PAR ACQUISITION CESSION OU TOUT AUTRE MOYEN) D'UN MOMBRE D' ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES EMISES PAR LE CREDIT AGRICOLE SA LUI CONFERANT A TOUT MOMENT PLUS DE 50% DES DROITS DE VOTE ET DU CAPITAL DE CREDIT AGRICOLE SA
6 000	100,00%	CHARENTE PERIGORD IMMOBILIER	100,00%	Transactions immobilières lotisseur marchand de biens acquisition et aménagement foncier en vue de la revente
1 145	1,32%	AMBITION AGRI AGRO INVESTISSEMENT	1,27%	Fonds pour accompagner des transitions agricoles et agroalimentaires en France et en Italie

Il n'y a pas eu de cessions significatives enregistrées sur l'année.

### 3.6 Tableau des cinq derniers exercices

	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025
<b>1- Situation Financière (en milliers d'euros)</b>					
Capital social	96 110	96 110	96 110	96 110	96 110
Nbre de parts sociales	36 903 479	36 903 479	36 903 479	36 903 479	36 903 479
Nbre de CCA	25 913 293	25 913 293	25 913 293	25 913 293	25 913 293
<b>2- Résultat global des opérations (en milliers d'euros)</b>					
Produit Net Bancaire	256 218	284 514	254 823	259 944	270 100
Résultat Brut d'exploitation	94 217	112 512	82 350	84 254	92 156
Impôt sur les bénéfices	20 304	15 719	5 156	5 560	1 214
Bénéfices Net	58 255	60 647	58 102	57 422	53 929
<b>3- Résultat des opérations réduit à 1 titres (en €)</b>					
Résultat Brut d'exploitation	1,50	1,79	1,31	1,34	1,47
Bénéfice Net	0,93	0,97	0,92	0,91	0,86
Intérêt net versé à chaque Part Sociale	0,03	0,04	0,06	0,07	0,08
Dividende Net versé à chaque Certificat Coopératif d'associé	0,28	0,29	0,28	0,27	0,26
<b>4- Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice	1 281	1 316	1 333	1 361	1 328
Montant de la masse salariale de l'exercice	52 351	51 450	58 690	61 037	61 439
Montant versé au titre des charges sociales et assimilées de l'exercice	28 220	28 695	29 235	30 499	31 190

### 3.7 Evénements postérieurs à la clôture et perspectives

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est de nature à avoir un impact significatif sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

### 3.8 Informations diverses

#### 3.8.1 Informations sur les délais de paiement

En application des articles L 441-14 et D 441-6 du Code du Commerce, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord publie des informations sur les délais de paiement de ses fournisseurs et de ses créanciers.

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-6)

	Article D.441 6.I : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 6.I : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
<b>(A) Tranches de retard de paiement</b>												
Nombre de factures concernées	0					93	3					16
Montant total des factures concernées TTC (en milliers d'euros)	0	384	332	25	0	0	16	4 628	53	0	0	4 697
Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice	0,00%	0,05%	0,04%	0,00%	0,00%	0,00%						
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice issu des factures émises manuellement								16,71%	0,19%	0,00%	0,00%	16,96%
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441.-6 du code de commerce)</b>												
Délais de paiement de utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 60 jours / Délais légaux : 30 jours						Délais légaux : 30 jours					

L'information sur les délais de paiement des clients n'est pas pertinente au regard de l'activité bancaire de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord.

#### 3.8.2 Informations relatives aux comptes inactifs

Dans le cadre de la loi ECKERT les éléments suivants sont présentés au 31-12-2025:

- Nombre de comptes inactifs : 9 283
- Montant des comptes inactifs : : 17 791 308,64 euros
- Nombre des comptes remontés à la CDC : 1 261
- Montant des comptes remontés à la CDC : 1 356 848,04 euros

#### 3.8.3 Charges non fiscalement déductibles

Pour se conformer à la législation, nous vous informons que les dépenses, comptabilisées dans les comptes sociaux, non déductibles au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts s'élèvent à 35 milliers d'euros.



## 4. Facteurs de risques et informations prudentielles

### 4.1 Informations prudentielles

Dans le cadre des accords de Bâle 3 et de sa finalisation, le règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (Capital Requirements Regulation, dit "CRR") tel que complété par CRR n°2019/876 (dit "CRR 2") et modifié par le règlement n°2024/1623 (« CRR3 » communément appelé « Bâle IV ») impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations prudentielles. Ces informations sont à disposition sur le site internet suivant dans le document « Informations au titre du Pilier 3 » : [www.ca-charente-perigord.fr](http://www.ca-charente-perigord.fr)

#### Situation au 31 décembre 2025

L'adéquation du capital en vision réglementaire porte sur les ratios de solvabilité et sur le ratio de levier. Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels à une exposition en risque ou en levier.

Fonds propres prudentiels phasés simplifiés (en milliers d'euros) et ratios de solvabilité (en %)	31/12/2025	31/12/2024
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)</b>	<b>1 057 674</b>	<b>1 033 657</b>
dont Instruments de capital et réserves	2 283 047	2 057 370
dont Filtres prudentiels et autres ajustements réglementaires	(1 225 372)	(1 023 714)
<b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 (TIER 1)</b>	<b>1 057 674</b>	<b>1 033 657</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2</b>	<b>15 107</b>	<b>15 436</b>
<b>FONDS PROPRES TOTAUX</b>	<b>1 072 782</b>	<b>1 049 093</b>
<b>TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS (RWA)</b>	<b>4 568 093</b>	<b>4 490 355</b>
<b>RATIO CET1</b>	<b>23,15%</b>	<b>23,02%</b>
<b>RATIO TIER 1</b>	<b>23,15%</b>	<b>23,02%</b>
<b>RATIO TOTAL CAPITAL</b>	<b>23,48%</b>	<b>23,36%</b>
<b>TOTAL DE L'EXPOSITION EN LEVIER</b>	<b>11 457 439</b>	<b>11 222 283</b>
<b>RATIO DE LEVIER</b>	<b>9,23%</b>	<b>9,21%</b>

Données non auditées par les CAC

Au 31 décembre 2025, les ratios de solvabilité et de levier de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord sont au-dessus des exigences minimales qui s'imposent.

### 4.2 Facteurs de risques

**Cette partie présente les principaux risques auxquels le Crédit Agricole Charente Périgord est exposé, ainsi que les principaux risques liés à la détention des actions et autres titres émis par le Crédit Agricole Charente Périgord compte tenu de sa structure. La partie suivante du présent document ("Gestion des risques") expose l'appétit pour le risque de Crédit Agricole Charente Périgord et les dispositifs de gestion mis en œuvre.**

Le terme "Groupe Crédit Agricole" utilisé dans cette partie se définit comme l'ensemble constitué de Crédit Agricole S.A. entité sociale (société mère et société cotée), de ses filiales consolidées, directes et indirectes, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, des Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel (les "Caisses régionales"), des Caisses locales et de leurs filiales directes et indirectes respectives.

Les risques propres à l'activité de Crédit Agricole Charente Périgord sont présentés dans la présente partie sous les six catégories suivantes : (1.1) risques de crédit et de contrepartie ; (1.2) risques financiers ; (1.3) risques opérationnels et risques connexes ; (1.4) risques liés à l'environnement dans lequel le Crédit Agricole Charente Périgord évolue, (1.5) risques liés à la stratégie et aux opérations du Crédit Agricole Charente Périgord et (1.6) risques liés à la structure du Groupe Crédit Agricole.

Au sein de chacune de ces six catégories, les risques que le Crédit Agricole Charente Périgord considère actuellement comme étant les plus importants, sur la base d'une évaluation de leur probabilité de survenance et de leur impact potentiel, sont présentés en premier. Toutefois, même un risque actuellement considéré comme moins important, pourrait avoir un impact significatif sur Crédit Agricole Charente Périgord s'il se concrétisait à l'avenir.

Ces facteurs de risque sont détaillés ci-dessous.

#### 4.2.1 Risques de crédit et de contrepartie

##### **a) Crédit Agricole Charente Périgord est exposé au risque de crédit de ses contreparties**

Le risque d'insolvabilité de ses clients et contreparties est l'un des principaux risques auxquels Crédit Agricole Charente Périgord est exposé. Le risque de crédit affecte les comptes consolidés de Crédit Agricole Charente Périgord lorsqu'une contrepartie n'est pas en mesure d'honorer ses obligations et que la valeur comptable de ses obligations figurant dans les livres de la banque est positive. Cette contrepartie peut être une banque, un établissement financier, une entreprise industrielle ou commerciale, un État ou des entités étatiques, un fonds d'investissement ou une personne physique. Le taux de défaut des contreparties pourrait augmenter dans un contexte économique incertain notamment en Europe et Crédit Agricole Charente Périgord pourrait avoir à enregistrer des charges et provisions significatives pour créances douteuses ou irrécouvrables, ce qui affecterait alors sa rentabilité.

Bien que Crédit Agricole Charente Périgord cherche à réduire son exposition au risque de crédit en utilisant des méthodes d'atténuation du risque telles que la constitution de collatéral et l'obtention de garanties, il ne peut être certain que ces techniques permettront de compenser les pertes résultant des défauts des contreparties. En outre, Crédit Agricole Charente Périgord est exposé au risque de défaut de toute partie qui lui fournit la couverture du risque de crédit (telle qu'une contrepartie au titre d'un instrument dérivé) ou au risque de perte de valeur du collatéral. Par ailleurs, seule une partie du risque de crédit supporté par Crédit Agricole Charente Périgord est couverte par ces techniques. En conséquence, Crédit Agricole Charente Périgord est exposé de manière significative au risque de défaut de ses contreparties.

Au 31 décembre 2025, l'exposition au risque de crédit et de contrepartie (y compris risque de dilution et risque de règlement livraison) de Crédit Agricole Charente Périgord s'élevait à 10,31 milliards d'euros avant prise en compte des méthodes d'atténuation du risque. Celle-ci est répartie à hauteur de 70% sur la clientèle de détail, 24% sur les entreprises, 3% sur les États et 2% sur les établissements de crédit et les entreprises d'investissement. Par ailleurs, les montants des actifs pondérés par les risques (RWA) relatifs au risque de crédit ainsi qu'au risque de contrepartie auxquels est exposé Crédit Agricole Charente Périgord étaient respectivement de 4.05 milliards d'euros au 31 décembre 2024 et 4.57 milliards d'euros au 31 décembre 2025. À cette date d'arrêté, le montant brut des prêts et titres de créances en défaut s'élevait à 260 millions d'euros.

##### **b) Toute augmentation substantielle des provisions pour pertes sur prêts ou toute évolution significative du risque de pertes estimées par Crédit Agricole Charente Périgord liées à son portefeuille de prêts et de créances pourrait peser sur ses résultats et sa situation financière**

Dans le cadre de ses activités de prêt, Crédit Agricole Charente Périgord comptabilise périodiquement, lorsque cela est nécessaire, des charges pour créances douteuses afin d'enregistrer les pertes réelles ou potentielles de son portefeuille de prêts et de créances, elles-mêmes comptabilisées dans son compte de résultat au poste "Coût du risque". Le niveau global des provisions de Crédit Agricole Charente Périgord est établi en fonction de l'historique de pertes, du volume et du type de prêts accordés, des normes sectorielles, de la conjoncture économique et d'autres facteurs liés au taux de recouvrement des divers types de prêts, ou à des méthodes statistiques fondées sur des scénarios collectivement applicables à tous les actifs concernés. Bien que Crédit Agricole Charente Périgord s'efforce de constituer des provisions adaptées, il pourrait être amené à l'avenir à augmenter les provisions pour créances douteuses en réponse à une augmentation des actifs non performants ou pour d'autres raisons (telles que des évolutions macroéconomiques et sectorielles), comme la dégradation des conditions de marché ou des facteurs affectant certains pays ou industries notamment dans le contexte actuel d'incertitudes macroéconomique et géopolitique. Par ailleurs, bien que les tensions constatées ces dernières années sur les prix et la disponibilité des énergies et matières premières soient désormais moins aiguës, les niveaux de prix atteints pourraient encore affecter la solvabilité de certains segments de clientèle (PME, professionnels) ou secteurs d'activités financés particulièrement sensibles aux prix de ces ressources ou de leur volatilité (secteur agricole français, industries agro-alimentaires, production et négoce de matières premières, industries intensives en énergie, automobile) en dégradant leur rentabilité et leur trésorerie. Enfin, le fort ralentissement des activités de construction en France, notamment résidentielle, et le maintien prolongé de l'activité à un niveau relativement faible pourraient affecter défavorablement la rentabilité et la trésorerie de la clientèle opérant dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. L'augmentation significative des provisions pour créances douteuses, la modification

substantielle du risque de perte, tel qu'estimé, inhérent à son portefeuille de prêts non douteux, ou la réalisation de pertes sur prêts supérieures aux montants provisionnés, pourraient avoir un effet défavorable sur les résultats et la situation financière du Crédit Agricole Charente Périgord.

Au 31 décembre 2025, le montant brut des prêts, avances et titres de créance de la Caisse régionale du Crédit Agricole Charente-Périgord s'élevait à 10.53 milliards d'euros. Au titre du risque de crédit, les montants de provisions, dépréciations cumulées, et des ajustements s'y rapportant s'élevaient à 219 millions d'euros <sup>(3)</sup>.

**c) Une détérioration de la qualité de crédit des entreprises industrielles et commerciales pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats de Crédit Agricole Charente Périgord**

La qualité du crédit des emprunteurs Corporate pourrait être amenée à se détériorer de façon significative, principalement en raison d'une augmentation de l'incertitude économique et, dans certains secteurs, des risques liés aux politiques commerciales des grandes puissances économiques. Si une tendance de détérioration de la qualité du crédit devait apparaître, Crédit Agricole Charente Périgord pourrait être contraint d'enregistrer des charges de dépréciation d'actifs ou déprécier la valeur de son portefeuille de créances, ce qui pourrait se répercuter de manière significative sur la rentabilité et la situation financière de Crédit Agricole Charente Périgord.

Au 31 décembre 2025, l'exposition brute de Crédit Agricole Charente Périgord sur les Corporate industriels et commerciaux, c'est-à-dire les secteurs hors activités financières et d'assurance, administration publique et défense, Sécurité sociale obligatoire et activités de services administratifs et de soutien, s'élève à 2.54 milliards d'euros (dont 95,4 millions d'euros en défaut) ayant fait l'objet d'une dépréciation cumulée à hauteur de 59,4 millions d'euros.

**d) Crédit Agricole Charente Périgord pourrait être impacté de manière défavorable par des événements affectant les secteurs auxquels il est fortement exposé**

Les expositions crédit de Crédit Agricole Charente Périgord sont très diversifiées du fait de ses activités complètes de banque universelle de proximité.

Crédit Agricole Charente Périgord est principalement exposé à la banque de détail. Ainsi, les emprunteurs de la clientèle de détail, dont les ménages emprunteurs en crédit habitat ou finance personnelle, pourraient être fragilisés par une remontée durable du niveau de chômage. Crédit Agricole Charente Périgord est aussi exposé au risque que certains événements puissent avoir un impact disproportionné sur un secteur en particulier auquel il est fortement exposé. Si ces secteurs, représentant une part significative du portefeuille de Crédit Agricole Charente Périgord, devaient être frappés par une conjoncture défavorable, la rentabilité et la situation financière de Crédit Agricole Charente Périgord pourraient en être affectées.

Au 31 décembre 2025, les expositions brutes crédit de Crédit Agricole Charente Périgord sur la filière « clientèle de détail » s'élevaient à 7,38 milliards d'euros, soit 70% des expositions au risque de crédit.

**e) La solidité et le comportement des autres institutions financières et acteurs du marché pourraient avoir un impact défavorable sur Crédit Agricole Charente Périgord**

La capacité de Crédit Agricole Charente Périgord à effectuer des opérations de financement ou d'investissement et à conclure des transactions portant sur des produits dérivés pourrait être affectée défavorablement par une dégradation de la solidité des autres institutions financières ou acteurs du marché. Les établissements financiers sont interconnectés en raison de leurs activités de trading, de compensation, de contrepartie, de financement ou autres. Par conséquent, les défaillances d'un ou de plusieurs établissements financiers, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers, ou la perte de confiance dans l'industrie financière de manière générale, pourraient conduire à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et pourraient à l'avenir entraîner des pertes ou défaillances supplémentaires. Crédit Agricole Charente Périgord est exposé à de nombreuses contreparties financières, y compris des courtiers, des banques commerciales, des banques d'investissement, des fonds communs de placement et de couverture ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquels il conclut de manière habituelle des transactions. Nombre de ces opérations exposent Crédit Agricole Charente Périgord à un risque de crédit en cas de défaillance ou de difficultés financières. En outre, le risque de crédit de Crédit Agricole Charente Périgord serait exacerbé si les actifs qu'il détient en garantie ne pouvaient pas être cédés ou si leur prix ne leur permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition de Crédit Agricole Charente Périgord au titre des prêts ou produits dérivés en défaut.

Au 31 décembre 2025, le montant total des expositions brutes du Crédit Agricole Charente Périgord sur les contreparties établissements de crédit et assimilés était de 249 millions d'euros.

**f) Crédit Agricole Charente Périgord est exposé au risque-pays et au risque de contrepartie concentré sur le territoire où il exerce ses activités**

---

(3) Le coût du risque sur encours est calculé sur la base du coût du risque sur créances commerciales enregistré sur les quatre derniers trimestres glissants auquel est rapportée la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres.

Compte tenu de ses règles d'intervention limitées à sa circonscription territoriale, Crédit Agricole Charente Périgord est particulièrement exposé au risque pays sur la France. Les encours portés par les entités localisées en Dordogne et en Charente représentent 82,5% des encours de la Caisse régionale. En ajoutant l'encours sur les départements limitrophes à la Caisse régionale, ce ratio monte à 92,1%.

**g) Crédit Agricole Charente Périgord est soumis à un risque de contrepartie dans la conduite de ses activités de marché**

Le Groupe Crédit Agricole est soumis au risque de contrepartie dans la conduite de ses activités de marché. Toutefois, le Crédit Agricole Charente Périgord n'exerce en son nom propre aucune activité de marché et ne détient pas en conséquence de portefeuille de négociation.

#### 4.2.2 Risques financiers

**a) Les risques liés au manque de visibilité, à des pressions sur les taux courts, à une remontée des taux longs pourraient impacter la rentabilité et la situation financière de Crédit Agricole Charente Périgord.**

Grâce à la désinflation, tout en poursuivant la réduction de son bilan, la BCE a entamé en juin 2024 son assouplissement monétaire et réduit, sur un an, ses taux de refinancement (à 2,15% en juin 2025) et de dépôt (à 2%) de, respectivement, 235 points de base (pb) et 200 pb. Dans un contexte d'inflation à la cible de 2% et de résistance de la croissance de la zone euro (estimée à 1,35% en 2025 et prévue à 1,2% en 2026) grâce à une demande interne plus soutenue, en particulier l'investissement – porté à la fois par les fonds européens, les dépenses en défense et le plan de relance allemand –, la BCE semble parvenue à la fin de son cycle d'assouplissement. Notre scénario envisage la stabilité des taux directeurs durant l'année 2026 (taux de refinancement et de dépôt à, respectivement 2,15% et 2%). Cependant, outre le risque de chocs sur les prix en amont, ce statu quo pourrait être contrarié par l'influence de la politique monétaire et des taux d'intérêt aux États-Unis où le risque inflationniste reste élevé alors que la croissance résiste.

En effet, aux États-Unis, en raison notamment de l'impact des droits de douane, l'inflation (en moyenne annuelle à 2,8% en 2025 et 2,9% prévus en 2026) continuerait d'excéder 2%. Si la Fed a entamé un assouplissement monétaire modeste en septembre 2024, elle a ensuite opté pour neuf mois de statu quo avant de procéder à de nouvelles baisses de taux des fed funds (25 points de base chacune en septembre, en octobre et décembre) tout en annonçant l'arrêt du quantitative tightening en décembre. Compte tenu du maintien d'une inflation élevée alors que le marché du travail ralentit sans susciter une hausse marquée du taux de chômage, notre scénario table sur la stabilité du taux bas des fed funds (borne haute de 3,75%) durant l'année 2026.

Toujours aux États-Unis, risque d'inflation tenace, trajectoire budgétaire dégradée et évolutions successives des décisions économiques accroissent les inquiétudes des investisseurs et exercent des pressions baissières sur le dollar mais haussières sur les taux d'intérêt souverains. De même, dans la zone euro, résistance de la croissance, inflation à la cible et assouplissement monétaire supposé achevé, plaident en faveur d'une légère remontée des taux d'intérêt. Le taux allemand à dix ans (Bund, 2,85% fin 2025) pourrait atteindre 3% fin 2026. La hausse des taux sans risque pourrait être préjudiciable aux émetteurs souverains plus risqués et susciter un écartement de leurs spreads qu'ils soient émetteurs historiques de la périphérie (Italie, Espagne) ou qu'ils l'aient récemment rejointe (France).

Par ailleurs, de nombreux facteurs sont susceptibles de se traduire par une remontée de l'inflation et/ou des taux d'intérêt. Si l'accord commercial signé fin juillet entre les États-Unis et l'Union européenne apporte davantage de lisibilité, les risques d'un revirement américain et de mesures de rétorsion européennes persistent, ce qui pourrait se révéler inflationniste. Plus généralement, l'environnement international est particulièrement incertain et on ne peut totalement exclure les risques d'événements de rupture (blocage du détroit d'Ormuz, incidents sur les infrastructures du Golfe, incidents en mer de Chine, etc.). De tels événements pourraient se traduire par des tensions sur l'offre, des difficultés potentielles d'approvisionnement et /ou des chocs sur les prix des matières premières. Les facteurs externes (environnement encore plus incertain, risques d'événements de rupture, et internes (trajectoire des dettes publiques et, tout particulièrement, dégradation de la situation budgétaire française) peuvent en outre se traduire par un écartement des spreads souverains.

Une modification dans la structure par terme des taux d'intérêt pourrait, enfin, conduire à une modification des arbitrages des flux de placements des ménages. Une remontée des taux courts, éventuellement associée à une hausse de l'inflation, rendrait plus attractifs les livrets réglementés, en particulier le livret A et le Livret de développement durable et solidaire (LDDS) dont 60% des sommes sont centralisées auprès de la CDC. L'attractivité de l'épargne réglementée se traduirait par une décollecte des dépôts à vue. Des fuites vers les placements en Organismes de placements collectifs monétaires, dont la performance dépend des taux courts, pourraient accentuer les tensions sur la liquidité bancaire.

Une hausse des taux longs souverains pourrait, d'une part, constituer un frein à la reprise de la production de crédit à l'habitat et, d'autre part, accentuer l'arbitrage des ménages en faveur de placements hors bilan, comme l'assurance-vie. Une volatilité accrue sur les marchés financiers pourrait également renforcer l'attrait pour les produits structurés et conduire à une collecte toujours plus soutenue en unités de compte.

Dans ce contexte, Crédit Agricole Charente Périgord pourrait voir ses résultats notablement altérés par le renchérissement du coût de ses ressources ; ses charges et ses revenus seraient soumis à des aléas importants.

#### **b) Toute évolution défavorable de la courbe des taux pèse ou est susceptible de peser sur les revenus consolidés ou la rentabilité de Crédit Agricole Charente Périgord**

La marge nette d'intérêt réalisée par Crédit Agricole Charente Périgord sur une période donnée impacte de manière significative ses revenus consolidés et sa rentabilité pour cette période. Les taux d'intérêt sont sensiblement affectés par de nombreux facteurs sur lesquels Crédit Agricole Charente Périgord n'a pas d'emprise. L'évolution des taux d'intérêt du marché pourrait affecter différemment les actifs porteurs d'intérêts et les intérêts payés sur ses passifs. Toute évolution défavorable de la courbe des taux pourrait diminuer la marge nette d'intérêt des activités de prêts de Crédit Agricole Charente Périgord ainsi que sa valeur économique.

#### **Analyse en valeur économique**

Au 31 décembre 2025, en cas de baisse des taux d'intérêt de 200 points de base dans les principales zones où Crédit Agricole Charente Périgord est exposé <sup>(4)</sup>, la valeur économique <sup>(5)</sup> de Crédit Agricole Charente Périgord serait positivement affectée à hauteur de +116.75 millions d'euros ; à l'inverse, elle serait négativement affectée à hauteur de -95.44 millions d'euros en cas de hausse des taux d'intérêt de 200 points de base dans les principales zones où Crédit Agricole Charente Périgord est exposé. Ces impacts sont calculés sur la base d'un bilan en extinction sur les trente prochaines années, c'est-à-dire sans tenir compte de la production future, et n'intègrent donc pas l'impact dynamique éventuel d'une variation des positions au bilan. La durée d'écoulement moyenne des dépôts sans maturité contractuelle (dépôts à vue et livrets d'épargne) hors institutions financières est plafonnée à cinq ans ; le bilan retenu exclut les fonds propres et les participations conformément aux dispositions réglementaires relatives au risque de taux (Supervisory Outlier Test - SOT ou test des valeurs extrêmes).

#### **Analyse en marge nette d'intérêts**

Les calculs présentés correspondent à la sensibilité de la marge nette d'intérêt à des chocs de +/- 0,5 %. Les hypothèses de variation des encours et d'évolution des taux clients pour la banque de détail en France sont issues des modèles développés par Crédit Agricole Charente Périgord. Cette prise en compte des modèles atténue fortement les sensibilités par rapport aux calculs retenant les hypothèses du SOT. Ainsi, par exemple, la baisse des taux qui engendre une diminution des taux de remplacement des DAV sans rémunération est compensée par une augmentation de leur volume.

Au 31 décembre 2025, en cas de baisse des taux d'intérêt de -50 points de base dans les principales zones où Crédit Agricole Charente Périgord est exposé, la marge nette d'intérêt de Crédit Agricole Charente Périgord baisserait de - 2 millions d'euros en année 1, augmenterait de +2.1 millions d'euros en année 2, et de +0.9 millions d'euros en année 3 ; à l'inverse, en cas de hausse des taux d'intérêt de +50 points de base dans les principales zones où Crédit Agricole Charente Périgord est exposé, la marge nette d'intérêt de Crédit Agricole Charente Périgord serait en hausse de + 2.2 millions d'euros en année 1, et en baisse de -1.8 millions d'euros en année 2, et -0.3 millions d'euros en année 3.

On constate une inversion des sensibilités entre les deux approches : la valeur économique de Crédit Agricole Charente Périgord baisse en cas de hausse des taux alors que la marge nette d'intérêt augmente. La baisse de la valeur économique en cas de hausse des taux provient d'un volume d'actifs à taux fixe globalement plus important que les passifs à taux fixe sur les échéances à venir. On a donc, en cas de hausse des taux, une sensibilité négative des actifs taux fixe qui n'est pas totalement compensée par la sensibilité positive des passifs taux fixe.

À l'inverse, la marge nette d'intérêt augmente en cas de hausse des taux, car la sensibilité des actifs renouvelés à une variation de taux est plus élevée que celle des passifs renouvelés, du fait de la présence au sein des passifs des fonds propres et des ressources de clientèle de détail (dépôts à vue et épargne réglementée) peu ou pas sensibles à la hausse des taux. Pour les sensibilités actif/passif, les renouvellements pris en compte dans les simulations de marge nette d'intérêt surcompensent le stock.

Les résultats de Crédit Agricole Charente Périgord pourraient être également affectés par une variation des taux aussi bien à la hausse qu'à la baisse en cas d'inefficacité comptable des couvertures. Par ailleurs, les incertitudes

---

(4) Les chocs de taux d'intérêt retenus correspondent pour l'analyse en valeur économique aux scénarios réglementaires, à savoir +/- 200 pb en zone euro et aux États-Unis et +/- 100 pb en Suisse, et pour l'analyse en marge nette d'intérêt à un choc uniforme de +/- 50 pb.

(5) Valeur actuelle nette du bilan actuel duquel la valeur des fonds propres et des immobilisations est exclue.

politiques en France pourraient affecter la marge nette d'intérêt du fait d'un renchérissement des ressources marché moyen-long terme.

**c) Des ajustements apportés à la valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés de Crédit Agricole Charente Périgord, ainsi qu'à la dette de Crédit Agricole Charente Périgord, pourraient impacter son résultat net et ses capitaux propres**

La valeur comptable des portefeuilles de titres, d'instruments dérivés et de certains autres actifs de Crédit Agricole Charente Périgord ainsi que de sa dette propre inscrite dans son bilan, est ajustée à chaque date d'établissement de ses états financiers. Les ajustements de valeur effectués reflètent notamment le risque de crédit inhérent à la dette propre de Crédit Agricole Charente Périgord, ainsi que des variations de valeur liées aux marchés taux et actions. La plupart de ces ajustements sont effectués sur la base de la variation de la juste valeur des actifs et des passifs de Crédit Agricole Charente Périgord au cours d'un exercice comptable, cette variation étant enregistrée au niveau du compte de résultat ou directement dans les capitaux propres. Les variations comptabilisées dans le compte de résultat, si elles ne sont pas compensées par des variations inverses de la juste valeur d'autres actifs, ont un impact sur le résultat net consolidé de Crédit Agricole Charente Périgord. Tout ajustement à la juste valeur affecte les capitaux propres et, par conséquent, le ratio d'adéquation des fonds propres de Crédit Agricole Charente Périgord. Le fait que les ajustements à la juste valeur soient comptabilisés pour un exercice comptable donné ne signifie pas que des ajustements complémentaires ne seront pas nécessaires pour des périodes ultérieures.

Au 31 décembre 2025, l'encours brut des titres de créances détenus par Crédit Agricole Charente Périgord s'élevait 442.6 millions d'euros. Les dépréciations, provisions cumulées et ajustements négatifs de la juste valeur dus au risque de crédit étaient de 347 millions d'euros.

**d) L'évolution des prix, la volatilité ainsi que de nombreux paramètres exposent Crédit Agricole Charente Périgord à des risques de marché**

Les activités de Crédit Agricole Charente Périgord sont impactées de manière significative par les conditions des marchés financiers qui sont, à leur tour, affectées par la conjoncture économique, actuelle et à venir, en France, en Europe et dans les autres régions du monde où Crédit Agricole Charente Périgord opère. Une évolution défavorable des conditions du marché, de la conjoncture économique ou du contexte géopolitique pourrait à l'avenir mettre les établissements financiers à l'épreuve en complexifiant l'environnement au sein duquel ils opèrent. Crédit Agricole Charente Périgord est ainsi fortement exposé aux risques suivants : les fluctuations des taux d'intérêt, des cours des actions, des taux de change, de la prime applicable aux émissions obligataires (y compris celles du Groupe) ainsi que des prix du pétrole.

**e) Crédit Agricole Charente Périgord peut subir des pertes liées à la détention de titres de capital**

Crédit Agricole Charente Périgord supporte le risque d'une baisse de valeur des titres de capital qu'il détient dans l'exercice de ses activités de tenue de marché et de trading, principalement des actions cotées, ainsi que dans l'exercice d'activités de Private Equity et dans le cadre de prises de participations stratégiques dans le capital de sociétés en vue d'y exercer le contrôle et d'influer sur la stratégie. Dans l'hypothèse de participations stratégiques, le degré de contrôle de Crédit Agricole Charente Périgord peut être limité et tout désaccord avec d'autres actionnaires ou avec la Direction de l'entité concernée pourrait avoir un impact défavorable sur la capacité de Crédit Agricole Charente Périgord à influencer sur les politiques de cette entité. Si la valeur des titres de capital détenus par Crédit Agricole Charente Périgord venait à diminuer de manière significative, Crédit Agricole Charente Périgord pourrait être contraint de réévaluer ces titres à leur juste valeur ou de comptabiliser des charges de dépréciation dans ses états financiers consolidés, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur ses résultats et sa situation financière.

Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole Charente Périgord détenait 1484.3 millions d'euros d'instruments de capitaux propres dont 22.6 millions d'euros étaient comptabilisés à la juste valeur par résultat et 1461.7 millions d'euros comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres.

**f) Crédit Agricole Charente Périgord doit assurer une gestion actif-passif adéquate afin de maîtriser le risque de pertes liées à la variation des taux d'intérêts et des taux de change ainsi qu'au risque de baisse des ressources de liquidité en cas de replis prolongés des marchés de refinancement**

Crédit Agricole Charente Périgord est exposé au risque que les maturités, les taux d'intérêt ou les devises de ses actifs ne correspondent pas à ceux de ses passifs. L'échéancier de paiement ou de flux d'un certain nombre d'actifs et de passifs de Crédit Agricole Charente Périgord peut être fluctuant et incertain. Crédit Agricole Charente Périgord a déployé des processus de suivi, de modélisation et de couvertures des risques de ses actifs et passifs et s'impose des limites strictes concernant les écarts entre ses actifs et ses passifs dans le cadre de ses procédures de gestion des risques de liquidité, de taux et de change. Pour autant, il ne peut être garanti que ces dispositifs seront pleinement efficaces pour éliminer toute perte potentielle qui résulterait de l'inadéquation entre ces actifs et passifs.

Le risque de liquidité fait également l'objet d'un encadrement resserré et d'une gestion diversifiée des ressources. Toutefois, en cas de fermeture des marchés de refinancement Crédit Agricole Charente Périgord peut s'appuyer sur des réserves de liquidité importantes et des ratios réglementaires de liquidité largement excédentaires lui permettant d'être en mesure de pouvoir faire face à tout type de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées. Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole Charente Périgord affichait :

- Des réserves globales de liquidité très importantes de 1 688 millions d'euros dont 405 millions d'euros de titres de très haute qualité pouvant être apportées immédiatement en Banque centrale ou faire l'objet d'opérations de pension livrée en Banque centrale, sans avoir besoin de céder ses actifs
- Un ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio – ratio prudentiel destiné à assurer la résilience à court terme du profil de risque de liquidité) de 111.28 % supérieur au plancher réglementaire de 100%.
- Un ratio NSFR (Net Stable Funding Ratio – ratio prudentiel destiné à assurer la solidité à long-terme du profil de risque de liquidité) de 106.35% supérieur au plancher réglementaire de 100%.

#### 4.2.3 Risques opérationnels et risques connexes

Le risque opérationnel et les risques connexes de Crédit Agricole Charente Périgord incluent le risque de non-conformité, le risque juridique et également les risques générés par le recours à des prestations externalisées.

Sur la période allant de 2023 à 2025, les incidents de risque opérationnel pour Crédit Agricole Charente Périgord se répartissent tel que suit : la catégorie "Exécution, livraison et gestion processus" représente 33 % des pertes opérationnelles, la catégorie "Clients, produits et pratiques commerciales" représente 14 % des pertes opérationnelles et la catégorie "Fraude externe" représente 43 % des pertes opérationnelles. Les autres incidents de risque opérationnel se répartissent entre la pratique en matière d'emploi et sécurité (6 %), la fraude interne (0 %), le dysfonctionnement de l'activité et des systèmes (1 %) et les dommages aux actifs corporels (3 %).

Par ailleurs, le montant des actifs pondérés par les risques (RWA) relatifs au risque opérationnel auquel est exposé Crédit Agricole Charente Périgord s'élevait à 447 millions d'euros au 31 décembre 2025.

##### **a) Crédit Agricole Charente Périgord est exposé aux risques de fraude**

La fraude est une infraction et un acte intentionnel ayant pour objectif d'obtenir un avantage matériel ou immatériel, au détriment d'une personne ou d'une organisation, perpétré notamment en contrevenant aux lois, règlements ou règles internes.

La fraude représente un préjudice et un coût important pour Crédit Agricole Charente Périgord. Au-delà des conséquences en termes de pertes opérationnelles et d'atteinte à la réputation, les fraudes peuvent aujourd'hui être mêlées à des schémas de blanchiment d'argent et/ou de financement du terrorisme. Certaines fraudes peuvent faire l'objet d'une déclaration de soupçon à Tracfin, le service de renseignement français chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent, les financements clandestins et la fraude. Dans ce contexte, le renforcement de la gouvernance, de la prévention, de la détection et du traitement sont clés.

Au 31 décembre 2025, le coût de la fraude pour Crédit Agricole Charente Périgord, en date de détection, s'élève à 1.24 millions d'euros, en hausse de 83 % par rapport à l'année 2024 (0.68 millions d'euros).

Le coût de la fraude se concentre essentiellement sur le périmètre du crédit à la consommation et de la banque de détail et se manifeste sous forme de fraude identitaire et documentaire (25%) ainsi que sous forme de fraude aux moyens de paiement (environ 50% des risques de fraude).

##### **b) Crédit Agricole Charente Périgord est exposé aux risques liés à la sécurité et à la fiabilité de ses systèmes informatiques et de ceux des tiers**

La technologie est au cœur de l'activité des banques en France, et Crédit Agricole Charente Périgord continue de déployer son modèle multicanal dans le cadre d'une relation durable avec ses clients. Dans ce contexte, Crédit Agricole Charente Périgord est confronté au cyber risque, c'est-à-dire au risque causé par un acte malveillant et/ou frauduleux, commis virtuellement, avec pour intention de manipuler des informations (données personnelles, bancaires/assurantielles, techniques ou stratégiques), processus et utilisateurs dans le but de porter significativement préjudice aux sociétés, leurs employés, partenaires et clients. Le cyber-risque est devenu une priorité en matière de risques opérationnels. Le patrimoine informationnel des entreprises est exposé à de nouvelles menaces complexes et évolutives qui pourraient impacter de manière significative, en termes financiers comme de réputation, toutes les entreprises et plus spécifiquement les établissements du secteur bancaire. La professionnalisation des organisations criminelles à l'origine des cyber-attaques a conduit les autorités réglementaires et de supervision à investir le champ de la gestion des risques dans ce domaine.

Comme la plupart des banques, Crédit Agricole Charente Périgord dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information dans la conduite de l'ensemble de ses métiers. Toute panne, interruption ou défaillance dans la sécurité dans ces systèmes pourrait engendrer des pannes ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion des fichiers clients, de comptabilité générale, des dépôts, de service et/ou de traitement des

prêts. Si, par exemple, ses systèmes d'information devenaient défaillants, même sur une courte période, Crédit Agricole Charente Périgord se trouverait dans l'incapacité de répondre aux besoins de certains de ses clients dans les délais impartis et pourrait ainsi perdre des opportunités commerciales. De même, une panne temporaire des systèmes d'information de Crédit Agricole Charente Périgord, en dépit des systèmes de sauvegarde et des plans d'urgence qui pourraient être déployés, pourrait engendrer des coûts significatifs en termes de récupération et de vérification d'information. Crédit Agricole Charente Périgord ne peut assurer que de telles défaillances ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisaient, qu'elles seraient traitées d'une manière adéquate. La survenance de toute défaillance ou interruption pourrait en conséquence impacter sa situation financière et ses résultats.

Crédit Agricole Charente Périgord est aussi exposé au risque d'interruption ou de dysfonctionnement opérationnel d'un agent compensateur, de marchés des changes, de chambres de compensation, de banques dépositaires ou de tout autre intermédiaire financier ou prestataire externe de services auxquels il a recours pour exécuter ou faciliter ses transactions sur instruments financiers. Crédit Agricole Charente Périgord est également exposé au risque de défaillance des fournisseurs de service informatique externes, tels que les entreprises offrant des espaces de stockage de données "cloud". En raison de son interconnexion grandissante avec ses clients, Crédit Agricole Charente Périgord pourrait également voir augmenter son exposition au risque de dysfonctionnement opérationnel des systèmes d'information de ses clients. Les systèmes de communication et d'information de Crédit Agricole Charente Périgord et ceux de ses clients, de ses prestataires de services et de ses contreparties, pourraient également être sujets à des dysfonctionnements ou interruptions en conséquence d'un cybercrime ou d'un acte de cyberterrorisme. Crédit Agricole Charente Périgord ne peut garantir que de tels dysfonctionnements ou interruptions dans ses propres systèmes ou dans ceux de tiers ne se produiront pas ou, s'ils se produisaient, qu'ils seraient résolus de manière adéquate. Sur la période allant de 2023 à 2025, les pertes opérationnelles au titre du risque de dysfonctionnement de l'activité et des systèmes ont représenté entre 1% et 2% des pertes opérationnelles totales de Crédit Agricole Charente Périgord.

**c) Les politiques, procédures et méthodes de gestion des risques mises en œuvre par Crédit Agricole Charente Périgord pourraient s'avérer inopérantes ou ne pas suffire à garantir une diminution effective de son exposition à des risques non identifiés ou non anticipés, susceptibles d'engendrer des pertes significatives**

Les politiques, procédures, techniques et stratégies de gestion des risques mises en œuvre par Crédit Agricole Charente Périgord pourraient ne pas garantir une diminution effective de son exposition au risque dans tous les environnements économiques et configurations de marché susceptibles de se produire. Ces procédures et méthodes pourraient également s'avérer inopérantes face à certains risques, en particulier ceux que Crédit Agricole Charente Périgord n'a pas préalablement identifiés ou anticipés. Certains des indicateurs et outils qualitatifs que Crédit Agricole Charente Périgord utilise dans le cadre de la gestion des risques s'appuient sur des observations du comportement passé du marché et des acteurs ou variables économiques. Pour évaluer son exposition, Crédit Agricole Charente Périgord applique des outils statistiques et autres à ces observations. Ces outils et indicateurs pourraient toutefois ne pas prédire efficacement l'exposition au risque de Crédit Agricole Charente Périgord. Cette exposition pourrait, par exemple, naître de facteurs qu'il n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques ou de mouvements de marché sans précédent. Ceci diminuerait sa capacité à gérer ses risques et pourrait impacter son résultat. Les pertes subies par Crédit Agricole Charente Périgord pourraient alors s'avérer être nettement supérieures aux pertes anticipées sur la base des mesures historiques.

Par ailleurs, certains des processus que Crédit Agricole Charente Périgord utilise pour évaluer son exposition au risque, y compris les provisions pour pertes sur prêts dans le cadre des normes IFRS en vigueur, sont le résultat d'analyses et de facteurs complexes qui pourraient se révéler incertains. Les modèles tant qualitatifs que quantitatifs utilisés par Crédit Agricole Charente Périgord pourraient ne pas s'avérer exhaustifs et pourraient l'exposer à des pertes significatives ou imprévues. En outre, bien qu'aucun fait significatif n'ait à ce jour été identifié à ce titre, les systèmes de gestion du risque sont également soumis à un risque de défaut opérationnel, y compris la fraude.

Au 31 décembre 2025, l'exigence de fonds propres prudentiels, au titre de la couverture du risque opérationnel de Crédit Agricole Charente Périgord s'élève à 35.8 millions d'euros, évaluée en totalité selon l'approche standard (SMA - Standardised Measurement Approach) depuis le 1er janvier 2025, conformément aux attendus du CRR3.

**d) Tout préjudice porté à la réputation de Crédit Agricole Charente Périgord pourrait avoir un impact défavorable sur son activité**

Les activités de Crédit Agricole Charente Périgord dépendent en grande partie du maintien d'une réputation solide en matière de conformité et d'éthique. Toute procédure judiciaire ou mauvaise publicité visant Crédit Agricole Charente Périgord pour défaut de conformité ou pour tout autre sujet similaire ou ayant la même portée pourrait porter préjudice à sa réputation et, de ce fait, avoir un impact négatif sur ses activités. Ces sujets englobent notamment, sans limitation, une éventuelle gestion inadéquate de conflits d'intérêts potentiels, un suivi potentiellement erroné des exigences légales et réglementaires ou des problématiques en matière de concurrence,



de déontologie, de responsabilité sociale et environnementale, de blanchiment d'argent, de sécurité de l'information ou de pratiques commerciales.

Crédit Agricole Charente Périgord pourrait être tributaire des données produites ou transmises par des tiers, notamment en matière de responsabilité sociale et environnementale, et pourrait être exposé à des risques spécifiques en la matière dans un contexte où les garanties de fiabilité de ces données de tiers sont encore, à date, en cours d'élaboration. Également, Crédit Agricole Charente Périgord est exposé à tout manquement d'un salarié, ainsi qu'à toute fraude ou malversation commise par des intermédiaires financiers ou tout autre acte ou manquement de la part de ses prestataires tiers, mandataires externes et sous-traitants. Tout préjudice porté à la réputation de Crédit Agricole Charente Périgord pourrait entraîner une baisse d'activité, susceptible de peser sur ses résultats et sa situation financière. Une gestion inadéquate de ces problématiques pourrait également engendrer un risque juridique supplémentaire qui pourrait accroître le nombre de litiges et différends et exposer Crédit Agricole Charente Périgord à des amendes ou des sanctions réglementaires.

Le risque de réputation est un élément clé pour Crédit Agricole Charente Périgord. Il est géré par le Service Risques Conformité, Sécurité Financière et Prévention de la Fraude de Crédit Agricole Charente Périgord qui assure notamment, sans limitation, la prévention et le contrôle des risques de non-conformité avec dans ce cadre, la prévention du blanchiment de capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme, la prévention de la fraude et de la corruption, le respect des embargos et des obligations de gel des avoirs et la protection des données clients.

**e) Crédit Agricole Charente Périgord est exposé au risque de payer des dommages-intérêts ou des amendes élevés résultant de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives qui pourraient être engagées à son encontre**

Crédit Agricole Charente Périgord a fait par le passé, et pourrait encore faire à l'avenir, l'objet de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives de grande ampleur, dont notamment des actions de groupe. Lorsqu'elles ont une issue défavorable pour Crédit Agricole Charente Périgord ces procédures sont susceptibles de donner lieu au paiement de dommages et intérêts, d'amendes ou de pénalités élevés. Les procédures judiciaires, arbitrales ou administratives dont Crédit Agricole Charente Périgord a été l'objet par le passé étaient notamment fondées sur des allégations d'entente en matière de fixation d'indices de référence, de violation de sanctions internationales ou de contrôles inadéquats. Bien que, dans de nombreux cas, Crédit Agricole Charente Périgord dispose de moyens de défense importants, il pourrait, même lorsque l'issue de la procédure engagée à son encontre lui est finalement favorable, devoir supporter des coûts importants et mobiliser des ressources conséquentes pour la défense de ses intérêts.

Les provisions pour risque juridique s'établissent à 0.13 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre 0,32 millions d'euros au 31 décembre 2024.

#### 4.2.4 Risques liés à l'environnement dans lequel Crédit Agricole Charente Périgord évolue

**a) Des taux d'intérêt plus élevés et/ou très volatils ainsi qu'un ralentissement économique marqué pourraient affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières de Crédit Agricole Charente Périgord**

- L'environnement économique mondial, incertain et conflictuel, mais aussi les évolutions régionales ou nationales, recèlent des risques susceptibles de se traduire, notamment, par des pressions haussières sur l'inflation, les taux d'intérêt et baissières sur la croissance.
- La crise du Covid puis les conflits armés régionaux ont clairement mis en lumière les préoccupations de sécurité nationale, les enjeux de souveraineté, de préservation des secteurs stratégiques et de protection des approvisionnements-clés, afin de ne pas dépendre d'une puissance hostile ou d'un seul fournisseur. Combinées à l'accélération des enjeux de la transition climatique, les évolutions des stratégies industrielles nationales, la montée du protectionnisme et l'imposition de droits de douane entraînent une reconfiguration économique des chaînes de valeur mondiales. Ces mouvements sont structurels et susceptibles d'entraîner des tensions supplémentaires sur les prix et de déstabiliser les filières économiques et les acteurs concernés.
- Des événements climatiques (tels que sécheresses, incendies, inondations ou même hiver difficile) peuvent également provoquer des difficultés d'approvisionnement, perturber le commerce mondial et entraîner de fortes tensions sur les prix.
- Aux États-Unis, le programme économique de D. Trump suggère une croissance légèrement plus soutenue (réductions d'impôts, déréglementation) mais également une inflation plus élevée (droits de douane, lois anti-immigration, déficit budgétaire). Ce scénario est porteur de risques : moindres baisses de taux directeurs aux États-Unis, susceptibles de contraindre la politique monétaire du reste du monde ; protectionnisme pénalisant la croissance mondiale ; manque de visibilité propice, d'une part, à la volatilité financière et, d'autre part, à l'attentisme et à l'épargne et donc préjudiciable à la consommation, l'investissement, la croissance.

- Plus globalement, les évolutions et conflits géopolitiques (tels que la guerre en Ukraine, les conflits au Proche-Orient, ou encore les tensions sino-américaines ou entre d'autres Etats dont le poids dans l'économie mondiale est important) font peser des risques sur l'économie mondiale, en particulier sur le commerce et les chaînes d'approvisionnement, donc sur les prix (notamment de matières premières ou composants clés) voire sur les quantités effectivement disponibles.
- Dans la zone euro, le scénario central retient une croissance au niveau de son potentiel, une inflation proche de la cible de la BCE, couplée à des pressions modérément haussières sur les taux d'intérêt. Or, la zone euro reste exposée aux risques de pressions inflationnistes importées en cas, par exemple, de difficultés d'approvisionnement (comme lors de la crise du Covid) ou de chocs sur les prix de l'énergie (comme lors du déclenchement de la guerre en Ukraine). Par ailleurs, la zone euro est exposée au risque de matérialisation d'un scénario de croissance plus faible. Les risques associés au scénario central sont, en effet, baissiers. Un scénario de stagnation pourrait se matérialiser de multiples façons : durcissement de la confrontation commerciale avec les États-Unis contractions des débouchés à l'exportation, reroutage des exportations chinoises vers l'UE, dégradation de la confiance des agents privés et, enfin, mise en œuvre plus graduelle de la relance budgétaire allemande.
- Enfin, en France plus spécifiquement, dans un contexte de croissance faible et de finances publiques dégradées, toute évolution politique, économique et sociale peut se traduire par une hausse et une volatilité accrue des taux d'intérêt français souverains (Obligation Assimilable du Trésor, OAT) mais aussi privés. Les incertitudes peuvent également contribuer à l'attentisme des acteurs économiques, préjudiciable à l'activité.

Ainsi, des risques d'inflation plus élevée (notamment en amont) pourraient, notamment, contrarier le scénario de statu quo de la BCE, promouvoir des taux d'intérêt plus élevés, amputer le pouvoir d'achat des ménages, et détériorer la situation des entreprises. Les défaillances d'entreprises pourraient voir ainsi leur nombre augmenter, occasionnant une hausse du taux de chômage. Le secteur immobilier, en particulier, est très sensible aux taux d'intérêt et un arrêt de la baisse ou une hausse des taux d'intérêt des crédits immobiliers serait dommageable au secteur. Des taux d'intérêt plus élevés (notamment au regard d'une croissance fragile) et une dégradation de la confiance des agents économiques pourraient conduire à une crise plus profonde et peser plus largement sur l'activité économique. Ces différents facteurs accroissent les risques de défaut des clients de Crédit Agricole Charente Périgord mais également les risques d'instabilité financière et de dégradation des marchés financiers impactant l'activité et le coût du risque de Crédit Agricole Charente Périgord.

Plus généralement, la faiblesse de la croissance, la hausse rapide des taux d'intérêt ou un niveau de taux élevé peuvent mettre en difficulté certains acteurs économiques importants, en particulier les plus endettés. Des difficultés à rembourser leurs dettes et des défaillances de leur part peuvent causer un choc significatif sur les marchés et avoir des impacts systémiques. Dans un contexte fragilisé par des chocs majeurs et plus difficilement lisible, de tels événements liés aux difficultés d'acteurs significatifs sont potentiellement dommageables à la santé financière de Crédit Agricole Charente Périgord selon l'exposition de celui-ci et les répercussions systémiques du choc.

Au 31 décembre 2025, les expositions du Crédit Agricole Charente Périgord aux secteurs considérés comme "sensibles" à l'inflation et à des taux d'intérêts élevés sont les suivantes : l'immobilier (hors crédit habitat) avec 1044 millions d'euros en EAD (Exposure at Default <sup>6</sup>), dont 2,8 % en défaut, la distribution et les biens de consommation avec 385 millions d'euros en EAD, dont 4,0% en défaut, l'automobile avec 91 millions d'euros en EAD, dont 3.7 % en défaut, le Tourisme / Hôtel / Restauration avec 264 millions d'euros en EAD dont 7.2% en défaut et le BTP avec 201 millions d'euros en EAD dont 5,2 % en défaut.

#### **b) Des conditions économiques et financières défavorables ont eu par le passé, et pourraient avoir à l'avenir, un impact sur Crédit Agricole Charente Périgord et les marchés sur lesquels il opère**

Une détérioration des conditions économiques sur les principaux marchés sur lesquels Crédit Agricole Charente Périgord intervient pourrait notamment avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

- Un contexte économique plus défavorable affecterait les activités et les opérations des clients de Crédit Agricole Charente Périgord, ce qui pourrait réduire les revenus et accroître le taux de défaut sur les emprunts et autres créances clients.
- Les politiques macroéconomiques adoptées en réponse aux conditions économiques, réelles ou anticipées, pourraient avoir des effets imprévus. Elles pourraient entraîner des conséquences sur les paramètres de marché tels que les taux d'intérêt et les taux de change, lesquels pourraient à leur tour impacter les activités de Crédit Agricole Charente Périgord les plus exposées au risque de marché.

---

(6 ) Valeur exposée au risque : exposition en cas de défaut de la contrepartie. L'EAD comprend les expositions inscrites au bilan et en hors bilan. Les expositions hors bilan sont converties en équivalent bilan à l'aide de facteurs de conversion internes ou réglementaires (hypothèse de tirage).

- La sous-estimation des risques (notamment politiques et géopolitiques) par les marchés financiers, la perception trop favorable de la conjoncture économique, globale ou sectorielle, et la quête non discriminée de rentabilité pourraient favoriser la constitution de bulles spéculatives et, en conséquence, exacerber l'impact des corrections qui pourraient être opérées si la conjoncture se détériorait et/ou l'aversion au risque se manifestait.
- Une perturbation économique d'ampleur (à l'image de la crise financière de 2008, de la crise de la dette souveraine en Europe en 2011, de la crise Covid en 2020 ou de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qu'elle a occasionnée en 2022) pourrait avoir un impact significatif sur toutes les activités de Crédit Agricole Charente Périgord, en particulier si la perturbation était caractérisée par une absence de liquidité sur les marchés, qui rendrait difficile la cession de certaines catégories d'actifs à leur valeur de marché estimée, voire empêcherait toute cession.
- Plus globalement, les risques internationaux économiques ou géopolitiques peuvent se matérialiser brutalement et avoir des impacts macro-économiques importants sur les pays, les secteurs, les chaînes de valeur, les entreprises et, in fine, les activités de la banque, à court ou à long terme. Par exemple, les incertitudes liées au dénouement de la guerre en Ukraine, l'évolution du conflit au Proche-Orient ou l'intensification des tensions entre les États-Unis et la Chine ou entre d'autres États dont le poids dans l'économie mondiale est important (volonté de découplage économique, en particulier dans les secteurs technologiques) peuvent donner lieu à de multiples scénarios et activer de nombreux risques notamment : guerre commerciale et sanctions, tensions militaires autour de Taiwan et en mer de Chine méridionale voire risque nucléaire.
- Une baisse des cours des titres obligataires, actions et matières premières pourrait impacter une part importante des activités de Crédit Agricole Charente Périgord, y compris notamment la rentabilité de ses activités de trading, de banque d'investissement et de gestion d'actifs.
- Plus généralement, des incertitudes plus fortes et des perturbations significatives sur les marchés peuvent accroître la volatilité. Cela pourrait avoir des conséquences défavorables significatives sur les activités de trading et d'investissement que Crédit Agricole Charente Périgord exerce sur les marchés de la dette, des changes, des matières premières et des actions ainsi que sur ses positions sur d'autres investissements. Au cours des dernières années, les marchés financiers ont subi d'importantes perturbations accompagnées d'une forte volatilité, qui pourraient survenir à nouveau, exposant Crédit Agricole Charente Périgord à des pertes significatives. De telles pertes pourraient s'étendre à de nombreux instruments de trading et de couverture auxquels Crédit Agricole Charente Périgord a recours, notamment aux swaps, forward, futures, options et produits structurés. En outre, la volatilité des marchés financiers rend difficile toute anticipation de tendances et la mise en œuvre de stratégies de trading efficaces.

Alors que les incertitudes restent fortes, une détérioration supplémentaire des conditions économiques accroîtrait les difficultés et les défaillances d'entreprises et le taux de chômage pourraient repartir à la hausse, augmentant la probabilité de défaut des clients. L'accroissement de l'incertitude, économique, géopolitique et climatique, pourrait avoir un impact négatif fort sur la valorisation des actifs risqués, sur les devises des pays en difficulté et sur le prix des matières premières. Ainsi :

- La succession de chocs exogènes inédits et les difficultés à apprécier la situation économique peuvent conduire les Banques centrales à mener des politiques monétaires inappropriées : un assouplissement monétaire tardif ou prudent, ou, a contrario, un resserrement précoce peuvent ainsi conduire à une politique trop restrictive susceptible de promouvoir une récession marquée de l'activité.
- Le contexte politique et géopolitique, plus conflictuel et tendu, induit une incertitude plus forte et augmente le niveau global de risque. Cela peut conduire, en cas de hausse de tensions ou de matérialisation de risques latents, à des mouvements de marché importants et peser sur les économies.
- En France, peut également s'opérer une baisse de confiance sensible dans le cas d'une dégradation plus marquée du contexte politique, économique ou social qui conduirait, d'une part, les ménages à moins consommer et à épargner par précaution et, d'autre part, les entreprises à retarder leurs investissements. Cela serait dommageable pour la croissance et la qualité d'une dette privée qui a davantage progressé que dans le reste de l'Europe.
- En France, l'incertitude politique et économique couplée à de possibles tensions sociales, dans un contexte de croissance faible et d'endettement public élevé, aurait un impact négatif sur la confiance des investisseurs et pourrait provoquer une hausse supplémentaire des taux d'intérêt et des coûts de refinancement de l'État, des entreprises et des banques. Cela entraînerait également des pertes sur les portefeuilles souverains des banques et des assureurs. À titre d'illustration, l'exposition de Crédit Agricole Charente Périgord sur le souverain français est de 358 millions d'euros au 31 décembre 2025, ce qui représente moins de 3% des expositions au risque de crédit et de contrepartie de Crédit Agricole Charente Périgord.

Les équilibres économiques et financiers actuels sont fragiles et les incertitudes fortes. Il est ainsi difficile d'anticiper les évolutions économiques ou financières et de déterminer quels marchés seraient les plus touchés en cas de dégradation importante. Si la conjoncture économique ou les conditions de marché (qu'elles soient françaises,

européennes ou globales) venaient à se détériorer ou devenaient plus volatiles de manière significative, les opérations de Crédit Agricole Charente Périgord pourraient être perturbées et ses activités, ses résultats et sa situation financière pourraient en conséquence subir un impact défavorable significatif.

**c) Crédit Agricole Charente Périgord intervient dans un environnement très réglementé et les évolutions législatives et réglementaires en cours pourraient impacter de manière importante sa rentabilité ainsi que sa situation financière**

Crédit Agricole Charente Périgord est soumis à une réglementation importante et à de nombreux régimes de surveillance dans les juridictions où il exerce ses activités.

Cette réglementation couvre notamment, à titre d'illustration :

- Les exigences réglementaires et prudentielles applicables aux établissements de crédit, en ce compris les règles prudentielles en matière d'adéquation et d'exigences minimales de fonds propres et de liquidité, de diversification et de pondération des risques, de gouvernance, de restriction en termes de prises de participations et de rémunérations telles que définies notamment, sans limitation par :
  - (i) Le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (tel que modifié ou supplémenté à tout moment) ;
  - (ii) La directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (telle que modifiée ou supplémentée à tout moment) telle que transposée en droit français ;

Aux termes de ces réglementations, les établissements de crédit tel que Crédit Agricole Charente Périgord, doivent se conformer à des exigences de ratio de fonds propres minimum, de diversification et de pondération des risques et de liquidité, de politique monétaire, de reporting/déclarations, aux règles d'utilisation des modèles internes ainsi qu'à des restrictions sur les investissements en participations. Au 31 décembre 2025, le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) phasé de Crédit Agricole Charente Périgord était de 23.15% et le ratio global phasé de Crédit Agricole Charente Périgord était de 23,48% ;

- Les règles applicables au redressement et à la résolution bancaire telles que définies notamment, sans limitation, par :
  - (i) La directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (telle que modifiée ou supplémentée à tout moment) telle que transposée en droit français ;
  - (ii) Le règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit et certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique (tel que modifié ou supplémenté à tout moment) ; dans ce cadre le Groupe Crédit Agricole est placé sous la surveillance de la BCE à laquelle un plan de rétablissement Groupe Crédit Agricole est soumis chaque année conformément à la réglementation applicable ;
- Les réglementations applicables aux instruments financiers (en ce compris les actions et autres titres émis par Crédit Agricole Charente Périgord) ainsi que les règles relatives à l'information financière, à la divulgation d'informations et aux abus de marché (règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché, tel que modifié ou supplémenté à tout moment) qui accroît notamment les obligations du Groupe Crédit Agricole en matière de transparence et de reporting ;
- Les politiques monétaires, de liquidité et de taux d'intérêt et autres politiques des Banques centrales et des autorités de régulation ;
- Les réglementations encadrant certains types de transactions et d'investissements, tels que les instruments dérivés et opérations de financement sur titres et les fonds monétaires (règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux, tel que modifié ou supplémenté à tout moment) ;
- Les réglementations des infrastructures de marché, telles que les plateformes de négociation, les contreparties centrales, les dépositaires centraux et les systèmes de règlement-livraison de titres ;
- Les réglementations applicables en matière de responsabilité sociale et environnementale (RSE) qui renforcent notamment les exigences en matière de publication d'informations :
  - (i) En matière de durabilité, permettant d'appréhender l'impact de l'activité de l'établissement concerné sur les enjeux RSE et la manière dont ces enjeux affectent les résultats et la situation financière de cet établissement, conformément, notamment, sans limitation, à la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, (telle que modifiée ou supplémentée à tout moment, y compris, notamment, par la directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 en ce qui concerne la publication d'informations non financières et

d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes et, plus récemment, par la directive (UE) 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 (dite "CSRD") en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises) ;

- (ii) Sur la manière et la mesure selon lesquelles les groupes bancaires financent ou développent des activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental au sens du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables, dit règlement "Taxonomie" (tel que modifié ou complété à tout moment, y compris, notamment, par le règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission du 6 juillet 2021 complétant par des précisions concernant le contenu et la présentation des informations que doivent publier les entreprises soumises à l'article 19 bis ou à l'article 29 bis de la directive 2013/34/UE sur leurs activités économiques durables sur le plan environnemental, ainsi que la méthode à suivre pour se conformer à cette obligation d'information) ;
- (iii) En matière de durabilité dans le secteur des services financiers, notamment en ce qui concerne l'intégration des risques en matière de durabilité et la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité dans leurs processus ainsi que la fourniture d'informations en matière de durabilité en ce qui concerne les produits financiers conformément au Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, tel que modifié ou complété à tout moment (dit "SFDR") ;

Étant précisé que ces réglementations en matière de RSE font régulièrement l'objet d'évolutions susceptibles d'impacter Crédit Agricole Charente Périgord, notamment dans le cadre de l'adoption d'un "paquet Omnibus" qui se décline en plusieurs propositions législatives et réglementaires, dont certaines ont déjà été adoptées et sont d'ores et déjà applicables) ;

- La législation fiscale et comptable dans la/les juridiction(s) où Crédit Agricole Charente Périgord exerce ses activités ;
- Les règles et procédures relatives au contrôle interne, à la lutte anti-blanchiment et au financement du terrorisme, à la gestion des risques et à la conformité.

Le non-respect de ces réglementations pourrait avoir des conséquences importantes pour Crédit Agricole Charente Périgord : un niveau élevé d'intervention des autorités réglementaires ainsi que des amendes, des sanctions internationales politiques, des blâmes publics, des atteintes portées à la réputation, une suspension forcée des opérations ou, dans des cas extrêmes, le retrait de l'autorisation d'exploitation. Par ailleurs, des contraintes réglementaires pourraient limiter de manière importante la capacité de Crédit Agricole Charente Périgord à développer ses activités ou à poursuivre certaines de ses activités.

De surcroît, des mesures législatives et réglementaires sont entrées en vigueur ces dernières années ou pourraient être adoptées ou modifiées en vue d'introduire ou de renforcer un certain nombre de changements, dont certains permanents, dans l'environnement financier global. Même si ces nouvelles mesures visent à prévenir la survenance d'une nouvelle crise financière mondiale, elles ont modifié de manière significative, et sont susceptibles de continuer à modifier, l'environnement dans lequel Crédit Agricole Charente Périgord et d'autres institutions financières opèrent.

Les mesures relatives au secteur bancaire et financier au sein duquel Crédit Agricole Charente Périgord opère pourraient à nouveau être modifiées, élargies ou renforcées, et de nouvelles mesures pourraient être mises en place, affectant encore davantage la prévisibilité des régimes réglementaires auxquels Crédit Agricole Charente Périgord est soumis et nécessitant une mise en œuvre rapide susceptible de mobiliser d'importantes ressources au sein de Crédit Agricole Charente Périgord. En outre, l'adoption de ces nouvelles mesures pourrait accroître les contraintes pesant sur Crédit Agricole Charente Périgord.

Par ailleurs, l'environnement politique global a évolué de manière défavorable pour les banques et le secteur financier, ce qui s'est traduit par une forte pression politique pesant sur les organes législatifs et réglementaires favorisant l'adoption de mesures réglementaires renforcées, bien que celles-ci puissent également impacter le financement de l'économie et d'autres activités économiques.

Étant donné l'incertitude persistante liée aux nouvelles mesures législatives et réglementaires dont l'ampleur et la portée sont largement imprévisibles, il est impossible de prévoir leur impact réel sur Crédit Agricole Charente Périgord, mais son impact pourrait être important.

#### 4.2.5 Risques liés à la stratégie et aux opérations de Crédit Agricole Charente Périgord

**a) Crédit Agricole Charente Périgord pourrait ne pas être en mesure d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixé dans sa trajectoire 2025.**

Crédit Agricole Charente Périgord s'est fixé des objectifs commerciaux et financiers. Ces objectifs ont été établis principalement à des fins de planification interne et d'affectation des ressources, et reposent sur un certain nombre d'hypothèses relatives à la conjoncture économique et à l'activité des métiers de la Caisse régionale. Ces objectifs ne constituent ni des projections ni des prévisions de résultats. Les résultats actuels de Crédit Agricole Charente Périgord sont susceptibles de s'écarter (et pourraient s'écarter sensiblement), à plusieurs titres, de ces objectifs, notamment en raison de la réalisation d'un ou de plusieurs des facteurs de risque décrits dans la présente section.

**b) Le commissionnement en assurance-dommages pourrait être affecté par une dégradation élevée de la sinistralité**

Une dégradation élevée de la sinistralité en assurance-dommages pourrait avoir pour conséquence une réduction des commissions que Crédit Agricole Charente Périgord perçoit sur cette activité.

**c) Des événements défavorables pourraient affecter simultanément plusieurs activités de Crédit Agricole Charente Périgord**

Bien que les principales activités de Crédit Agricole Charente Périgord soient chacune soumise à des risques propres et à des cycles de marché différents, il est possible que des événements défavorables affectent simultanément plusieurs activités de Crédit Agricole Charente Périgord. Par exemple, une baisse des taux d'intérêt pourrait impacter simultanément la marge d'intérêt sur les prêts, le rendement et donc la commission réalisée sur les produits de gestion d'actif, et les rendements sur placement des filiales d'assurance. Une baisse générale et prolongée des marchés financiers et/ou des conditions macroéconomiques défavorables pourraient impacter Crédit Agricole Charente Périgord à plusieurs titres, en augmentant le risque de défaut dans le cadre de ses activités de prêt, en réduisant la valeur de ses portefeuilles de titres et les revenus dans ses activités générant des commissions. Par ailleurs, une dégradation du contexte réglementaire et fiscal des principaux marchés dans lesquels Crédit Agricole Charente Périgord opère pourrait affecter les activités de la Caisse régionale ou entraîner une surimposition de leurs bénéfices. Dans une telle situation, Crédit Agricole Charente Périgord pourrait ne pas tirer avantage de la diversification de ses activités dans les conditions escomptées. Lorsqu'un événement affecte défavorablement plusieurs activités, son impact sur les résultats et la situation financière de Crédit Agricole Charente Périgord est d'autant plus important.

**d) Crédit Agricole Charente Périgord est exposé aux risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance**

Les facteurs de risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) peuvent affecter Crédit Agricole Charente Périgord de deux façons, selon le principe de double matérialité. D'une part, la matérialité sociétale et environnementale présente l'impact, qui peut être positif ou négatif, des activités de Crédit Agricole Charente Périgord sur son écosystème. D'autre part, la matérialité financière traduit les impacts de l'écosystème sur les métiers de Crédit Agricole Charente Périgord.

Selon le premier axe, Crédit Agricole Charente Périgord peut être exposé au risque de réputation lié au respect des engagements publics pris notamment en matière ESG. Le Groupe Crédit Agricole peut ainsi faire face à des controverses en étant interpellé par de tierces parties si elles estiment que ces engagements ne sont pas tenus. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. pourrait ne pas complètement réaliser les objectifs de son Plan stratégique. Cela pourrait avoir pour conséquence de ne pas atteindre la qualité du cadre et des conditions de travail qu'il a prévus et porter préjudice à la réputation du Groupe Crédit Agricole, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur ses activités. En termes de risque social, le Groupe Crédit Agricole pourrait ne pas atteindre les objectifs de son projet Sociétal. Celui-ci vise à agir en faveur du renforcement économique et social de tous les territoires et de tous nos clients, en particulier en favorisant l'inclusion des jeunes et l'accès aux soins et au bien vieillir partout et pour tous. Enfin, les risques physiques peuvent impacter les outils d'exploitation, leurs conséquences devraient néanmoins rester marginales à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Selon la matérialité financière, les aléas de risques ESG peuvent affecter les contreparties de Crédit Agricole Charente Périgord. Les risques ESG sont ainsi considérés comme des facteurs de risques influençant les autres grandes catégories de risques existantes, notamment de crédit, mais également de marché, de liquidité ou opérationnel.

Ces risques pourraient cependant essentiellement se matérialiser via le risque de crédit : à titre d'exemple, lorsque Crédit Agricole Charente Périgord prête à des entreprises dont les activités émettent des gaz à effet de serre, elle se retrouve exposée au risque qu'une réglementation, ou des limitations plus strictes soient imposées à son emprunteur, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur la qualité de crédit et la valeur des actifs financés de ce dernier (réduction soudaine du chiffre d'affaires...). De telles conséquences peuvent aussi naître des changements technologiques accélérant la transition vers une économie plus sobre en carbone, ou de changements de comportements des clients finaux (hausse des ratios de levier pour financer la transition). De la même manière, ces impacts défavorables peuvent être liés à des événements de risque physique – de type catastrophe naturelle, mais aussi changement sur le long terme des modèles climatiques (hausse des fréquences et des incidences d'événements de type sécheresse, inondation, élévation du niveau de la mer...) – impactant négativement les contreparties de Crédit Agricole Charente Périgord dans l'exercice de ses activités. Crédit Agricole Charente Périgord pourrait ainsi faire face à du risque de réputation si une des contreparties faisait l'objet d'une controverse liée à des facteurs environnementaux (par exemple : non-respect d'une réglementation sur des émissions de gaz à effet de serre, atteinte à la biodiversité en cas d'accident industriel entraînant une pollution d'écosystèmes...) mais également sociaux ou de gouvernance. Avec l'accélération des contraintes de transition pour lutter contre les changements climatiques, l'intensification des phénomènes climatiques aigus et l'enjeu de préservation des ressources, Crédit Agricole Charente Périgord devra en effet adapter ses activités et la sélection de ses contreparties de manière appropriée afin d'atteindre ses objectifs stratégiques, éviter de subir des pertes et limiter son risque de réputation.

#### **f) Crédit Agricole Charente Périgord est confronté à une forte concurrence**

Bien que leader sur son marché avec 45,25% de part de marché Crédit et 42,13% de part de marché Collecte Bilan à fin novembre 2025, Crédit Agricole Charente Périgord est confronté à une concurrence forte, sur tous les marchés des services financiers, pour tous les produits et services qu'il offre, y compris dans le cadre de ses activités de banque de détail.

Les marchés européens des services financiers sont matures et la demande de services financiers est, dans une certaine mesure, corrélée au développement économique global. Dans ce contexte, la concurrence repose sur de nombreux facteurs, notamment les produits et services offerts, les prix, les modalités de distribution, les services proposés aux clients, la renommée de la marque, la solidité financière perçue par le marché et la volonté d'utiliser le capital pour répondre aux besoins des clients. Le phénomène de concentration a donné naissance à un certain nombre de sociétés qui, à l'instar du Crédit Agricole Charente Périgord, ont la capacité d'offrir une large gamme de produits, allant de l'assurance, des prêts et dépôts aux services de courtage, de banque d'investissement et de gestion d'actifs.

En outre, de nouveaux concurrents compétitifs (y compris ceux qui utilisent des solutions technologiques innovantes), qui peuvent être soumis à une réglementation distincte ou plus souple, ou à d'autres exigences en matière de ratios prudentiels, émergent également sur le marché. Les avancées technologiques et la croissance du commerce électronique ont permis à des institutions n'étant pas des banques d'offrir des produits et services qui étaient traditionnellement des produits bancaires, et aux institutions financières et à d'autres sociétés de fournir des solutions financières électroniques, reposant sur la technologie de l'Internet, incluant la négociation électronique d'instruments financiers. Ces nouveaux entrants exercent des pressions à la baisse sur les prix des produits et services offerts par Crédit Agricole Charente Périgord et parviennent à conquérir des parts de marché dans un secteur historiquement stable entre les acteurs financiers traditionnels. De surcroît, de nouveaux usages, notamment de paiements et de banque au quotidien, et de nouvelles technologies facilitant le traitement des transactions, comme la blockchain, transforment peu à peu le secteur et les modes de consommation des clients. Il est difficile de prédire les effets de l'émergence de ces nouvelles technologies, dont le cadre réglementaire est toujours en cours de définition, mais leur utilisation accrue pourrait redessiner le paysage concurrentiel du secteur bancaire et financier. Crédit Agricole Charente Périgord doit donc s'attacher à maintenir sa compétitivité en France ou sur les autres grands marchés sur lesquels il intervient, adapter ses systèmes et renforcer son empreinte technologique pour conserver ses parts de marché et son niveau de résultats.

### **4.2.6 Risques liés à la structure du Groupe Crédit Agricole**

#### **a) Si l'un des membres du Réseau rencontrait des difficultés financières, Crédit Agricole S.A. serait tenue de mobiliser les ressources du Réseau (en ce compris ses propres ressources) au soutien de l'entité concernée**

Crédit Agricole S.A. (entité sociale) est l'organe central du Réseau Crédit Agricole composé de Crédit Agricole S.A. (entité sociale), des Caisses régionales et des Caisses locales, en application de l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier, ainsi que de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et BforBank en tant que membres affiliés (le "Réseau").

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chacun des établissements membres du Réseau comme de l'ensemble. Ainsi, chaque membre du Réseau bénéficie de cette solidarité financière interne et y contribue. Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité financière interne. En particulier, ceux-ci ont institué un Fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. (entité sociale) d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des membres du Réseau qui viendraient à connaître des difficultés.

Bien que Crédit Agricole S.A. n'ait pas connaissance de circonstances susceptibles d'exiger à ce jour de recourir au FRBLS pour venir au soutien d'un membre du Réseau, rien ne garantit qu'il ne sera pas nécessaire d'y faire appel à l'avenir. Dans une telle hypothèse, si les ressources du FRBLS devaient être insuffisantes, Crédit Agricole S.A. (entité sociale), en raison de ses missions d'organe central, aura l'obligation de combler le déficit en mobilisant ses propres ressources et le cas échéant celles des autres membres du Réseau.

En raison de cette obligation, si un membre du Réseau venait à rencontrer des difficultés financières majeures, l'événement sous-jacent à ces difficultés financières pourrait alors impacter la situation financière de Crédit Agricole S.A. (entité sociale) et celle des autres membres du Réseau ainsi appelés en soutien au titre du mécanisme de solidarité financière.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite "DRRB"), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite "DRRB2" est venue modifier la DRRB et a été transposée par ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de "point d'entrée unique élargi" (extended SPE) qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. (entité sociale) et des entités affiliées. À ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du Réseau, un membre du Réseau ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le Code de commerce (principe "Non Creditor Worse Off than in Liquidation" (NCWOL) visé à l'article L. 613-57-I du Code monétaire et financier). Ainsi les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le Groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie



1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2 <sup>(7)</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette <sup>(8)</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du Réseau et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du Code monétaire et financier en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe Crédit Agricole dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le Groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du Réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe Crédit Agricole quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au Réseau tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du Réseau, et donc du Réseau dans son ensemble.

#### **b) L'avantage pratique de la Garantie de 1988 émise par les Caisses régionales peut être limité par la mise en œuvre du régime de résolution qui s'appliquerait avant la liquidation**

Le régime de résolution prévu par la BRRD/BRRD2 pourrait limiter l'effet pratique de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, à hauteur de leur capital, réserves et report à nouveau (la "Garantie de 1988").

Ce régime de résolution n'a pas d'impact sur le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au Réseau, ce mécanisme devant s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

Cependant, l'application au Groupe Crédit Agricole des procédures de résolution pourrait limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la Garantie de 1988, étant précisé que ladite Garantie de 1988 ne peut être appelée que si les actifs de Crédit Agricole S.A. s'avéraient être insuffisants pour couvrir ses obligations à l'issue de sa liquidation ou dissolution. Du fait de cette limitation, les porteurs de titres obligataires et les créanciers de Crédit Agricole S.A. pourraient ne pas pouvoir bénéficier de la protection qu'offrirait cette Garantie de 1988.

### **4.3 Gestion des risques**

Cette partie du rapport de gestion présente l'appétit pour le risque de Crédit Agricole Charente Périgord, la nature des principaux risques auxquels Crédit Agricole Charente Périgord est exposé, leur ampleur et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

---

(7) Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du Code monétaire et financier

(8) Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du Code monétaire et financier

L'information présentée au titre de la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers couvre les principaux types de risques suivants <sup>(9)</sup> :

- Les risques de crédit ;
- Les risques de marché ;
- Les risques structurels de gestion de bilan : risque de taux d'intérêt global, risque de change et risque de liquidité, y compris les risques du secteur de l'assurance.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- Les risques opérationnels ;
- Les risques de non-conformité.

Conformément aux dispositions réglementaires et aux bonnes pratiques de la profession, la gestion des risques au sein du groupe Crédit Agricole se traduit par une gouvernance dans laquelle le rôle et les responsabilités de chacun sont clairement identifiés, ainsi que par des méthodologies et procédures de gestion des risques efficaces et fiables permettant de mesurer, surveiller et gérer l'ensemble des risques encourus à l'échelle de la Caisse régionale.

#### 4.3.1 Appétit pour le risque, gouvernance et organisation de la gestion des risques

##### Brève déclaration sur les risques

**(Déclaration établie en conformité avec l'article 435-(1)-(f) du règlement UE n° 575/2013)**

Le Conseil d'administration du Crédit Agricole Charente Périgord exprime annuellement son appétit pour le risque par une déclaration formelle. La déclaration d'appétit pour le risque de la Caisse régionale est élaborée en cohérence avec le processus d'identification des risques. Cette déclaration est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance englobant la stratégie, les objectifs commerciaux, le pilotage des risques et la gestion financière globale de Crédit Agricole Charente Périgord. Les orientations stratégiques du Plan à moyen terme, de la déclaration d'appétit pour le risque, du processus budgétaire et de l'allocation des ressources aux différents métiers sont cohérentes entre elles.

**L'appétit pour le risque (*Risk Appetite*)** du Crédit Agricole Charente Périgord est le type et le niveau agrégé de risque que la Caisse régionale est prête à assumer, dans le cadre de ses objectifs stratégiques.

La détermination de l'appétit pour le risque de Crédit Agricole Charente Périgord s'appuie en particulier sur la politique financière et la politique de gestion des risques qui sont fondées sur :

- Une politique de financement sélective et responsable ;
- Une exposition au risque de marché d'intensité limitée ;
- La maîtrise des risques ALM (Liquidité, RTIG et Change) et la surveillance de la croissance des emplois pondérés et de la taille de bilan ;
- L'encadrement strict de l'exposition aux risques opérationnels (dont ceux liés aux Technologies de l'information et de la communication, aux externalisations et le risque juridique) ;
- La maîtrise du risque de modèle à travers une gouvernance des modèles éprouvée et une surveillance de niveau Caisse régionale et Groupe ;
- L'encadrement du risque de non-conformité ;
- L'encadrement des risques environnementaux.

La formalisation de l'appétit pour le risque permet à la Direction générale et au Conseil d'administration de définir la trajectoire de développement de la Caisse Régionale en cohérence avec le Plan Moyen Terme et de la décliner en stratégies opérationnelles. Elle résulte d'une démarche coordonnée et partagée entre les Directions finances, risques et conformité

La déclaration d'appétit pour le risque vise notamment à :

- Engager les administrateurs et la Direction dans une réflexion et un dialogue sur la prise de risque ;
- Formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée ;
- Intégrer pleinement la dimension risque/rentabilité dans le pilotage stratégique et les processus de décision ;

---

(9) Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés au 31 décembre 2025 et, à ce titre, elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

- Disposer d'indicateurs avancés et de seuils d'alertes permettant d'améliorer la résilience en activant des leviers d'action en cas d'atteinte de niveaux d'alerte par rapport à la norme d'appétit pour le risque ;
- Améliorer la communication externe vis-à-vis des tiers sur la solidité financière et la maîtrise des risques.

L'appétit pour le risque du Crédit Agricole Charente Périgord reprend les grands indicateurs stratégiques définis dans le Plan moyen terme et forme le cadre de gestion des risques dans lequel s'inscrit la stratégie. Les objectifs PMT que le Crédit Agricole Charente Périgord se fixe sont ensuite déclinés annuellement dans la cadre du budget. L'appétit pour le risque s'exprime ainsi annuellement dans la déclaration et la matrice d'appétit pour le risque. Celles-ci s'appuient sur un ensemble d'indicateurs stratégiques encadrés par des zones d'appétit, de tolérance, et, pour les indicateurs pour lesquels il existe des seuils réglementaires, des seuils de capacité.

Outre la déclaration annuelle, le Crédit Agricole Charente Périgord exprime également son appétit pour le risque tout au long de l'année dans des cadres de risques validés par le Conseil d'administration, après avis du Comité d'audit et des risques du Conseil. Le Comité d'audit et des risques appuie ses revues sur les approbations données par le Comité d'audit et des risques du Crédit Agricole Charente Périgord.

La déclaration synthétique et la matrice sont complétées par le tableau de bord des risques et limites internes et réglementaires du Crédit Agricole Charente Périgord qui permet de suivre des indicateurs plus opérationnels représentatifs des risques majeurs et constitués d'une sélection de limites ou seuils d'alerte fixés dans ces cadres de risques. Ce tableau de bord est présenté semestriellement au Conseil d'administration du Crédit Agricole Charente Périgord.

L'appétit pour le risque du Crédit Agricole Charente Périgord s'exprime au moyen :

▪ **D'indicateurs clés portant sur :**

- **La solvabilité** qui garantit la pérennité du Crédit Agricole Charente Périgord en assurant un niveau de fonds propres suffisants au regard des risques pris par l'établissement,
- **La liquidité** dont la gestion vise à éviter un assèchement des sources de financement de la Caisse régionale pouvant conduire à un défaut de paiement, voire à une mise en résolution,
- **L'activité**, dont le suivi permet à la fois de donner une mesure du risque business et d'assurer l'atteinte de la stratégie définie par la Caisse régionale et ainsi de garantir sa pérennité à long terme,
- **Le résultat**, car il nourrit directement la solvabilité future. De plus, son niveau reflète également la matérialisation des risques,
- **Le risque de crédit** qui est le principal risque du Crédit Agricole Charente Périgord compte tenu de son positionnement commercial et de sa stratégie de développement. Une vigilance toute particulière lui est dédiée dans le contexte lié notamment à la montée du risque géopolitique (conflits en Ukraine et au Moyen Orient, tensions entre les Etats Unis et la Chine) et à la montée du risque de crédit en France,
- Et des risques clé que sont **les risques de taux et d'inflation, le risque de marché, le risque opérationnel** dont les risques liés aux TIC et aux externalisations, **le risque de non-conformité, le risque assurances et le risque environnemental**

▪ **De limites et seuils d'alerte sur les risques définis en cohérence avec ces indicateurs ;**

- **D'axes qualitatifs**, inhérents à la stratégie et aux activités du Crédit Agricole Charente Périgord. Les critères qualitatifs s'appuient notamment sur la politique de responsabilité sociétale d'entreprise qui traduit la préoccupation du Crédit Agricole Charente Périgord de contribuer à un développement durable et de maîtriser l'ensemble des risques y compris extra-financiers.

Les indicateurs clés sont déclinés en trois niveaux de risques :

- **L'appétit** correspond à une gestion courante des risques et à des indicateurs dont le niveau est au-dessus du seuil de tolérance ;
- **La tolérance** correspond à un niveau de pilotage plus rapproché du Conseil d'administration. Le franchissement des seuils de tolérance sur des indicateurs ou limites clés déclenche une information du Comité des risques ou du Conseil d'administration. Les actions correctrices adaptées doivent alors être présentées ;
- **La capacité** définie uniquement pour les indicateurs pour lesquels il existe un seuil réglementaire, commence lors du franchissement de ce seuil réglementaire. L'entrée dans la zone de capacité conduit à un dialogue rapproché avec les superviseurs.

Le dispositif d'appétit pour le risque du Crédit Agricole Charente Périgord s'appuie sur le processus d'identification des risques qui vise à recenser de la manière la plus exhaustive possible l'ensemble des risques susceptibles d'affecter le bilan, le compte de résultat, les ratios prudentiels ou la réputation du Crédit Agricole Charente Périgord

et à les classer par catégorie et sous catégories, selon une nomenclature homogène pour l'ensemble du Groupe Crédit Agricole.

## PROFIL DE RISQUE GLOBAL

L'activité de Crédit Agricole Charente Périgord est centrée sur l'activité de banque universelle de proximité avec un stock de défaut faible et un taux de provisionnement prudent.

Le profil de risque de Crédit Agricole Charente Périgord est suivi et présenté a minima semestriellement en Conseil d'administration. Le franchissement des niveaux tolérés des indicateurs ou des limites centrales du dispositif conduisent à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'administration. Les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance sont ainsi régulièrement informés de l'adéquation du profil de risque avec l'appétit pour le risque.

Les principaux éléments du profil de risque de Crédit Agricole Charente Périgord au 31 décembre 2025 sont détaillés respectivement dans le chapitre "Facteurs et gestion des risques" du présent document :

- Risque de crédit : partie 3.4 (Gestion des risques) et partie 2.1 (Facteurs des risques) ;
- Risque de marché : partie 3.5 (Gestion des risques) ;
- Risques financiers (taux, change, liquidité et financement) : partie 3.6 (Gestion des risques) et parties 2.2 (Facteurs des risques) ;
- Risques opérationnels : partie 3.7 (Gestion des risques) et partie 2.3 (Facteurs des risques).

Un échantillon des indicateurs clefs de la déclaration d'appétit pour le risque est repris dans le tableau ci-dessous :

	Ratio CET	Ratio LCR	Coût du risque	Résultat net
31 décembre 2025	23,15%	111%	42 millions d'euros	54 millions d'euros
31 décembre 2024	23,0%	107%	23 millions d'euros	57 millions d'euros

Au 31 décembre 2025, les indicateurs d'appétit pour le risque de solvabilité, coût du risque et résultat se situent dans la zone d'appétit définie par la Caisse régionale. Ils n'ont pas atteint les seuils exprimant son niveau de tolérance.

## ADEQUATION AUX RISQUES DES DISPOSITIFS DE L'ETABLISSEMENT L'ARTICLE 435-1-(E) DU REGLEMENT DE L'UNION EUROPEENNE N° 575/2013

### Organisation de la gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse régionale, mis en œuvre par tous les acteurs intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

La responsabilité de la mesure des risques et de leur surveillance est assurée par une fonction dédiée, le Responsable de la fonction gestion des risques, indépendant des métiers et rapportant à la Direction générale.

Si la maîtrise des risques relève en premier lieu de la responsabilité des métiers qui assurent le développement de leur activité (première ligne de défense), le Responsable de la fonction gestion des risques a pour mission de garantir que les risques auxquels est exposé la Caisse régionale sont conformes aux cadres de risques définis par les métiers (limites globales et individualisées, critères de sélectivité) et compatibles avec les objectifs de croissance et de rentabilité de la Caisse régionale.

Afin d'assurer une vision homogène des risques au sein de la Caisse régionale, le Responsable de la fonction gestion des risques assure les missions suivantes :

- Coordonner le processus d'identification des risques et la mise en œuvre du cadre d'appétit pour le risque de la Caisse régionale en collaboration avec les fonctions finances, conformité et les lignes métiers ;
- Définir et/ou valider les méthodes et les procédures d'analyse, de mesure et de suivi de l'ensemble des risques jugés majeurs de la Caisse régionale tels que définis dans le process annuel d'identification des risques ;
- Contribuer à l'analyse critique des stratégies commerciales de développement des métiers, en s'attachant aux impacts de ces stratégies en termes de risques encourus ;
- Fournir des avis indépendants à la Direction générale sur l'exposition aux risques induite par les prises de position des métiers (opérations de crédit, fixation des limites des risques de marché) ou anticipées par leur cadre de risques ;

La gestion des risques structurels de gestion de bilan (taux, change, liquidité) ainsi que la politique financière sont assurées par la Direction du Pilotage et des Risques. La surveillance de ces risques par la Direction générale s'exerce dans le cadre des comités, auxquels participe le Responsable de la fonction gestion des risques.

Le Responsable de la fonction gestion des risques tient informé les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance du degré de maîtrise du risque dans la Caisse régionale, leur présente les divers cadres de risques du Crédit Agricole Charente Périgord pour validation et les alerte de tout risque de déviation par rapport aux politiques risques validées par les organes exécutifs. Il les informe des performances et des résultats du dispositif de prévention, dont ils valident les principes d'organisation. Il leur soumet toute proposition d'amélioration du dispositif rendue nécessaire par l'évolution des métiers et de leur environnement.

Cette action s'inscrit au niveau consolidé dans le cadre des instances de gouvernance, tout particulièrement :

- Le Comité d'audit et des risques (émanation du Conseil d'administration, cinq réunions par an) : analyse des facteurs clés de la déclaration d'appétit pour le risque, examen régulier des problématiques de gestion des risques et de contrôle interne, revue de l'information semestrielle et du rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques ;
- Le Comité de contrôle interne (présidé par la Direction générale, quatre réunions par an), instance de coordination des trois fonctions de contrôle : examine des problématiques de contrôle interne, impulse des actions à caractère transverse à mettre en œuvre, valide le Périmètre de Surveillance Consolidée de la Caisse régionale, valide l'information semestrielle et le rapport annuel sur le contrôle interne avant présentation à l'organe de surveillance.

En outre, Crédit Agricole Charente Périgord a défini son cadre d'appétit pour le risque et mis en place une fonction risques et contrôles permanents. Ainsi, dans la Caisse régionale :

- Un responsable de la fonction de Gestion des risques est nommé avec un positionnement hiérarchique élevé (membre du comité de Direction du Crédit Agricole Charente Périgord) ;
- Il supervise l'ensemble des unités de contrôle de dernier niveau de son périmètre, qui couvre les missions de pilotage et de contrôle permanent des risques ;
- Il bénéficie de moyens humains, techniques et financiers adaptés. Il doit disposer de l'information nécessaire à sa fonction et d'un droit d'accès systématique et permanent à toute information, document, instance (Comités...), outil ou encore systèmes d'information, et ce sur tout le périmètre dont il est responsable. Il est associé aux projets de la Caisse régionale, suffisamment en amont pour pouvoir assurer son rôle de manière effective.

La gestion des risques au sein du Crédit Agricole Charente Périgord repose également sur un certain nombre d'outils qui permettent d'appréhender les risques encourus dans leur globalité :

- Un système d'information et de consolidation globale des risques robuste et s'inscrivant dans la trajectoire définie par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire pour les établissements de nature systémique globale (BCBS 239) ;
- Une utilisation généralisée des méthodologies de stress test sur le risque de crédit, les risques financiers ou le risque opérationnel ;
- Des normes et des procédures de contrôle formalisées et à jour, qui définissent les dispositifs d'octroi, sur la base d'une analyse de la rentabilité et des risques, de contrôle des concentrations géographiques, individuelles ou sectorielles, ainsi que de limites en risques de taux, de change et de liquidité.

## **Culture risque**

La culture risque est diffusée de manière transverse au sein du Crédit Agricole Charente Périgord, au moyen de canaux diversifiés et efficaces :

- Une offre de formations risques proposant des modules adaptés aux besoins des collaborateurs, tant au sein qu'en dehors de la ligne métier Risques. Ce dispositif inclut des formations de sensibilisation destinées à l'ensemble des coéquipiers du Crédit Agricole Charente Périgord, incluant notamment un e-learning et des contenus dédiés à diverses thématiques de risques (risque opérationnel, risques financiers, contrôle interne, risques climatiques et environnementaux, Bâle 4, etc) permettant de mieux appréhender les risques inhérents aux métiers de la banque ;
- Des actions de communication afin de renforcer la diffusion de la culture du risque auprès de l'ensemble des coéquipiers, amorcées depuis 2015. Elles ont pour objectif de développer la connaissance et l'adhésion de tous les collaborateurs, afin de faire du risque un sujet quotidien impliquant toutes les lignes métiers.

### 4.3.2 Dispositif de stress tests

Les stress tests, simulations de crises ou tests de résistance font partie intégrante du dispositif de gestion des risques du Crédit Agricole Charente Périgord. Les stress tests contribuent à la gestion prévisionnelle des risques, à l'évaluation de l'adéquation du capital sous un scénario stressé et répondent à des exigences réglementaires. À ce titre, par la mesure de l'impact économique, comptable ou réglementaire de scénarios économiques sévères mais plausibles, le dispositif de stress tests apporte une mesure de la résilience d'un portefeuille, d'une activité, d'une entité ou de la Caisse régionale utilisée dans le cadre de l'ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process) et de l'Appétit pour le risque. Le dispositif de stress tests couvre les risques de crédit, de marché, opérationnel, climatique ainsi que le risque de liquidité et les risques liés aux taux et changes. Le dispositif de stress tests pour la gestion des risques du Crédit Agricole Charente Périgord regroupe des exercices de natures diverses.

#### Différents types de stress tests

■ **Gestion prévisionnelle du risque par les stress tests** : des exercices spécifiques récurrents ou réalisés à la demande sont effectués afin de compléter et d'enrichir les diverses analyses assurant le bon suivi des risques. Ces études font l'objet d'une présentation à la Direction générale. À ce titre, des *stress tests* encadrant le risque de marché ou le risque de liquidité sont produits périodiquement.

Pour le risque de crédit, des *stress tests* ont été réalisés afin de mesurer le risque lié à l'évolution économique sur les risques majeurs de la Caisse régionale. Ces exercices viennent appuyer les décisions prises en matière de limites globales d'exposition.

■ **Stress tests budgétaires ou stress tests ICAAP** : un exercice annuel est mené dans le cadre du processus budgétaire et les résultats de ce *stress test* sont utilisés dans l'ICAAP. Il contribue à la planification des besoins en capital et permet d'estimer la capacité bénéficiaire de la Caisse régionale à horizon trois ans en fonction de scénarios économiques. L'objectif de ce *stress test* dans le processus budgétaire et ICAAP est de mesurer les effets et la sensibilité en résultat des scénarios économiques (central – *baseline*, adverse modéré, adverse,) sur les activités et la Caisse régionale dans son ensemble. Il repose obligatoirement sur un scénario économique (évolution d'un ensemble de variables économiques) à partir duquel sont déterminés les impacts sur les différents risques et zones géographiques. Ce scénario est complété pour tenir compte des risques opérationnels et de mauvaise conduite.

L'objectif de cet exercice est d'estimer un ratio de solvabilité en mesurant les impacts sur le compte de résultat (coût du risque, marge d'intérêt, commissions...), les emplois pondérés et les fonds propres et de confronter ces indicateurs aux niveaux de tolérance de la Caisse régionale.

■ **Stress tests réglementaires** : cette typologie de stress tests regroupe l'ensemble des demandes de la BCE, de l'ABE (Autorité bancaire européenne) ou émanant d'un superviseur. En 2025, le Groupe a en particulier mené à bien le stress global organisé par l'ABE. Dans ce cadre, le Groupe Crédit Agricole s'est situé parmi les premières banques systémiques européennes en termes de niveau de ratio de solvabilité CET1 dans le scénario le plus défavorable.

#### Gouvernance

Reprenant les orientations de l'ABE, le programme de stress tests explicite clairement la gouvernance et les responsabilités de chacun des acteurs pour les stress tests couvrant le risque de crédit, de marché, opérationnel, climatique, liquidité et les risques liés aux taux et changes. Le programme de stress tests est approuvé annuellement par le Conseil d'administration.

Les scénarios utilisés dans les processus ICAAP, Appétit pour le risque ou pour des besoins réglementaires sont élaborés par la Direction économique (ECO). Ces scénarios économiques présentent l'évolution centrale et stressée des variables macroéconomiques et financières (PIB, chômage, inflation, taux d'intérêt et de change...) pour l'ensemble des pays pour lesquels le Groupe Crédit Agricole est en risque

### 4.3.3 Procédures de contrôle interne et gestion des risques

L'organisation du contrôle interne du Crédit Agricole Charente Périgord témoigne d'une architecture en phase avec les exigences légales et réglementaires, ainsi qu'avec les recommandations du Comité de Bâle.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne sont définis, au sein de la Caisse régionale, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité (au sens du respect des lois, règlements et normes internes), la sécurité et l'efficacité des opérations, conformément aux références présentées au point 1 ci-après.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne se caractérisent par les objectifs qui leur sont assignés :

- Application des instructions et orientations fixées par la Direction générale ;
- Performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et ressources de la Caisse régionale, ainsi que la protection contre les risques de pertes ;
- Connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques ;
- Conformité aux lois et règlements et aux normes internes ;
- Prévention et détection des fraudes et erreurs ;
- Exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Ces procédures comportent toutefois les limites inhérentes à tout dispositif de contrôle interne, du fait notamment de défaillances techniques ou humaines.

Conformément aux principes en vigueur au sein de la Caisse régionale, le dispositif de contrôle interne s'applique sur un périmètre large visant à l'encadrement et à la maîtrise des activités, ainsi qu'à la mesure et à la surveillance des risques sur base consolidée. Ce principe permet de décliner le dispositif de contrôle interne selon une logique pyramidale et sur l'ensemble des entités. Le dispositif mis en œuvre par la Caisse régionale, qui s'inscrit dans le cadre de normes et principes rappelés ci-dessous, est ainsi déployé d'une façon adaptée aux différents métiers et aux différents risques, à chacun des niveaux de la Caisse régionale afin de répondre au mieux aux obligations réglementaires propres aux activités bancaires.

Les moyens, outils et reportings mis en œuvre dans cet environnement normatif permettent une information régulière, notamment au Conseil d'administration, à la Direction générale et au management, sur le fonctionnement des dispositifs de contrôle interne et sur leur adéquation (système de contrôle permanent et périodique, rapports sur la mesure et la surveillance des risques, plans d'actions correctives, etc.).

## I. Références en matière de contrôle interne

Les références en matière de contrôle interne procèdent des dispositions du Code monétaire et financier, de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), du Règlement général de l'AMF et des recommandations relatives au contrôle interne, à la maîtrise des risques et à la solvabilité émises par le Comité de Bâle et sa transposition européenne (CRR2/CRD 5), et les orientations de l'Autorité bancaire européenne (ABE) relatives à la gouvernance d'entreprise et au contrôle interne des établissements. Le paquet prudentiel CRR2/CRD5 demeure la norme applicable jusqu'à l'entrée en vigueur du dispositif révisé CRR3/CRD6, dont la transposition en droit français est attendue au premier trimestre 2026.

Ces normes, nationales et internationales, sont complétées de normes internes propres au Crédit Agricole :

- Corpus des communications à caractère permanent, réglementaire (réglementation externe et règles internes à la Caisse Régionale) et d'application obligatoire, relatives notamment à la comptabilité, à la gestion financière, aux risques et aux contrôles permanents, à l'organisation du contrôle interne ;
- Charte de déontologie ;
- Corps de "notes de procédure" portant sur l'organisation, le fonctionnement ou les risques. Dans ce cadre, la Caisse régionale a adopté un ensemble de notes de procédures visant au contrôle de la conformité aux lois et règlements. Ce dispositif procédural a été adapté aux évolutions réglementaires, notamment en matière de sécurité financière (prévention du blanchiment de capitaux, lutte contre le financement du terrorisme, gel des avoirs, respect des embargos...) ou de détection des dysfonctionnements dans l'application des lois, règlements, normes professionnelles et déontologiques, par exemple. Ces notes de procédure font l'objet d'une actualisation régulière, autant que de besoin, en fonction notamment des évolutions de la réglementation et du périmètre de surveillance sur base consolidée.

## II. Principes d'organisation du dispositif de contrôle interne

Afin que les dispositifs de contrôle interne soient efficaces et cohérents entre les différents niveaux d'organisation du Groupe, le Groupe Crédit Agricole s'est doté d'un corps de règles et de recommandations communes (y compris une note de procédure sur l'organisation du contrôle interne au sein du Groupe), basées sur la mise en œuvre et le respect de principes fondamentaux.

Ainsi, le Crédit Agricole Charente Périgord se doit d'appliquer ces principes à son propre niveau.



## PRINCIPES FONDAMENTAUX

Les principes d'organisation et les composantes des dispositifs de contrôle interne du Crédit Agricole Charente Périgord recouvrent des obligations en matière :

- D'information de l'organe de surveillance (cadres de risques, limites fixées aux prises de risques, activité et résultats du contrôle interne, incidents significatifs) ;
- D'implication directe de l'organe de direction dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne ;
- De couverture exhaustive des activités et des risques, de responsabilité de l'ensemble des acteurs ;
- De définition claire des tâches, de séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle, de délégations formalisées et à jour ;
- De normes et procédures formalisées et à jour.

Ces principes sont complétés par :

- Des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques : de crédit, de marché, de liquidité, financiers, climatiques et environnementaux, opérationnels (traitements opérationnels, qualité de l'information financière et comptable, processus informatiques), risques de non-conformité et risques juridiques ;
- Un système de contrôle, s'inscrivant dans un processus dynamique et correctif, comprenant des contrôles permanents réalisés par les unités opérationnelles ou par des collaborateurs dédiés, et des contrôles périodiques (réalisés par les unités d'Inspection générale ou d'audit) ;
- L'adaptation des politiques de rémunérations du Groupe (suite aux délibérations du Conseil d'administration des 9 décembre 2009 et 23 février 2011) et des procédures de contrôle interne – en application de la réglementation nationale, européenne ou internationale en vigueur et notamment les réglementations liées à la Capital Requirements Directive (CRD 5), à la Directive AIFM, à la Directive UCITS V et à Solvabilité 2, aux dispositions relatives à la Volcker Rule, à la loi de Séparation bancaire et à la Directive et règlement MIF ainsi que les recommandations professionnelles bancaires relatives d'une part, à l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques, et d'autre part, à la rémunération des membres des organes exécutifs et de celle des preneurs de risques (cf. partie I du présent rapport).

## PILOTAGE DU DISPOSITIF

En application de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié en 2021, l'obligation est faite à chaque responsable d'entité ou de métier, chaque manager, chaque collaborateur et instance du Groupe, d'être à même de rendre compte et de justifier à tout moment de la correcte maîtrise de ses activités et des risques induits, conformément aux normes d'exercice des métiers bancaires et financiers, afin de sécuriser de façon pérenne chaque activité et chaque projet de développement et d'adapter les dispositifs de contrôle à mettre en œuvre à l'intensité des risques encourus.

Cette exigence repose sur des principes d'organisation et une architecture de responsabilités, de procédures de fonctionnement et de décision, de contrôles et de reportings à mettre en œuvre de façon formalisée et efficace à chacun des niveaux du Groupe : fonctions centrales, pôles métiers, filiales, unités opérationnelles et fonctions support.

### Comité de contrôle interne Groupe

Le Comité de contrôle interne du Groupe et de Crédit Agricole S.A., instance faîtière de pilotage des dispositifs, se réunit régulièrement sous la présidence du Directeur général délégué de Crédit Agricole S.A en charge du Pilotage et des fonctions de Contrôle.

Ce Comité a vocation à examiner les problématiques de contrôle interne communes à l'ensemble du Groupe (Crédit Agricole S.A., filiales de Crédit Agricole S.A., Caisses régionales, structures communes de moyens) et à s'assurer de la cohérence et de l'efficacité du contrôle interne sur base consolidée. Le Comité de contrôle interne Groupe, à caractère décisionnel et à décisions exécutoires, est composé de dirigeants salariés de Crédit Agricole S.A. À ce titre, il est distinct du Comité des risques, démembrement du Conseil d'administration, et il est notamment chargé de la coordination des trois fonctions de contrôle : Audit interne, Gestion des risques, Vérification de la conformité.

### Trois Lignes métiers intervenant sur l'ensemble du Groupe

La responsable de la Direction des risques Groupe, l'Inspectrice générale Groupe et le Directeur de la conformité Groupe sont directement rattachés à un dirigeant effectif de Crédit Agricole S.A. et disposent d'un droit d'accès au Comité des risques ainsi qu'au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

Par ailleurs, en application de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, la Directrice des risques Groupe a été désignée comme responsable de la Gestion des risques pour Crédit Agricole S.A., ainsi que pour le Groupe Crédit Agricole.



Les fonctions de contrôle sont chargées d'accompagner les métiers et les unités opérationnelles pour assurer la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations. Elles effectuent à ce titre :

- Le pilotage et le contrôle des risques de crédit, de marché, de liquidité, financiers et opérationnels et climatiques et environnementaux, par la Direction des risques Groupe, également en charge du contrôle de dernier niveau de l'information comptable et financière et du suivi du déploiement par le responsable de la Sécurité informatique Groupe de la Sécurité des systèmes d'information et des plans de continuité d'activités ;
- La prévention et le contrôle des risques de non-conformité par la Direction de la conformité Groupe qui assure notamment la prévention du blanchiment de capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme, la prévention de la fraude, le respect des embargos et des obligations de gel des avoirs ;
- Le contrôle indépendant et périodique du bon fonctionnement de l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole par l'Inspection générale Groupe.

En complément de l'intervention des différentes fonctions de contrôle, les autres fonctions centrales de Crédit Agricole S.A., les Directions et les lignes métiers concourent à la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne sur base consolidée, que ce soit au sein de Comités spécialisés ou via des actions de normalisation des procédures et de centralisation de données.

Organisée en ligne métier, la Direction des affaires juridiques a deux objectifs principaux : la maîtrise du risque juridique, potentiellement générateur de litiges et de responsabilités, tant civiles que disciplinaires ou pénales, et l'appui juridique nécessaire aux entités afin de leur permettre d'exercer leurs activités, tout en maîtrisant les risques juridiques et en minimisant les coûts associés.

#### **En ce qui concerne Crédit Agricole S.A. et ses filiales**

Les fonctions, Directions et lignes métiers sont elles-mêmes relayées par des dispositifs décentralisés au sein de chacune des entités juridiques, filiales de premier rang, relevant du périmètre de surveillance sur base consolidée de Crédit Agricole S.A., comportant :

- des Comités de contrôle interne, trimestriels, à caractère décisionnel et à décisions exécutoires, regroupant un dirigeant effectif de l'entité et les représentants des fonctions de contrôle de l'entité et de Crédit Agricole S.A., chargés notamment du pilotage du dispositif de contrôle interne mis en œuvre dans l'entité, de l'examen des principaux risques auxquels l'entité est exposée, de l'évaluation critique des dispositifs de contrôle interne et de l'action de l'audit, du suivi des missions et des mesures correctives éventuellement nécessaires, du suivi des normes et de leur déclinaison ;
- Des Comités spécialisés propres à chaque entité ;
- Un réseau de correspondants et d'instances dédiés à chaque ligne métier.

#### **En ce qui concerne Crédit Agricole Charente Périgord**

Pour la Caisse régionale, l'application de l'ensemble des règles du Groupe est facilitée par la diffusion de recommandations nationales sur le contrôle interne par le Comité plénier de contrôle interne (CPCI) des Caisses régionales et par l'activité des fonctions de contrôles centrales de Crédit Agricole S.A. Le Comité plénier, chargé de renforcer le pilotage des dispositifs de contrôle interne des Caisses régionales, est composé de Directeurs généraux, de cadres de direction et de responsables des fonctions de Contrôle des Caisses régionales, ainsi que de représentants des fonctions de contrôle de Crédit Agricole S.A. Son action est prolongée au moyen de rencontres régionales régulières et de réunions de travail et d'information entre responsables des fonctions de Contrôle de Crédit Agricole S.A. et leurs homologues des Caisses régionales.

Le rôle d'organe central dévolu à Crédit Agricole S.A. amène celui-ci à être très actif et vigilant en matière de contrôle interne. En particulier, un suivi spécifique des risques et des contrôles des Caisses régionales est exercé à Crédit Agricole S.A. par des unités dédiées de la Direction des risques Groupe, par la Direction de la conformité Groupe ainsi qu'au travers de missions périodiques menées par l'Inspection Générale Groupe.

#### **Rôle du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration du Crédit Agricole Charente Périgord a connaissance de l'organisation générale de l'entreprise. Il approuve l'organisation générale de la Caisse régionale ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne et définit l'appétit pour le risque de la Caisse régionale, dans le cadre d'une déclaration annuelle. Il est informé de l'organisation, de l'activité et des résultats du contrôle interne. Outre les informations qui lui sont régulièrement transmises, il dispose du Rapport annuel et de la présentation semestrielle sur le contrôle interne qui lui sont communiqués, conformément à la réglementation bancaire et aux normes définies par Crédit Agricole S.A.

Le Conseil est informé des principaux risques encourus par l'entreprise et des incidents significatifs révélés par les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

Le Président du Comité d'audit et des risques de la Caisse régionale rend compte au Conseil des travaux du Comité et en particulier du Rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques. À la date

de l'Assemblée générale, le Rapport annuel aura été présenté au Comité des risques, transmis à bonne date à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et aux Commissaires aux comptes. Il aura également fait l'objet d'une présentation au Conseil d'administration.

#### Rôle de la Direction générale en matière de contrôle interne

La Direction générale définit l'organisation générale de l'entreprise et s'assure de sa mise en œuvre efficiente par des personnes habilitées et compétentes. Elle est directement et personnellement impliquée dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne dont elle s'assure de l'efficacité et de la cohérence globale. En particulier, elle fixe les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et lui attribue les moyens adéquats.

Elle s'assure que les cadres de risques et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les cadres arrêtées par le Conseil d'administration, dans le cadre de la déclaration d'appétit pour le risque de la Caisse régionale.

Elle veille à ce que des systèmes d'identification et de mesure des risques, adaptés aux activités et à l'organisation de l'entreprise, soient adoptés. Elle veille également à ce que les principales informations issues de ces systèmes lui soient régulièrement reportées.

Elle s'assure que le dispositif de contrôle interne fait l'objet d'un suivi permanent, destiné à vérifier son adéquation et son efficacité. Elle est informée des dysfonctionnements que le dispositif de contrôle interne permettrait d'identifier et des mesures correctives proposées.

### III. Dispositifs de contrôle interne spécifiques et dispositifs de maîtrise et surveillance des risques de Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. met en œuvre des processus et dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise de ses risques (risques de contrepartie, de marché, opérationnels, risques financiers, etc.) adaptés à ses activités et à son organisation, faisant partie intégrante du dispositif de contrôle interne, dont il est périodiquement rendu compte à l'organe de direction, à l'organe de surveillance, au Comité d'audit et des risques, notamment via les rapports sur le contrôle interne et la mesure et la surveillance des risques.

Les éléments détaillés relatifs à la gestion des risques sont présentés dans le chapitre "Facteurs et Gestion des risques" et dans la note annexe des états financiers consolidés qui leur est consacrée (note 3).

#### FONCTION RISQUES ET CONTROLES PERMANENTS

La ligne métier Risques a été créée en 2006 en application des modifications du règlement 97-02 (abrogé et remplacé par l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution).

La ligne métier Risques a en charge à la fois la gestion globale et le dispositif de contrôle permanent des risques du Groupe : risques de crédit, risques financiers, risques climatiques et environnementaux et risques opérationnels, notamment ceux liés à la qualité de l'information financière et comptable, à la sécurité physique et des systèmes d'information, à la continuité d'activité et à l'encadrement des prestations externalisées.

La gestion des risques s'appuie sur un dispositif Groupe selon lequel les stratégies des métiers, y compris en cas de lancement de nouvelles activités ou de nouveaux produits, font l'objet d'un avis risques, et de limites de risques formalisées dans les cadres de risques pour chaque entité et activité sensible. Ces limites sont revues a minima une fois par an ou en cas d'évolution d'une activité ou des risques et sont validées par le Comité des risques Groupe. Elles sont accompagnées de limites Groupe transverses, notamment sur les grandes contreparties. La cartographie des risques potentiels, la mesure et le suivi des risques avérés font l'objet d'adaptations régulières au regard de l'activité.

Les plans de contrôle sont adaptés au regard des évolutions de l'activité et des risques, auxquels ils sont proportionnés.

La ligne métier est placée sous la responsabilité de la Directrice des risques Groupe de Crédit Agricole S.A., indépendante de toute fonction opérationnelle et rattachée au Dirigeant effectif de Crédit Agricole S.A. Elle réunit les fonctions transverses de Crédit Agricole S.A. (Direction des risques Groupe) et les fonctions Risques et contrôles permanents décentralisées, au plus proche des métiers, au niveau de chaque entité du Groupe, en France ou à l'international. Les effectifs de la ligne métier Risques s'élèvent à près de 3 650 personnes à fin 2024 (en équivalents temps plein) sur le périmètre du Groupe Crédit Agricole.

#### Fonctions Risques et contrôles permanents centrales de Crédit Agricole S.A.

Au sein de Crédit Agricole S.A., la Direction des risques Groupe assure le pilotage et la gestion globale des risques et des dispositifs de contrôle permanent du Groupe.

## GESTION GLOBALE DES RISQUES GROUPE

La mesure consolidée et le pilotage de l'ensemble des risques du Groupe sont assurés de façon centralisée par la Direction des risques Groupe, avec des unités spécialisées par nature de risque qui définissent et mettent en œuvre les dispositifs de consolidation et de risk management (normes, méthodologies, système d'information).

Le dispositif de la Direction des risques Groupe comprend également une fonction de "pilotage risques métier" en charge de la relation globale et individualisée avec chacune des filiales de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Le suivi des risques Groupe par les unités de pilotage risque métiers s'effectue notamment dans le cadre du Comité des risques Groupe et du Comité de suivi des risques des Caisses régionales.

Il s'effectue également au travers d'une procédure d'alerte déclinée sur l'ensemble des entités et qui permet une présentation des risques les plus significatifs à un Comité spécifique sur un rythme bimensuel (Comité de suivi des alertes).

Crédit Agricole S.A. mesure ses risques de manière exhaustive et précise, c'est-à-dire en intégrant l'ensemble des catégories d'engagements (bilan, hors bilan) et des positions, en consolidant les engagements sur les sociétés appartenant à un même groupe, en agrégeant l'ensemble des portefeuilles et en distinguant les niveaux de risques.

Ces mesures sont complétées par des mesures périodiques de déformation de profil de risque sous scénarios de stress et d'une évaluation régulière basée sur différents types de scénarios.

Outre les exercices réglementaires, du point de vue de la gestion interne, des stress sont réalisés a minima annuellement par l'ensemble des entités. Ces travaux sont réalisés notamment dans le cadre du processus budgétaire annuel afin de renforcer la pratique de la mesure de sensibilité des risques et du compte de résultat du Groupe et de ses différentes composantes à une dégradation significative de la conjoncture économique. Ces stress globaux sont complétés par des analyses de sensibilité sur les principaux portefeuilles.

La surveillance des risques par Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales sur base individuelle ou collective passe par un dispositif de suivi des dépassements de limites et de leur régularisation, du fonctionnement des comptes, de la correcte classification des créances au regard de la réglementation en vigueur (créances dépréciées notamment), de l'adéquation du niveau de provisionnement aux niveaux de risques sous le contrôle des Comités risques ainsi que par la revue périodique des principaux risques et portefeuilles, portant en particulier sur les affaires sensibles.

Dans un contexte de risque contrasté et incertain, Crédit Agricole S.A. mène une politique de revue active des politiques et cadres de risques appliqués par les filiales. Par ailleurs, les principaux portefeuilles transverses du Groupe (habitat, énergie, professionnels et agriculteurs, crédits à la consommation, capital investissement, etc.) ont fait l'objet d'analyses présentées en Comité des risques du Groupe (CRG). Le périmètre des risques couverts dans les cadres de risque examinés en CRG intègre également le risque de modèle, le risque opérationnel et le risque conglomérat et le risque environnemental.

Des procédures d'alerte et d'escalade sont en place en cas d'anomalie prolongée, en fonction de leur matérialité.

## CONTROLES PERMANENTS DES RISQUES OPERATIONNELS

La Direction des Risques Groupe (DRG) coordonne le dispositif de Contrôle Permanent. Elle définit les indicateurs clés de contrôle par type de risque, récupère les résultats des contrôles, organise le reporting consolidé à destination des experts risques. Les analyses des résultats ainsi que le suivi du processus d'escalade pour les contrôles dégradés sont présentées en Comité de contrôle Interne Groupe (CCIG) et en comité faitier DRG de Contrôle Permanent (CFDCP).

### Fonctions Risques et contrôles permanents déconcentrées, au niveau de Crédit Agricole Charente Périgord

La réglementation bancaire relative aux risques s'applique à la Caisse régionale à titre individuel. Elle est responsable de son dispositif de risques et contrôles permanents et dispose d'un responsable de la fonction Gestion des risques (RFRG), en charge du pilotage des risques et des contrôles permanents, rattaché hiérarchiquement à la Direction générale de la Caisse régionale avec un lien fonctionnel avec la DRG au titre de sa fonction d'organe central de Crédit Agricole S.A. Celui-ci a sous sa responsabilité le responsable de la Conformité

En outre, en qualité d'organe central, Crédit Agricole S.A., via la Direction des risques Groupe, consolide les risques portés par les Caisses régionales et assure un rôle de normalisation, de pilotage, de coordination et d'animation de la Ligne métier Risques dans les Caisses régionales, notamment en leur diffusant les normes nécessaires, en particulier pour la mise en place d'un dispositif de contrôle permanent de niveau Groupe.

Par ailleurs, les risques de crédit importants pris par Crédit Agricole Charente Périgord sont présentés pour prise en garantie partielle à Foncaris, établissement de crédit, filiale à 100 % de Crédit Agricole S.A. L'obligation faite

aux Caisses régionales de demander une contre-garantie à Foncaris sur leurs principales opérations (supérieures à un seuil défini entre les Caisses régionales et Foncaris) offre ainsi à l'organe central un outil efficace lui permettant d'apprécier le risque associé avant son acceptation.

## **DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE EN MATIERE DE PLANS DE CONTINUITE D'ACTIVITE ET DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION**

Le dispositif de contrôle interne mis en place permet d'assurer auprès des instances de gouvernance de la sécurité du Groupe un reporting périodique sur la situation des principales entités en matière de suivi des risques liés à la résilience opérationnelle numérique.

### **Plans de continuité d'activité**

En ce qui concerne les plans de secours informatique, les productions informatiques de la majorité des filiales de Crédit Agricole S.A. ainsi que celles des 39 Caisses régionales hébergées sur le bi-site sécurisé Greenfield bénéficient structurellement de solutions de secours d'un site sur l'autre.

Les plans de continuité d'activité sont régulièrement testés et mis à jour, couvrant l'ensemble des scénarios de crise identifiés.

En ce qui concerne les plans de repli des utilisateurs, le Groupe a partiellement démantelé le dispositif bi-sites de secours physique au profit d'un dispositif de télétravail massif largement éprouvé lors de la crise Covid-19. Néanmoins, certaines activités (salle de marché) bénéficient toujours d'un site de repli physique et l'utilisation croisée des locaux des entités du Groupe a été développée.

Par ailleurs, et conformément à la politique Groupe, la Caisse régionale et la majorité des entités sont en capacité de faire face à une attaque virale massive des postes de travail avec des solutions adaptées (site de secours physique, banc de matricage de poste et stock de PC de crise).

### **Sécurité des systèmes d'information**

Le Groupe Crédit Agricole a poursuivi le renforcement de sa capacité de résilience face à l'ampleur des risques liées aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et en particulier des cyber-menaces.

Une gouvernance sécurité Groupe est en place avec un Comité sécurité Groupe (CSG), faîtière, décisionnaire et exécutoire, qui définit la stratégie sécurité Groupe par domaine en y intégrant les orientations des politiques sécurité, détermine les projets sécurité Groupe, supervise l'exécution de la stratégie sur la base d'indicateurs de pilotage des projets Groupe et d'application des politiques et enfin, apprécie le niveau de maîtrise du Groupe dans les quatre domaines relevant de sa compétence : plan de continuité des activités, protection des données, sécurité des personnes et des biens et sécurité des systèmes d'information.

Les fonctions Manager des risques systèmes d'information (MRSI) et Chief Information Security Officer (CISO) sont désormais déployées dans la plupart des entités du Groupe, dont la Caisse régionale : le MRSI, rattaché au RFGR (responsable de la fonction de Gestion des risques), consolide les informations lui permettant d'exercer un second regard.

En 2025, la mise en conformité avec le règlement européen sur la résilience opérationnelle numérique (DORA) a permis de renforcer davantage la résilience opérationnelle numérique du Groupe et en faire un véritable levier de différenciation stratégique dans un environnement de plus en plus numérisé.

## **DISPOSITIFS DE CONTROLE INTERNE SPECIFIQUES ET DISPOSITIFS DE MAITRISE ET SURVEILLANCE DES RISQUES**

### **Dispositif de contrôle interne de l'information comptable et financière**

Conformément aux règles en vigueur au sein du Groupe, les missions et principes d'organisation des fonctions de la Direction finances Groupe sont définis par une note de fonctionnement.

La fonction Finances est organisée en ligne métier au sein de Crédit Agricole S.A. La fonction Finances de Crédit Agricole S.A. définit la stratégie financière en lien avec les autres Directions de Crédit Agricole S.A. quand cela est nécessaire, et détermine les normes et les méthodes applicables dans le Groupe en matière d'information comptable et réglementaire, de fiscalité, de solvabilité et de gestion des risques de liquidité, de taux et de change. Elle s'assure de leur diffusion à l'ensemble des entités du Groupe et de leur mise en œuvre.

Au sein de Crédit Agricole Charente Périgord, les responsables des Finances sont rattachés hiérarchiquement à la Direction Finance, Pilotage et Risques, qui constitue un relais, chargé de la déclinaison, des normes et principes du Groupe dans ces domaines en fonction des spécificités du métier.

La fonction Gestion des risques au sein du Crédit Agricole Charente Périgord est responsable de la production des données risques utilisées dans le cadre de l'élaboration de l'information financière et de la mise en œuvre de contrôles permettant de s'assurer de la qualité de la réconciliation avec les données comptables.

La Caisse régionale se dote des moyens de s'assurer de la qualité des données comptables, de gestion et risques transmises au Groupe pour les besoins de la consolidation, notamment sur les aspects suivants : conformité aux normes applicables au Groupe, concordance avec les comptes individuels arrêtés par son organe de surveillance, réconciliation des données comptables et des données de gestion.

## **ORGANISATION DE LA FINANCE DE CREDIT AGRICOLE CHARENTE PERIGORD**

La Direction Finance, Pilotage et Risques contribue principalement à l'élaboration de l'information comptable et financière publiée.

### **L'information comptable et réglementaire**

La Direction Finance, Pilotage et Risques a pour mission de produire les comptes sociaux et consolidés ainsi que les reportings réglementaires de la Caisse régionale.

Pour répondre à cette mission, la Direction Finance, Pilotage et Risques, dans le cadre de la réglementation en vigueur, gère les processus comptables permettant la consolidation des comptes et des déclarations réglementaires.

### **Le Contrôle de gestion**

La fonction Contrôle de gestion du Crédit Agricole Charente Périgord, au sein de la Direction Finance, Pilotage et Risques, consolide, construit et chiffre le budget et le Plan à moyen terme de la Caisse régionale, et assure le suivi du budget.

## **PROCEDURES D'ELABORATION ET DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE**

Crédit Agricole Charente Périgord a la responsabilité, vis-à-vis du Groupe et des autorités de tutelle dont il dépend, de certifier ses comptes individuels, qui sont arrêtés par l'organe de surveillance.

Pour la Caisse régionale, l'arrêté des comptes s'accompagne d'une mission d'approbation réalisée par la Direction de l'information comptable et réglementaire de Crédit Agricole S.A., dans le cadre de l'exercice de sa fonction d'organe central.

Les comptes consolidés de la Caisse régionale sont présentés au Comité d'audit et arrêtés par le Conseil d'administration du Crédit Agricole Charente Périgord.

L'information financière publiée s'appuie pour l'essentiel sur les données comptables mais également sur des données de gestion et des données risques.

### **Données comptables**

Les données individuelles du Crédit Agricole Charente Périgord sont établies selon les normes comptables applicables. Pour les besoins d'élaboration des comptes consolidés de la Caisse régionale, les comptes locaux sont retraités pour être en conformité avec les principes et méthodes IFRS retenus par Crédit Agricole S.A.

### **Données de gestion et données risque**

Les données de gestion et/ou données risques sont issues de la Direction Finance, Pilotage et Risques. Elles sont remontées avec les données comptables définitives, selon les mêmes normes de définition et de granularité et servent à alimenter le reporting de gestion interne de la Caisse régionale. Les données de gestion ou données risques, rapprochées des données comptables, peuvent alimenter certains reportings consolidés réglementaires de la Caisse régionale.

Les données de gestion peuvent provenir également de sources d'information externes (Banque de France) pour le calcul des parts de marché notamment.

Conformément aux recommandations de l'AMF et du European Securities and Markets Authority (ESMA), l'utilisation de données de gestion pour élaborer l'information financière publiée respecte les orientations suivantes :

- Qualification des informations financières publiées : informations historiques, données pro-forma, prévisions ou tendances ;
- Description claire des sources desquelles est issue l'information financière. Lorsque les données publiées ne sont pas directement extraites des informations comptables, il est fait mention des sources et de la définition des modes de calcul ;
- Comparabilité dans le temps des données chiffrées et des indicateurs qui impliquent une permanence des sources, des modes de calcul et des méthodes.

## DESCRIPTION DU DISPOSITIF DE CONTROLE

Le dispositif de contrôle a pour objectif de s'assurer que la couverture des risques susceptibles de remettre en cause la qualité de l'information comptable et des reportings réglementaires est satisfaisante et efficace.

Cette fonction est exercée au sein de Crédit Agricole Charente Périgord de manière complémentaire : la Direction Finance, Pilotage et Risques et Département Prévention et Supervision des Risques (domaine risques de crédit, comptables et financiers).

Le Guide du Contrôle Comptable et des Reportings Réglementaires est notamment le document de référence pour l'ensemble des contrôleurs 2.1 et 2.2 de la Caisse régionale.

### Dispositif au sein de la Direction Finance, Pilotage et Risques de la Caisse régionale du Crédit Agricole Charente Périgord

Les contrôleurs 2.1 exercent un contrôle sur les activités opérationnelles menées sur des données sociales et consolidées du Crédit Agricole Charente Périgord, ainsi que sur la production des reportings réglementaires. Ils participent à la définition des méthodologies relatives aux contrôles de premier niveau applicables dans la Caisse Régionale.

### Dispositif au sein du Département Prévention et Supervision des Risques de la Caisse régionale du Crédit Agricole Charente Périgord

Rattachés au responsable de la fonction Gestion des risques, le service de contrôle permanent (2.2) assure la surveillance et la supervision des dispositifs de Contrôle Permanent liés à la comptabilité et aux reportings réglementaires de la Caisse régionale.

## RELATIONS AVEC LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux normes d'exercice professionnel en vigueur, les Commissaires aux comptes mettent en œuvre les diligences qu'ils jugent appropriées sur l'information comptable et financière publiée :

- Audit des comptes individuels et des comptes consolidés ;
- Examen limité des comptes consolidés semestriels ;
- Lecture d'ensemble des informations financières trimestrielles

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes présentent au Comité d'audit et des risques de la Caisse régionale leur programme général de travail, les différents sondages auxquels ils ont procédé, les conclusions de leurs travaux relatifs à l'information comptable et financière qu'ils ont examinée dans le cadre de leur mandat, ainsi que les faiblesses significatives du contrôle interne, pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

## PREVENTION ET CONTROLE DES RISQUES DE NON-CONFORMITE

Voir partie 2.9 "Risques de non-conformité" ci-après.

## CONTROLE PERIODIQUE

Le service contrôle périodique, placé sous l'autorité directe de la Direction générale de Crédit Agricole Charente Périgord de manière à garantir son indépendance, est le niveau ultime de contrôle au sein de la Caisse régionale. Il a pour responsabilité exclusive d'assurer le contrôle périodique du Crédit Agricole Charente Périgord au travers des missions qu'il mène.

Il réalise ses travaux dans le respect des textes qui encadrent le dispositif :

- Article 12 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié par l'arrêté du 25 février 2021, relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ci-après "l'arrêté du 3 novembre 2014") ;
- Article 13 de l'arrêté du 6 janvier 2021, modifié par l'arrêté du 25 février 2021, relatif à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et le gel des avoirs (ci-après "l'arrêté du 6 janvier 2021") ;
- Standards de l'Audit Interne, définis dans le Cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'audit interne (CRIPP) par l'Institute of Internal Audit (IIA), représenté en France par l'IFACI (Institut français de l'audit et du contrôle interne).

À partir d'une approche cartographique actualisée des risques se traduisant par un cycle d'audit compris entre un et cinq ans au maximum, il conduit des missions de vérification sur place et sur pièces sur l'ensemble du périmètre de surveillance consolidé de la Caisse Régionale.



Les missions effectuées par l'audit interne correspondent à des missions d'assurance au sens des normes professionnelles. Elles ont pour objet d'évaluer :

- L'adéquation et l'efficacité des dispositifs de contrôle visés à l'article 11 de l'arrêté du 3 novembre 2014 et à l'article 13 de l'arrêté du 6 janvier 2021, ainsi que de ceux permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières, de gestion et d'exploitation des domaines audités ;
- La maîtrise et le niveau effectivement encouru des risques portés directement par Crédit Agricole Charente Périgord ou à travers des activités externalisées (identification, enregistrement, encadrement, couverture) mentionnés dans les arrêtés susvisés, et notamment des risques de crédit (incluant les risques de concentration, dilution et de valeur résiduelle), de marché, de liquidité, de taux d'intérêt global, d'intermédiation, de règlement, de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et des différentes composantes du risque opérationnel, y compris le risque de fraude interne ou externe, le risque informatique, le risque de discontinuité d'activité, le risque juridique, le risque de non-conformité, le risque de base, le risque de titrisation, le risque systémique, le risque lié aux modèles, le risque de levier excessif et le risque environnemental ;
- La conformité des opérations aux lois et réglementations applicables, ainsi qu'aux règles et procédures internes ;
- La conformité des procédures avec le cadre d'appétit pour le risque, la stratégie de la Caisse régionale et les décisions de la Direction générale ;
- L'adéquation, la qualité et l'efficacité des contrôles réalisés et rapportés par les premières et secondes lignes de défense ;
- La mise en œuvre, dans des délais raisonnables, des recommandations formulées à l'occasion des missions ;
- Et de s'assurer de la qualité et l'efficacité du fonctionnement général de l'organisation.

Les missions du service contrôle périodique permettent de fournir au Directeur général, au Conseil d'administration ainsi qu'aux dirigeants des départements audités une opinion professionnelle et indépendante sur le fonctionnement et le contrôle interne de la Caisse Régionale.

L'audit interne peut également mener des investigations lorsque des cas de fraude interne ou externe significative sont présumés ou avérés, ou des missions spéciales liées à des enjeux ne rentrant pas dans la classification de la cartographie du plan d'audit, ou en appui opérationnel. L'audit interne peut ponctuellement réaliser des missions de conseil sur sa proposition ou à la demande de la Direction générale ou des instances de gouvernance. Ces missions de conseil ont pour objectifs de proposer des améliorations des processus de gouvernance, de management des risques et de contrôle de la Caisse régionale.

L'audit interne est piloté par la Ligne métier Audit-Inspection, renforçant ainsi l'efficacité des contrôles, par une harmonisation des pratiques d'audit à leur meilleur niveau afin d'assurer la sécurité et la régularité des opérations dans les différentes entités du Groupe et de développer des pôles d'expertise communs.

Des missions d'audit conjointes entre l'Inspection générale Groupe et le service de contrôle périodique de la Caisse régionale sont régulièrement menées, ce qui contribue aux échanges sur les meilleures pratiques d'audit. Une importance particulière est donnée aux investigations à caractère thématique et transversal.

Par ailleurs, l'audit interne s'assure, dans le cadre des Comités de contrôle interne auxquels participent la Direction générale, le responsable de la fonction Audit interne, le responsable de la fonction Gestion des risques et le responsable de la Conformité de la Caisse régionale – du bon déroulement des plans d'audit, de la correcte maîtrise des risques et d'une façon générale, de l'adéquation des dispositifs de contrôle interne de chaque service.

Les missions réalisées par le service de contrôle périodique ou tout audit externe (autorités de tutelle, cabinets externes le cas échéant) font l'objet d'un dispositif formalisé de suivi pour chacune des recommandations formulées à l'issue de ces missions. Ce dispositif permet de s'assurer de l'avancement des actions correctrices programmées, de leur mise en œuvre selon un calendrier précis, en fonction de leur niveau de priorité, et au responsable de la fonction audit inspection d'exercer, le cas échéant, son devoir d'alerte auprès de l'organe de surveillance et du Comité des risques en vertu de l'article 26 b) de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

En application de l'article 23 de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne, le responsable de la fonction audit inspection rend compte de l'exercice de ses missions au Conseil d'administration de la Caisse Régionale.

La ligne métier Audit-Inspection regroupe 1 417 collaborateurs, équivalent temps plein, fin 2025 :

- 939 au sein de Crédit Agricole S.A. ;
- 478 au sein du périmètre des Caisses régionales.

#### 4.3.4 Risques de crédit

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un État et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

##### DEFINITION DU DEFAULT

La définition du défaut utilisée en gestion, identique à celle utilisée pour les calculs réglementaires, a évolué en 2020 en conformité avec les exigences prudentielles relatives au nouveau défaut dans les différentes entités du Groupe.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- Un arriéré de paiement de plus de 90 jours et supérieur aux seuils de matérialité réglementaires sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

L'engagement peut être constitué de prêts, de titres de créances ou de propriété ou de contrats d'échange de performance, de garanties données ou d'engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement-livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

##### PRETS RESTRUCTURES

Les restructurations au sens de l'EBA (forbearance) correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou plusieurs contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements, accordés en raison de difficultés financières rencontrées par le client.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'EBA a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructuré" pendant une période minima de deux ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de trois ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

Dans ce contexte, les entités du Groupe ont mis en œuvre des solutions d'identification et de gestion de ces expositions, adaptées à leurs spécificités et à leurs métiers, selon les cas : à dire d'expert, algorithmique ou une combinaison de ces deux approches. Ces dispositifs permettent également de répondre à l'exigence de production trimestrielle des états réglementaires sur cette thématique.

Les montants des expositions performantes en situation de forbearance au sens de l'ITS 2013-03 sont déclarés dans la note annexe 3.1 des états financiers consolidés. Les principes et méthodes comptables applicables aux créances sont précisés dans la note annexe 1.2 des états financiers consolidés.

## I. Objectifs et politique

La prise de risque de crédit par le Crédit Agricole Charente Périgord doit s'inscrire dans le cadre de l'appétit pour le risque de la Caisse régionale et des cadres risques validées par le Conseil d'administration. Les cadres de risques sont adaptées à chaque métier et à leur plan de développement. Ils décrivent les limites globales applicables, les critères d'intervention (notamment type de contreparties autorisées, nature et maturité des produits autorisés, sûretés exigées) et le schéma de délégation de décision. Ces cadres de risques sont déclinés autant que de besoin par métier, entité, secteur d'activité ou pays. Le respect de ces cadres de risques relève de la responsabilité des métiers et est contrôlé par les responsables de la fonction de Gestion des risques.

Le Crédit Agricole Charente Périgord s'efforce de diversifier ses risques afin de limiter son exposition au risque de crédit et de contrepartie, notamment en cas de crise sur un secteur d'activité. Dans cet objectif, le Crédit Agricole Charente Périgord surveille régulièrement le montant total de ses engagements par contrepartie, par portefeuille d'opérations et par secteur économique, en tenant compte des méthodologies de calcul interne selon la nature des engagements (cf. notamment paragraphe II.2.2 "Mesure du risque de crédit").

Afin de réduire le risque associé à la dégradation de la qualité de son exposition au risque de crédit et de contrepartie, le Crédit Agricole Charente Périgord peut avoir recours à une stratégie de couverture consistant notamment en l'achat d'instruments dérivés de crédit (cf. dans la "Gestion du bilan", paragraphe V "Politique de couverture")

Lorsque le risque est avéré, une politique de dépréciation individuelle ou sur base de portefeuille est mise en œuvre.



S'agissant plus spécifiquement du risque de contrepartie sur opération de marché, la politique en matière de constitution de réserves de crédit sur ce type de risque est similaire au risque de crédit avec, pour les clients "sains" un mécanisme d'évaluation du risque CVA (*Credit Valuation Adjustment*) économiquement comparable à une provision collective, et pour les clients en défaut une dépréciation adaptée à la situation du dérivé, tenant compte de l'existence du montant de CVA constitué avant le défaut.

En cas de défaut, le niveau de dépréciation est examiné suivant les mêmes principes que pour le risque de crédit (estimation du risque de perte des dérivés relativement à leur rang dans le "waterfall"), en tenant compte de l'existence du mécanisme de CVA, selon deux cas : soit les dérivés sont maintenus en vie (CVA ou dépréciation individuelle), soit ils sont dénoués (dépréciation individuelle).

## II. Gestion du risque de crédit

### 1. Principes généraux de prise de risque

Toute opération de crédit nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à rembourser son endettement et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés et de maturité. Elle doit s'inscrire dans le cadre de risques du métier ou de l'entité concerné et dans le dispositif de limites en vigueur, tant sur base individuelle que globale. La décision finale d'engagement s'appuie sur la note interne de la contrepartie et est prise par des unités d'engagement ou des Comités de crédit, sur la base d'un avis risque indépendant du représentant de la ligne métier Risques et contrôles permanents concerné, dans le cadre du système de délégation en vigueur. Le Conseil d'administration et son Président constituent l'instance ultime de décision de la Caisse régionale.

Chaque décision de crédit requiert une analyse du couple rentabilité/risque pris.

Par ailleurs, le principe d'une limite de risque sur base individuelle est appliqué à tout type de contrepartie : clientèle de détail et grande clientèle.

### 2. Méthodologies et systèmes de mesure des risques

#### 2.1 Les systèmes de notation interne et de consolidation des risques de crédit

Les systèmes de notation interne couvrent l'ensemble des méthodes, des procédés et des contrôles qui permettent l'évaluation du risque de crédit, la notation des emprunteurs ainsi que l'évaluation des pertes en cas de défaut de l'emprunteur. La gouvernance du système de notation interne s'appuie sur le Comité des normes et modèles (CNM) présidé par la Directrice des risques Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les normes et les méthodologies de mesure et de contrôle des risques au sein du Groupe Crédit Agricole. Le CNM examine notamment :

- Les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes de notation des contreparties, les scores d'octroi, les estimations des paramètres bâlois (probabilité de défaut, facteur de conversion, perte en cas de défaut) et les procédures organisationnelles associées ;
- La segmentation entre clientèle de détail et Grandes clientèles avec les procédures associées comme l'alimentation du système d'information de consolidations des risques ;
- La performance des méthodes de notation et d'évaluation des risques, au travers de la revue au minimum annuelle des résultats des travaux de backtesting ;
- L'utilisation des notations (validation des syntaxes, glossaires et référentiels communs).

Sur le périmètre de la clientèle de détail, qui couvre les crédits aux particuliers (notamment les prêts à l'habitat et les crédits à la consommation) et aux professionnels, la Caisse régionale dispose de modèles communs d'évaluation du risque développés et suivis par Crédit Agricole S.A.

Des procédures de contrôles a posteriori des paramètres utilisés pour le calcul réglementaire des exigences de fonds propres sont définies et opérationnelles dans toutes les entités. Les modèles internes utilisés au sein du Groupe sont fondés sur des modèles statistiques établis sur des variables explicatives comportementales (ex. : solde moyen du compte courant) et signalétiques (ex : secteur d'activité). L'approche utilisée peut être soit de niveau client (Particuliers, Agriculteurs, Professionnels et TPE) soit de niveau produit. La probabilité de défaut à un an estimée associée à une note est actualisée chaque année.

Sur le périmètre des Grandes clientèles, le Groupe Crédit Agricole s'est doté d'une échelle unique de notation pour l'ensemble des Grandes clientèles. Cette échelle est composée de 13 grades de notation sains (A+, A, B+, B, C+, C, C-, D+, D, D-, E+, E et E-) et de deux grades de notation défaut (F et Z). Chaque note saine de l'échelle unique de notation est définie par (i) une plage de Probability of Default (PD) au travers du cycle accessible, telle que (ii)

les plages de deux grades consécutifs sont non chevauchantes et que (iii) la probabilité médiane de deux grades consécutifs présente un accroissement exponentiel.

Une telle échelle permet de garantir les trois principes suivants :

1. **Principe de comparabilité**, permettant l'appréciation du niveau de risque de crédit de toute contrepartie, quels que soient le périmètre de notation ou l'entité du Groupe, qu'il s'agisse d'une contrepartie, d'un groupe, de ses filiales ou d'un garant ;
2. **Principe d'homogénéité à l'intérieur d'un grade**, assurant que deux contreparties affectées à un même grade de notation présentent un même niveau de risque de défaut ;
3. **Principe d'hétérogénéité entre grades**, assurant que deux contreparties affectées à des grades de notation différents présentent des niveaux de risque de défaut significativement différents.

L'échelle unique permet de définir une référence commune et partagée en matière de niveau de risque au niveau du Groupe Crédit Agricole, favorisant l'émergence d'un langage et de pratiques communes, et le développement d'usages transverses à travers les entités et les métiers du Groupe.

#### Correspondances entre la notation Groupe et les agences de notation

Groupe Crédit Agriculture	A+	A	B+	B	C+	C	C-	D+	D	D-	E+	E	E-
S&P/Fitch	AAA	AA+	AA/AA-	A+/A/A-	BBB+	BBB	BBB-	BB+/BB	BB-	B+/B	B-	CCC+	CCCCC- CC/C
Moody's	Aaa	Aa1	Aa2	Aa3/A1/ A2/A3	Baa1	Baa2	Baa3	Ba1/Ba2	Ba3	B1/B2/B 3	Caa1	Caa2	Caa3/Ca /C
PD de Référence	(0 %- 0,01 %)	(0,01 %- 0,02 %)	(0,02 %- 0,04 %)	(0,04 %- 0,10 %)	(0,10 %- 0,20 %)	(0,20 %- 0,30 %)	(0,30 %- 0,60 %)	(0,60 %- 1,00 %)	(1,00 %- 1,90 %)	(1,90 %- 4,90 %)	(4,90 %- 11,80 %)	(11,80 %- 19,80 %)	(19,80 %- 100 %)

Au sein du Groupe Crédit Agricole, les Grandes clientèles regroupent principalement les États souverains et Banques centrales, les entreprises, les collectivités publiques, les financements spécialisés, ainsi que les banques, les assurances, les sociétés de gestion d'actifs et les autres sociétés financières. Chaque type de Grande clientèle bénéficie d'une méthode de notation interne propre, adaptée à son profil de risque, s'appuyant sur des critères d'ordre financier et qualitatif. Concernant les Grandes clientèles, les entités du Groupe Crédit Agricole disposent de méthodologies communes de notation interne. La notation des contreparties s'effectue au plus tard lors d'une demande de concours et est actualisée à chaque renouvellement ou lors de tout événement susceptible d'affecter la qualité du risque. L'affectation de la note doit être approuvée par une unité indépendante du front office. Elle est revue au minimum annuellement. Afin de disposer d'une notation unique pour chaque contrepartie au sein du Groupe Crédit Agricole, une seule entité du Groupe assure la responsabilité de sa notation pour le compte de l'ensemble des entités accordant des concours à cette contrepartie.

Qu'il s'agisse des Grandes clientèles ou de la clientèle de détail, le dispositif de surveillance mis en œuvre par Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales sur l'ensemble du processus de notation porte sur :

- Les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes ;
- L'uniformité de mise en œuvre de la gestion du défaut sur base consolidée ;
- La correcte utilisation des méthodologies de notation interne ;
- La fiabilité des données support de la notation interne.

Le CNM s'assure du respect de ces principes en particulier lors de la validation des méthodologies de notation et de leurs backtestings annuels.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. et ses filiales continuent de porter leurs efforts d'amélioration du dispositif de pilotage des risques sur :

- La gestion des tiers et des groupes, qui a pour objet de garantir la correcte identification des tiers et groupes porteurs de risque au sein des entités et d'améliorer la gestion transverse des informations sur ces tiers et groupes de risque, indispensable au respect de l'unicité de la notation et à l'affectation homogène des encours aux portefeuilles bâlois ;
- Le processus d'arrêté, qui vise à garantir la qualité du processus de production du ratio de solvabilité.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a autorisé le Groupe Crédit Agricole à utiliser ses systèmes de notation interne pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de détail et de Grandes clientèles pour l'essentiel de son périmètre.

Le déploiement généralisé des systèmes de notation interne permet au Groupe de mettre en place une gestion des risques de contrepartie qui s'appuie sur des indicateurs de risque conformes à la réglementation prudentielle en vigueur. Sur le périmètre des Grandes clientèles, le dispositif de notation unique (outils et méthodes identiques, données partagées) mis en place depuis plusieurs années a contribué au renforcement du suivi des contreparties notamment des contreparties communes à plusieurs entités du Groupe. Il a aussi permis de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, le dispositif d'alertes et les politiques de provisionnement des risques.

## 2.2 Mesure du risque de crédit

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés augmentés des engagements confirmés non utilisés.

Concernant la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché, Crédit Agricole S.A. et ses filiales utilisent une approche interne pour estimer le risque courant et potentiel inhérent aux instruments dérivés (swaps ou produits structurés par exemple).

Le risque de contrepartie sur opérations de marché fait l'objet d'une évaluation de risque potentiel lié à la variation de la valeur de marché des instruments dérivés sur leur durée de vie restant à courir. Il est déterminé en fonction de la nature et de la durée résiduelle des contrats, sur la base d'une observation statistique de l'évolution des sous-jacents

## 3. Dispositif de surveillance des engagements

Des règles de division des risques, de fixation des limites, des processus spécifiques d'engagements et de critères d'octroi sont mises en place dans le but de prévenir toute concentration excessive du portefeuille et de limiter l'impact de toute dégradation éventuelle.

### 3.1 Processus de surveillance des concentrations par contrepartie ou groupe de contreparties liées

Les engagements consolidés de la Caisse Régionale sont suivis par contrepartie d'une part et par groupe de contreparties liées d'autre part. On entend, par groupe de contreparties, un ensemble d'entités juridiques françaises ou étrangères liées entre elles, quels que soient leur statut et leur activité économique, permettant de prendre la mesure de l'exposition totale aux risques de défaillance sur ce groupe du fait de celle de l'une ou plusieurs de ces entités. Les engagements sur une contrepartie ou sur un groupe de contreparties liées incluent l'ensemble des crédits accordés par la Caisse Régionale, mais également les opérations de haut de bilan, les portefeuilles d'obligations, les engagements par signature et les risques de contrepartie liés à des opérations de marché. Les limites sur les contreparties et sur les groupes de contreparties liées sont définies dans la politique générale de maîtrise des risques et sont enregistrées au sein du système d'information interne. Lorsqu'une contrepartie est partagée entre plusieurs filiales, un dispositif de limite globale de niveau Groupe est alors mis en place à partir de seuils d'autorisation d'engagement dépendant de la notation interne.

Fin 2025, les engagements commerciaux de Crédit Agricole Charente Périgord auprès des dix plus grands clients non bancaires hors États souverains représentent 5,10% du portefeuille total des actifs et engagements hors bilan (contre 5,20 % au 31 décembre 2024). La diversification du portefeuille sur base individuelle reste satisfaisante.

### 3.2 Processus de revue de portefeuille et de suivi sectoriel

Des revues périodiques de portefeuille et de suivi sectoriel étoffent le processus de surveillance et permettent ainsi d'identifier les dossiers qui se dégradent, d'actualiser la notation des contreparties, d'opérer le suivi des stratégies risques et de surveiller l'évolution des concentrations (par filière économique par exemple).

### 3.3 Processus de suivi des contreparties défaillantes et sous surveillance

Les contreparties défaillantes ou sous surveillance font l'objet d'une gestion rapprochée par les métiers, en liaison avec les responsables de la fonction de Gestion des risques. Elles font l'objet d'un suivi formel par les comités dédiés et d'un suivi périodique, sur base consolidée, pour les principales.

### 3.4 Processus de suivi des risques de crédit sur base consolidée

Le profil de risque de crédit de Crédit Agricole Charente Périgord est suivi et présenté en Comité des risques et Conseil d'administration.

### 3.5 Processus de surveillance et de gestion du risque pays

Le risque pays est le risque que les conditions économiques, financières, politiques, juridiques ou sociales d'un pays affectent les intérêts financiers de la Banque. Il ne constitue pas une nature de risque différente des risques "élémentaires" (crédit, marché, opérationnel) mais une agrégation des risques résultant de la vulnérabilité à un environnement politique, social, macroéconomique, et financier spécifique. Le concept de risque pays recouvre l'évaluation de l'environnement global d'un pays, par opposition au risque souverain, qui concerne le risque de contrepartie relatif à un État.

Le système d'appréciation et de surveillance du risque pays au sein du Groupe Crédit Agricole est fondé sur une méthodologie propre de notation. La notation interne des pays repose sur des critères de solidité financière de l'État, du système bancaire et de l'économie, de capacité et volonté à payer, de gouvernance et de stabilité politique.

Le Crédit Agricole Charente Périgord ne justifie pas d'un volume d'affaires suffisant nécessitant la mise en œuvre d'un processus de surveillance de son exposition au risque pays. Celui-ci peut potentiellement s'opérer sur son portefeuille financier et indirectement sur ses crédits (contrepartie avec une activité commerciale à l'international). La politique générale de maîtrise des risques de la Caisse régionale interdit la réalisation de nouvelles opérations lorsque le risque pays est en défaut. L'exposition totale de la Caisse régionale au risque de pays est de 325 millions d'euros au 31/12/2025, soit 2,6% des engagements totaux.

### 3.6 Stress tests de crédit

Le dispositif stress test pour le risque de crédit s'appuie principalement sur des modèles satellites qui relient l'évolution des paramètres de risques de crédit (PD et Loss Given Default – LGD) aux variables macroéconomiques et financières. Ces modèles font l'objet d'une revue indépendante et sont validés par le Comité normes et modèles au même titre que les modèles réglementaires ou d'octroi. Ces modèles satellites sont utilisés pour les stress réglementaires (stress test 2025 organisé par l'EBA par exemple), pour le stress budgétaire (ou stress ICAAP) et pour certains stress sur des portefeuilles spécifiques. En outre, ces modèles contribuent également au calcul des ECL – Expected Credit Losses – selon la norme IFRS 9 (cf. partie IV.1 ci-dessous).

En cohérence avec la méthodologie EBA, les stress tests pour le risque de crédit s'appuient sur les paramètres (PD, LGD et Exposure At Default – EAD) conditionnels aux scénarios économiques pour l'estimation du coût du risque incluant le provisionnement sur les actifs non en défaut et sur les paramètres bâlois pour estimer l'impact en emploi pondéré.

La Direction des risques Groupe conduit, en collaboration avec les métiers et les entités concernés, des exercices de stress récurrents ou ad-hoc. Ils constituent un élément central d'analyse des risques et de support au dimensionnement des enveloppes et des limites de risques proposées. Ces études sont réalisées principalement à l'occasion des cadres de risque des principales activités du Groupe et font l'objet de présentations à la Direction générale dans le cadre du Comité des risques Groupe.

Un stress test crédit global est réalisé a minima annuellement dans le cadre budgétaire. Les travaux, coordonnés par la Direction des risques Groupe, concernent l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole et l'ensemble des portefeuilles, qu'ils soient traités réglementairement en méthode Internal Rating Based (IRB) ou en méthode standard. L'horizon d'analyse est fixé à trois ans. Des « reverses stress tests » sont également mis en œuvre afin d'étudier des scénarios qui pourraient conduire le Groupe à franchir des seuils prédéfinis (exemple : niveau de tolérance en CET1), ainsi que des stress climatiques sur le risque de crédit et de marché. Le processus de stress est intégré dans la gouvernance du Groupe et vise à renforcer le dialogue entre les filières Risques et Finances afin de mesurer la sensibilité du coût du risque et des exigences en fonds propres face à une dégradation de la situation économique. Outre leur utilisation dans les discussions budgétaires et le pilotage des fonds propres, les résultats des stress tests crédit globaux sont un élément majeur de l'ICAAP. Ils sont examinés par le Comité exécutif et sont également communiqués au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

## 4. Mécanismes de réduction du risque de crédit

### Garanties reçues et sûretés

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de crédit.

Les principes d'éligibilité, de prise en compte et de gestion des garanties et sûretés reçues sont établis par le Comité des normes et méthodologies (CNM) du Groupe Crédit Agricole (en application du dispositif CRR2/CRD 5 modifié de calcul du ratio de solvabilité).

Ce cadre commun, défini par des normes de niveau Groupe, permet de garantir une approche cohérente entre les différentes entités du Groupe. Sont documentées notamment les conditions de prise en compte prudentielle, les méthodes de valorisation et revalorisation de l'ensemble des techniques de réduction du risque de crédit utilisées : sûretés réelles (notamment sur les financements d'actifs : biens immobiliers, aéronefs, navires, etc.), sûretés

personnelles, assureurs de crédit publics pour le financement export, assureurs de crédit privés, organismes de caution, nantissements d'espèces.

La Caisse régionale décline ces principes de façon opérationnelle pour la gestion, le suivi des valorisations et la mise en action des garanties reçues.

Les engagements de garanties reçus sont présentés en note 3.1 et en note 9 de l'annexe aux états financiers.

### III. Expositions

#### 1. Exposition maximale

Le montant de l'exposition maximale au risque de crédit du Crédit Agricole Charente Périgord correspond à la valeur nette comptable des prêts et créances, des instruments de dettes et des instruments dérivés avant effet des accords de compensation non comptabilisés et des collatéraux. Elle est présente dans la note 3.1 des états financiers.

Au 31 décembre 2025, l'exposition maximale au risque de crédit et de contrepartie de la Caisse Régionale s'élève à 11.60 milliards d'euros (11.47 milliards d'euros au 31 décembre 2024), en hausse de 1.1 % par rapport à l'année 2024.

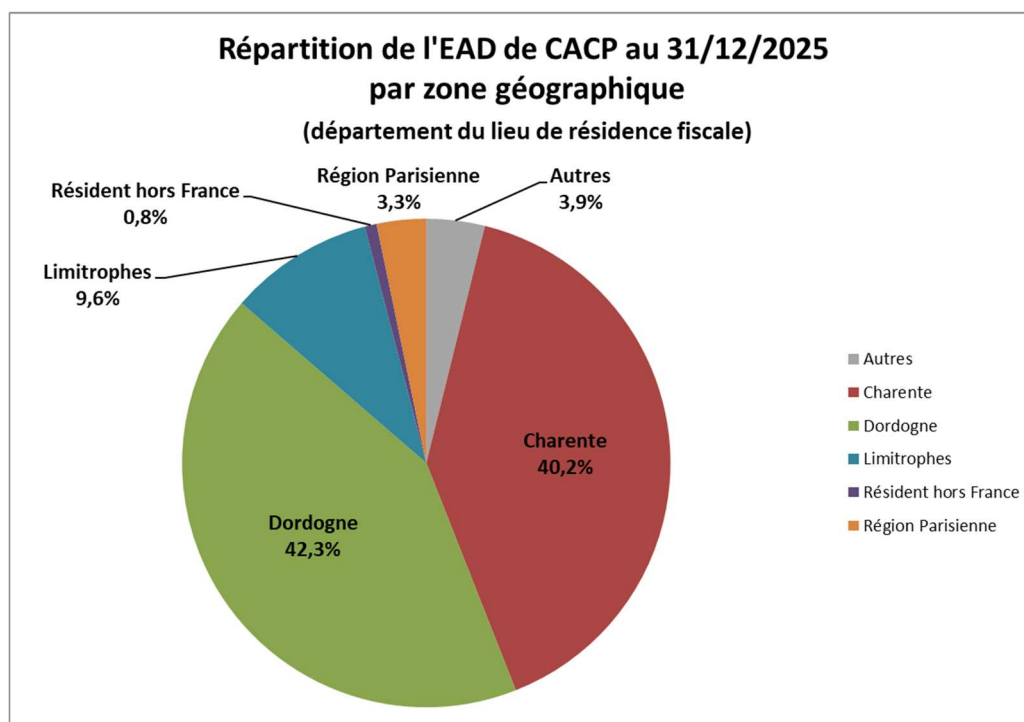
#### 2. Concentration

Le Crédit Agricole Charente Périgord limite son exposition au risque de concentration par une diversification sectorielle de son portefeuille. Au point 2.2 infra est présenté la ventilation des encours de prêts et créances à la clientèle qui représente l'essentiel de l'exposition de la Caisse régionale).

##### 2.1 Diversification du portefeuille par zone géographique

Compte tenu de ses règles d'intervention limitée à sa circonscription territoriale, la Caisse régionale n'est pas concernée par la diversification de son portefeuille par zone géographique.

La ventilation ci-après reflète les zones de risque par départements des Expositions Au Défaut (EAD).



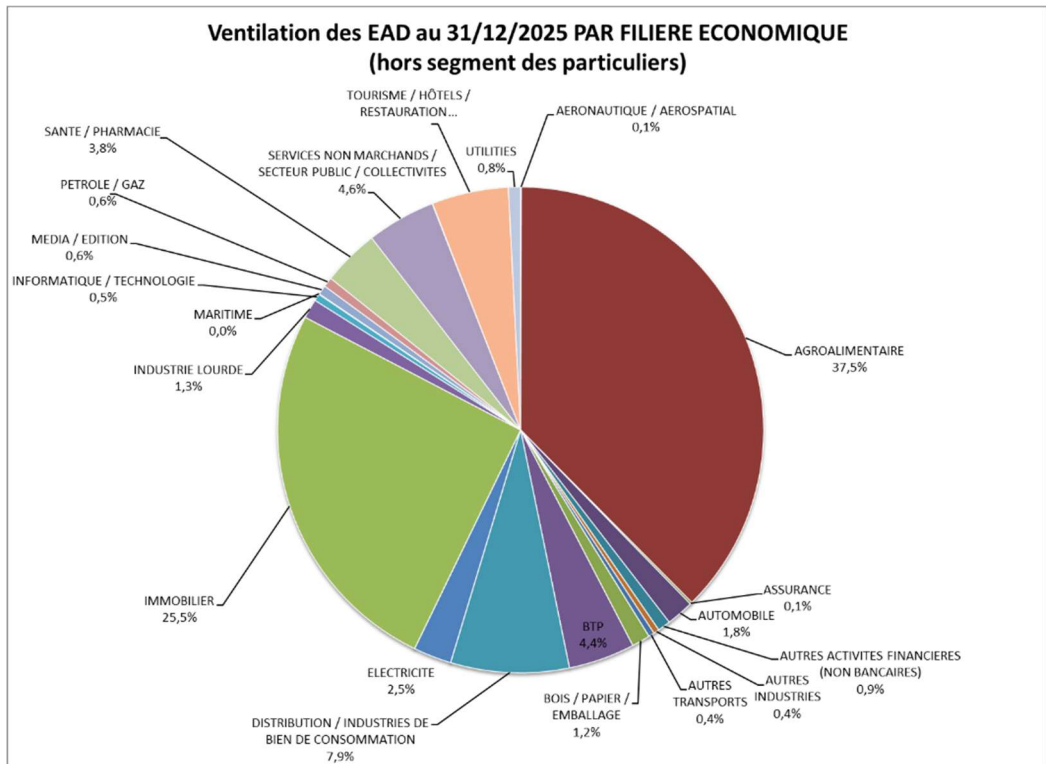
Les expositions au défaut sur les départements de la Charente et de la Dordogne représentent 82,5% du total à fin 2025, contre 82,9% à fin 2024. Elargis aux départements limitrophes, la proportion s'élève à 92,1% (quasi stable par rapport à 2024).

2.2 Diversification du portefeuille par filière d'activité économique

Le périmètre ventilé par filière d'activité économique de la Caisse régionale s'élève à 11.09 milliards d'euros d'expositions au défaut (EAD) au 31 décembre 2025, contre 10,88 milliards d'euros d'expositions au défaut au 31 décembre 2024.

Répartition des engagements commerciaux par filière d'activité économique du Crédit Agricole Charente Périgord

Filière calculée du partenaire	EAD en MC 31/12/2025	Répartition de l'encours	EAD en MC 31/12/2024	Répartition de l'encours	Variation de l'EAD en %
AERONAUTIQUE / AEROSPATIAL	3	0,0%	3	0,0%	-5%
AGROALIMENTAIRE	1 974	17,8%	2 000	18,4%	-1%
ASSURANCE	7	0,1%	7	0,1%	9%
AUTOMOBILE	96	0,9%	101	0,9%	-5%
AUTRES ACTIVITES FINANCIERES (NON BANCAIRES)	45	0,4%	40	0,4%	12%
AUTRES INDUSTRIES	20	0,2%	21	0,2%	-6%
AUTRES TRANSPORTS	20	0,2%	17	0,2%	21%
BANQUES	0	0,0%	0	0,0%	-98%
BOIS / PAPIER / EMBALLAGE	64	0,6%	71	0,7%	-10%
BTP	232	2,1%	195	1,8%	19%
DISTRIBUTION / INDUSTRIES DE BIEN DE CONSOMMATION	414	3,7%	396	3,6%	5%
DIVERS	0	0,0%	382	3,5%	-100%
ELECTRICITE	133	1,2%	0	0,0%	
ENERGIE	0	0,0%	159	1,5%	-100%
IMMOBILIER	1 341	12,1%	1 300	11,9%	3%
INDUSTRIE LOURDE	68	0,6%	64	0,6%	6%
INFORMATIQUE / TECHNOLOGIE	25	0,2%	25	0,2%	1%
MARITIME	2	0,0%	2	0,0%	-10%
MEDIA / EDITION	33	0,3%	19	0,2%	72%
NON RENSEIGNE	0	0,0%	0	0,0%	
PETROLE / GAZ	34	0,3%	0	0,0%	
SANTE / PHARMACIE	199	1,8%	184	1,7%	8%
SERVICES NON MARCHANDS / SECTEUR PUBLIC / COLLECTIVITES	241	2,2%	271	2,5%	-11%
TELECOM	1	0,0%	2	0,0%	-16%
TOURISME / HÔTELS / RESTAURATION	268	2,4%	256	2,4%	5%
UTILITIES	42	0,4%	44	0,4%	-4%
SEGMENT DES PARTICULIERS	5 832	52,6%	5 322	48,9%	10%
Total	11 094	100%	10 879	100%	2%





- Le portefeuille ventilé par filière d'activité économique est diversifié et sa structure reste globalement stable sur l'année 2025.
- La filière agroalimentaire (37.5% de l'EAD - Expositions Au Défaut) regroupe à la fois les activités agricoles (culture et production animale, chasse et services annexes) et l'ensemble des activités industrielles et commerciales des productions alimentaires issues de l'agriculture ou de la pêche. Les encours liés à l'agriculture représentent 48% des encours de la filière et apparaissent correctement diversifiés (23 filières agricoles représentées et 4 activités annexes). Cette diversification des productions agricoles correspond également à une diversification des risques. La culture de la vigne, principal sous-secteur d'activité, concentre 544 millions d'euros d'EAD (soit 4.9% des encours totaux – en baisse par rapport à 2024) sur deux filières différentes de productions de vins et spiritueux (Cognac et vins de Bergerac).
- Les activités immobilières (25.5% de l'EAD hors segment des particuliers) regroupent les agences immobilières, l'administration d'immeubles et autres biens immobiliers, les activités de marchands de biens immobiliers et également la location de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers, la promotion immobilière de logements et bureaux, ainsi que les supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier. La location de logements et la location de terrains et d'autres biens immobiliers concentrent l'essentiel des encours » (89%) de la filière économique « activités immobilières ». Il s'agit principalement d'investissements de la clientèle dans l'immobilier locatif.
- La filière « distribution / industries de biens de consommation » (7,9% de l'EAD hors segment des particuliers) regroupe plusieurs types d'activités, dont les principales sont les activités liées à la grande distribution (supermarchés et hypermarchés) et le commerce de produits pharmaceutiques.
- La filière « services non marchands, secteur public, collectivités » (4,6% de l'EAD hors segment des particuliers) regroupe principalement des administrations publiques et représente 2,1% des encours totaux (en baisse).

La concentration sur les autres filières montre un bon niveau de diversification des risques.

## 2.3 Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique

Les concentrations par agent économique des prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont présentées en note 3.1 des états financiers.

Les encours bruts de prêts et créances (12,15 milliards d'euros au 31 décembre 2025 incluant les créances rattachées, contre 12,62 milliards d'euros au 31 décembre 2024) baissent de -3.67% en 2025. Ils se répartissent essentiellement entre la clientèle grandes entreprises et la clientèle de détail (respectivement 30 % et 50%).

## 3. Qualité des encours

### 3.1 Analyse des prêts et créances par catégories

La répartition des encours de prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle se présente de la manière suivante :

<b>Prêts et créances bruts</b> (en millions d'euros)	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Sains B1	10 056	11 291
Dégradés B2	1 840	1 116
Dépréciés B3	260	211
<b>Total</b>	<b>12 156</b>	<b>12 618</b>

Le portefeuille de prêts et créances au 31 décembre 2025 est composé à 82.72 % d'encours ni en souffrance, ni dépréciés contre 89.48 % à fin 2024.

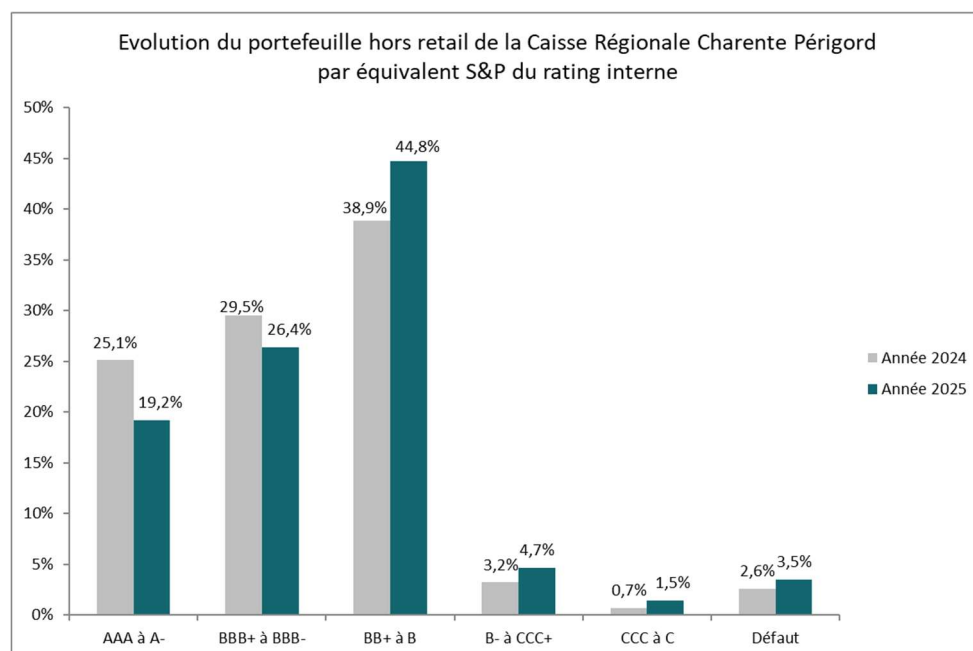
Selon la norme IFRS 7, un actif financier est en souffrance lorsqu'une contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle de celui-ci. Le Groupe considère qu'il n'y a pas de risque de crédit avéré sur les encours en souffrance présentant un retard inférieur à 90 jours, soit 99,9% des créances en souffrance non dépréciées.

Le détail des actifs financiers en souffrance ou dépréciés est présenté en note 3.1 des états financiers.

### 3.2 Analyse des encours par notation interne

La politique de notation interne déployée par le Groupe Crédit Agricole vise à couvrir l'ensemble du portefeuille clientèle du Groupe (clientèle de proximité, entreprises, institutions financières, banques, administrations et collectivités publiques).

Sur le portefeuille des engagements commerciaux hors clientèle de proximité (2,85 milliards d'euros au 31 décembre 2025, contre 2,88 milliards d'euros au 31 décembre 2024), les emprunteurs faisant l'objet d'une notation interne représentent 99.65% du portefeuille, contre 98.78% à fin 2024. Leur ventilation en équivalent notation Standard & Poor's (S&P) de la notation interne du Groupe est présentée ci-dessous :



Cette ventilation reflète un portefeuille crédits qui se dégrade en 2025. Au 31 décembre 2025, 45.6% des engagements sont portés par des emprunteurs notés investment grade (note supérieure ou égale à BBB-), contre 54.6 % au 31 décembre 2024.

### 3.3 Dépréciation et couverture du risque

#### Politique de dépréciation et couverture des risques

La politique de couverture des risques de pertes repose sur deux natures de corrections de valeur pour pertes de crédit :

- Des dépréciations sur base individuelle destinées à couvrir la perte probable sur les créances dépréciées ;
- Des dépréciations pour perte de crédit, en application de la norme IFRS 9, consécutives à une dégradation significative de la qualité de crédit pour une transaction ou un portefeuille. Ainsi, ces dépréciations visent à couvrir la dégradation du profil de risque des engagements sur certains secteurs d'activité économique ou certaines contreparties non en défaut mais du fait de leur notation dégradée. Des dépréciations sur base de portefeuille sont également réalisées en Banque de proximité. Ces dépréciations sont calculées essentiellement sur des bases statistiques fondées sur le montant de pertes attendues jusqu'à la maturité des transactions, utilisant les critères bâlois d'estimation des probabilités de défaut (PD) et des pertes en cas de défaut (Loss Given Default – LGD).

#### Encours des prêts et créances dépréciés

Au 31 décembre 2025, l'ensemble des engagements objets de dépréciations individuelles s'élève à 259.6 millions d'euros contre 211 millions au 31 décembre 2024. Ils sont constitués des engagements sur lesquels la Caisse régionale anticipe un non-recouvrement. Les encours dépréciés individuellement représentent 2,6% des encours bruts comptables (2,1% en 2024) et sont couverts par des dépréciations individuelles à hauteur de 130 millions d'euros (103 millions d'euros au 31 décembre 2024).



## 4. Coût du risque

Les principaux facteurs ayant eu un impact sur le niveau des dépréciations observé au cours de l'année sont détaillés ci-après :

### 4.1 Principaux facteurs économiques et sectoriels de l'année 2025

Une description de l'environnement global et des perspectives macroéconomiques est détaillée dans la partie "Environnement économique et financier" du chapitre 3 "Examen de la situation financière et du résultat"

### 4.2 Données chiffrées

Le coût du risque (base consolidée) s'élève au total à 44.3 millions d'euros au 31 décembre 2025, soit une hausse de 20.5 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2024 (23.8 millions d'euros au 31 décembre 2024). La hausse s'explique par une progression significative des dotations d'actifs passées en 2025, non compensée par la baisse des dotations sur les actifs sains.

## IV. Application de la norme IFRS 9

### 1. Évaluation du risque de crédit

Dans le contexte des incertitudes économiques et géopolitiques, le Groupe continue de revoir régulièrement ses prévisions macroéconomiques prospectives (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit

#### Informations sur les scénarios macroéconomiques retenus au quatrième trimestre 2025

Le Groupe a utilisé quatre scénarios pour le calcul des paramètres de provisionnement IFRS 9 en production sur décembre 2025, avec des projections allant jusqu'à 2028.

Ces scénarios, construits en octobre 2025, reposent sur des hypothèses différenciées quant aux évolutions de l'environnement international. Ils se traduisent notamment par des variations dans les rythmes d'inflation, conduisant à des réponses distinctes de politique monétaire de la part des banques centrales, et par des impacts contrastés sur les projections de croissance économique.

Des pondérations sont affectées à chacun de ces scénarios. Une pondération supérieure à 50% est attribuée au scénario central, traduisant la robustesse de celui-ci, mais des risques et incertitudes toujours importants conduisent à allouer une pondération relativement élevée aux scénarios adverse.

#### Premier scénario : Scénario « central » (pondéré à 55%)

Compte tenu des incertitudes entourant les élections américaines (sondages très serrés ne permettant pas d'intégrer un scénario politique avec conviction) au moment de la réalisation de cet exercice, ce scénario a été dessiné à « politique inchangée ».

#### Résistance de la croissance

Dans un environnement international toujours anxiogène, les incertitudes demeurent nombreuses. On suppose néanmoins que celles qui émanent de la politique économique américaine se réduisent, et qu'à minima les droits de douane se stabilisent.

Pour les Etats-Unis, les grandes lignes du scénario s'articulent autour d'un ralentissement en 2025, en raison de la hausse agressive des droits de douane, de la politique anti-immigration et de la persistance de l'inflation, puis d'un léger rebond ensuite grâce au soutien de la politique budgétaire apporté par le One Big Beautiful Bill Act et également à la déréglementation. Le scénario table ainsi sur une croissance annuelle moyenne de 1,7% en 2025, en baisse sensible par rapport aux 2,8% enregistrés en 2024, avant une accélération ensuite, autour de 2%. La décélération en cours s'accompagne d'une fragilisation du marché du travail, avec une hausse toutefois modérée du taux de chômage. Les droits de douane, à leur point d'impact maximal, ajouteraient près de 0,8 point à la hausse des prix sur un an. Cet effet serait largement temporaire, mais porteraient l'inflation autour de 3% fin 2025, avant de baisser graduellement en 2026 mais en restant supérieure à la cible de la Fed (« Federal Reserve Bank »).

En zone euro, malgré la frilosité de la consommation et un environnement extérieur plus défavorable, la reprise se poursuit. L'impact des droits de douane est pour le moment moins violent que redouté et l'accord commercial, conclu en juillet 2025 entre l'UE et les États-Unis offre davantage de visibilité. La croissance engrangée sur le début de 2025 permet de table sur une progression du PIB « décente », de l'ordre de 1,3% en 2025 comme en 2026. La résistance de l'économie tient à la demande intérieure : elle s'est certes affaiblie, mais affiche un rythme légèrement supérieur à sa tendance de long terme et l'investissement, en particulier, a bien résisté à l'incertitude. Notre

scénario se fonde, avant tout, sur l'investissement, porté à la fois par les fonds européens, les dépenses en défense et le plan de relance allemand.

#### Politiques monétaires : une pause prolongée

Du côté de la politique monétaire, l'heure n'est pas à la détente. Aux Etats-Unis, la résistance de l'inflation ne plaide pas en faveur d'un assouplissement monétaire rapide et massif : une dernière baisse en 2025 ramène la borne haute du taux des fonds fédéraux (Fed funds) à 4%, avant une pause prolongée. Dans la zone euro, l'inflation autour de la cible et la reprise, même modeste, de l'économie suggèrent également la stabilité des taux directeurs, puis un resserrement mais pas avant 2027.

#### Taux d'intérêt à long terme : pressions haussières

Les taux d'intérêt subiraient des pressions haussières modérées. Aux Etats-Unis, la possible résurgence des préoccupations inflationnistes et les espoirs déçus d'assouplissement monétaire massif pourraient se traduire par une légère hausse des taux d'intérêt couplée à un aplatissement de la courbe.

Ce mouvement se propagerait à la zone euro, favorisé par une croissance européenne résistant mieux qu'anticipé, puis soutenu par l'expansion budgétaire en Allemagne. La réorganisation de la hiérarchie entre souverains de la zone euro se poursuivrait.

### Deuxième scénario : Scénario « adverse modéré » (pondéré à 25%)

#### Matérialisation brutale de plusieurs risques

Ce scénario suppose une réappréciation du risque américain, dans le sillage de ce qui a déjà été observé lors du Liberation Day, avec une remontée des taux des Treasuries à 10 ans et un écartement par rapport au swap, ainsi qu'un certain « désamour » à l'égard du dollar. Par ailleurs, le caractère anxiogène de l'environnement suscite une crise de confiance ; l'aversion au risque affecte tout particulièrement les marchés actions mais également les taux souverains les moins robustes de la zone euro, en particulier les taux français. Des tensions internationales et une nouvelle hausse du prix du gaz pénalisent l'Union européenne. La France connaît en outre un enlisement de sa situation politique qui lui ôte toute crédibilité quant à sa trajectoire de réduction des déséquilibres des finances publiques.

La zone connaît une résurgence de l'inflation, en particulier dans les pays fortement exposés au gaz (Italie et Allemagne). Le PIB recule en 2026 pour la zone euro dans son ensemble comme dans les grands pays de la zone. En France, par rapport au scénario central, l'inflation se redresse de 0,3 point de pourcentage en 2026 alors que la croissance est 1,5 point de pourcentage plus basse. Une certaine normalisation s'opère par la suite, grâce notamment à une baisse sensible de l'inflation, mais la croissance reste inférieure en 2027 à celle qui est prévue dans le scénario central.

#### Réponses des Banques centrales et taux à long terme

Ce scénario émet l'hypothèse selon laquelle les banques centrales ne réagissent pas. Elles n'opèrent pas d'assouplissement face à la vague d'aversion au risque en 2026 en raison du risque d'inflation ; les taux directeurs sont donc stables sur toute la période. Sur le marché interbancaire, la défiance indiscriminée engendre des tensions sur les taux (remontée des Euribor).

S'agissant des taux longs sans risque (taux de swap zone euro), ce scénario suppose que les marchés anticipent un retour rapide « à la normale », le risque américain se dissipant et la confiance se rétablissant, avec une reprise des marchés actions après le choc important de 2026. Les marchés ont tendance à sous-estimer l'ampleur et la durée du choc baissier sur la croissance et se focalisent sur le risque d'inflation. Les tensions sont concentrées sur la partie courte (taux à 2 ans) en 2026. Les taux sur les maturités longues sont en revanche plus bas qu'en scénario central, la courbe est inversée. Par ailleurs, les spreads vis-à-vis du swap 10 ans connaissent un écartement marqué en 2026.

### Troisième scénario : Scénario « favorable » (pondéré à 5%)

#### Dynamisation de la croissance grâce au « bazooka » allemand

Ce scénario suppose une mise en place plus rapide et efficace du plan d'investissements allemand. Le Bundestag valide très rapidement le plan de relance et la KfW (banque publique d'investissement allemande) est activement mobilisée. Le plan prévoit 500 milliards d'euros d'investissement sur douze ans, soit 1% du PIB par an, dédiés à des infrastructures dans l'énergie, les transports, les écoles et le numérique. La règle du frein à la dette est assouplie, excluant les dépenses liées à l'Ukraine et à la défense. Les régions allemandes peuvent s'endetter à hauteur de 0,35% de leur PIB pour investir dans la rénovation des infrastructures et la sécurité.

L'impulsion budgétaire que procurent le plan allemand et ces assouplissements budgétaires stimule de nombreux secteurs industriels en Allemagne mais aussi en Europe ; l'effet d'entraînement sur les membres de l'Union européenne est significatif.

La multiplication des projets d'investissement, notamment en Allemagne, en Italie et en France, permet un net redressement de l'industrie européenne. L'investissement est dynamique, le climat des affaires et la confiance des consommateurs se renforcent ; les perspectives de croissance sont en nette amélioration. Le surplus de croissance pour l'ensemble de la zone euro se monte à 0,4 point de pourcentage par an en moyenne sur la période 2025-2028.

Les déficits publics en Allemagne, en Italie et en France augmentent mais sans détérioration massive des ratios de dette publique sur PIB.

#### Léger resserrement monétaire et recul des spreads

La croissance étant davantage portée par des dépenses d'investissement que par la consommation, la remontée de l'inflation est marginale (+0,1 point en moyenne par an). En conséquence, la BCE remonte un peu plus ses taux d'intérêt que dans le scénario central, conduisant à des taux d'intérêt à long terme plus élevés. Les spreads français et italien se resserrent en revanche.

### Quatrième scénario : Scénario « adverse sévère » (pondéré à 15%)

#### Aggravation des tensions commerciales et géopolitiques

On suppose que le gouvernement américain lance une nouvelle offensive tarifaire. Compte tenu du jugement de l'International Court of Trade américaine, le gouvernement américain privilégie une hausse substantielle des tarifs sectoriels (dont acier, aluminium, automobiles, produits pharmaceutiques, semi-conducteurs, puces). Il fait également approuver par le Congrès un tarif universel (NB : il peut recourir à un texte législatif qui n'a jamais été utilisé : l'article 122 de la loi sur le commerce extérieur, Trade Act de 1974, qui permet d'imposer des droits de douane temporaires allant jusqu'à 15 % sur toutes les importations pour combler les déficits extérieurs). Le tarif douanier appliqué est de l'ordre de 20%.

Les principaux partenaires rétorquent en contrôlant leurs exportations (rétention d'exportations stratégiques de la part de la Chine) ou en imposant à leur tour des droits de douane (Chine et UE). L'UE refuse de s'engager à importer davantage de GNL des Etats-Unis, refus auquel le gouvernement américain réplique en imposant une limitation des volumes de GNL exportés.

Du fait des volumes en jeu plus élevés, le blocus total des exportations de GNL américain provoquerait une augmentation des prix du gaz naturel bien supérieure à celle de 2022. Nous supposons ici un embargo partiel qui se traduit par un doublement du prix du gaz pendant un semestre (S1-2026), le temps de négocier.

Guerre commerciale et tensions géopolitiques entraînent un blocage partiel de certaines voies maritimes clés (Panama, détroit de Malacca, canal de Suez) qui occasionne une augmentation des délais de livraison et des ruptures ponctuelles des chaînes d'approvisionnement.

Les chocs, liés à la guerre commerciale, à la résurgence de l'inflation et à la hausse des coûts de financement, entraînent une crise de confiance qui se traduit par une remontée du taux d'épargne et une baisse de l'investissement. La croissance en est fortement affectée.

#### Forte inflation et resserrement monétaire

L'inflation se redresse rapidement. Les craintes d'effets de second tour sont très présentes, en raison notamment de la relative bonne tenue des marchés du travail au moment du déploiement du choc, malgré la décélération anticipée de la croissance.

Face à cette inflation et à ces risques, la Fed et la BCE opèrent un resserrement monétaire rapide et « surdimensionné ». Les taux swaps 10 ans remontent, ainsi que les taux souverains, pénalisés par les craintes sur les situations budgétaires. La courbe est toutefois inversée.

Les marchés actions connaissent une baisse brutale

## Focus sur l'évolution des principales variables macroéconomiques dans les quatre scénarios

	Réf. 2024	Central				Adverse modéré				Favorable				Adverse sévère			
		2025	2026	2027	2028	2024	2025	2026	2027	2024	2025	2026	2027	2024	2025	2026	2027
Zone euro																	
PIB réel – variation moyenne annuelle	0,8	1,3	1,3	1,5	1,6	1,1	-0,5	1,0	1,6	1,3	1,7	1,9	2,0	0,9	-2,0	-1,8	1,5
Taux de chômage – moyenne annuelle	6,4	6,3	6,2	6,1	6,0	6,3	6,7	6,5	6,3	6,3	6,2	6,1	6,0	6,3	7,0	7,9	7,8
Inflation (IPCH) – moyenne annuelle	2,4	2,1	1,7	1,8	1,9	2,1	2,0	1,7	2,3	2,1	1,8	2,1	2,4	2,1	4,7	3,1	2,6
France																	
PIB réel – variation moyenne annuelle	1,1	0,7	1,2	1,3	1,3	0,6	-0,3	0,7	1,3	0,7	1,7	1,9	1,8	0,6	-1,2	-1,5	1,8
Taux de chômage – moyenne annuelle	7,4	7,6	7,7	7,6	7,5	7,6	8,1	8,0	7,6	7,6	7,5	7,3	7,1	7,6	8,3	8,9	8,7
Inflation (IPC) – moyenne annuelle	2,0	1,0	1,1	1,3	1,6	0,9	1,4	0,8	1,2	1,0	1,2	1,5	1,8	0,9	3,1	2,1	2,0
OAT 10 ans – fin d'année	3,19	3,55	3,88	3,90	4,00	3,80	4,40	3,85	3,85	3,55	3,88	3,75	3,85	3,40	5,2	4,20	4,00

## Analyse de sensibilité des scénarios macro-économiques dans le calcul des provisions IFRS 9 (ECL Stage 1 et 2) sur la base des paramètres centraux :

SUR LE PERIMETRE GROUPE CREDIT AGRICOLE

Variation d'ECL d'un passage à 100 % du scénario (périmètre Groupe Crédit Agricole)			
Scénario central	Adverse modéré	Favorable	Adverse sévère
+ 4,2 %	- 12,7 %	+ 33,4 %	+ 4,2 %

Cette sensibilité sur les ECL définis selon les paramètres centraux peut faire l'objet d'ajustements au titre des forward looking locaux qui, le cas échéant, pourraient la réduire ou l'augmenter.

### Concernant l'ensemble des scénarios

Afin de prendre en compte des spécificités locales (géographiques et/ou liées à certaines activités/métiers), des compléments sectoriels sont établis au niveau local (forward looking local) par certaines entités du Groupe, pouvant ainsi compléter les scénarios macroéconomiques définis en central.

### Décomposition Stage 1 / Stage 2 et Stage 3

A fin décembre 2025, en intégrant les forward looking locaux, les provisions Stage 1 / Stage 2 d'une part (provisionnement des actifs clientèles sains) et les provisions Stage 3 d'autre part (provisionnement pour risques avérés) ont représenté respectivement 41 % et 59% des stocks de provisions de la Caisse régionale (hors FRBG crédit). Les dotations nettes de reprises de provisions Stage 1 / Stage 2 ont représenté 8 % du coût du risque de la Caisse régionale, contre 92 % pour la part du risque avéré Stage 3 et autres provisions.

## 2. Évolution des ECL

L'évolution de la structure des encours et des ECL au cours de la période est détaillée dans la partie 3.1 des états financiers au 31 décembre 2025.

Les commentaires ci-dessous portent sur le périmètre des actifs financiers au coût amorti (prêts et créances sur la clientèle) qui représente environ 79% des corrections de valeurs pour pertes.

### Structure des encours bilan clientèle

La dynamique de crédit 2025 au sein de Crédit Agricole Charente Périgord se traduit par un encours sain provisionnable à un niveau quasi stable : -1 millions d'euros (contre -130 millions d'euros en 2024) mais avec des variations diverses en fonction du type de clientèle : baisse sur la clientèle de détail (-34 millions d'euros) et les établissements de crédit (-42 millions d'euros) et hausse sur les administrations générales (+41 millions d'euros) et la grande clientèle (+34 millions d'euros).

La structure des portefeuilles a eu tendance à se dégrader par rapport à 2024 :

- Les encours sains les moins risqués (stage 1) ont baissé de -725 millions d'euros (-7.9 %) et représentent 80 % des expositions totales de la Caisse régionale (87 % en 2024) ;

- Les encours sains présentant une indication de dégradation significative du risque de crédit (stage 2) progressent de 724 millions d'euros (+64,8 %) et représentent 17,5% des expositions totales de la Caisse régionale (10,6 % en 2024).
- Les encours défaillants (stage 3) ont progressé de 48,2 millions d'euros (+22.8%) et représentent 2.5 % des expositions totales de la Caisse régionale (2,0% en 2024).

#### Évolution des ECL

Les corrections de valeur pour perte sur les contreparties les mieux notés (stage 1) ont baissé de -27% en 2025 en corrélation avec la baisse de l'encours provisionnable. Le taux de couverture est en baisse à 0,30% au 31 décembre 2025, contre 0,38% au 31 décembre 2024.

Les ECL du portefeuille en stage 2 ont progressé de +11.5 millions d'euros en lien avec l'évolution des encours sur ce segment. Le taux de couverture diminue fortement à 3.48% (vs 4,71% au 31 décembre 2024).

Le taux de couverture des créances dépréciées (stage 3) s'inscrit en hausse sur la Caisse régionale (50,0% contre 48,7% fin 2024). Cette progression s'explique notamment par une augmentation du taux de couverture de l'encours en défauts d'observation et par une provision à 100% d'un dossier Entreprise significatif passé en défaut en 2025.

### 4.3.5 Risques de marché

Le risque de marché représente le risque de perte de valeur d'instruments financiers, résultant des variations de paramètres de marché, de la volatilité de ces paramètres et des corrélations entre ces paramètres. Les paramètres concernés sont notamment les taux de change, les taux d'intérêt, ainsi que les prix des titres (actions, obligations) et des matières premières, des dérivés et de tous autres actifs, tels que les actifs immobiliers.

#### I. Objectifs et politique

La maîtrise des risques de marché de Crédit Agricole Charente Périgord repose sur un dispositif structuré, comprenant des équipes risques indépendantes des équipes opérationnelles, des méthodologies validées d'identification et de mesure des risques, des procédures de surveillance et de consolidation.

Dans un contexte de marché incertain, marqué par de fortes tensions internationales et une volatilité accrue, Crédit Agricole Charente Périgord a maintenu une politique de gestion prudente de risque de marché en cohérence avec son cadre d'appétit pour le risque.

#### II. Gestion du risque

##### 1. Dispositif local et central

Le contrôle des risques de marché de Crédit Agricole S.A. et ses filiales est structuré sur deux niveaux distincts et complémentaires :

- Au niveau central, la Direction des Risques Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et de contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques. Elle tient informés les organes exécutifs (Direction générale de Crédit Agricole S.A.) et délibérants (Conseil d'administration, Comité des risques du Conseil) de l'exposition du Groupe aux risques de marché. Enfin, elle analyse, pour validation par la Direction générale de Crédit Agricole S.A., les cadres de risques de marché définis par les entités suivant une fréquence annuelle. Elle assure un suivi régulier et rapproché des activités de marché dans le cadre des missions de pilotage ;
- Au niveau local, Crédit Agricole Charente Périgord s'est doté d'un dispositif de surveillance du risque de marchés, conformément à l'arrêté du 3 Novembre 2014. Le périmètre de surveillance en normes françaises porte sur les titres de placement et les instruments couvrant des éléments du portefeuille titres de placement. Les limites et les seuils d'alerte sont élaborés et actualisés annuellement. Ils sont suivis et contrôlés par le Middle Office Trésorerie et le Responsable de la Fonction de Gestion des Risques. Un reporting trimestriel est adressé par le Middle Office Trésorerie aux membres du Comité Financier, et fait l'objet d'une présentation annuelle au Conseil d'Administration.

##### 2. Les Comités de décision et de suivi des risques

Le Comité Financier est l'instance qui propose la politique financière et veille à son exécution.

Le Responsable de la Fonction de Gestion des Risques assiste au Comité Financier, et émet un avis formalisé sur les propositions de la Direction du Pilotage et Risques, notamment en termes de conformité du process décisionnel

et de respect de la politique financière. L'avis du Responsable de la Fonction de Gestion des Risques est communiqué au Conseil d'Administration.

L'étude des décisions d'investissement pour compte propre sur des produits financiers (OPCVM, obligations, produits structurés, etc...) est formalisée au travers d'une grille d'analyse (qui synthétise l'adéquation des produits susceptibles d'être achetés par rapport à la politique financière et au système d'information), et d'un compte-rendu des décisions adoptées par le Comité Financier.

Le suivi permanent par le Middle Office Trésorerie des expositions aux risques financiers (contrepartie, marchés, change, taux d'intérêt global, liquidité), et la vérification du respect des limites prévues au sein des dispositifs internes de surveillance de ces risques avec la mise en œuvre du dispositif d'alerte si besoin sont présentés chaque trimestre auprès du Comité Financier, et chaque semestre auprès du Conseil d'Administration.

### III. Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché

Le dispositif de mesure et d'encadrement des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs indicateurs dont la plupart font l'objet de limites globales ou spécifiques. Il s'appuie notamment sur les scénarios de stress et des indicateurs complémentaires (sensibilité aux facteurs de risque, combinaison d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs) et repose sur un processus d'évaluation présentant des risques de marché.

#### 1.1 Les stress scenarios

Les calculs de scénarios de stress, conformément aux principes du Groupe, simulent des conditions extrêmes de marché et sont le résultat de différentes approches complémentaires :

- **Les scénarios historiques** qui répliquent sur le portefeuille actuel l'effet de crises majeures survenues dans le passé ;
- **Les scénarios hypothétiques** qui anticipent des chocs vraisemblables, élaborés en collaboration avec les économistes.

##### Scénarios historiques :

- Crise de 1998 : scénario de crise du marché du crédit, baisse des marchés d'actions, forte progression des taux d'intérêt et baisse des devises émergentes ;
- Crise de 2008 : stress mesurant l'impact des mouvements de marché suite à la faillite de Lehman Brothers ;
- Crise de la dette européenne : baisse des marchés actions et hausse de la volatilité, baisse des matières premières sauf l'or, forte baisse des taux long terme et appréciation du dollar américain, hausse des *spreads* de crédit ;
- Crise du marché actions chinois : turbulences liées à l'éclatement de la bulle boursière de juin 2015 ;
- Crise Covid-19 : scénario reflétant les conditions de marché de mars 2020, avec notamment une chute des marchés actions et ses dividendes, un élargissement des *spreads* de crédit, une forte baisse des taux américains.

##### Scénarios hypothétiques :

- Reprise économique : progression des marchés d'actions et de matières premières, forte progression des taux court terme et dépréciation du dollar américain, resserrement des *spreads* de crédit ;
- Resserrement de la liquidité : forte progression des taux court terme, élargissement des *spreads* de crédit, baisse des marchés d'actions ;
- Tensions internationales : scénario représentant les conditions économiques dans un contexte de tensions internationales entre la Chine et les États-Unis avec une augmentation de la volatilité et une baisse des cours sur les marchés actions, la progression du marché des matières premières, la pentification des courbes de taux, la baisse du dollar américain par rapport aux autres devises et l'élargissement des *spreads* de crédit

Le calcul de ces stress est réalisé selon une périodicité mensuelle en 2025

Au 31 décembre 2025 et à titre d'illustration, le niveau de risque de Crédit Agricole Charente Périgord concernant le scénario « stress ICAAP » affiche un impact négatif de 27 millions d'euros.

#### 1.2 Les indicateurs complémentaires

Des indicateurs complémentaires (sensibilités à divers facteurs de risque, loss alerts, stop loss, encours, durées...) sont par ailleurs produits au sein de la Caisse Régionale et peuvent, dans le cadre du dispositif de maîtrise des risques, faire l'objet de limites. Ils permettent de mesurer et d'encadrer de façon fine les expositions aux différents facteurs de risque de marché, d'identifier les opérations atypiques et d'enrichir la vision synthétique des risques les stress scenarios globaux.

#### 1.3 Indicateurs relatifs à la Directive CRD 4

L'allocation des actifs augmente de 154 millions sur l'année 2025 liée à la souscription de fonds monétaires pour 150 millions d'euros (besoin de gestion du ratio LCR et gestion de la liquidité CT), de l'acquisition de fonds actions pour 1.5 millions d'euros, d'un fonds convertible pour 1 million d'euros et du renouvellement de fonds de Private Equity pour 2 millions d'euros en net (déduction des montants distribués). Ainsi, la Caisse Régionale a accru son

exposition au risque de marché à un montant de 223 millions d'euros fin 2025 (contre 69 millions d'euros un an plus tôt).

S'agissant du respect des limites internes :

- La limite globale sur le stress scénarios a été respectée en 2025
- La limite globale relative à la constatation de la dépréciation nette globale a été respectée en 2025
- La limite M01 sur l'allocation du portefeuille a été respectée en 2025
- La limite M02 concernant les limites individuelles de pertes et de profits (stop-loss, stop profits et alerte profit) a été respectée,
- La limite M03 sur la durée résiduelle maximale de 8 ans à l'acquisition des titres non-asset swappés en placement a été respectée en 2025.
- La limite M04 sur les encours des titres non liquides à 7 jours a été respectée en 2025.

## IV. Risque action

Le risque Le risque action trouve son origine dans les activités de trading sur actions, dans le portefeuille de placement investi en actions.

La Crédit Agricole Charente Périgord s'interdit d'investir sur les actions en direct. De ce fait, il n'existe pas de risque action.

### 4.3.6 Gestion du bilan

#### I. Gestion du bilan – Risques financiers structurels

La Direction du Pilotage et Risques de la Caisse Régionale définit les principes de la gestion financière et en assure la cohérence d'application au sein de la Caisse régionale. Elle a la responsabilité de l'organisation des flux financiers, de la définition et de la mise en œuvre des règles de refinancement, de la gestion actif-passif et du pilotage des ratios prudentiels.

L'optimisation des flux financiers au sein de Crédit Agricole S.A. est un objectif permanent. Dans ce cadre, la mutualisation des ressources excédentaires et la possibilité de couverture des risques induits contribuent à cette fin.

Ainsi, les principes de gestion du Groupe assurent que les excédents et/ou les déficits en termes de ressources clientèle, notamment en provenance des Caisses régionales, sont remontés dans les livres de Crédit Agricole S.A. Cette mise en commun participe au refinancement des autres entités du Groupe (notamment Crédit Agricole Leasing & Factoring, Crédit Agricole Personal Finance & Mobility) en tant que de besoin.

Ce dispositif de centralisation à Crédit Agricole S.A. de la gestion de la liquidité permet d'en maîtriser et d'en optimiser la gestion d'autant plus qu'il s'accompagne d'un adossement partiel en taux.

Ainsi, le Groupe se caractérise par une forte cohésion financière et une diffusion limitée des risques financiers, de liquidité notamment. Les diverses entités du Groupe sont néanmoins responsables de la gestion du risque subsistant à leur niveau, dans le cadre des limites qui leur ont été dévolues.

Les limites sont validées par le Conseil d'administration de la Caisse régionale, notamment celles concernant le risque de taux d'intérêt global et le portefeuille de trading, et des seuils d'alertes sont fixés pour la gestion des portefeuilles de placement (titres disponibles à la vente). Ces limites font l'objet d'un suivi interne, la Direction Finance, Pilotage et Risques et Département Prévention et Supervision des Risques, et par Crédit Agricole SA.

#### II. Risque de taux d'intérêt global

##### A. Définition du risque de taux d'intérêt global

Le risque de taux du portefeuille bancaire se réfère au risque actuel ou potentiel d'une baisse des fonds propres ou des revenus de la banque résultant de mouvements adverses des taux d'intérêt qui affectent les positions de son portefeuille bancaire.

Le risque de taux se décompose en trois sous-types de risque :

- Le risque directionnel ou risque d'impasse résultant de la structure des échéances des instruments du portefeuille bancaire et reflétant le risque induit par le calendrier de révision des taux des instruments. L'ampleur du risque d'impasse varie selon que les changements de la structure à terme des taux évoluent



constamment le long de la courbe des taux (risque parallèle) ou différemment par période (risque non parallèle) ;

- Le risque de base reflétant l'impact de variations relatives des taux d'intérêt pour des instruments financiers ayant des maturités similaires et valorisés avec des indices de taux d'intérêt différents ;
- Le risque optionnel résultant de positions dérivées ou bilancielleres permettant à la banque ou son client de modifier le niveau et le calendrier des flux de trésorerie ; le risque optionnel est scindé en deux catégories : risque optionnel automatique et risque optionnel comportemental.

Il est géré – notamment par la mise en place de couvertures – et fait l'objet d'un encadrement à l'aide de limites

## B. Stratégies de gestion et d'atténuation du risque de taux d'intérêt global

### OBJECTIF

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à stabiliser les marges futures de la banque contre les impacts défavorables d'une évolution adverse des taux d'intérêt.

Les variations de taux d'intérêt impactent la marge nette d'intérêt en raison des décalages de durée et de type d'indexation entre les emplois et les ressources. La gestion du risque de taux vise, par des opérations de bilan ou de hors bilan, à limiter la volatilité de cette marge.

### DISPOSITIF DE LIMITES ET PRATIQUES DE COUVERTURE

Les règles de fixation des limites visent à protéger la valeur patrimoniale de la banque dans le respect des dispositions du Pilier 2 de la réglementation Bâle 3 en matière de risque de taux d'intérêt global et à limiter la volatilité dans le temps de la marge nette d'intérêt en évitant des concentrations de risque importantes sur certaines maturités.

Les limites mises en place au niveau de chaque entité et périmètre permettent de borner la somme des pertes maximales actualisées sur l'ensemble des 30 prochaines années et le montant de perte maximale annuelle sur chacune des 10 ou 15 prochaines années en cas de choc de taux.

Crédit Agricole Charente Périgord assure à son niveau la gestion de son exposition et la couverture en taux des risques qui découlent de cette organisation financière par le biais d'instruments financiers de bilan ou de hors bilan, fermes ou optionnels, sous le contrôle du Comité Financier, dans le respect de ses limites et des normes Groupe.

Outre les validations du Comité financier, les limites sont approuvées par le Conseil d'Administration de la Caisse régionale.

Des limites revues annuellement approuvées par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Charente Périgord encadrent l'exposition au risque de taux d'intérêt global de la Caisse Régionale. Ces limites encadrent le risque de taux, le risque inflation et le risque de base.

Les règles applicables en France sur la fixation du taux du Livret A indexent une fraction de cette rémunération à l'inflation moyenne constatée sur des périodes de six mois glissants. La rémunération des autres livrets est également corrélée à la même moyenne semestrielle de l'inflation. La Caisse régionale est donc amenée à couvrir le risque associé à ces postes du bilan au moyen d'instruments (de bilan ou de hors bilan) ayant pour sous-jacent l'inflation.

### CONDUITE DE TESTS DE RESISTANCE

Un dispositif interne trimestriel (ICAAP ou Internal Capital Adequacy Assessment Process) vise ici à estimer le besoin en capital interne requis au titre du risque de taux que Crédit Agricole Charente Périgord pourrait connaître. Celui-ci est mesuré selon deux approches : en valeur économique et en revenu.

L'impact en valeur économique est réalisé en tenant compte :

- Du risque de taux directionnel (calculé à partir des impasses) ;
- Du risque de taux optionnel automatique (équivalent delta et équivalent gamma des options de caps et de floors, principalement) ;
- Du risque comportemental (remboursements anticipés sur les crédits à taux fixe, notamment) ;
- D'une consommation potentielle des limites sur l'exposition en risque de taux.

L'impact en revenu est calculé à partir des simulations de marge nette d'intérêt.

Le Groupe Crédit Agricole, en tant que l'un des groupes bancaires européens les plus importants, est soumis à des tests de résistance (ou stress test) réglementaires pilotés par l'Autorité bancaire européenne. Le risque de taux fait partie des risques soumis à ce type d'exercice réalisé périodiquement.



## ROLE DE L'AUDIT INDEPENDANT

Un système de contrôle à trois niveaux et indépendant est mis en place de façon à s'assurer de la robustesse du dispositif :

- Le dispositif de mesure du risque de taux d'intérêt global fait l'objet d'un processus de contrôle permanent ;
- La Département Prévention et Supervision des Risques émet un avis sur les processus d'encadrement et les nouveaux produits ;
- L'audit interne assure des inspections régulières dans les différents Départements.

## ROLE ET PRATIQUES DU COMITE ACTIF-PASSIF

Crédit Agricole Charente Périgord gère son exposition sous le contrôle du Comité financier de la Caisse régionale dans le respect de ses limites et des normes internes.

Le Comité financier est présidé par la Direction générale et comprend plusieurs membres du Comité exécutif ainsi que des représentants de la Direction des risques :

- Il examine les positions individuelles de chaque arrêté trimestriel ;
- Il examine le respect des limites applicables ;
- Il valide les orientations de gestion s'agissant du risque de taux d'intérêt global de la Caisse régionale proposées par le Direction Finance, Pilotage et Risques.

La situation individuelle de Crédit Agricole Charente Périgord au regard de son risque de taux d'intérêt global fait l'objet d'un examen trimestriel au sein du Comité des risques de la Caisse régionale.

## PRATIQUES DE LA BANQUE EN MATIERE DE VALIDATION APPROPRIEE DES MODELES

La cohérence des modèles entre les différentes entités du Groupe est assurée par le respect des principes de modélisation validés par le Comité des normes et méthodologies. Leur validation est de la responsabilité du Comité actif-passif de l'entité et leur pertinence est contrôlée annuellement.

Les modèles de gestion actif-passif des Caisses régionales et de LCL sont élaborés au niveau national par Crédit Agricole S.A. Ils suivent le même circuit de validation au sein de la Caisse régionale et font l'objet d'une information à Crédit Agricole S.A. lorsqu'ils sont adaptés localement.

La pertinence des modèles est contrôlée annuellement, notamment par l'examen de données historiques ou des conditions de marché présentes. Ils font l'objet d'une revue indépendante (dite "second regard") par la fonction risque de Crédit Agricole S.A. pour les modèles nationaux et par celle de la Caisse régionale pour les adaptations locales.

## III. Risque de change

La gestion du risque de change du Banking Book est traitée de manière distincte selon qu'il s'agit des positions de change structurelles (réévaluées par capitaux propres) ou des positions de change opérationnelles (réévaluées par compte de résultat).

### 1. Le risque de change structurel

Le risque de change structurel résulte d'investissements durables dans des actifs en devises étrangères (fonds propres des entités opérationnelles à l'étranger, qui trouvent leur origine dans des acquisitions), la devise de référence étant l'euro.

Au 31/12/2025, la Caisse régionale Charente Périgord n'a pas de position de change structurel.

### 2. Le risque de change opérationnel

Le risque de change opérationnel résulte de l'ensemble des produits et charges de toutes natures en devises autres que la devise de référence ainsi que des déséquilibres bilanciaux.

La règle générale doit être d'adosser d'un point de vue trésorerie les actifs et les passifs dans la même devise pour ne pas être en risque de change sur le nominal (uniquement sur la marge d'intérêt).

Le dispositif de surveillance des risques de contrepartie est défini par le Comité financier et validé par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Charente Périgord. Ce dispositif fait l'objet d'une révision à minima chaque année.

Les synthèses de cette surveillance sont présentées trimestriellement au sein du Comité financier, par le Middle Office Trésorerie à la Direction Générale et au Responsable de la Fonction de Gestion des Risques, en mettant en évidence :

- Les dépassements éventuels par rapport aux limites internes,

- Les actions correctrices engagées et/ou à engager.

Le périmètre est constitué par le portefeuille de négociation, soit les opérations réalisées pour compte propre et enregistrées dans les livres de la Caisse régionale au sein des rubriques suivantes :

- Les titres de placement,
- Les titres d'investissement
- Les instruments dérivés autres que de couverture conservée jusqu'à échéance finale,
- Toute opération financière couvrant un des éléments mentionnés ci-dessus.

Le dispositif interne comprend deux limites :

- Une limite CHG1 sur la liste des opérations de marchés autorisées incluant un risque de change. Les seules expositions en devises hors zone Euro autorisées sont celles comprises au sein d'OPCVM (détenus en direct et/ou à travers un swap indexé sur la performance d'un OPCVM ou d'un panier d'OPCVM). Les acquisitions de titres libellés en devises autres que de l'Euro et les titres structurés comprenant un risque de change en direct sont par conséquent interdits.
- Une limite CHO1 sur le montant maximum autorisé des OPCVM incluant des expositions en devises hors zone euro. Ce montant ne peut pas excéder 15% du PNB annuel total budgété 2025 soit 40,4 millions d'euros en 2025.

L'exposition indirecte à travers les fonds en devise a augmenté de 7 millions d'euros en 2025 à 18,4 millions d'euros à la suite des acquisitions de fonds de private equity pour 4 millions d'euros et au reclassement d'un fonds diversifié pour 3 millions d'euros.

S'agissant du respect des limites internes :

- La limite CHG1 décrites ci-dessus a été constamment respectée ; en d'autres termes, aucune acquisition de titres libellés en devises ou comprenant du risque de change en direct n'a été réalisée.
- La limite CHO1 sur le montant maximum autorisé des OPCVM a été constamment respectée.

#### IV. Risque de liquidité et de financement

La Caisse régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de liquidité, c'est-à-dire au fait de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. La réalisation de ce risque correspondrait, par exemple, à une crise de confiance générale des investisseurs des marchés monétaires et obligataires, ou à des retraits massifs des dépôts de la clientèle.

##### 1. Objectifs et politique

L'objectif de la Caisse régionale en matière de gestion de sa liquidité est d'être en situation de pouvoir faire face à tout type de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées.

Pour ce faire, la Caisse régionale s'appuie sur un système interne de gestion et d'encadrement du risque de liquidité qui a pour objectifs :

- Le maintien de réserves de liquidité ;
- L'adéquation de ces réserves avec les tombées de passifs à venir ;
- L'organisation du refinancement (répartition dans le temps de l'échéancier des refinancements à court et long terme, diversification des sources de refinancement) ;
- Un développement équilibré des crédits et des dépôts de la clientèle.

Ce système comprend des indicateurs, des limites et seuils d'alerte, calculés et suivis sur l'ensemble des entités du Groupe, et qui font l'objet d'une consolidation afin de permettre un suivi du risque de liquidité sur le périmètre du Groupe Crédit Agricole.

Le système intègre également le respect des contraintes réglementaires relatives à la liquidité. Le Liquidity Coverage Ratio (LCR), le Net Stable Funding Ratio (NSFR), ainsi que les éléments de suivi de la liquidité supplémentaires (Additional Liquidity Monitoring Metrics - ALMM) calculés sur base sociale ou sous-consolidée font ainsi l'objet d'un reporting mensuel (LCR/ALMM) ou trimestriel (NSFR) transmis à la BCE.

##### 2. Méthodologie et gouvernance du système interne de gestion et d'encadrement du risque de liquidité

Le système de gestion et d'encadrement de la liquidité de la Caisse Régionale est structuré autour d'indicateurs définis dans une norme et regroupés en deux ensembles :

- Les indicateurs de court terme, constitués notamment des simulations de scénarios de crise et dont l'objet est d'encadrer l'échéancement et le volume des refinancements court terme en fonction des réserves de liquidité, des flux de trésorerie engendrés par l'activité commerciale et de l'amortissement de la dette long terme ;
- Les indicateurs de long terme, qui permettent de mesurer et d'encadrer l'échéancement de la dette long terme : les concentrations d'échéances sont soumises au respect de limites afin d'anticiper les besoins de refinancement de la Caisse régionale et de prévenir le risque de non-renouvellement du refinancement de marché ;

Le Conseil d'administration de la Caisse régionale approuve la politique générale de gestion du risque de liquidité et les limites encadrant les principaux indicateurs, traduisant ainsi les niveaux d'appétence au risque de liquidité, sur la base des propositions du Comité financier.

La Caisse régionale se voit notifier des limites sur les indicateurs encadrés au niveau Groupe.

En complément de cette déclinaison du système Groupe, le Comité financier de la Caisse régionale définit un jeu de limites spécifique portant sur les risques propres à ses activités, en cohérence avec les limites notifiées par le Groupe.

### 3. Gestion de la liquidité

La Direction financière de la Caisse Régionale :

- Gère la position en liquidité
- Établit les déclarations réglementaires (ratios « LCR » et « NSFR », et les états « ALMM »)
- Contribue à la production des situations mensuelles en liquidité, comprenant différents indicateurs.

L'instance décisionnaire sur les points importants (pilotage du programme de refinancement, lancement de nouveaux programmes, validation des budgets de refinancement, pilotage de l'équilibre collecte/crédit...) est le Comité financier, présidé par le Directeur général de la Caisse régionale, à qui il est également rendu compte de la situation en liquidité de la Caisse régionale.

En cas de tensions avérées sur les marchés du refinancement, un Comité de suivi rapproché est instauré entre la Direction générale, la Direction financière et la Fonction de Gestion des Risques, aux fins de suivre au plus près la situation en liquidité de la Caisse régionale.

### 4. Données quantitatives

#### 4.1 Bilan cash au 31 décembre 2025

Le bilan cash est élaboré à partir des comptes en normes IFRS de la Caisse régionale.

#### **BILAN CASH BANCAIRE DE LA CAISSE REGIONALE AU 31 12 2025 :**

BILAN CASH BANCAIRE AU 31 12 2025	31/12/2024	31/12/2025
Titres constitutifs de réserves	627	771
Reverse repo	-	
Actifs HQLA de négoce	-	
Replacements CT	307	131
Replacements LT	2 028	1 765
Actifs de négoce nécessaire à l'activité	43	24
Actifs clientèle	9 839	9 860
Autres Actifs (Emplois permanents)	1 498	1 562
<b>Total Actif</b>	<b>14 341</b>	<b>14 112</b>
Repo	-	
Passifs HQLA de négoce	-	
Ressources de marché CT	1 264	1 016
Ressources de marché LT	1 798	1 637
Passifs de négoce nécessaire à l'activité	-	
Ressources clientèle	9 067	9 189
Autres Passifs (Ressources permanentes)	2 212	2 269
<b>Total Passif</b>	<b>14 341</b>	<b>14 112</b>

## INDICATEURS MENSUELS DE LIQUIDITE AU 31 12 2025

INDICATEURS MENSUELS DE LIQUIDITE	31/12/2024	31/12/2025
PRS	398	453
Consommation CT	229	317
SOUS-LIMITE DE LA LCT (en montant)	713	522
DCC (Déficit Collecte Crédit) NET	-857	-753

La Caisse Régionale affiche sur l'année 2025 une amélioration de son déficit Collecte Crédit (DCC) de 104 millions d'euros pour s'établir à -753 millions d'euros incluant une nette progression de la collecte clientèle (hausse de 122 millions d'euros) combinée à une reprise de l'activité crédit (hausse de 18 millions d'euros).

Le bilan cash bancaire de la Caisse régionale fait apparaître un excédent de ressources stables de 453 millions d'euros, en hausse de 55 millions d'euros par rapport à décembre 2024. En outre, dans un contexte de baisse du DCC, la Caisse Régionale a limité son empreinte de marchés en diminuant le recours à des financements auprès de Crédit Agricole SA (baisse de 408 millions d'euros des ressources de marchés CT et LT par rapport à décembre 2024)

### 4.2 Évolution des réserves de liquidité de Crédit Agricole Charente Périgord

Les réserves permettent de couvrir le risque d'illiquidité en situation de crise. Elles sont constituées par les actifs que l'établissement a la possibilité de transformer en liquidités à un horizon court terme.

Cette liquidité peut résulter soit de la cession de l'actif en question sur le marché, soit de l'utilisation du titre sur le marché des repos, soit de la mobilisation de l'actif auprès de la Banque Centrale. Les réserves sont constituées uniquement d'actifs hors Groupe hormis en ce qui concerne les covered bonds, les auto-titrisations et les OPCVM gérés par des entités du Groupe (Amundi, BFT...).

Elles sont ventilées en dix poches, classées par niveau de liquidité de marché décroissant. Les réserves de liquidité en valeur en stress de marché atteignent 1 688 millions d'euros au 31 décembre 2025. Elles couvrent plus de 3 fois la limite d'endettement court terme ferme de la Caisse régionale en vigueur au second semestre 2024.

## RESERVES DE LIQUIDITE DE LA CAISSE REGIONALE AU 31 12 2025

		31/12/2024			31/12/2025		
		Valeur de marché	Valeur en stress de marché	Valeur LCR	Valeur de marché	Valeur en stress de marché	Valeur LCR
<b>Poche 1</b>	<b>Emission d'états de l'OCDE- garanties par des états de l'OCDE ou des organismes supranationaux</b>	<b>54</b>	<b>50</b>	<b>54</b>	<b>94</b>	<b>88</b>	<b>93</b>
Poche 1a	Qualité de crédit de niveau 1	54	50	54	61	58	61
Poche 1b	Qualité de crédit de niveau 2	0			32	30	32
Poche 1c	Qualité de crédit de niveau 3	0			0		
<b>Poche 2</b>	<b>Obligations sécurisées éligibles banque centrale</b>	<b>68</b>	<b>62</b>	<b>62</b>	<b>63</b>	<b>58</b>	<b>58</b>
Poche 2a	Qualité de crédit de niveau 1	68	62	62	63	58	58
Poche 2b	Qualité de crédit de niveau 2	0			0		
Poche 2c	Qualité de crédit de niveau 3	0			0		
<b>Poche 3</b>	<b>Emissions corporates- entités du secteur public et autres contreparties éligibles BC</b>	<b>219</b>	<b>198</b>	<b>170</b>	<b>248</b>	<b>226</b>	<b>209</b>
Poche 3a	Qualité de crédit de niveau 1	112	103	108	177	163	173
Poche 3b	Qualité de crédit de niveau 2	96	87	57	60	54	30
Poche 3c	Qualité de crédit de niveau 3	11	8	6	12	9	6
<b>Poche 4</b>	<b>Actions appartenant à un indice majeur</b>	<b>0</b>			<b>0</b>		
Poche 4a	Actions appartenant à un grand indice boursier	0			0		
Poche 4b	Actions appartenant à un autre indice	0			0		
<b>Poche 5</b>	<b>OPCVM à VL quotidienne</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>171</b>	<b>149</b>	<b>2</b>
Poche 5a	OPCVM monétaire	0			150	135	
Poche 5b	OPCVM obligataire	10	8	2	12	9	2
Poche 5c	Autres OPCVM	6	3		9	4	
<b>Poche 6</b>	<b>titres bancaires éligibles BC</b>	<b>0</b>			<b>0</b>		
Poche 6a	Qualité de crédit de niveau 1	0			0		
Poche 6b	Qualité de crédit de niveau 2	0			0		
Poche 6c	Qualité de crédit de niveau 3	0			0		
<b>Poche 7</b>	<b>OPCVM à VL non quotidienne</b>	<b>48</b>	<b>24</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	
Poche 7a	OPCVM monétaire	0			0		
Poche 7b	OPCVM obligataire	1	1		1	0	
Poche 7c	Autres OPCVM	47	24		0		
<b>Poche 8a</b>	<b>Autres titres non éligibles BC</b>	<b>3</b>	<b>1</b>		<b>30</b>	<b>13</b>	
<b>Poche 9, 8</b>	<b>Créances mobilisables auprès de la banque centrale (y compris autotitrisation)</b>	<b>1 177</b>	<b>1 177</b>		<b>1 082</b>	<b>1 082</b>	
<b>Total</b>	<b>Total Réserves</b>	<b>1 585</b>	<b>1 524</b>	<b>288</b>	<b>1 688</b>	<b>1 616</b>	<b>362</b>

### 4.3 Ratios réglementaires

Depuis le mois de mars 2014, les établissements de crédit de la zone euro ont l'obligation de transmettre à leurs superviseurs les reportings du Liquidity Coverage Ratio (LCR) définis par l'EBA (European Banking Authority).

Le LCR a pour objectif de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité des banques en veillant à ce qu'elles disposent d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA, High Quality Liquid Assets) non grevés pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement, sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur ce ratio, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Chiffres au 31/12/2025 (en milliards d'euros)	Groupe Crédit Agricole	Crédit Agricole S.A.
Coussin de liquidité	318,3	280,6
Total des sorties nettes de trésorerie	225,1	190,9
Ratio de couverture des besoins de liquidité ("LCR")	141,4 %	147 %

La Caisse régionale, comme la plupart des établissements de crédit européens, pilote déjà son LCR avec une cible supérieure à 100 %.

Au 31 décembre 2025, le ratio de la Caisse Régionale Charente-Périgord s'élève à 111.28 % soit un niveau conforme au seuil réglementaire de 100%. En effet, les réserves hautement liquéfiables auprès de la BCE atteignent 571 millions d'euros au 31 décembre 2025 couvrant ainsi l'intégralité des sorties de liquidité dans le cas d'un stress de marché à court terme (559 millions d'euros au 21 décembre 2024). La Caisse Régionale détient un ratio supérieur à 105% conformément à sa politique de pilotage des indicateurs de liquidité

RATIO LCR AU 31 12 2025	Encours Total (M€)	Encours pondérés	Encours pondérés
		(M€) avant CAP	(M€) après CAP
<b>Réserves</b>	618	571	571
Total Titres de niveau 1	454	454	454
Total Titres de niveau 1 B	59	55	55
Total Titres de niveau 2 A	29	25	25
Total Titres de niveau 2 B	75	37	37
<b>Outflows</b>	5 551	793	793
Inflows (CAP 75%)	488	279	279
Inflows (CAP 90%)	0	0	0
Inflows exemptés du cap	0	0	0
<b>Sorties de trésorerie nettes</b>		513	513
<b>Déficit/Excédent de liquidité</b>		58	58
<b>Ratio LCR</b>			111,28 %

Par ailleurs, depuis le 28 juin 2021, les établissements de crédit de la zone euro ont l'obligation de transmettre à leurs superviseurs les reportings du Net Stable Funding Ratio (NSFR) définis par l'EBA (European Banking Authority). Le NSFR a pour objectif de garantir que l'établissement dispose de suffisamment de ressources dites « stables » (i.e. de maturité initiale supérieure à 1 an) pour financer ses actifs à moyen/long-terme.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur ce ratio, fixé à 100% depuis le 28 juin 2021.

Au 31 décembre 2025, Le ratio NSFR de la Caisse régionale est de 106.56 % soit un niveau conforme au seuil réglementaire : En effet, les ressources longues couvrent la totalité des besoins de financements longs de la Caisse Régionale avec un excédent de 728 millions d'euros au 31 décembre 2025.

	31/12/2024	31/12/2025
Actif - Besoin de financement stables (en M€)	10 678	11 101
Passif - Ressources stables (en M€)	11 447	11 829
<b>Déficit/Excédent buffer NSFR (en M€)</b>	<b>769</b>	<b>728</b>
<b>RATIO NSFR</b>	<b>107,20 %</b>	<b>106,56 %</b>

### 5. Stratégie et conditions de refinancement en 2025

L'année 2025 s'est caractérisée par un environnement de refinancement favorable pour les émetteurs obligataires, malgré un contexte macroéconomique marqué par une incertitude politique et géopolitique accrue.

Le retour de Donald Trump début 2025 à la Maison Blanche et sa politique douanière ont introduit une nouvelle source de volatilité sur les marchés de capitaux et ont créé des périodes d'instabilité ayant pu réduire les fenêtres d'émissions pour les émetteurs, notamment en avril. Cependant, ces facteurs ainsi que la persistance des tensions géopolitiques n'ont pas empêché la bonne absorption de l'offre primaire par les investisseurs crédit dans un contexte de politique monétaire relativement favorable. Ainsi, après avoir poursuivi leurs baisses de taux respectives, la Fed et la BCE se retrouvent fin 2025 dans une phase de plateau avec une inflation qui semble contrôlée sans avoir altéré pour autant l'activité économique. En effet, les taux de croissance économiques pour 2025 devraient s'inscrire au-dessus des attentes aux Etats-Unis comme en Europe.

Différents facteurs permettent d'expliquer la dynamique de 2025 sur les marchés primaires des deux côtés de l'Atlantique. En Europe, la conjonction de besoins de financement importants et de spreads attractifs explique les volumes d'émissions obligataires en euro. Aux États-Unis, le marché obligataire connaît également une activité importante, accentuée par les besoins de financement en R&D des entreprises du secteur de l'intelligence artificielle. Ces entreprises technologiques accèdent désormais massivement au marché de la dette pour financer leurs investissements, créant ainsi une offre structurellement plus importante. Les taux d'intérêt, relativement élevés après de nombreuses années de taux bas, permettent aux investisseurs de cristalliser des niveaux de rendement historiquement attractifs, malgré un contexte de resserrement des spreads de crédit. Cette compression des spreads, qui reflète la faible prime de risque exigée par les investisseurs, témoigne d'un appétit soutenu pour le crédit. Celui-ci est d'autant plus important que les investisseurs ont enregistré des flux entrants massifs de capitaux qui sont redéployés dans le marché obligataire. Ces collectes importantes créent une pression acheteuse qui soutient les spreads et facilite l'absorption du flux primaire de nouvelles émissions sur l'année.

En termes de volumes, l'activité sur le marché primaire obligataire en 2025 était relativement élevée. Sur le segment des institutions financières européennes toutes devises confondues, 2025 a vu un volume d'émissions obligataires d'environ 540 milliards d'euros. La répartition par instrument confirme la prédominance des titres seniors non sécurisés, qui représentent 56% du volume émis. Les Covered Bonds constituent le deuxième segment le plus actif avec près d'un quart du volume des émissions, tandis que les titres subordonnés occupent une part significative en termes de format (20%). Cette dynamique se reflète également dans la demande des investisseurs : les carnets d'ordres affichaient un taux de sursouscription moyen de 3x contre 2,5x en 2024, malgré une forte compression des primes de crédit. Autre illustration de la forte appétence des investisseurs, les primes de nouvelle émission (NIP) moyennes à travers les différents formats reculent à 3,1 points de base contre 4,6 points de base en 2024.

En conclusion, une liquidité abondante a participé à créer une demande soutenue et un resserrement des spreads, faisant de 2025 une année offrant des conditions de refinancement favorables pour les émetteurs. Ces derniers ont ainsi pu lever des capitaux à des conditions avantageuses malgré l'incertitude géopolitique, profitant de l'alignement entre besoins de financement, appétit des investisseurs et stabilité monétaire.

Dans ce contexte, la politique de refinancement de Crédit Agricole Charente Périgord en 2025 a été :

- D'une part, de tendre vers une pleine utilisation de la limite d'endettement court terme, afin d'optimiser le coût de refinancement et par conséquent la marge d'intermédiation globale. A cette fin, des placements à moyen/long terme ont été effectués en 2025 afin de conforter le Produit Net Bancaire de la Caisse régionale, dans la limite des mesures d'encadrement Groupe en matière de placements à long terme.
- D'autre part, optimiser le coût des refinancements à court terme en continuant à émettre des NEU CP sur le marché interbancaire.

## V. Politique de couverture

Au sein de Crédit Agricole Charente Périgord, l'utilisation d'instruments dérivés répond à trois objectifs principaux

- Couvrir des opérations clientèle,
- Couvrir son portefeuille titres ou d'emprunts subordonnés,
- Limiter son risque de taux d'intérêt global.

Lorsque les dérivés ne sont pas détenus à des fins de couverture (au sens de la norme IAS 39<sup>10</sup>), ils sont classés en instruments de dérivés détenus à des fins de transaction et font dès lors l'objet d'un suivi au titre des risques de marché, en plus du suivi du risque de contrepartie éventuellement porté. Il est à noter que certains instruments dérivés peuvent être détenus à des fins de couverture économique des risques financiers, sans toutefois respecter les critères posés par la norme IAS 39. Ils sont également classés en instruments dérivés détenus à des fins de transaction. Toutefois, la Caisse Régionale ne s'autorise pas les opérations de « trading actif » (dérivés spéculatifs).

---

(10) Conformément à la décision de Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole S.A. n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macrocouverture de juste valeur lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.



Dans tous les cas, l'intention de couverture est documentée dès l'origine et vérifiée trimestriellement par la réalisation de tests appropriés (prospectifs et rétrospectifs).

Chaque entité du Groupe gère ses risques financiers dans le cadre des limites qui lui ont été octroyées par le Comité des risques Groupe, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Les états de la note 3.5 des états financiers consolidés présentent les valeurs de marché et montants notionnels des instruments dérivés de couverture

## 1. Couverture de juste valeur (fair value hedge) et couverture de flux de trésorerie (cash flow hedge)

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à concilier deux approches :

### LA PROTECTION DE LA VALEUR PATRIMONIALE DE LA BANQUE

Cette première approche suppose d'adosser les postes du bilan/hors bilan sensibles à la variation des taux d'intérêt à l'actif et au passif (i.e. de manière simplifiée, les postes à taux fixe), afin de neutraliser les variations de juste valeur observées en cas de variation des taux d'intérêt. Lorsque cet adossement est réalisé au moyen d'instruments dérivés (principalement des swaps de taux fixe et inflation et plus marginalement des options de marché), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture de juste valeur (Fair Value Hedge) dès lors que des instruments identifiés (micro-FVH) ou des groupes d'instruments identifiés (macro-FVH) comme éléments couverts (actifs à taux fixe et inflation : crédits clientèle, passifs à taux fixe et inflation : dépôts à vue et épargne) sont éligibles au sens de la norme IAS 39 (à défaut, comme indiqué précédemment, ces dérivés, qui constituent pourtant une couverture économique du risque, sont classés comptablement en trading).

En vue de vérifier l'adéquation de la macrocouverture, les instruments de couverture et les éléments couverts sont échancés par bande de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour certains postes du bilan (collecte notamment) des hypothèses qui se basent notamment sur les caractéristiques financières des produits et sur des comportements historiques. La comparaison des deux échéanciers (couvertures et éléments couverts) permet de documenter la couverture de manière prospective, pour chaque maturité et chaque génération.

Pour chaque relation de macrocouverture, l'efficacité prospective est mesurée, en fin de période, en s'assurant que pour chaque bande de maturité, le principal des éléments couverts est supérieur au notionnel des instruments financiers dérivés de couverture désignés. L'efficacité rétrospective est ainsi mesurée en s'assurant que l'évolution de l'encours couvert, en début de période, ne met pas en évidence de surcouverture a posteriori. D'autres sources d'inefficacité sont par ailleurs mesurées : l'écart OIS/BOR, la Credit Valuation Adjustment (CVA) / Debit Valuation Adjustment (DVA) et la Funding Valuation Adjustment (FVA).

### LA PROTECTION DE LA MARGE D'INTERET

Cette seconde approche suppose de neutraliser la variation des futurs flux de trésorerie d'instruments ou de postes du bilan liée à la refixation de leur taux d'intérêt dans le futur, soit parce qu'ils sont indexés sur les indices de taux qui fluctuent, soit parce qu'ils seront refinancés à taux de marché à un certain horizon de temps. Lorsque cette neutralisation est effectuée au moyen d'instruments dérivés (swaps de taux d'intérêt principalement), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture des flux de trésorerie (Cash Flow Hedge). Dans ce cas également, cette neutralisation peut être effectuée pour des postes du bilan ou des instruments identifiés individuellement (micro-CFH) ou des portefeuilles de postes ou instruments (macro-CFH). Comme pour la couverture de juste valeur, la documentation et l'appréciation de l'efficacité de ces relations de couverture s'appuient sur des échéanciers prévisionnels.

Pour chaque relation de couverture, l'efficacité prospective est mesurée, en fin de période, en s'assurant que pour chaque bande de maturité, le principal des éléments couverts est supérieur au notionnel des instruments financiers dérivés de couverture désignés.

## 2. Couverture de l'investissement net en devise (net investment hedge)

Une troisième catégorie de couverture concerne la couverture d'investissements réalisés dans des entités (essentiellement des filiales ou succursales étrangères) dont la devise fonctionnelle est différente de celle du Groupe. Le niveau de couverture est calibré devise par devise dans une optique de protection de la situation patrimoniale ou d'immunisation du ratio CET1 contre les variations des cours de change. Les instruments de couverture de ces investissements à l'étranger (essentiellement des emprunts dans la devise ou des swaps de change) font l'objet d'une documentation comptable dite de Net Investment Hedge. Les variations de valeur de ces couvertures liées au risque couvert (à savoir ici le risque de change) sont enregistrées, pour la part efficace, par contrepartie des capitaux propres recyclables dès lors que le montant de l'actif net en devise couvert est supérieur ou égal au nominal (ou notionnel) de l'instrument de couverture. Toute inefficacité est enregistrée directement par contrepartie du compte de résultat.

#### 4.3.7 Risques opérationnels

Le risque opérationnel est défini comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs, y compris mais sans s'y limiter, le risque juridique, le risque de modèle ou le risque lié aux technologies de l'information et de la communication (TIC), à l'exclusion toutefois du risque stratégique et de réputation.

##### I. Organisation et dispositif de surveillance

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné au Crédit Agricole Charente Périgord comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe.

##### **ORGANISATION ET GOUVERNANCE DE LA FONCTION GESTION DES RISQUES OPERATIONNELS :**

- Supervision du dispositif par la Direction générale (via le Comité des risques opérationnels ou le volet risques opérationnels du Comité des risques et du Comité de contrôle interne) ;
- Missions normées des responsables Risques du Groupe CA et des managers Risques opérationnels en matière de gestion des risques opérationnels ;
- Responsabilité des entités dans la maîtrise de leurs risques ;
- Existence de corpus de normes, guides de contrôles associés et obligation de mise en œuvre en local ;
- Déclinaison de la démarche Groupe Crédit Agricole d'appétit pour le risque intégrant le risque opérationnel dans toutes ses composantes.

##### **IDENTIFICATION ET EVALUATION QUALITATIVE DES RISQUES A TRAVERS DES CARTOGRAPHIES**

Les cartographies des risques opérationnels liés aux processus sont réalisées par les entités annuellement et exploitées par chaque entité avec une validation des résultats et plans d'action associés en Comité des risques opérationnels (ou volet risques opérationnels du Comité de contrôle interne) et une présentation en Comité des risques du Conseil d'administration.

Elles sont complétées par la mise en place d'indicateurs de risque permettant la surveillance des processus les plus sensibles :

- Collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents sensibles et significatifs (y compris de nature informatique, climatique, externalisations), avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque opérationnel. La fiabilité et la qualité des données collectées font l'objet de contrôles systématiques en local et en central (analyse des cartographies des risques opérationnels des entités, analyse des résultats des contrôles, appui méthodologique auprès des unités de contrôles locales).
- Calcul et reporting réglementaire des fonds propres au titre du risque opérationnel au niveau consolidé
- Production trimestrielle d'un tableau de bord des risques opérationnels au niveau entité, complété par une synthèse Groupe Crédit Agricole reprenant les principales sources de risques impactant les métiers et les plans d'action associés sur les incidents les plus importants.

##### **OUTILS**

La plateforme outil RCP (Risques et contrôles permanents) réunit les quatre briques fondamentales du dispositif (collecte des pertes, cartographie des risques opérationnels, contrôles permanents et plans d'action).

Un outil Groupe de suivi & traitement des alertes de risques opérationnels (y compris IT) sensibles et significatifs a été mis en production en décembre 2024 (ASTRO), dans le cadre du renforcement continu du dispositif d'alerte de risque opérationnel.

Un outil de calcul des fonds propres réglementaires liés aux risques opérationnels (BOLERO) permet d'effectuer les calculs locaux et centraux selon la formule standard (SMA) ainsi que dans les états réglementaires COREP relatifs à ces exigences depuis le 1er trimestre 2025.

Les risques liés aux prestations externalisées sont intégrés dans chacune des composantes du dispositif Risque opérationnel et font l'objet de contrôles consolidés communiqués en central. Le dispositif du Groupe Crédit Agricole a été adapté conformément aux lignes directrices de l'ABE relatives à l'externalisation diffusées en février 2019, afin notamment d'assurer la mise en conformité du stock des externalisations et consigner les externalisations dans un registre dédié.

##### II. Méthodologie

Conformément au règlement (UE) 2024/1623 du 31 mai 2024 (dit "CRR3") modifiant le règlement (UE) 575/2013 (dit "CRR"), le cadre du risque opérationnel a évolué au 1er janvier 2025 avec l'introduction d'une nouvelle méthode unique standardisée de calcul du risque opérationnel (Standardised Measurement Approach - SMA) qui remplace



les méthodes standard et avancée appliquées avant cette date. Le calcul des exigences de fonds propres (EFP) pour le risque opérationnel utilise le Business Indicator Component (BIC) basé sur le Business Indicator (BI) calculé sur les 3 derniers exercices financiers en intégrant les données des entités acquises/cédées sur cette période de 3 ans. Cette méthode peut être réalisée en Approche Comptable ou en Approche Prudentielle. Le Crédit Agricole S.A. a retenu l'Approche Prudentielle après en avoir notifié la BCE.

### METHODOLOGIE DE CALCUL DES EXIGENCES DE FONDS PROPRES EN METHODE AMA

La méthode SMA utilise des données financières sur trois exercices financiers pour déterminer la « Composante Indicateur d'activité » (BIC) qui est égale aux Exigences en Fonds Propres. Elle utilise trois composantes à partir des données financières permettant de calculer le BIC :

$$EFP_{RO} = BIC = BI * CM$$

BI : Business Indicator, CM : Coefficient Multiplicateur (12% pour la tranche du BI  $\leq$  1 Md€, 15% pour la tranche du BI compris entre 1 Md€ et 30 Md€, 18% pour la tranche du BI  $>$  30 Md€]

$$BI = ILDC + SC + FC$$

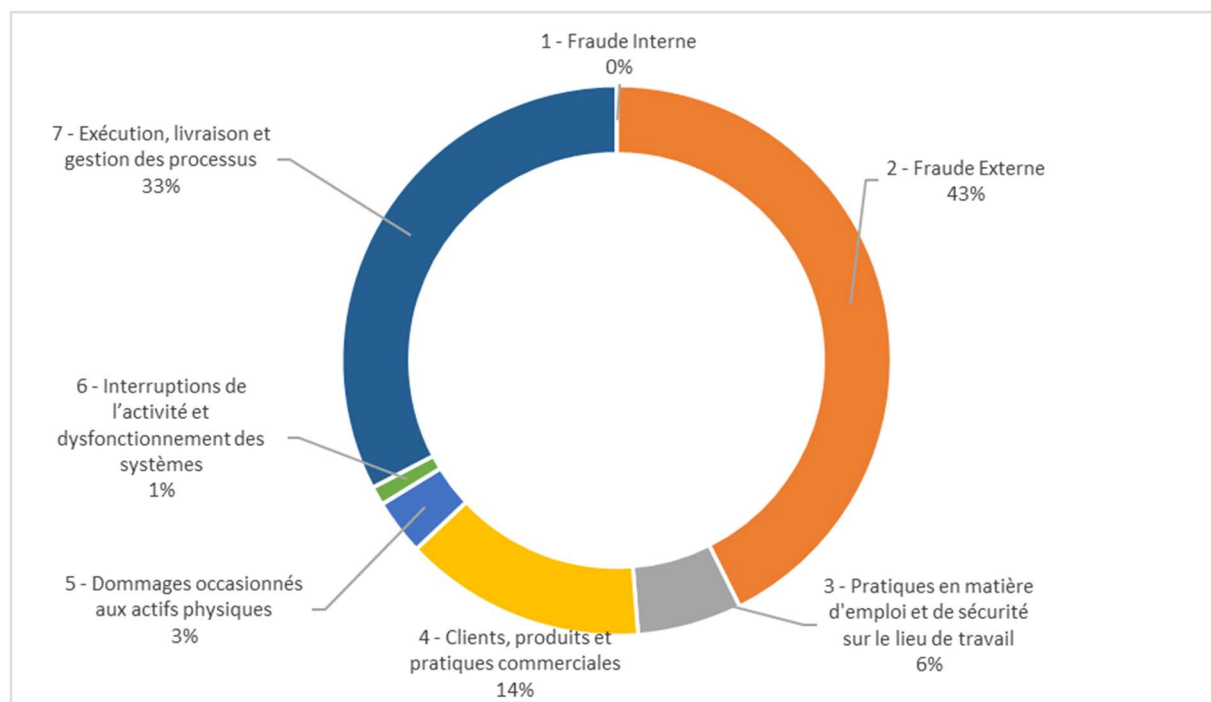
ILDC : composante intérêts, contrats de location et dividendes ; SC : composante Services ; FC : composante Financière,

Les composantes ci-dessus sont déterminées en utilisant leur moyenne calculée à partir des 3 derniers exercices financiers.

À partir du premier arrêté 2025 (31 mars 2025) l'outil Groupe BOLERO a été mis en production en réalisant le calcul SMA pour les entités du groupe Crédit Agricole. Les étapes du calcul et les résultats finaux sont transmis à la BCE à travers les états de reporting COREP en vigueur

### III. Exposition

#### REPARTITION DES INCIDENTS OPERATIONNELS PAR CATEGORIE DE RISQUES BALOISE (2023 A 2025)



D'une manière générale, le profil d'exposition en termes de risques opérationnels détectés ces trois dernières années reflète les principales activités du Crédit Agricole Charente-Périgord :

- Une exposition à la fraude externe qui reste significative, principalement liée aux moyens de paiement et notamment la fraude virement, à l'entrée en relation (fraude identitaire et documentaire), au crédit (fausses factures) et aux clients partis NPAI ;
- Des risques d'exécution, livraison, gestion des processus liés à des défaillances dans le suivi ou la gestion des garanties et des défauts de traitement dans l'octroi de crédit ;

- Une exposition à la catégorie Clients marquée notamment par le remboursement clients suite à la Double détention de garanties para bancaires CAMCA entrainant un trop perçu et qui a nécessité la rétrocession des cotisations.

Des plans d'actions locaux sont mis en place en vue de réduire l'exposition du Groupe Crédit Agricole au risque opérationnel. Un suivi périodique des plans d'action sur les incidents supérieurs à 5 millions d'euros a été mis en place.

#### EMPLOIS PONDERES ET EXIGENCE DE FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE OPERATIONNEL

Il est précisé que dans la cadre du CRR3 / Bâle III avancé (dit Bâle IV) il n'y a plus de ventilation des emplois pondérés par catégorie bâloise.

#### Répartition des emplois pondérés par catégorie de risques bâloise (2025)

Approche en méthode SMA (en €)	31 décembre 2025	
	Exigence de fonds propres (EFP)	Emplois pondérés (RWA)
Crédit Agricole Charente-Périgord	35 779 080	447 238 500

## IV. Assurance et couverture des risques opérationnels

La couverture du risque opérationnel de Crédit Agricole Charente-Périgord par les assurances est mise en place dans une perspective de protection de son bilan et de son compte de résultat. Pour les risques de forte intensité, des polices d'assurance sont souscrites par Crédit Agricole S.A. pour son propre compte et celui de ses filiales auprès des grands acteurs du marché de l'assurance et auprès de la CAMCA pour les Caisses régionales. Elles permettent d'harmoniser la politique de transfert des risques relatifs aux biens et aux personnes et la mise en place de politiques d'assurances différenciées selon les métiers en matière de responsabilité civile professionnelle et de fraude.

Les risques sur les biens (immobiliers, matériels, frais de redémarrage de l'exploitation) et les personnes (accidents, agressions) sont couverts par plusieurs polices d'assurance : garantie de l'assurance de biens et de personnes.

Les risques liés à l'activité bancaire sont assurés en cas de détournement et escroqueries, de hold-up et cambriolages, de détérioration du matériel de sécurité et de destruction de distributeur automatique de billet / guichet automatique de banque.

Au titre de sa responsabilité civile, la Caisse régionale est assurée en responsabilité civile mandataires sociaux, courtage et d'exploitation

La Caisse régionale a également souscrit une assurance au titre des risques cyber.

### 4.3.8 Risques Juridiques

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole Charente Périgord et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2025.

Les risques juridiques en cours au 31 décembre 2025 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine de la Caisse régionale ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation par la Direction générale sur la base des informations dont elle dispose. Elles sont mentionnées note 6.17 des états financiers.

À ce jour, à la connaissance de Crédit Agricole Charente Périgord, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Crédit Agricole Charente Périgord.

### 4.3.9 Risques de non-conformité

Par son projet moyen terme Smart Compliance for Society, la ligne métier Conformité réaffirme sa volonté de mettre en œuvre la réglementation de façon opérationnelle et de promouvoir au sein du Groupe une culture éthique. Elle l'exprime et la met en œuvre au travers de trois axes d'utilité et de six ambitions qui s'intègrent pleinement dans la raison d'être et le projet du Groupe Crédit Agricole.

### *Utile à la société*

- Prévenir et lutter contre la délinquance financière constitue un investissement incontournable pour respecter les sanctions internationales et lutter contre le blanchiment, le financement du terrorisme, la fraude ou encore les abus de marché.
- Œuvrer en faveur d'une finance durable respectueuse des engagements sociétaux du Groupe, en développant une approche éthique complémentaire à l'application de la réglementation, dans le but de prévenir et d'éviter les risques de réputation.

### *Utile aux clients*

- Contribuer à protéger nos clients et à nous différencier en respectant leurs intérêts légitimes et leurs données personnelles, au travers d'une relation transparente et loyale.
- Favoriser la simplicité des relations avec nos clients en intégrant nativement la réglementation dans les parcours au travers d'une approche innovante utilisant le potentiel des nouvelles technologies.

### *Utile aux équipes*

- Renforcer l'engagement des métiers, via une implémentation native de la réglementation, qui favorise un développement conforme, une optimisation des efforts nécessaires et une diffusion des compétences utiles en matière de conformité et d'éthique.
- Responsabiliser encore plus fortement les équipes de la ligne métier Conformité au travers d'une approche opérationnelle de la réglementation, en favorisant l'innovation, la prise d'initiatives, la montée en compétences et les parcours de carrière

## **Gouvernance et organisation**

### **GOVERNANCE ET DISPOSITIF DE MAÎTRISE DES RISQUES DE NON-CONFORMITÉ**

Crédit Agricole Charente Périgord a défini et mis en place un dispositif de maîtrise des risques de non-conformité qui est actualisé, adéquat et proportionné aux enjeux. Il implique l'ensemble des acteurs de la Caisse régionale (collaborateurs, dirigeants et administrateurs, fonctions de contrôle dont la Conformité, etc.). Ce dispositif s'appuie notamment sur une organisation, des procédures, des systèmes d'information et des outils (pouvant dans certains cas intégrer une composante d'intelligence artificielle), qui sont utilisés pour identifier, évaluer, surveiller et contrôler les risques de non-conformité, ainsi que, le cas échéant, pour piloter et suivre les plans d'actions correctrices nécessaires.

Le dispositif de maîtrise des risques de non-conformité s'organise autour d'une gouvernance pleinement intégrée au cadre de contrôle interne de la Caisse régionale. Le Comité d'Audit et des Risques, présidé par la Direction générale, se réunit à minima tous les trimestres. Ce comité prend les décisions nécessaires tant pour la prévention des risques de non-conformité que pour la mise en place et le suivi des mesures correctrices à la suite des dysfonctionnements portés à sa connaissance. Les risques de non-conformité et les décisions prises en vue de leur maîtrise sont présentés au Conseil d'administration de la Caisse régionale.

Le dispositif est structuré et déployé par le Département Prévention et Supervision des Risques de la Caisse régionale. Celui-ci est placé sous l'autorité du Responsable du Département, lui-même rattaché directement à la Direction générale de la Caisse régionale. Afin de développer l'intégration de la ligne métier et de garantir l'indépendance de ses fonctions, les responsables Conformité des filiales de Crédit Agricole S.A. et de Caisses régionales sont rattachés hiérarchiquement au Directeur de la conformité du Groupe, sauf lorsque le droit local s'y oppose.

La Direction de la conformité Groupe assure la supervision des entités au travers du dispositif Smart Supervision par une méthodologie homogène, structurée et consolidée. La méthodologie vise, via une approche par les risques, à prioriser des thématiques de supervision et assurer un pilotage resserré des entités. Cette méthode s'appuie sur des tableaux de bords automatisés et des capteurs de risque optimisés et rationalisés.

La Direction de la conformité Groupe élabore les politiques Groupe relatives au respect des dispositions législatives et réglementaires et s'assure de leur bonne diffusion et déclinaison par l'ensemble des entités du Groupe dont Crédit Agricole Charente Périgord. Elle dispose pour ce faire d'équipes spécialisées par domaine d'expertise sur la lutte contre le blanchiment, le financement du terrorisme et la prévention de la fraude, le respect des sanctions internationales et le gel des avoirs, la prévention de la corruption, l'intégrité et la transparence des marchés financiers, la protection des données personnelles, la connaissance client et la protection de la clientèle, ainsi que l'ESG et la prévention du risque de conduite. Le pilotage des évolutions du corpus de règles de conformité est encadré par une gouvernance spécifique, garante de la mise à jour régulière et rapide des textes. Le suivi de la déclinaison des procédures dans l'ensemble des entités s'appuie sur un outil dédié. En cas d'impossibilité pour une

entité de déployer les procédures attendues, comme dans le cas d'un conflit de loi, une justification documentée ainsi que le cas échéant un plan d'actions associé doivent être communiqués au Groupe.

La Direction de la conformité Groupe a défini un socle commun de contrôles permanents qui contribue aux plans de contrôles des entités. Ces plans de contrôles permettent de s'assurer de la maîtrise des risques de non-conformité et de leurs impacts (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires), avec l'objectif constant de préserver la réputation du Groupe. Le socle commun de contrôles permanents est régulièrement mis à jour, en fonction des évolutions réglementaires ou des activités du Groupe. En complément, un dispositif de revue et de validation des modèles de conformité utilisés par certains outils, en particulier ceux utilisant des fonctionnalités d'intelligence artificielle, est en place.

Enfin, la Direction de la conformité Groupe supervise et maîtrise les risques de non-conformité de niveau Groupe en s'appuyant sur des indicateurs d'activité et de risque, centralisés dans un outil de pilotage qui permet d'y associer plans d'actions et suivi des mesures correctrices. Ils sont complétés par les conclusions d'analyses de Conformité ad hoc réalisées par les entités, le Groupe, les missions d'Audit ou de Supervision. L'ensemble de ces éléments de pilotage fait l'objet de reportings réguliers à l'attention des instances de pilotage et de gouvernance des entités et du Groupe telles que mentionnées plus haut.

### **COMBINED US OPERATIONS ("CUSO")**

La mise en place du dispositif d'encadrement des activités du Groupe Crédit Agricole aux États-Unis a été finalisée en 2024. Ainsi, au-delà des équipes en charge de la conformité des activités des entités localisées aux États-Unis (en particulier Crédit Agricole CIB, Amundi et CACEIS), le Groupe a mis en place une structure faîtière de Compliance, permettant d'avoir une couverture globale et consolidée des risques de non-conformité des activités américaines du Groupe. Cette structure rapporte directement d'une part au Chief Executive Officer des activités US et d'autre part au Directeur de la conformité Groupe

### **ORGANISATION ET ANIMATION DES RESSOURCES CONFORMITE**

La conformité est intégrée dans les travaux de l'ensemble des collaborateurs du Groupe, que ce soit au sein des premières lignes de défense comme pour la connaissance clients, la détection d'opérations inhabituelles ou encore la lutte contre la fraude ; de la seconde ligne de défense dans le suivi du risque opérationnel ; et de la troisième ligne de défense dans les missions d'audit de la bonne application des règles de conformité. La progression des effectifs de la Ligne Métier Conformité se poursuit en 2025 (+6% par rapport à 2024), pour atteindre 2 457 collaborateurs en équivalent temps plein à fin décembre 2025. Cette augmentation d'effectifs s'inscrit dans la continuité de la tendance des années précédentes.

La Direction de la Conformité du Groupe a renforcé l'animation des ressources humaines afin de faciliter l'acquisition de compétences et d'expertises nouvelles (par exemple sur l'intelligence artificielle), les évolutions de carrière et développer l'attractivité de la ligne métier Conformité au sein du Groupe. En cohérence avec le projet Humain, la Direction de la conformité a fait du développement des compétences de ses collaborateurs une priorité. À ce titre, par exemple, la mobilité interne est privilégiée par rapport aux recrutements externes. De plus, un cadre d'évaluation des compétences Conformité est formalisé au niveau de la Direction de la conformité Groupe. Celui-ci couvre deux axes : les compétences métier (ex. : comprendre l'environnement réglementaire, diffuser la culture conformité) et les compétences transverses (ex. : adaptabilité, capacité à prendre de la hauteur).

La Direction de la conformité du Groupe, ainsi que le Département Prévention et Supervision des Risques de la Caisse régionale, sont attentives à conserver un niveau de couverture de postes maîtrisé. Pour ce faire, ils procèdent à des recrutements externes lorsque nécessaire et peuvent aussi faire appel à des cabinets de recrutements. La Direction de la conformité Groupe dispose d'une bonne visibilité sur le niveau de couverture de postes dans l'ensemble de la ligne métier via les remontées dédiées des entités, qui sont réalisées deux fois par an.

Le Groupe Crédit Agricole continue d'investir significativement dans les outils de Conformité, en développant et déployant des dispositifs qui embarquent les nouvelles technologies comme l'Intelligence Artificielle (IA). En particulier, l'IA prédictive permet d'optimiser en continu la pertinence de la détection des situations de non-conformité, et l'IA générative facilite la collecte et la pré-analyse de documents et d'informations. En parallèle, la Direction de la Conformité travaille en étroite collaboration avec les équipes commerciales pour intégrer nativement les exigences de conformité dans les outils de front office. Cette intégration native de la conformité s'étend aux projets, aux parcours clients, et tout au long de la conception des produits et des services, afin de répondre aux exigences réglementaires tout en préservant l'intérêt des clients et de la société.

En complément, un dispositif de revue et de validation des modèles de conformité utilisés par certains outils, en particulier ceux utilisant des fonctionnalités d'intelligence artificielle, est en place.

La Direction de la Conformité présente chaque année au Conseil d'Administration l'organisation des ressources de conformité et leur adéquation à la réalisation des missions de conformité.

## Délinquance financière

Les dispositifs visant à lutter contre la délinquance financière font l'objet de plans d'actions continus tant au regard de l'évolution des risques que des exigences réglementaires et des autorités de supervision.

### CONNAISSANCE CLIENT

Le Groupe est pleinement mobilisé dans la démarche d'amélioration continue de la qualité de la Connaissance Client. Cette mobilisation se traduit par la généralisation progressive, d'une part, des contrôles de cohérence natifs dans les outils de saisie des données, et d'autre part, des solutions associant les clients à la démarche dite de "Selfcare".

Au sein de l'ensemble du Groupe, des indicateurs de pilotage de la démarche de connaissance client sont déployés. Ils concernent en particulier le parcours d'entrée en relation et celui de la révision périodique. Sur ce dernier volet, le pilotage est à la fois quantitatif (taux d'avancement) et qualitatif (résultats des contrôles de niveau 2 consolidés, dits "2.2.c"). Ce pilotage a été renforcé en 2024 auprès de la Banque de Proximité (France et international) et des entités (Métiers Spécialisés), avec un suivi rapproché d'indicateurs KYC qui a été automatisé en 2025

La norme Groupe qui encadre les obligations relatives à la Connaissance Client est régulièrement mise à jour.

Le corpus de contrôle, les indicateurs de pilotage et la norme Groupe concernent tous les clients. En complément, une surveillance particulière des clients les plus risqués au regard de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme est en place.

### LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Le dispositif Groupe repose sur (i) la classification des risques LCB- FT (ii) la connaissance des clients avec l'évaluation du profil de risque (iii) la détection des opérations atypiques et le cas échéant, leurs déclarations auprès des cellules de renseignement financier ainsi que (iv) l'échange d'information LCB-FT intra-groupe. Le Groupe Crédit Agricole est particulièrement attentif à faire évoluer son dispositif pour s'adapter continuellement aux nouveaux risques et aux attentes des régulateurs.

La Direction de la conformité renforce ses outils de détection d'opérations atypiques au regard de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, en recourant notamment à l'intelligence artificielle :

- Sur la banque de détail, un nouvel outil a été déployé en 2023, il permet (i) une meilleure agilité et performance pour créer ou faire évoluer les scénarios de détection (capacités de simulation et de développement en cycle court), (ii) une meilleure adaptation du paramétrage au risque de chaque client, (iii) une meilleure détection des opérations de petits montants dans un contexte de financement du terrorisme. Les alertes générées gagnent ainsi en pertinence. Des travaux sont en cours pour déployer cet outil également sur certains métiers spécialisés du Groupe.
- D'autres outils locaux complètent le dispositif sur les métiers spécialisés.

### SANCTIONS INTERNATIONALES

Le dispositif Sanctions Internationales du Groupe Crédit Agricole s'adapte en permanence à un contexte géopolitique complexe et particulièrement évolutif.

Il s'assure de la bonne application, dès leur parution, des obligations réglementaires, notamment :

- Des mesures de gel des avoirs prononcées par la France et l'Union européenne ;
- Des sanctions européennes à l'encontre de la Russie, notamment s'agissant de restrictions innovantes portant sur les biens de luxe, le plafonnement des dépôts visant les ressortissants russes ou biélorusses, les restrictions sur les valeurs mobilières ou les mesures de plafonnement des prix des produits pétroliers ;
- De toute autre mesure restrictive réglementaire ou mesure de sanction internationale applicable (par exemple, émise par l'OFAC).

Dans le cadre d'une organisation spécifiquement mise en place afin de se conformer à la réglementation, le Groupe Crédit Agricole met à jour les listes publiées par les Autorités dans les meilleurs délais, assurant l'efficacité du dispositif et le respect des obligations en la matière.

Le Groupe effectue deux types de vérifications :

- Le "criblage", dans les bases de données du Groupe Crédit Agricole, des clients et d'autres tiers (notamment les fournisseurs), afin d'identifier ceux soumis à des mesures de sanctions internationales ;
- Le "filtrage" des Messages Financiers (principalement Swift et SEPA) afin de détecter les transactions potentiellement prohibées.

## **LUTTE CONTRE LA FRAUDE**

Afin de protéger les clients et préserver les intérêts de la Banque, un dispositif structuré de lutte contre la fraude est déployé dans l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole. Le pilotage de la lutte contre la fraude Groupe est rattaché à la Sécurité Financière de Crédit Agricole S.A.

La gouvernance du dispositif de lutte contre la fraude se décline dans l'ensemble du Groupe et est encadrée par une note de procédure et une comitologie dédiée. Le Comité Groupe lutte contre la fraude et le Comité de la communauté lutte contre la fraude se réunissent trimestriellement, auxquels participent des représentants des Caisses régionales, des filiales du Groupe et des fonctions spécialisées.

Ce rattachement et le pilotage transverse en place s'inscrivent dans une volonté d'améliorer la prévention et la détection de la fraude complexe et de faciliter la coordination entre les effectifs en charge des investigations.

Le groupe Crédit Agricole documente sa politique de lutte contre la fraude. Cette politique est revue chaque année, afin de tenir compte des évolutions organisationnelles, légales et réglementaires, ainsi que des nouvelles tendances et typologies de fraudes (par exemple, pour tenir compte des évolutions technologiques en matière de paiements).

En complément, les outils informatiques ont été renforcés au niveau du Groupe : d'une part, pour une meilleure détection et d'autre part, pour une meilleure transversalité et immunisation du Groupe. En particulier, dans le contexte de complexification et de modernisation des techniques de fraudes, notamment du fait des bandes organisées, l'outil de détection de la délinquance financière déployé pour améliorer la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme participe également activement au renforcement de la détection des cas de fraude..

## **LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Conformément aux directives anticorruption nationales et internationales, et dans le prolongement des dispositions prises par le Crédit Agricole depuis de nombreuses années, le Groupe a renforcé depuis 2018 (déclinaison de la loi Sapin II) son dispositif de lutte contre la corruption. Celui-ci est aujourd'hui déployé dans toutes les entités du Groupe, en France et à l'étranger, quelle que soit la nature de leurs activités (banque de détail, banque d'investissement, crédit à la consommation, assurance, immobilier...).

Ainsi, le Groupe dispose de procédures et de modes opératoires fondés sur une gouvernance engagée, des cartographies des risques de corruption dans toutes les entités, un Code anticorruption dédié, un dispositif lanceur d'alerte, des contrôles comptables et des programmes de formation à l'attention de l'ensemble des collaborateurs. Après la mise en œuvre effective d'un dispositif d'évaluation des fournisseurs, les travaux sont en cours pour renforcer et optimiser l'évaluation des clients et intermédiaires au regard des risques de corruption.

Ainsi, le Crédit Agricole est le seul groupe bancaire international français à bénéficier de la certification ISO 37001 pour son système de management anticorruption. Cette certification internationale a été renouvelée en 2025 pour 3 ans, attestant de la solidité du dispositif et de l'engagement général du Crédit Agricole.

## **DROITE D'ALERTE**

Le Groupe Crédit Agricole a déployé en 2019, un outil de signalement interne, accessible sur l'intranet et sur internet, permettant à tout salarié ou personne externe à l'entreprise (particulièrement prestataire ou fournisseur) de signaler ou de divulguer des informations portant sur un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, du droit de l'Union européenne, de la loi ou du règlement et portant sur des faits qui se sont produits ou sont susceptibles de se produire, notamment : la violation du code de conduite ou une situation contraire au code de conduite anti-corruption du Groupe et toute atteinte grave envers les droits humains et libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ou l'environnement, résultant des activités du Groupe ainsi que des activités des sous-traitants ou fournisseurs. Le lanceur d'alerte qui signale ou divulgue, sans contrepartie financière directe et de bonne foi, les informations précitées est protégé. Des communications régulières, auprès des collaborateurs du Groupe, sur le dispositif de signalement et sur l'outil ont été réalisées depuis plusieurs années par la Conformité, contribuant à accroître leur confiance envers celui-ci et conséquemment le nombre de signalements.

Par ailleurs, le dispositif de signalement intègre les apports de la loi Wasserman du 21 mars 2022 visant à renforcer la protection des lanceurs d'alerte et du décret d'application du 3 octobre 2022.

Administré par des experts habilités, l'outil garantit la stricte confidentialité de l'auteur du signalement, des faits signalés, des personnes visées ainsi que des échanges entre l'auteur du signalement et la personne en charge du traitement du signalement. Il garantit également l'anonymat, lorsque cette option est choisie par le lanceur d'alerte.



Le déploiement de cette plateforme informatique a été finalisé en 2020 pour l'ensemble du périmètre du Groupe Crédit Agricole, soit plus de 450 entités et près de 150 000 personnes. Les entités intégrées par le Groupe dans le cadre d'acquisitions y sont raccordées au fur et à mesure.

Au 31 décembre 2025, 1 149 signalements ont été remontés et traités via ce dispositif depuis son déploiement en 2019.

## **TRANSPARENCE DES MARCHES**

La transparence des marchés a pour fondement l'égalité des investisseurs pour l'accès à la même information portant sur les sociétés cotées. Dans ce cadre, le Groupe Crédit Agricole dispose d'un dispositif mondial de centralisation de l'ensemble des détentions des entités du Groupe permettant de déclarer, le cas échéant, tout franchissement de seuil dans les délais réglementaires. Par ailleurs, un nouvel outil a été mis en place courant 2024 afin d'optimiser le traitement des demandes d'avis pour les opérations d'investissement et de désinvestissement, au regard des obligations applicables au titre de la réglementation sur les franchissements de seuil et des réglementations américaines du Bank Holding Company Act et Volcker.

## **INTEGRITE DES MARCHES**

Par le dispositif en place, le Groupe Crédit Agricole participe à l'équité, l'efficacité et l'intégrité des marchés financiers en luttant contre les abus ou tentatives d'abus de marché. Ce dispositif, rendu obligatoire par les réglementations MAR et MIF repose sur des politiques, des procédures, des outils et des programmes de formations régulièrement actualisés.

Au cours de l'exercice passé, l'outil de détection utilisé par les banques de détail en France, a fait l'objet d'optimisations dans une démarche de renforcement continu de la qualité de détection des alertes d'abus de marché.

## **TRANSPARENCE FISCALE**

La transparence fiscale regroupe plusieurs réglementations dont FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act), EAI (Échange Automatique d'Informations), QI (Qualified Intermediary). Le Groupe Crédit Agricole a mis en place des procédures permettant de décliner au sein de ses entités ces réglementations ainsi que les obligations déclaratives qui en découlent.

En 2025, au niveau des entités appartenant à la Banque de détail, et en sus des obligations réglementaires, des actions ad hoc visant à collecter des informations fiscales (auto-certifications de résidence fiscale et/ou numéros d'identification fiscale dans le cadre de FATCA et EAI) ont été menées.

## **Protéger nos clients et leurs données**

La conformité contribue à protéger nos clients, leurs intérêts légitimes et leurs données personnelles au travers d'une relation transparente et loyale et d'un conseil centré sur le besoin et la satisfaction client.

La protection de la clientèle est une priorité affirmée du Groupe Crédit Agricole. Elle s'inscrit totalement dans les volets "Client" et "Engagement sociétal" du Projet de Groupe. En 2025, le Groupe Crédit Agricole a poursuivi ses actions dans une approche d'amélioration continue de la transparence et de la loyauté des parcours clients. Ainsi, plusieurs dispositifs ont été renforcés en matière de devoir de conseil, de gestion des réclamations, et de gouvernance des produits

Dans le contexte persistant de tension sur le pouvoir d'achat, la prévention des situations de fragilité financière et l'accompagnement de la clientèle en situation de fragilité financière restent une priorité forte.

## **TRANSPARENCE A L'EGARD DU CLIENT (DONT ESG ET DURABILITE), INCLUSION BANCAIRE**

Le Crédit Agricole intègre nativement dans ses processus de conseil le recueil des préférences ESG de ses clients. À ce titre, la Direction de la conformité Groupe participe au chantier de mise à jour des règles en matière de finance durable, en particulier sur le volet de la publication des informations relatives à l'intégration des risques de durabilité dans le conseil en investissement et dans le conseil en assurance-vie.

La Direction de la conformité Groupe est étroitement associée aux travaux menés par le Groupe sur l'inclusion bancaire sous toutes ses formes, notamment le plafonnement et la transparence des frais associés à ces offres.

## **PRIMAUTE DES INTERETS DE LA CLIENTELE PAR LA PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS**

Le Groupe Crédit Agricole tient et met à jour régulièrement un dispositif de prévention et de gestion des conflits d'intérêts qui repose d'une part sur des procédures et des outils de suivi, et d'autre part sur une formation régulière des collaborateurs. En 2025, le dispositif Groupe a été homogénéisé sur le volet des conflits d'intérêts d'ordre privé (mandats détenus à l'extérieur du Groupe).

Le respect de la primauté des intérêts des clients est un élément essentiel dans la prévention des conflits d'intérêts. C'est en agissant de manière honnête, loyale et professionnelle, que les collaborateurs des entités du Groupe servent et respectent au mieux les intérêts des clients. À ce titre, la prévention des conflits d'intérêts s'inscrit pleinement dans le dispositif de promotion de la conduite éthique. À titre d'illustration, au cours de l'exercice passé, plusieurs campagnes de sensibilisation sur la déclaration des cadeaux/invitations/avantages ont été menées auprès de tous les collaborateurs de Crédit Agricole S.A.

## PROTECTION DE LA VIE PRIVEE ET DES DONNEES PERSONNELLES

Pour s'assurer du respect du Règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD), le Groupe Crédit Agricole s'appuie sur un dispositif composé de quatre piliers : Gouvernance, Corpus normatif, Formation et Contrôle.

Le Délégué à la protection des données Groupe (DPO ou « Data Protection Officers »), rattaché au Directeur adjoint de la conformité Groupe, est en charge d'accompagner, de contrôler et de piloter la filière des DPO du Groupe. Il est associé aux instances stratégiques et opérationnelles de niveau groupe de la gouvernance de la donnée, permettant ainsi de porter une approche « Privacy by design » dans les projets. Le DPO Groupe est également pleinement associé au processus de gouvernance produit, qui valide au niveau de Crédit Agricole SA les offres à destination des clients des Caisses régionales du Crédit Agricole.

Le Groupe s'est doté dès 2017 d'un cadre éthique en adoptant une Charte des données personnelles. Elle s'articule autour de cinq principes essentiels (sécurité des données, utilité et loyauté, éthique, transparence et pédagogie, maîtrise et contrôle par les clients). Les engagements pris dans cette charte s'inscrivent en cohérence avec le règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD) entré en vigueur en 2018. Dans le respect du principe de transparence, les Entités du Groupe mettent à disposition de leurs clients, de leurs prospects et de l'ensemble de leurs relations d'affaires leur Politique de Protection des données personnelles (ou « PDD ») sur leur site internet (en complément de la Charte). Les parties prenantes peuvent trouver dans ces PDD, régulièrement mises à jour, des informations détaillant notamment les finalités de traitement, les bases légales sur lesquelles se fondent ces traitements, leurs durées de conservation ou encore les destinataires des données personnelles.

Une attention particulière est également portée à la protection des données personnelles des collaborateurs des entités du Groupe Crédit Agricole. Notamment, chaque Entité informe ses collaborateurs du traitement de leurs données personnelles à l'aide de la Charte de protection des données personnelles des collaborateurs du Groupe Crédit Agricole.

Le pilotage de ce dispositif est assuré par le Délégué à la Protection des Données nommés au sein de Crédit Agricole Charente Périgord

## Culture éthique

Le dispositif de maîtrise des risques de non-conformité repose sur la diffusion d'une culture éthique et conformité solide auprès de l'ensemble des collaborateurs, administrateurs et dirigeants du Groupe.

La culture éthique et conformité s'appuie sur un référentiel composé :

- D'une Charte éthique, mise à jour en 2025, commune à l'ensemble des entités du Groupe, qui promeut les valeurs de proximité, de responsabilité et de solidarité portées par le Groupe
- D'un Code de conduite propre à chaque entité qui vient décliner opérationnellement la Charte éthique et qui a pour objet de guider au quotidien les actions, décisions et comportements des collaborateurs. Le Code de conduite intègre des règles comportementales face à des problématiques éthiques que chacun peut être amené à rencontrer au cours de ses missions professionnelles et extraprofessionnelles. S'inscrivant dans la démarche de maîtrise des risques de non-conformité, il intègre, en outre, un volet spécifique anti-corruption en application des obligations découlant de la loi Sapin II relatives à la prévention de la corruption et du trafic d'influence
- Du Corpus Fides qui regroupe l'ensemble des procédures qui traduisent les évolutions réglementaires en matière de conformité
- D'autres textes comme des chartes (Charte de protection des données personnelles, Charte du lobbying responsable, Charte des achats responsables...), des politiques sectorielles (politique armement...) viennent également matérialiser les engagements du Groupe en matière d'éthique

L'engagement de la Direction générale et des Administrateurs vis-à-vis de la culture éthique assure le "tone from the top". En plus des formations et actions de sensibilisation dédiées détaillées ci-après, les résultats relatifs à la promotion de l'éthique (notamment : taux de réalisation du "quiz éthique", évaluation du risque de conduite) sont inclus dans les critères de performance non-économique pris en compte dans la rémunération des Dirigeants mandataires sociaux. En outre, l'indicateur de risque de conduite est présenté et validé annuellement dans le cadre du Comité de management de la conformité Groupe et intégré au dispositif d'appétence aux risques.



La diffusion de la culture éthique s'appuie également sur des actions de sensibilisation, de promotion et de formation aux enjeux et risques de non-conformité, qui mobilisent fortement l'ensemble des parties prenantes du Groupe : collaborateurs, dirigeants et administrateurs :

- Les actions de sensibilisation sont structurées autour d'une communauté de référents éthique Groupe, et portées par la diffusion de nombreuses communications (newsletter, bandes dessinées, parcours hybride incluant des vidéos et des podcasts, interviews de collaborateurs de Crédit Agricole S.A.). Le quiz annuel "L'éthique et vous" contribue également à cette sensibilisation, ses modalités et son contenu sont régulièrement revus. Ce quiz a été largement déployé depuis 2019 au sein du Groupe. Le taux de participation à ce quiz à fin 2025 atteint 93% (vs 84% en 2024) pour Crédit Agricole S.A. S'agissant des dirigeants et des administrateurs du Groupe, la sensibilisation est assurée par des formations dédiées et des présentations régulières sur des sujets de Conformité réalisées en Comité exécutif, Comité des risques et Conseil d'administration ;
- La promotion de la culture éthique s'appuie également sur des événements dédiés comme les "journées de l'éthique", à destination de l'ensemble des collaborateurs mais aussi à destination de publics ciblés. Elles comprennent des prises de paroles d'experts, ainsi que des temps d'échanges et de partage (ateliers, "serious games", etc.) ;
- En outre, des modules et supports de formation (généralistes ou destinés aux collaborateurs plus exposés) couvrent l'ensemble des domaines de conformité au quotidien, de la fraude, de protection des données personnelles, de lutte contre le blanchiment et prévention du financement du terrorisme ou encore du respect des sanctions internationales). S'agissant plus particulièrement de la promotion de la culture éthique, 74 % des collaborateurs du Groupe ont été formés sur le module "Éthique professionnelle et déontologie" au 31 décembre 2025.

En complément des mesures préventives décrites ci-dessus, un dispositif de mesure et de contrôle a posteriori du risque de conduite est en place :

- Un processus d'évaluation annuelle du risque de conduite mesure le degré de conformité à la culture éthique au sein de l'ensemble des entités. En fonction des résultats de cette évaluation, des plans d'actions sont mis en place pour renforcer la culture éthique ;
- Le dispositif annuel d'identification des "comportements à risque", pour les collaborateurs dont les activités professionnelles ont un impact matériel sur le profil de risque de la Banque, prend en compte le risque de conduite. Ce dispositif vient impacter, lorsque nécessaire, la rémunération des collaborateurs concernés. Il conduit également, le cas échéant, à mettre en place des actions complémentaires de renforcement la culture éthique.

## DISPOSITIF DE FORMATION

Pour ancrer durablement la culture conformité au sein du Groupe, la Direction de la Conformité Groupe a construit un dispositif de formation complet. Certains modules, exigés par la réglementation, garantissent que chaque collaborateur dispose des connaissances et compétences nécessaires pour exercer son métier dans le respect des normes éthiques et légales en vigueur. Ainsi, cinq formations incontournables "Éthique professionnelle et déontologie", "La lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme LCB-FT", "Les sanctions internationales", "La lutte contre la fraude" et "La lutte contre la corruption" composent le socle de formations obligatoires de Conformité qui doit être suivi par l'ensemble des collaborateurs du Groupe. Pour chaque formation, un quiz final permet d'attester de la bonne compréhension des enjeux par les collaborateurs.

En complément de ces cinq formations obligatoires mentionnées ci-dessus, un set complet de formations de Conformité est à disposition de l'ensemble des collaborateurs du Groupe, leur caractère obligatoire dépendant de la fonction exercée par le collaborateur et de son entité. Ces formations sont développées par l'IFCAM, l'institut de formation interne du Groupe Crédit Agricole, permettant ainsi de s'adapter aux besoins et spécificités du Groupe.

En complément, des formations ad hoc et en présentiel sont dispensées par le Groupe ou les entités. Ainsi, les collaborateurs concernés suivent des formations sur la LCB/FT, la lutte contre la fraude ou encore l'intégrité des marchés. Par ailleurs, la Fides Académie (formation en présentiel de quatre jours), délivre aux collaborateurs intégrant la ligne métier Conformité une vision de l'ensemble des enjeux de Conformité, et favorise le partage d'expérience.

Enfin et conformément aux lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne et aux dispositions du Code monétaire et financier, l'ensemble des membres du Conseil d'administration est formé régulièrement aux enjeux et aux évolutions réglementaires, via des supports de formation adaptés, distinguant formation des nouveaux administrateurs et formation des administrateurs en poste.

## 2. COMPTES CONSOLIDES

Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole  
Charente-Périgord en date du 30 Janvier 2026 et soumis à l'approbation de  
l'Assemblée générale ordinaire en date du 02 Avril 2026

<b>CADRE GENERAL.....</b>	<b>93</b>
<b>PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITE .....</b>	<b>93</b>
<b>UN GROUPE BANCAIRE D'ESSENCE MUTUALISTE .....</b>	<b>93</b>
<b>RELATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE.....</b>	<b>94</b>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES.....</b>	<b>97</b>
<b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES .....</b>	<b>98</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>98</b>
<b>RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....</b>	<b>99</b>
<b>BILAN ACTIF .....</b>	<b>100</b>
<b>BILAN PASSIF.....</b>	<b>101</b>
<b>TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....</b>	<b>102</b>
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE .....</b>	<b>103</b>
<b>NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....</b>	<b>105</b>
<b>1 PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISES. ....</b>	<b>105</b>
1.1 NORMES APPLICABLES ET COMPARABILITE .....	105
1.2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES .....	107
1.3 PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION (IFRS 10, IFRS 11 ET IAS 28) .....	139
<b>2 PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE .....</b>	<b>145</b>
<b>3 GESTION FINANCIERE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE.....</b>	<b>146</b>
3.1 RISQUE DE CREDIT .....	146
3.2 EXPOSITIONS AU RISQUE SOUVERAIN .....	165
3.3 RISQUE DE MARCHE .....	166
3.4 RISQUE DE LIQUIDITE ET DE FINANCEMENT.....	169
3.5 COMPTABILITE DE COUVERTURE.....	171
3.6 RISQUES OPERATIONNELS .....	176
3.7 GESTION DU CAPITAL ET RATIOS REGLEMENTAIRES .....	176
<b>4 NOTES RELATIVES AU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>178</b>
4.1 PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS.....	178
4.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS .....	178
4.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT .....	179
4.4 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES .....	180
4.5 GAINS OU PERTES NETS RESULTANT DE LA DECOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI.....	180

4.6	GAINS OU PERTES NETS RESULTANT DU RECLASSEMENT D'ACTIFS FINANCIERS VERS LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT .....	180
4.7	PRODUITS (CHARGES) NETS DES AUTRES ACTIVITES.....	180
4.8	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION.....	181
4.9	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES .....	182
4.10	COUT DU RISQUE .....	182
4.11	GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS .....	183
4.12	IMPOTS .....	183
4.13	VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES .....	185
<b>5</b>	<b>INFORMATIONS SECTORIELLES.....</b>	<b>186</b>
5.1	INFORMATION SECTORIELLE PAR SECTEUR OPERATIONNEL .....	186
5.2	INFORMATION SECTORIELLE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE.....	186
<b>6</b>	<b>NOTES RELATIVES AU BILAN.....</b>	<b>186</b>
6.1	CAISSE, BANQUES CENTRALES .....	186
6.2	ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT .....	186
6.3	INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE .....	187
6.4	ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES.....	187
6.5	ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI .....	188
6.6	ACTIFS TRANSFERES NON DECOMPTABILISES OU DECOMPTABILISES AVEC IMPLICATION CONTINUE.....	191
6.7	PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI .....	193
6.8	INFORMATIONS SUR LA COMPENSATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS.....	194
6.9	ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES .....	195
6.10	COMPTES DE REGULARISATION ACTIF, PASSIF ET DIVERS .....	196
6.11	ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES.....	197
6.12	IMMEUBLES DE PLACEMENT .....	197
6.13	IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (HORS ECARTS D'ACQUISITION) .....	198
6.14	ECARTS D'ACQUISITION .....	198
6.15	PROVISIONS .....	199
6.16	DETTES SUBORDONNEES.....	201
6.17	CAPITAUX PROPRES .....	201
6.18	VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR ECHEANCE CONTRACTUELLE .....	203
<b>7</b>	<b>AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES REMUNERATIONS .....</b>	<b>205</b>
7.1	DETAIL DES CHARGES DE PERSONNEL .....	205
7.2	EFFECTIF MOYEN DE LA PERIODE .....	205
7.3	AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A COTISATIONS DEFINIES.....	205
7.4	AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES .....	206
7.5	AUTRES AVANTAGES SOCIAUX.....	208
7.6	PAIEMENTS A BASE D' ACTIONS.....	208
7.7	REMUNERATIONS DE DIRIGEANTS.....	208
<b>8</b>	<b>CONTRATS DE LOCATION .....</b>	<b>209</b>
8.1	CONTRATS DE LOCATION DONT LE GROUPE EST PRENEUR.....	209
8.2	CONTRATS DE LOCATION DONT LE GROUPE EST BAILLEUR.....	210
<b>9</b>	<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES .....</b>	<b>211</b>
<b>10</b>	<b>RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS .....</b>	<b>213</b>
<b>11</b>	<b>JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS.....</b>	<b>213</b>
11.1	JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISES AU COUT AMORTI.....	214
11.2	INFORMATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS EVALUES A LA JUSTE VALEUR .....	217
11.3	EVALUATION DE L'IMPACT DE LA PRISE EN COMPTE DE LA MARGE A L'ORIGINE .....	223
<b>12</b>	<b>PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2025 .....</b>	<b>223</b>
12.1	INFORMATION SUR LES FILIALES .....	224
12.2	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE.....	225

12.3	COMPOSITION DU PERIMETRE .....	225
<b>13</b>	<b>PARTICIPATIONS ET ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES .....</b>	<b>226</b>
13.1	PARTICIPATIONS NON CONSOLIDEES .....	226
13.2	INFORMATIONS SUR LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES .....	227
<b>14</b>	<b>ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2025 .....</b>	<b>230</b>

## **Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers**

### **CADRE GENERAL**

#### ***Présentation juridique de l'entité***

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est une société coopérative à capital variable régie par le LIVRE V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord 48 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse Régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et les comptes des filiales consolidables.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

Au 31 Décembre 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, au titre de la loi bancaire, est Crédit Agricole S.A.

#### ***Un Groupe bancaire d'essence mutualiste***

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 12,3 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut

prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

## ***Relations internes au Crédit Agricole***

### **➤ Mécanismes financiers internes**

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

#### **• Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

#### **• Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne-logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

#### **• Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50 % des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

#### **• Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- **Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

➤ **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au

maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 <sup>[1]</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette <sup>[2]</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement

<sup>[1]</sup> Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

<sup>[2]</sup> Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF



interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

## ***Informations relatives aux parties liées***

Les parties liées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Charente Périgord sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, ainsi que les principaux dirigeants du groupe. Les Caisses Locales souscrivent auprès de la Caisse Régionale des NEU MTN dont l'encours s'élevait à 151 350 milliers d'euros au 31/12/2025. Leurs encours de Comptes Courants Bloqués auprès de la Caisse Régionale s'élevait lui à 32 500 milliers d'euros au 31/12/2025.

La Caisse Régionale consolide également, selon la méthode de l'intégration globale (détention à 100%), ses filiales Charente Périgord Immobilier dont le capital s'élevait à 31 426 milliers d'euros au 31/12/2025 et Charente Périgord Expansion dont le capital s'élevait à 18 680 milliers d'euros au 31/12/2025.

L'ensemble de ces opérations font l'objet d'une élimination intra-groupe.

Concernant l'information relative aux parties liées que sont les principaux dirigeants, les rémunérations sont citées dans le paragraphe 7.6.

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	4.1	357 186	374 730
Intérêts et charges assimilées	4.1	(269 804)	(292 666)
Commissions (produits)	4.2	152 406	162 567
Commissions (charges)	4.2	(16 418)	(27 931)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	3 584	4 874
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		(2 670)	(1 583)
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		6 254	6 457
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	50 289	47 384
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		-	-
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		50 289	47 384
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-	(357)
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
<i>Produits des activités d'assurance</i>		-	-
<i>Charges afférentes aux activités d'assurance</i>		-	-
<i>Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance</i>		-	-
Produits des autres activités	4.7	2 893	2 084
Charges des autres activités	4.7	(2 190)	(1 525)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>277 946</b>	<b>269 160</b>
Charges générales d'exploitation	4.8	(171 268)	(169 059)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	(8 181)	(6 968)
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>98 497</b>	<b>93 133</b>
Coût du risque	4.10	(44 340)	(23 842)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>54 157</b>	<b>69 291</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	57	(29)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.14	-	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>54 214</b>	<b>69 262</b>
Impôts sur les bénéfices	4.12	(1 799)	(4 352)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	6.11	-	-
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>52 415</b>	<b>64 910</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	13.3	-	-
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>52 415</b>	<b>64 910</b>

## **RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Résultat net</b>	<b>52 415</b>	<b>64 910</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	832	(18)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	196 338	112 164
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>197 170</b>	<b>112 146</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>(6 304)</b>	<b>(3 348)</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>190 866</b>	<b>108 798</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	1 247	2 270
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>1 247</b>	<b>2 270</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>(322)</b>	<b>(588)</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>925</b>	<b>1 682</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>191 791</b>	<b>110 480</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>244 206</b>	<b>175 390</b>
Dont part du Groupe	244 206	175 390
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	110	-

## BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales	6.1	58 914	65 839
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-3.2-6.2-6.6	262 709	108 227
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		7 263	8 903
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		255 446	99 324
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	11 865	4 482
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-3.2-6.4-6.6	1 461 699	1 249 938
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		-	-
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		1 461 699	1 249 938
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.2-3.4-6.5-6.6	12 379 655	12 785 872
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		2 148 127	2 649 654
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		9 788 925	9 778 780
<i>Titres de dettes</i>		442 603	357 438
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		4 134	16 129
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	22 807	24 831
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	190 329	204 109
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11	-	-
Contrats d'assurance émis - Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif		-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence	13.2	-	-
Immeubles de placement	6.12	17 643	7 908
Immobilisations corporelles	6.13	56 478	58 683
Immobilisations incorporelles	6.13	1 519	1 519
Ecarts d'acquisition	6.14	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>14 467 752</b>	<b>14 527 537</b>

## BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales	6.1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	9 089	12 005
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		9 089	12 005
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	34 472	42 874
Passifs financiers au coût amorti		11 896 102	12 182 950
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.4-6.7	6 564 497	6 799 629
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.4-6.7	5 242 123	5 209 792
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.4-6.7	89 482	173 529
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		(15 543)	(12 010)
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	548	3
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	222 876	211 993
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11	-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-
Provisions	6.15	25 830	19 640
Dettes subordonnées	3.4-6.16	-	-
		-	-
<b>Total dettes</b>		<b>12 173 374</b>	<b>12 457 455</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>2 294 378</b>	<b>2 070 082</b>
Capitaux propres part du Groupe		<b>2 294 378</b>	<b>2 070 082</b>
Capital et réserves liées		365 891	366 905
Réserves consolidées		1 278 733	1 232 720
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		597 339	405 547
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		52 415	64 910
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>14 467 752</b>	<b>14 527 537</b>

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe										Participations ne donnant pas le contrôle					
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres	Capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capital x propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2024	249 304	1 374 403	-	-	1 623 706	(4 818)	299 885	295 067	-	1 918 773	-	-	-	-	-	1 918 768
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités	249 304	1 374 403	-	-	1 623 706	(4 818)	299 885	295 067	-	1 918 773	-	-	-	-	-	1 918 768
Augmentation / Réduction de capital	(6 673)	-	-	-	(6 673)	-	-	-	-	(6 673)	-	-	-	-	-	(6 673)
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2024	-	(13 219)	-	-	(13 219)	-	-	-	-	(13 219)	-	-	-	-	-	(13 219)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	(4 020)	-	-	(4 020)	-	-	-	-	(4 020)	-	-	-	-	-	(4 020)
Mouvements liés aux paiements en actions	-	170	-	-	170	-	-	-	-	170	-	-	-	-	-	170
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	(6 673)	(17 069)	-	-	(23 742)	-	-	-	-	(23 742)	-	-	-	-	-	(23 742)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	20	-	-	20	1 682	108 798	110 480	-	110 500	-	-	-	-	-	110 500
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	64 910	64 910	-	-	-	-	-	64 910
Autres variations	-	(359)	-	-	(359)	-	-	-	-	(359)	-	-	-	-	-	(359)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	242 631	1 356 995	-	-	1 599 625	(3 136)	408 683	405 547	64 910	2 070 082	-	-	-	-	-	2 070 077
Affectation du résultat 2024	-	64 911	-	-	64 911	-	-	-	(64 910)	1	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	242 631	1 421 906	-	-	1 664 536	(3 136)	408 683	405 547	-	2 070 083	-	-	-	-	-	2 070 077
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025 Retraités	242 631	1 421 906	-	-	1 664 536	(3 136)	408 683	405 547	-	2 070 083	-	-	-	-	-	2 070 077
Augmentation / Réduction de capital	(1 014)	-	-	-	(1 014)	-	-	-	-	(1 014)	-	-	-	-	-	(1 014)
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2025	-	(12 551)	-	-	(12 551)	-	-	-	-	(12 551)	-	-	-	-	-	(12 551)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	(6 495)	-	-	(6 495)	-	-	-	-	(6 495)	-	-	-	-	-	(6 495)
Mouvements liés aux paiements en actions	-	258	-	-	258	-	-	-	-	258	-	-	-	-	-	258
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	(1 014)	(18 788)	-	-	(19 802)	-	-	-	-	(19 802)	-	-	-	-	-	(19 802)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	(107)	-	-	(107)	925	190 866	191 791	-	191 684	-	-	-	-	-	191 684
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	(110)	-	-	(110)	-	110	110	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2025	-	-	-	-	-	-	-	-	52 415	52 415	-	-	-	-	-	52 415
Autres variations	-	4	-	-	4	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	4
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	241 617	1 403 015	-	-	1 644 631	(2 211)	599 549	597 338	52 415	2 294 384	-	-	-	-	-	2 294 378

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.

## ***TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE***

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>54 214</b>	<b>69 262</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		8 187	6 963
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.15	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		45 601	24 341
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités d'investissement		(57)	29
Résultat net des activités de financement		697	3 396
Autres mouvements		(765)	(7 232)
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>		<b>53 663</b>	<b>27 497</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		135 677	(128 537)
Flux liés aux opérations avec la clientèle		(20 706)	167 620
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		(325 469)	(145 475)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		13 921	(17 873)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts versés		(5 899)	(596)
<b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>		<b>(202 476)</b>	<b>(124 861)</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>		<b>(94 599)</b>	<b>(28 102)</b>
<b>Flux liés aux participations</b>		(15 958)	(15 524)
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>		(6 154)	(5 975)
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>		<b>(22 112)</b>	<b>(21 499)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires</b>		(13 057)	(19 979)
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>		(8 797)	(57 770)
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>		<b>(21 854)</b>	<b>(77 749)</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>		-	-
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)</b>		<b>(138 565)</b>	<b>(127 350)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>		<b>498 089</b>	<b>625 439</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		65 839	68 315
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		432 250	557 124
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>		<b>359 524</b>	<b>498 089</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		58 914	65 839
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		300 610	432 250
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>		<b>(138 565)</b>	<b>(127 350)</b>

\* Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

\*\* Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).



# NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## 1 **Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.**

### 1.1 Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2025 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en)

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2024.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2025.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1 <sup>ère</sup> application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
<b>IAS 21 / IFRS 1</b> Absence de convertibilité	<b>01/01/2025</b>	<b>Non</b>

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

### **Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2025 non encore appliquées par le Groupe**

- **IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers**

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, adoptés le 27 mai 2025 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI. Bien que cet amendement soit rétroactif, le Groupe ne prévoit

pas que des instruments avec clauses ESG existants avant le 1er janvier 2026 en viennent à échouer au test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles à compter de la date d'application.

## **Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025**

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2025 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2025.

### **• IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers**

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. Le Groupe n'appliquera pas cette nouvelle norme de manière anticipée.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Elle inclut également de nouvelles exigences en matière d'agrégation et de désagrégation des informations financières en fonction des rôles identifiés des états financiers principaux et des notes.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

## **Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe**

<b>Normes, Amendements ou Interprétations</b>	<b>Date de publication</b>	<b>Effet significatif potentiel pour le Groupe</b>
<b>IAS 7</b> Classification des flux de trésorerie liés aux appels de variation de marge sur les contrats « collatéralisés au marché »	<b>04/12/2024</b>	<b>Non</b>
<b>IAS 38</b> Reconnaissance des actifs incorporels résultant d'engagements liés au climat	<b>20/03/2025</b>	<b>Non</b>
<b>IFRS 9 / IFRS 17 / IFRS 15 / IAS 37</b> Garanties émises sur les obligations d'autres entités	<b>20/03/2025</b>	<b>Non</b>
<b>IFRS 15</b> Reconnaissance des revenus provenant des frais de scolarité	<b>20/03/2025</b>	<b>Non</b>

IAS 29 Evaluation des indicateurs des économies hyperinflationnistes	11/07/2025	Non
---	------------	-----

## 1.2 Principes et méthodes comptables

### ➤ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation ;

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les passifs des contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de *stock-options* ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

## ➤ Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

### ✓ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de l'atteinte de cibles ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après.

Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

### ✓ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

#### • Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

- Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

## ✓ **Actifs financiers**

- Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ;  
ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

### ○ Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le *modèle « Collecte »* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le *modèle « Collecte et Vente »* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle *« Autre / Vente »* dont l'objectif principal est de céder les actifs. Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et

du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	

#### ❖ Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

#### ❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

#### ❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

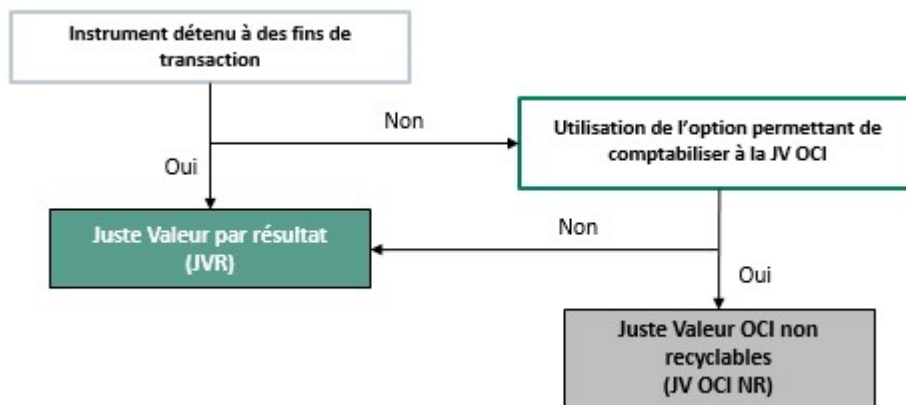
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

- Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.





#### ❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

#### ❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

#### • Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan du cédant . Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

- **Décomptabilisation des actifs financiers**

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif. L'implication continue correspond à la portion de l'actif qui continue d'être exposée aux variations de valeur de l'actif transféré.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

- **Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)**

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

✓ **Passifs financiers**

- **Classement et évaluation des passifs financiers**

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

❖ Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

❖ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.15 « Provisions ».

- Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

- Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

- Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

#### ✓ **Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers**

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

#### ✓ **Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit**

- Champ d'application

Conformément à IFRS 9, la *Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord* comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "*ECL*") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Facteurs et Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

- Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1<sup>ère</sup> étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), la *Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord* comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois.
- 2<sup>ème</sup> étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la *Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord* comptabilise les pertes attendues à maturité.
- 3<sup>ème</sup> étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la *Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord* comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *Stage 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *Stage 2*, puis en *Stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

- Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;

- *la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord* estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

- La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue

prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« *Loss Given Default* » ou « *LGD* »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stages 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations;
  - au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.
- Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (*Forward Looking Central*) ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).
- 

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage 1* à *Stage 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur

l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

2. Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

- a. **Un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.
- b. **Trois critères absolus.** Le Groupe a défini :
  - ⇒ Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.
  - ⇒ Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (Forward Looking) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.
  - ⇒ Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :



- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution ;
- l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'une ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêté, seront classés en Stage 1 et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Stage 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

- Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage 3* aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

#### ✓ Instruments financiers dérivés

- Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

- La comptabilité de couverture

- Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.
  - Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;

- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

✓ **Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de

passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord retient des cours *mid-price* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent

être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord utilise des modèles standards, et des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

#### ✓ **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

#### ✓ **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;

- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

#### ✓ **Engagements de financement et garanties financières donnés**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risques de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

#### ➤ **Provisions (dont IAS 37)**

*La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord* identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.



Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat)
- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.15 « Provisions ».

## ➤ **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;

- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

#### ✓ **Avantages à court terme**

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés. Ces avantages sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel.

#### ✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

- Régimes à prestations définies

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportées aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le coût des services passés, généré lors de la modification ou de la réduction d'un régime, est comptabilisé immédiatement en résultat au moment où intervient la modification ou la réduction de régime.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique « Provisions ». Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ».

- **Régimes à cotisations définies**

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

- ✓ **Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

#### ✓ **Indemnités de cessation d'emploi**

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

#### ➤ **Impôts sur le résultat (IAS 12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés soient évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Il convient ainsi de considérer un maintien du taux d'IS en France à 25,83% pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés au 31 décembre 2025.

#### ✓ **Impôts exigibles**

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (recupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

#### ✓ **Impôts différés**

Certaines opérations réalisées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
  - La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
  - La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.
  - Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values

latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

- Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

### ✓ **Risques fiscaux**

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % par l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

### ➤ **Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)**

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	20 à 30 ans
Second œuvre	10 à 20 ans
Installations techniques	10 ans
Agencements	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

### ➤ Opérations en devises (IAS 21)

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

### ➤ **Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)**

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
- a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.



- b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

### ➤ Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

#### **Contrats de location dont le Groupe est bailleur**

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location-financement, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location. Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

#### **Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans.

Dans le cadre des baux commerciaux dits « 3/6/9 », le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français, à la date de début du contrat de location et la durée initiale sera ainsi généralement estimée à 6 ans, sauf situation spécifique (par exemple lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain d'exercer l'option de sortie au bout de 3 ans). La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

## ➤ **Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

### **1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)**

#### **➤ Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord

dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

### ✓ **Consolidation des Caisses régionales**

Les normes de consolidation existantes en IFRS sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de Charente-Périgord représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues par les IFRS.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de de Crédit Agricole Charente-Périgord et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

### ✓ **Notions de contrôle**

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en

pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la *Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord* détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

### ➤ Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord ;

- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les coentreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

### ➤ **Retraitements et éliminations**

Conformément à IFRS 10, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

### ➤ **Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)**

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres,

tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

## ➤ **Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3.

A la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition est hautement probable, ils sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du « goodwill complet ») ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur (méthode du « goodwill partiel »).

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

## ✓ **Ecarts d'acquisition**

- Evaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition

L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Ecarts d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

- Dépréciation des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

- Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en « Réserves consolidées » part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

✓ **Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires**



Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- Lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;
- Les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

#### ✓ **Regroupements d'entreprises sous contrôle commun**

En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe a choisi d'appliquer la norme américaine ASC 805-50, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

## **2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période**

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2025 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025 ».

#### ➤ **FCT Crédit Agricole Habitat 2025**

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement). Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

➤ **FCT Crédit Agricole Habitat 2020**

Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

### **3      *Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture***

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est assurée par le service « Contrôle permanent et central risque » qui est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

#### **3.1    Risque de crédit**

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2025, marqué par une incertitude de l'environnement économique national et international. Dans ce contexte, le Groupe a notamment revu ses prévisions macro-économiques (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du forward looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

##### ***3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période***

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

### Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	357 675	(237)	-	-	-	-	357 675	(237)	357 438
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	357 675	(237)	-	-	-	-	357 675	(237)	357 438
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	87 959	(110)	-	-	-	-	87 959	(110)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	127 423	(165)	-	-			127 423	(165)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(39 464)	56	-	-	-	-	(39 464)	56	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(1)		-		-		(1)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	445 634	(347)	-	-	-	-	445 634	(347)	445 287
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	(2 684)		-		-		(2 684)		
Au 31 décembre 2025	442 950	(347)	-	-	-	-	442 950	(347)	442 603
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

**Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<i>(en milliers d'euros)</i>									
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>158 196</b>	-	-	-	-	-	<b>158 196</b>	-	<b>158 196</b>
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total après transferts</b>	<b>158 196</b>	-	-	-	-	-	<b>158 196</b>	-	<b>158 196</b>
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>(77 069)</b>	-	-	-	-	-	<b>(77 069)</b>	-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	3 864	-	-	-			3 864	-	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(80 933)	-	-	-	-	-	(80 933)	-	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total</b>	<b>81 127</b>	-	-	-	-	-	<b>81 127</b>	-	<b>81 127</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	(1)		-		-		(1)		
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>81 126</b>	-	-	-	-	-	<b>81 126</b>	-	<b>81 126</b>

Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution

-		-		-		-		
---	--	---	--	---	--	---	--	--

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

### Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	8 641 140	(34 287)	1 116 170	(52 568)	211 359	(103 034)	9 968 669	(189 889)	9 778 780
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	(921 975)	(4 672)	868 605	7 949	53 370	(24 250)	-	(20 973)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(1 423 765)	7 502	1 423 765	(17 379)			-	(9 877)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	528 315	(12 784)	(528 315)	22 020			-	9 236	
Transferts vers Stage 3 (1)	(30 745)	624	(33 495)	3 523	64 240	(26 456)	-	(22 309)	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	4 220	(14)	6 650	(215)	(10 870)	2 206	-	1 977	
Total après transferts	7 719 165	(38 959)	1 984 775	(44 619)	264 729	(127 284)	9 968 669	(210 862)	9 757 807
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	191 493	14 041	(144 833)	(19 435)	(14 822)	(2 388)	31 838	(7 782)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	1 698 169	(5 891)	203 700	(6 863)			1 901 869	(12 754)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(1 499 321)	4 592	(348 533)	8 423	(6 092)	6 092	(1 853 946)	19 107	
Passages à perte					(8 695)	8 114	(8 695)	8 114	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	(35)	1 511	(35)	1 511	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		15 340		(20 995)		(19 299)		(24 954)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(7 355)	-	-	-	-	1 194	(7 355)	1 194	
Total	7 910 658	(24 918)	1 839 942	(64 054)	249 907	(129 672)	10 000 507	(218 644)	9 781 863
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	(2 455)		(172)		9 689		7 062		
Au 31 décembre 2025	7 908 203	(24 918)	1 839 770	(64 054)	259 596	(129 672)	10 007 569	(218 644)	9 788 925
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas de titres de dettes à la juste valeur par capitaux propres.

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur les établissements de crédit**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas de prêts et créances sur les établissements de crédits à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur la clientèle**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas de prêts et créances sur la clientèle à la juste valeur par capitaux propres.

**Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
<i>(en milliers d'euros)</i>									
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>776 933</b>	<b>(2 956)</b>	<b>39 463</b>	<b>(2 267)</b>	<b>3 748</b>	<b>(1 517)</b>	<b>820 144</b>	<b>(6 740)</b>	<b>813 404</b>
<b>Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre</b>	<b>(44 350)</b>	<b>265</b>	<b>43 938</b>	<b>(348)</b>	<b>412</b>	<b>(105)</b>	-	(188)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(58 865)	569	58 865	(782)			-	(213)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	14 841	(308)	(14 841)	420			-	112	
Transferts vers Stage 3 (1)	(543)	7	(225)	16	768	(232)	-	(209)	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	217	(3)	139	(2)	(356)	127	-	122	
<b>Total après transferts</b>	<b>732 583</b>	<b>(2 691)</b>	<b>83 401</b>	<b>(2 615)</b>	<b>4 160</b>	<b>(1 622)</b>	<b>820 144</b>	<b>(6 928)</b>	<b>813 216</b>
<b>Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>75 986</b>	<b>316</b>	<b>(3 295)</b>	<b>(2 160)</b>	<b>905</b>	<b>(683)</b>	<b>73 596</b>	<b>(2 527)</b>	
Nouveaux engagements donnés (2)	445 760	(1 135)	24 251	(956)			470 011	(2 091)	
Extinction des engagements	(369 771)	1 170	(27 550)	979	-	-	(397 321)	2 149	
Passages à perte					(3)	-	(3)	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		280		(2 183)		(684)		(2 587)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(3)	1	4	-	908	1	909	2	
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>808 569</b>	<b>(2 375)</b>	<b>80 106</b>	<b>(4 775)</b>	<b>5 065</b>	<b>(2 305)</b>	<b>893 740</b>	<b>(9 455)</b>	<b>884 285</b>

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

**Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

(en milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	280 631	(517)	2 574	(528)	4 848	(2 802)	288 053	(3 847)	284 206
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	(7 441)	2	7 337	(449)	104	-	-	(447)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(8 312)	96	8 312	(588)			-	(492)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	871	(94)	(871)	139			-	45	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	(114)	1	114	(2)	-	(1)	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	10	(1)	(10)	2	-	1	
Total après transferts	273 190	(515)	9 911	(977)	4 952	(2 802)	288 053	(4 294)	283 759
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	(25 802)	286	(2 247)	701	9 547	(4 372)	(18 502)	(3 385)	
Nouveaux engagements donnés (2)	15 927	(347)	-	-			15 927	(347)	
Extinction des engagements	(41 729)	426	(2 247)	62	(594)	493	(44 570)	981	
Passages à perte					(621)	621	(621)	621	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		206		640		(5 486)		(4 640)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	1	-	(1)	10 762	-	10 762	-	
Au 31 décembre 2025	247 388	(229)	7 664	(276)	14 499	(7 174)	269 551	(7 679)	261 872

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.



### 3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

#### **Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)**

	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>131 469</b>	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7 263	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	124 206	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>11 865</b>	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>143 334</b>	-	-	-	-	-

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>78 022</b>	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8 903	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	69 119	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>4 482</b>	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>82 504</b>	-	-	-	-	-

## Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(en milliers d'euros)						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	10 312 654	-	2 821 079	729 484	3 796 989	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	129 924	-	41 556	8 538	50 717	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	81 126	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	9 788 925	-	2 821 079	729 484	3 796 989	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	129 924	-	41 556	8 538	50 717	-
Titres de dettes	442 603	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	10 312 654	-	2 821 079	729 484	3 796 989	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	129 924	-	41 556	8 538	50 717	-

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(en milliers d'euros)						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	10 294 414	-	2 868 356	694 235	3 662 454	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	108 325	-	34 350	6 903	44 482	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	158 196	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	9 778 780	-	2 868 356	694 235	3 662 454	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	108 325	-	34 350	6 903	44 482	-
Titres de dettes	357 438	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	10 294 414	-	2 868 356	694 235	3 662 454	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	108 325	-	34 350	6 903	44 482	-

### **Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement**

	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	261 872	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	7 325	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	884 285	-	44 949	50 750	146 511	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 760	-	278	1 973	905	-
<b>Total</b>	<b>1 146 157</b>	<b>-</b>	<b>44 949</b>	<b>50 750</b>	<b>146 511</b>	<b>-</b>
dont : engagements provisionnés en date de clôture	10 085	-	278	1 973	905	-

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	284 206	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 046	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	813 404	-	51 277	38 459	74 456	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 231	-	90	207	868	-
<b>Total</b>	<b>1 097 610</b>	<b>-</b>	<b>51 277</b>	<b>38 459</b>	<b>74 456</b>	<b>-</b>
dont : engagements provisionnés en date de clôture	4 277	-	90	207	868	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

#### **3.1.3 Actifs financiers modifiés**

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit").

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

	2025		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
<i>(en milliers d'euros)</i>			
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	-	-	-
Valeur comptable brute avant	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	-	719	7 329
Valeur comptable brute avant	-	719	7 364
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	(35)
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-
Valeur comptable brute avant	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
<i>(en milliers d'euros)</i>	
<b>Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période</b>	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	-
<b>Total</b>	-

### 3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

#### Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques - Risques de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole le seuil de probabilité de défaut à 1 an de la clientèle de détail est passé de 20 à 15% au 31.12.2025.

## **Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

		Au 31 décembre 2025						
		Valeur comptable						
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	4 819 633	(1 797)	669 674	(3 000)	-	-	5 484 510
	0,5% < PD ≤ 2%	629 627	(2 643)	297 527	(5 151)	-	-	919 360
	2% < PD ≤ 15%	302 168	(6 319)	387 093	(18 491)	-	-	664 451
	15% < PD < 100%	-	-	110 063	(11 771)	-	-	98 292
	PD = 100%	-	-	-	-	164 043	(70 205)	93 838
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>5 751 428</b>	<b>(10 759)</b>	<b>1 464 357</b>	<b>(38 413)</b>	<b>164 043</b>	<b>(70 205)</b>	<b>7 260 451</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	1 725 887	(2 704)	44 072	(538)	-	-	1 766 717
	0,6% < PD < 12%	954 964	(11 802)	273 797	(15 589)	-	-	1 201 370
	12% ≤ PD < 100%	-	-	57 544	(9 514)	-	-	48 030
	PD = 100%	-	-	-	-	95 553	(59 467)	36 086
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>2 680 851</b>	<b>(14 506)</b>	<b>375 413</b>	<b>(25 641)</b>	<b>95 553</b>	<b>(59 467)</b>	<b>3 052 203</b>
<b>Total</b>		<b>8 432 279</b>	<b>(25 265)</b>	<b>1 839 770</b>	<b>(64 054)</b>	<b>259 596</b>	<b>(129 672)</b>	<b>10 312 654</b>

		Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	5 300 478	(2 712)	120 906	(833)	-	-	5 417 839
	0,5% < PD ≤ 2%	817 629	(5 487)	291 299	(5 269)	-	-	1 098 172
	2% < PD ≤ 20%	363 015	(8 440)	338 670	(26 522)	-	-	666 723
	20% < PD < 100%	-	-	17 445	(2 592)	-	-	14 853
	PD = 100%	-	-	-	-	142 415	(62 610)	79 805
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>6 481 122</b>	<b>(16 639)</b>	<b>768 320</b>	<b>(35 216)</b>	<b>142 415</b>	<b>(62 610)</b>	<b>7 277 392</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	1 754 393	(3 269)	143 769	(796)	-	-	1 894 097
	0,6% < PD < 12%	921 494	(14 616)	169 247	(12 063)	-	-	1 064 062
	12% ≤ PD < 100%	-	-	34 834	(4 493)	-	-	30 341
	PD = 100%	-	-	-	-	68 944	(40 424)	28 520
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>2 675 887</b>	<b>(17 885)</b>	<b>347 850</b>	<b>(17 352)</b>	<b>68 944</b>	<b>(40 424)</b>	<b>3 017 020</b>
<b>Total</b>		<b>9 157 011</b>	<b>(34 524)</b>	<b>1 116 170</b>	<b>(52 568)</b>	<b>211 359</b>	<b>(103 034)</b>	<b>10 294 414</b>

## Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

		Au 31 décembre 2025					
		Montant de l'engagement					
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Engagements sains				Engagements provisionnés	
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)
							Total
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	358 331	(172)	13 151	(27)		371 283
	0,5% < PD ≤ 2%	47 716	(332)	9 511	(65)		56 830
	2% < PD ≤ 15%	21 920	(574)	13 862	(554)		34 654
	15% < PD < 100%			3 378	(310)		3 068
	PD = 100%					2 629	(881)
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>427 967</b>	<b>(1 078)</b>	<b>39 902</b>	<b>(956)</b>	<b>2 629</b>	<b>(881)</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	228 313	(311)	6 283	(21)		234 264
	0,6% < PD < 12%	152 289	(986)	27 370	(778)		177 895
	12% ≤ PD < 100%			6 551	(3 020)		3 531
	PD = 100%					2 436	(1 424)
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>380 602</b>	<b>(1 297)</b>	<b>40 204</b>	<b>(3 819)</b>	<b>2 436</b>	<b>(1 424)</b>
<b>Total</b>		<b>808 569</b>	<b>(2 375)</b>	<b>80 106</b>	<b>(4 775)</b>	<b>5 065</b>	<b>(2 305)</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

		Au 31 décembre 2024					
		Montant de l'engagement					
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)
							Total
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	279 383	(195)	1 264	(6)		280 446
	0,5% < PD ≤ 2%	48 892	(361)	6 391	(126)		54 796
	2% < PD ≤ 20%	29 702	(808)	8 610	(444)		37 060
	20% < PD < 100%			291	(55)		236
	PD = 100%					2 324	(876)
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>357 977</b>	<b>(1 364)</b>	<b>16 556</b>	<b>(631)</b>	<b>2 324</b>	<b>(876)</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	310 057	(460)	4 756	(95)		314 258
	0,6% < PD < 12%	108 899	(1 132)	16 418	(562)		123 623
	12% ≤ PD < 100%			1 733	(979)		754
	PD = 100%					1 424	(641)
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>418 956</b>	<b>(1 592)</b>	<b>22 907</b>	<b>(1 636)</b>	<b>1 424</b>	<b>(641)</b>
<b>Total</b>		<b>776 933</b>	<b>(2 956)</b>	<b>39 463</b>	<b>(2 267)</b>	<b>3 748</b>	<b>(1 517)</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

## Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

		Au 31 décembre 2025					
		Montant de l'engagement					
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Engagements sains				Engagements provisionnés	
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)
							Total
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	11 454	(7)	776	(23)		12 200
	0,5% < PD ≤ 2%	8 526	(8)	776	(5)		9 289
	2% < PD ≤ 15%	669	(8)	1 350	(52)		1 959
	15% < PD < 100%			138	(9)		129
	PD = 100%					472	(306)
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>20 649</b>	<b>(23)</b>	<b>3 040</b>	<b>(89)</b>	<b>472</b>	<b>(306)</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	209 200	(48)	351	(1)		209 502
	0,6% < PD < 12%	17 538	(158)	2 139	(95)		19 424
	12% ≤ PD < 100%			2 134	(91)		2 043
	PD = 100%					14 027	(6 868)
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>226 738</b>	<b>(206)</b>	<b>4 624</b>	<b>(187)</b>	<b>14 027</b>	<b>(6 868)</b>
<b>TOTAL</b>		<b>247 388</b>	<b>(229)</b>	<b>7 664</b>	<b>(276)</b>	<b>14 499</b>	<b>(7 174)</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

		Au 31 décembre 2024					
		Montant de l'engagement					
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Engagements sains				Engagements provisionnés	
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)
							Total
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	9 472	(27)	-	-		9 445
	0,5% < PD ≤ 2%	9 376	(34)	411	(101)		9 652
	2% < PD ≤ 20%	1 433	(63)	1 181	(65)		2 486
	20% < PD < 100%			147	(28)		119
	PD = 100%					333	(239)
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>20 281</b>	<b>(124)</b>	<b>1 739</b>	<b>(194)</b>	<b>333</b>	<b>(239)</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	232 985	(126)	-	-		232 859
	0,6% < PD < 12%	27 365	(267)	805	(327)		27 576
	12% ≤ PD < 100%			30	(7)		23
	PD = 100%					4 515	(2 563)
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>260 350</b>	<b>(393)</b>	<b>835</b>	<b>(334)</b>	<b>4 515</b>	<b>(2 563)</b>
<b>TOTAL</b>		<b>280 631</b>	<b>(517)</b>	<b>2 574</b>	<b>(528)</b>	<b>4 848</b>	<b>(2 802)</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

## Concentrations du risque de crédit par agent économique

### Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
<i>(en milliers d'euros)</i>														
Administration générale	355 550	(285)	2 433	(18)	118	(82)	358 101	314 632	(223)	2 514	(18)	135	(52)	317 281
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	248 728	(177)	-	-	-	-	248 728	290 739	(113)	-	-	-	-	290 739
Grandes entreprises	2 076 573	(14 044)	372 980	(25 623)	95 435	(59 385)	2 544 988	2 070 518	(17 549)	345 336	(17 334)	68 809	(40 372)	2 484 663
Clientèle de détail	5 751 428	(10 759)	1 464 357	(38 413)	164 043	(70 205)	7 379 828	6 481 122	(16 639)	768 320	(35 216)	142 415	(62 610)	7 391 857
<b>Total</b>	<b>8 432 279</b>	<b>(25 265)</b>	<b>1 839 770</b>	<b>(64 054)</b>	<b>259 596</b>	<b>(129 672)</b>	<b>10 531 645</b>	<b>9 157 011</b>	<b>(34 524)</b>	<b>1 116 170</b>	<b>(52 568)</b>	<b>211 359</b>	<b>(103 034)</b>	<b>10 484 540</b>

### Dettes envers la clientèle par agent économique

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Administration générale	55 558	39 593
Grandes entreprises	1 876 599	1 871 073
Clientèle de détail	3 309 966	3 299 126
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>5 242 123</b>	<b>5 209 792</b>

### Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
<i>(en milliers d'euros)</i>														
Administration générale	3 929	(3)	50	-	-	-	3 979	1 574	(2)	-	-	-	-	1 574
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	376 673	(1 294)	40 154	(3 819)	2 436	(1 424)	419 263	417 382	(1 590)	22 907	(1 636)	1 424	(641)	441 713
Clientèle de détail	427 967	(1 078)	39 902	(956)	2 629	(881)	470 498	357 977	(1 364)	16 556	(631)	2 324	(876)	376 857
<b>Total</b>	<b>808 569</b>	<b>(2 375)</b>	<b>80 106</b>	<b>(4 775)</b>	<b>5 065</b>	<b>(2 305)</b>	<b>893 740</b>	<b>776 933</b>	<b>(2 956)</b>	<b>39 463</b>	<b>(2 267)</b>	<b>3 748</b>	<b>(1 517)</b>	<b>820 144</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.



## Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engage ments provisio nnés (Stage 3)	Provisio ns sur engagem ents (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engage ments provisio nnés (Stage 3)	Provisio ns sur engagem ents (Stage 3) (1)	Total brut
	Engage ments soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisio ns sur engagem ents soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisio ns sur engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engage ments soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Provisio ns sur engagem ents soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisio ns sur engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
(en milliers d'euros)														
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	31	(27)	-	-	-	-	31
Grandes entreprises	226 739	(206)	4 624	(187)	14 027	(6 868)	245 390	260 319	(366)	835	(334)	4 515	(2 563)	265 669
Clientèle de détail	20 649	(23)	3 040	(89)	472	(306)	24 161	20 281	(124)	1 739	(194)	333	(239)	22 353
Total	247 388	(229)	7 664	(276)	14 499	(7 174)	269 551	280 631	(517)	2 574	(528)	4 848	(2 802)	288 053

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

## Concentrations du risque de crédit par zone géographique

### Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(en milliers d'euros)								
France (y compris DROM-COM)	8 201 128	1 824 645	259 052	10 284 825	8 931 485	1 112 714	211 011	10 255 210
Autres pays de l'Union européenne	172 876	3 844	384	177 104	141 176	1 739	179	143 094
Autres pays d'Europe	32 688	6 985	126	39 799	42 833	219	134	43 186
Amérique du Nord	20 051	1 060	-	21 111	21 044	154	-	21 198
Amériques centrale et du Sud	285	126	13	424	295	135	15	445
Afrique et Moyen-Orient	1 409	811	21	2 241	2 214	24	20	2 258
Asie et Océanie (hors Japon)	3 833	2 299	-	6 132	5 420	1 185	-	6 605
Japon	9	-	-	9	14	-	-	14
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	(25 265)	(64 054)	(129 672)	(218 991)	(34 524)	(52 568)	(103 034)	(190 126)
Total	8 407 014	1 775 716	129 924	10 312 654	9 122 487	1 063 602	108 325	10 294 414

### **Dettes envers la clientèle par zone géographique**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
France (y compris DROM-COM)	5 193 075	5 160 056
Autres pays de l'Union européenne	16 289	15 845
Autres pays d'Europe	17 708	19 148
Amérique du Nord	7 151	6 070
Amériques centrale et du Sud	1 382	871
Afrique et Moyen-Orient	2 679	4 811
Asie et Océanie (hors Japon)	3 775	2 941
Japon	64	50
Organismes supra-nationaux	-	-
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>5 242 123</b>	<b>5 209 792</b>

### **Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	807 592	80 081	5 065	<b>892 738</b>	746 286	39 443	3 748	<b>789 477</b>
Autres pays de l'Union européenne	662	14	-	<b>676</b>	30 116	3	-	<b>30 119</b>
Autres pays d'Europe	212	7	-	<b>219</b>	395	5	-	<b>400</b>
Amérique du Nord	21	3	-	<b>24</b>	19	3	-	<b>22</b>
Amériques centrale et du Sud	2	1	-	<b>3</b>	5	1	-	<b>6</b>
Afrique et Moyen-Orient	23	-	-	<b>23</b>	92	8	-	<b>100</b>
Asie et Océanie (hors Japon)	57	-	-	<b>57</b>	20	-	-	<b>20</b>
Japon	-	-	-	<b>-</b>	-	-	-	<b>-</b>
Organismes supra-nationaux	-	-	-	<b>-</b>	-	-	-	<b>-</b>
Provisions (1)	(2 375)	(4 775)	(2 305)	<b>(9 455)</b>	(2 956)	(2 267)	(1 517)	<b>(6 740)</b>
<b>Total</b>	<b>806 194</b>	<b>75 331</b>	<b>2 760</b>	<b>884 285</b>	<b>773 977</b>	<b>37 196</b>	<b>2 231</b>	<b>813 404</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(en milliers d'euros)								
France (y compris DROM-COM)	247 388	7 664	14 499	269 551	280 631	2 574	4 848	288 053
Autres pays de l'Union européenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	(229)	(276)	(7 174)	(7 679)	(517)	(528)	(2 802)	(3 847)
Total	247 159	7 388	7 325	261 872	280 114	2 046	2 046	284 206

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### 3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

#### Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

(en milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2025								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	<b>29 374</b>	<b>18 352</b>	-	<b>27 060</b>	<b>13 128</b>	-	<b>6 018</b>	<b>4 141</b>	<b>73 691</b>
Administration générale	190	3 038	-	-	-	-	-	-	36
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	200	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	12 818	3 268	-	2 190	6 171	-	1 591	253	24 024
Clientèle de détail	16 166	12 046	-	24 870	6 957	-	4 427	3 888	49 631
<b>Total</b>	<b>29 374</b>	<b>18 352</b>	-	<b>27 060</b>	<b>13 128</b>	-	<b>6 018</b>	<b>4 141</b>	<b>73 691</b>

(en milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	<b>30 546</b>	<b>15 587</b>	-	<b>23 775</b>	<b>6 705</b>	-	<b>6 635</b>	<b>5 298</b>	<b>57 652</b>
Administration générale	-	4 006	-	-	-	-	-	-	83
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	200	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	10 927	3 024	-	6 687	1 340	-	2 988	1 211	17 884
Clientèle de détail	19 419	8 557	-	17 088	5 365	-	3 647	4 087	39 685
<b>Total</b>	<b>30 546</b>	<b>15 587</b>	-	<b>23 775</b>	<b>6 705</b>	-	<b>6 635</b>	<b>5 298</b>	<b>57 652</b>

## 3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord au risque souverain sont les suivantes :

### Activité bancaire

31/12/2025  (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	2 977	2 977	73	3 050
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	23 321	23 321	593	23 914
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	5 425	5 425	12	5 437
<b>Total</b>	-	-	-	<b>31 723</b>	<b>31 723</b>	<b>678</b>	<b>32 401</b>

31/12/2024  (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine							
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	8 818	8 818	(96)	8 722
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	5 598	5 598	23	5 621
<b>Total</b>	-	-	-	<b>14 416</b>	<b>14 416</b>	<b>(73)</b>	<b>14 343</b>

### **Activité d'assurance**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas d'activité d'assurance.

### **3.3 Risque de marché**

L'information est disponible dans le Rapport de gestion.

#### ***Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle***

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

## **Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif**

	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	18	2 079	9 768	11 865
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	18	2 079	9 768	11 865
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>18</b>	<b>2 079</b>	<b>9 768</b>	<b>11 865</b>

	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	439	1 919	2 124	4 482
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	439	1 919	2 124	4 482
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>439</b>	<b>1 919</b>	<b>2 124</b>	<b>4 482</b>

## **Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif**

	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	172	15 537	18 763	34 472
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	172	15 537	18 763	34 472
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif</b>	<b>172</b>	<b>15 537</b>	<b>18 763</b>	<b>34 472</b>

	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	518	18 163	24 193	42 874
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	518	18 163	24 193	42 874
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif</b>	<b>518</b>	<b>18 163</b>	<b>24 193</b>	<b>42 874</b>

## Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	-	1 290	5 681	6 971
Instruments de devises et or	45	22	-	67
Autres instruments	5	-	58	63
Sous-total	50	1 312	5 739	7 101
Opérations de change à terme	161	1	-	162
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif</b>	<b>211</b>	<b>1 313</b>	<b>5 739</b>	<b>7 263</b>

	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	256	2 169	6 171	8 596
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	13	-	58	71
Sous-total	269	2 169	6 229	8 667
Opérations de change à terme	236	-	-	236
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif</b>	<b>505</b>	<b>2 169</b>	<b>6 229</b>	<b>8 903</b>

## Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	-	3 120	5 681	8 801
Instruments de devises et or	44	23	-	67
Autres instruments	20	-	46	66
Sous-total	64	3 143	5 727	8 934
Opérations de change à terme	155	-	-	155
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>219</b>	<b>3 143</b>	<b>5 727</b>	<b>9 089</b>

	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	607	4 883	6 209	11 699
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	41	-	33	74
Sous-total	648	4 883	6 242	11 773
Opérations de change à terme	232	-	-	232
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>880</b>	<b>4 883</b>	<b>6 242</b>	<b>12 005</b>



## Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	1 900 801	1 993 659
Instruments de devises et or	9 470	41 136
Autres instruments	504	504
<b>Sous-total</b>	<b>1 910 775</b>	<b>2 035 299</b>
Opérations de change à terme	19 234	21 719
<b>Total Notionnels</b>	<b>1 930 009</b>	<b>2 057 018</b>

Pour nous rapprocher des pratiques appliquées par les autres banques françaises, la présentation des opérations de change a évolué au 31/12/2025 :

- Au 31/12/2024, les deux jambes des dérivés de change étaient retenues dans les montants présentés dans cette annexe.
- A compter du 31/12/2025, seule la jambe représentative des engagements donnés est indiquée.

Suivant cette pratique, l'encours notionnel des options de change aurait été de 20 568 milliers d'euros et celui des opérations de change à terme de 10 858 milliers d'euros au 31/12/2024.

## Risque de change

L'information est disponible dans le Rapport de gestion.

## 3.4 Risque de liquidité et de financement

L'information est disponible dans le Rapport de gestion.

## ***Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle***

(en milliers d'euros)	31/12/2025					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	444 453	171 268	1 370 819	161 390	197	2 148 127
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	623 457	1 021 360	3 393 366	4 960 892	8 494	10 007 569
<b>Total</b>	<b>1 067 910</b>	<b>1 192 628</b>	<b>4 764 185</b>	<b>5 122 282</b>	<b>8 691</b>	<b>12 155 696</b>
<b>Dépréciations</b>						<b>(218 644)</b>
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>11 937 052</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2024					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	621 642	261 903	1 595 067	170 692	350	2 649 654
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	576 619	1 030 763	3 469 808	4 882 072	9 407	9 968 669
<b>Total</b>	<b>1 198 261</b>	<b>1 292 666</b>	<b>5 064 875</b>	<b>5 052 764</b>	<b>9 757</b>	<b>12 618 323</b>
<b>Dépréciations</b>						<b>(189 889)</b>
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>12 428 434</b>

## Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé e	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	633 806	1 140 661	2 963 859	1 826 170	1	6 564 497
Dettes envers la clientèle	3 826 114	86 307	821 081	508 621	-	5 242 123
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>4 459 920</b>	<b>1 226 968</b>	<b>3 784 940</b>	<b>2 334 791</b>	<b>1</b>	<b>11 806 620</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé e	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	523 052	1 292 656	3 117 016	1 866 901	4	6 799 629
Dettes envers la clientèle	3 850 470	155 002	512 850	691 470	-	5 209 792
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>4 373 522</b>	<b>1 447 658</b>	<b>3 629 866</b>	<b>2 558 371</b>	<b>4</b>	<b>12 009 421</b>

## Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	96	15 209	50 850	-	-	66 155
Emprunts obligataires	87	-	-	23 240	-	23 327
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>183</b>	<b>15 209</b>	<b>50 850</b>	<b>23 240</b>	<b>-</b>	<b>89 482</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	118	91 126	50 850	-	-	142 094
Emprunts obligataires	174	-	-	31 261	-	31 435
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>292</b>	<b>91 126</b>	<b>50 850</b>	<b>31 261</b>	<b>-</b>	<b>173 529</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### **Garanties financières en risque données par maturité attendue**

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(en milliers d'euros)	31/12/2025					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Garanties financières données	9 401	-	-	-	-	9 401

(en milliers d'euros)	31/12/2024					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Garanties financières données	790	-	-	-	-	790

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 « Risque de marché ».

## **3.5 Comptabilité de couverture**

(Cf. Note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques – Gestion du bilan » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

### **Couverture de juste valeur**

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

### **Couverture de flux de trésorerie**

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

### **Couverture d'un investissement net en devise**

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

## ***Instruments dérivés de couverture***

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
<b>Couverture de juste valeur</b>	11 865	31 777	1 337 407	4 482	38 758	1 263 429
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	-	2 695	100 000	-	4 116	100 000
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Total Instruments dérivés de couverture</b>	11 865	34 472	1 437 407	4 482	42 874	1 363 429

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

Le groupe Crédit Agricole a recours à des swaps de macro-couverture de juste valeur pour couvrir le risque inflation des livrets d'épargne (réglementés et non réglementés).

Le contexte actuel de taux d'intérêts et d'inflation a conduit le Gouvernement à figer, par arrêté ministériel publié le 29 juillet 2023, le taux de rémunération du Livret A à 3 % pour la période du 1er août 2023 au 31 janvier 2025, rendant la rémunération de ces produits d'épargne insensible en termes de rémunération aux variations de l'inflation et des taux d'intérêt sur cette période.

Dans ce contexte, les relations de couverture comptable par des swaps ont fait l'objet d'une déqualification comptable concernant notamment les positions courtes. A compter de la date d'application de cet arrêté ministériel, les dérivés de couverture non résiliés ont fait l'objet d'un reclassement en dérivés détenus à des fins de transaction dans la mesure où la relation de couverture a cessé.

Conformément à IAS 39.92, le stock d'écarts de réévaluation de la portion couverte du portefeuille fait l'objet d'un étalement sur la durée résiduelle de la portion couverte initialement.

Au 31 décembre 2025, le mark-to-market des dérivés de couverture ayant été déqualifiés suite à cet arrêté ministériel s'élève à 0 milliers d'euros contre 476 milliers d'euros au 31 décembre 2024. L'impact au compte de résultat de cette déqualification s'élève au 31 décembre 2025 à 0 milliers d'euros contre 427 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

### **Opérations sur instruments dérivés de couverture: analyse par durée résiduelle (notionnels)**

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	75 000	571 750	790 657	1 437 407
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	75 000	571 750	790 657	1 437 407
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	75 000	571 750	790 657	1 437 407

	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	215 000	510 706	637 723	1 363 429
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	215 000	510 706	637 723	1 363 429
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	215 000	510 706	637 723	1 363 429

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

## ➤ Couverture de juste valeur

### *Instruments dérivés de couverture*

	31/12/2025				31/12/2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	6 325	3 873	4 586	187 407	1 530	4 696	(3 858)	88 429
Taux d'intérêt	6 325	3 873	4 586	187 407	1 530	4 696	(3 858)	88 429
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	6 325	3 873	4 586	187 407	1 530	4 696	(3 858)	88 429
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	5 540	27 904	10 343	1 150 000	2 952	34 062	(8 789)	1 175 000
Total couverture de juste valeur	11 865	31 777	14 929	1 337 407	4 482	38 758	(12 647)	1 263 429

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

### Eléments couverts

Micro-couvertures	31/12/2025				31/12/2024			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé		Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	186 312	(1 095)	-	(4 485)	91 819	3 390	-	1 091
Taux d'intérêt	186 312	(1 095)	-	(4 485)	91 819	3 390	-	1 091
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif</b>	<b>186 312</b>	<b>(1 095)</b>	<b>-</b>	<b>(4 485)</b>	<b>91 819</b>	<b>3 390</b>	<b>-</b>	<b>1 091</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	(2 769)
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	(2 769)
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2 769)</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	804 490	(356)	791 075	54
<b>Total - Actifs</b>	<b>804 490</b>	<b>(356)</b>	<b>791 075</b>	<b>54</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	334 972	(515)	387 990	-
<b>Total - Passifs</b>	<b>334 972</b>	<b>(515)</b>	<b>387 990</b>	<b>-</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

### Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2025			31/12/2024		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
(en milliers d'euros)						
Taux d'intérêt	14 929	(14 771)	158	(12 647)	12 684	37
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>14 929</b>	<b>(14 771)</b>	<b>158</b>	<b>(12 647)</b>	<b>12 684</b>	<b>37</b>

### ➤ Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

#### Instruments dérivés de couverture

	31/12/2025				31/12/2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
(en milliers d'euros)								
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>								
<b>Marchés organisés et de gré à gré</b>	-	2 695	1 247	100 000	-	4 116	2 270	100 000
Taux d'intérêt	-	2 695	1 247	100 000	-	4 116	2 270	100 000
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des micro-couvertures de flux de trésorerie</b>	-	2 695	1 247	100 000	-	4 116	2 270	100 000
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de change	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des macro-couvertures de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de flux de trésorerie</b>	-	2 695	1 247	100 000	-	4 116	2 270	100 000
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-	-	-

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à l'exception de la part

inefficace de la relation de couverture qui est comptabilisée au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

### **Impacts de la comptabilité de couverture**

	31/12/2025			31/12/2024		
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)
	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	1 247	-	2	2 270	-	6
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de flux de trésorerie</b>	<b>1 247</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2 270</b>	<b>-</b>	<b>6</b>
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de flux de trésorerie et d'investissement net dans une activité à l'étranger</b>	<b>1 247</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2 270</b>	<b>-</b>	<b>6</b>

## **3.6 Risques opérationnels**

L'information est disponible dans le Rapport de gestion.

## **3.7 Gestion du capital et ratios réglementaires**

La Direction Finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et réglementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A.. A ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

**Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios réglementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques ».**

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des Risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général délégué unique en charge du Pilotage et du Contrôle de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre « Facteurs et Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.



Conformément au règlement européen (UE) 575/2013<sup>11</sup> (CRR), la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne (UE) 2013/36<sup>12</sup> et du règlement européen (UE) 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 ou *Tier 2* (T2) composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, de l'*Additional Tier 1* (AT1) et du *Tier 2* (T2). Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier.

En 2025 comme en 2024 et selon la réglementation en vigueur, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a respecté les exigences réglementaires.

---

<sup>11</sup> Tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 de juin 2019, du règlement (UE) 2020/873 de juin 2020 et du règlement (UE) 2024/1623 de juin 2024 pour les exigences réglementaires ayant une date d'application anticipée au 9 juillet 2024.

<sup>12</sup> Telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la directive (UE) 2019/878 de juin 2019 et de la directive (UE) 2024/1619 de juin 2024.

## 4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

### 4.1 Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Sur les actifs financiers au coût amorti	328 166	338 317
Opérations avec les établissements de crédit	4 573	10 834
Opérations internes au Crédit Agricole	69 432	86 188
Opérations avec la clientèle	246 706	236 114
Opérations de location-financement	-	-
Titres de dettes	7 455	5 181
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	29 020	36 413
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>357 186</b>	<b>374 730</b>
Sur les passifs financiers au coût amorti	(234 748)	(263 711)
Opérations avec les établissements de crédit	(94)	(202)
Opérations internes au Crédit Agricole	(173 005)	(185 422)
Opérations avec la clientèle	(57 459)	(66 745)
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	(4 190)	(9 277)
Dettes subordonnées	-	(2 065)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(35 032)	(28 936)
Autres intérêts et charges assimilées	(24)	(19)
<b>Charges d'intérêts (3)</b>	<b>(269 804)</b>	<b>(292 666)</b>

(1) dont 4 037 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2025 contre 4 426 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(2) dont 5 641 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2025 contre 4 874 milliers d'euros au 31 décembre 2024. [Les bonifications de l'Etat concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.]

### 4.2 Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	472	(17)	455	508	(18)	490
Sur opérations internes au Crédit Agricole	2 022	(3 208)	(1 186)	12 634	(15 695)	(3 061)
Sur opérations avec la clientèle	6 705	(1 373)	5 332	6 467	(1 058)	5 409
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	160	-	160	129	-	129
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	148	-	148	233	-	233
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	141 233	(11 756)	129 477	140 809	(11 098)	129 711
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	1 666	(64)	1 602	1 787	(62)	1 725
<b>Total Produits et charges de commissions</b>	<b>152 406</b>	<b>(16 418)</b>	<b>135 988</b>	<b>162 567</b>	<b>(27 931)</b>	<b>134 636</b>

Les charges et produits de commissions rattachent exclusivement au seul secteur opérationnel de la Caisse Régionale qui est « Banque de Proximité en France » cf. Note 5.1

### 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dividendes reçus	2 104	1 247
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	(2 635)	(1 588)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	642	2 314
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	2 845	2 461
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	468	396
Résultat de la comptabilité de couverture	160	44
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>3 584</b>	<b>4 874</b>

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>9 446</b>	<b>(9 345)</b>	<b>101</b>	<b>11 898</b>	<b>(11 895)</b>	<b>3</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	2 076	(6 561)	(4 485)	7 766	(3 905)	3 861
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	7 370	(2 784)	4 586	4 132	(7 990)	(3 858)
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>3</b>	<b>(1)</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>(2)</b>	<b>6</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	3	(1)	2	8	(2)	6
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>68 864</b>	<b>(68 807)</b>	<b>57</b>	<b>66 006</b>	<b>(65 971)</b>	<b>35</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	29 289	(39 575)	(10 286)	37 437	(28 613)	8 824
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	39 575	(29 232)	10 343	28 569	(37 358)	(8 789)
<b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>78 313</b>	<b>(78 153)</b>	<b>160</b>	<b>77 912</b>	<b>(77 868)</b>	<b>44</b>

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,...) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

#### 4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	50 289	47 384
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>50 289</b>	<b>47 384</b>

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

#### 4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Titres de dettes	-	(357)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
<b>Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Titres de dettes	-	(357)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
<b>Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b>	<b>-</b>	<b>(357)</b>
<b>Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)</b>	<b>-</b>	<b>(357)</b>

(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque »

#### 4.6 Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas de gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat.

#### 4.7 Produits (charges) nets des autres activités

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-
Produits nets des immeubles de placement	249	144
Autres produits (charges) nets	454	415
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>703</b>	<b>559</b>

## 4.8 Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Charges de personnel	(109 865)	(107 769)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(2 827)	(2 315)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(58 576)	(58 975)
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>(171 268)</b>	<b>(169 059)</b>

(1) Dont 7 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

### **Honoraires des commissaires aux comptes**

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord intégrées globalement est la suivante au titre de 2025 :

Collège des Commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord

<i>(en milliers d'euros hors taxes)</i>	<b>KPMG</b>		<b>BDO</b>		Total 2025
	2025	2024	2025	2024	
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>81</b>	<b>79</b>	<b>70</b>	<b>69</b>	<b>151</b>
Emetteur	81	79	70	69	151
<b>Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Emetteur	-	-	-	-	-
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>14</b>
Emetteur	7	7	7	6	14
<b>Total</b>	<b>88</b>	<b>86</b>	<b>77</b>	<b>75</b>	<b>165</b>

Le montant total des honoraires de KPMG, Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 88 milliers d'euros, dont 81 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord et ses filiales, et 7 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.)

Le montant total des honoraires de BDO, Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 77 milliers d'euros, dont 70 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord et ses filiales, et 7 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.)

## 4.9 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>(7 212)</b>	<b>(6 962)</b>
Immobilisations corporelles (1)	(7 212)	(6 962)
Immobilisations incorporelles	-	-
<b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>	<b>(969)</b>	<b>(6)</b>
Immobilisations corporelles	(960)	(6)
Immobilisations incorporelles	(9)	-
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>(8 181)</b>	<b>(6 968)</b>

(1) Dont 1 388 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2025 contre 1 390 milliers d'euros au 31 décembre 2024

## 4.10 Coût du risque

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)</b>	<b>(3 613)</b>	<b>(11 327)</b>
<b>Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>10 127</b>	<b>(1 635)</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	9 260	(1 795)
Engagements par signature	867	160
<b>Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>(13 740)</b>	<b>(9 692)</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(11 485)	(9 133)
Engagements par signature	(2 255)	(559)
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)</b>	<b>(40 771)</b>	<b>(12 937)</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(34 989)	(12 810)
Engagements par signature	(5 782)	(127)
<b>Autres actifs (C)</b>	<b>2</b>	<b>(2)</b>
<b>Risques et charges (D)</b>	<b>25</b>	<b>140</b>
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)= (A)+(B)+(C)+(D)</b>	<b>(44 357)</b>	<b>(24 126)</b>
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(1 164)	(861)
Récupérations sur prêts et créances	1 231	1 240
comptabilisés au coût amorti	1 231	1 240
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	(35)	-
Pertes sur engagements par signature	(14)	(29)
Autres pertes	(1)	(66)
Autres produits	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>(44 340)</b>	<b>(23 842)</b>

## 4.11 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>57</b>	<b>(29)</b>
Plus-values de cession	57	39
Moins-values de cession	-	(68)
<b>Résultat de cession sur participations consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>57</b>	<b>(29)</b>

## 4.12 Impôts

### Charge d'impôt

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Charge d'impôt courant (1) (2)	(2 496)	(6 588)
Charge d'impôt différé	697	2 236
<b>Total Charge d'impôt</b>	<b>(1 799)</b>	<b>(4 352)</b>

(1) Le montant relatif à l'impôt complémentaire estimé au titre du Pilier 2 – GloBe s'élève à 0 milliers d'euros en 2025

(2) Dont 763 milliers d'euros au titre de la contribution exceptionnelle au titre de la loi de Finance 2025 (ce montant prend en compte les modalités de répartition au sein du Groupe conformément à la convention de régime de groupe fiscal).

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 763 milliers d'euros dont 597 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

## Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2025

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	54 214	25,83%	(14 003)
Dividende régime mère fille	(45 330)		11 709
Effet des différences permanentes			1 378
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			(962)
Effet de l'imposition à taux réduit			-
Changement de taux			-
Effet des autres éléments			80
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>3,32%</b>	<b>(1 799)</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2025. La contribution exceptionnelle est présentée dans sa totalité sur la ligne « Effet des autres éléments ».

Au 31 décembre 2024

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	69 262	25,83%	(17 890)
Dividende régime mère fille	(41 347)		10 680
Effet des différences permanentes			2 207
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			(650)
Effet de l'imposition à taux réduit			217
Changement de taux			-
Effet des autres éléments			1 084
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>6,28%</b>	<b>(4 352)</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.



## 4.13 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		
<b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>	<b>1 247</b>	<b>2 270</b>
Ecart de réévaluation de la période	1 247	2 270
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>(322)</b>	<b>(588)</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>925</b>	<b>1 682</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	832	(18)
<b>Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre</b>	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables</b>	<b>196 338</b>	<b>112 164</b>
Ecart de réévaluation de la période	196 229	111 806
Transferts en réserves	110	-
Autres variations	(1)	358
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>(6 304)</b>	<b>(3 348)</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>190 866</b>	<b>108 798</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>191 791</b>	<b>110 480</b>
Dont part du Groupe	191 791	110 480
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

## 5 Informations sectorielles

### Définition des secteurs opérationnels

L'intégralité de l'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord se situe dans un seul secteur et une seule zone géographique : le secteur « Banque de proximité en France ».

Ceci implique que les ventilations par secteur d'activité ou zone géographiques ne sont pas applicables.

### 5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Non applicable à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord.

### 5.2 Information sectorielle par zone géographique

Non applicable à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord.

## 6 Notes relatives au bilan

### 6.1 Caisse, banques centrales

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	53 922	-	58 871	-
Banques centrales	4 992	-	6 968	-
Valeur au bilan	58 914	-	65 839	-

### 6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7 263	8 903
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	255 446	99 324
Instruments de capitaux propres	22 593	21 783
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	232 853	77 541
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>262 709</b>	<b>108 227</b>
Dont Titres prêtés	-	-

(1) Dont 231 180 milliers d'euros d'OPC au 31 décembre 2025 contre 75 689 milliers d'euros au 31 décembre 2024

### ***Passifs financiers à la juste valeur par résultat***

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	9 089	12 005
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>9 089</b>	<b>12 005</b>

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

### ***Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option***

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas de résultat sur option.

## **6.3 Instruments dérivés de couverture**

L'information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

## **6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>			<b>31/12/2024</b>		
	<b>Valeur au bilan</b>	<b>Gains latents</b>	<b>Pertes latentes</b>	<b>Valeur au bilan</b>	<b>Gains latents</b>	<b>Pertes latentes</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 461 699	627 037	(4 277)	1 249 938	432 182	(5 761)
<b>Total</b>	<b>1 461 699</b>	<b>627 037</b>	<b>(4 277)</b>	<b>1 249 938</b>	<b>432 182</b>	<b>(5 761)</b>

### ***Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables***

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas d'instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

### ***Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables***

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	7 404	-	-	7 201	-	-
Titres de participation non consolidés	1 454 295	627 037	(4 277)	1 242 737	432 182	(5 761)
<b>Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>1 461 699</b>	<b>627 037</b>	<b>(4 277)</b>	<b>1 249 938</b>	<b>432 182</b>	<b>(5 761)</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>		(19 483)	-		(13 394)	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>607 554</b>	<b>(4 277)</b>		<b>418 788</b>	<b>(5 761)</b>

#### Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

	31/12/2025			31/12/2024		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	2 078	-	(110)	-	-	-
<b>Total Placements dans des instruments de capitaux propres</b>	<b>2 078</b>	<b>-</b>	<b>(110)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>		-	-		-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>-</b>	<b>(110)</b>		<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

## 6.5 Actifs financiers au coût amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 148 127	2 649 654
Prêts et créances sur la clientèle	9 788 925	9 778 780
Titres de dettes	442 603	357 438
<b>Valeur au bilan</b>	<b>12 379 655</b>	<b>12 785 872</b>

## Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	80 926	157 996
<i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux</i>	75 837	152 609
<i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux</i>	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	200	200
Autres prêts et créances	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>81 126</b>	<b>158 196</b>
Dépréciations	-	-
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>81 126</b>	<b>158 196</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	227 898	282 614
Titres reçus en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	1 839 103	2 208 844
Prêts subordonnés	-	-
<b>Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>2 067 001</b>	<b>2 491 458</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 148 127</b>	<b>2 649 654</b>

## Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	2 142	1 763
Autres concours à la clientèle	9 965 360	9 930 468
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	431	429
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	8 526	9 441
Comptes ordinaires débiteurs	31 110	26 568
<b>Valeur brute</b>	<b>10 007 569</b>	<b>9 968 669</b>
Dépréciations	(218 644)	(189 889)
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>9 788 925</b>	<b>9 778 780</b>
<b>Opérations de location-financement</b>		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Dépréciations	-	-
<b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>9 788 925</b>	<b>9 778 780</b>

### **Titres de dettes**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Effets publics et valeurs assimilées	31 746	14 427
Obligations et autres titres à revenu fixe	411 204	343 248
<b>Total</b>	<b>442 950</b>	<b>357 675</b>
Dépréciations	(347)	(237)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>442 603</b>	<b>357 438</b>

## 6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

### Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2025

Nature des actifs transférés	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur (1)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur (1)	Juste valeur nette (1)			
<i>(en milliers d'euros)</i>														
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	25 465	25 465	-	-	25 465	23 327	23 327	-	-	23 268	2 197	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	25 465	25 465	-	-	25 465	23 327	23 327	-	-	23 268	2 197	-	-	-
<b>Total Actifs financiers</b>	25 465	25 465	-	-	25 465	23 327	23 327	-	-	23 268	2 197	-	-	-
<b>Opérations de location-financement</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS</b>	25 465	25 465	-	-	25 465	23 327	23 327	-	-	23 268	2 197	-	-	-

(1) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D.(d)).

## Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Nature des actifs transférés	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur (1)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur (1)	Juste valeur nette (1)			
<i>(en milliers d'euros)</i>														
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>35 144</b>	<b>35 144</b>	-	-	<b>35 097</b>	<b>31 435</b>	<b>31 435</b>	-	-	<b>31 282</b>	<b>3 815</b>	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	35 144	35 144	-	-	35 097	31 435	31 435	-	-	31 282	3 815	-	-	-
<b>Total Actifs financiers</b>	<b>35 144</b>	<b>35 144</b>	-	-	<b>35 097</b>	<b>31 435</b>	<b>31 435</b>	-	-	<b>31 282</b>	<b>3 815</b>	-	-	-
<b>Opérations de location-financement</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS</b>	<b>35 144</b>	<b>35 144</b>	-	-	<b>35 097</b>	<b>31 435</b>	<b>31 435</b>	-	-	<b>31 282</b>	<b>3 815</b>	-	-	-

(1) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D.(d)).



## Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens d'IFRS 7. En effet, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

### **Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2025**

Au titre de l'exercice, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

### **Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024**

Au titre de l'exercice, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

## 6.7 Passifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	6 564 497	6 799 629
Dettes envers la clientèle	5 242 123	5 209 792
Dettes représentées par un titre	89 482	173 529
<b>Valeur au bilan</b>	<b>11 896 102</b>	<b>12 182 950</b>

### **Dettes envers les établissements de crédit**

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	4 253	3 928
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	2 919	2 627
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
<b>Total</b>	<b>4 253</b>	<b>3 928</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	6 560 244	6 795 701
<b>Total</b>	<b>6 560 244</b>	<b>6 795 701</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 564 497</b>	<b>6 799 629</b>

### **Dettes envers la clientèle**

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	3 520 481	3 479 510

Comptes d'épargne à régime spécial	36 456	37 808
Autres dettes envers la clientèle	1 685 186	1 692 474
Titres donnés en pension livrée	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>5 242 123</b>	<b>5 209 792</b>

### ***Dettes représentées par un titre***

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	66 155	142 094
Emprunts obligataires	23 327	31 435
Autres dettes représentées par un titre	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>89 482</b>	<b>173 529</b>

## **6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers**

### ***Compensation – Actifs financiers***

Nature des instruments financiers	31/12/2025					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
<i>(en milliers d'euros)</i>				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	19 128	-	19 128	7 605	-	11 523
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>19 128</b>	<b>-</b>	<b>19 128</b>	<b>7 605</b>	<b>-</b>	<b>11 523</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
<i>(en milliers d'euros)</i>				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	13 385	-	13 385	7 405	-	5 980
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>13 385</b>	<b>-</b>	<b>13 385</b>	<b>7 405</b>	<b>-</b>	<b>5 980</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

### ***Compensation – Passifs financiers***

Nature des instruments financiers	31/12/2025
-----------------------------------	------------

	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Dérivés (1)	43 561	-	43 561	7 605	23 710	12 246
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>43 561</b>	<b>-</b>	<b>43 561</b>	<b>7 605</b>	<b>23 710</b>	<b>12 246</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Dérivés (1)	54 879	-	54 879	7 405	38 556	8 918
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>54 879</b>	<b>-</b>	<b>54 879</b>	<b>7 405</b>	<b>38 556</b>	<b>8 918</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

## 6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Impôts courants	4 040	91
Impôts différés	18 767	24 740
<b>Total Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>22 807</b>	<b>24 831</b>
Impôts courants	546	-
Impôts différés	2	3
<b>Total Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>548</b>	<b>3</b>

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

	31/12/2025		31/12/2024	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Décalages temporaires comptables-fiscaux</b>	<b>38 175</b>	-	<b>37 803</b>	-
Charges à payer non déductibles	3 266	-	3 097	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	26 326	-	25 328	-
Autres différences temporaires	8 583	-	9 378	-
<b>Impôts différés sur réserves latentes</b>	<b>(18 626)</b>	-	<b>(11 959)</b>	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(19 484)	-	(13 394)	-
Couverture de flux de trésorerie	772	-	1 094	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	86	-	341	-
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
<b>Impôts différés sur résultat</b>	<b>(782)</b>	<b>2</b>	<b>(1 104)</b>	<b>3</b>
<b>Total Impôts différés</b>	<b>18 767</b>	<b>2</b>	<b>24 740</b>	<b>3</b>

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

### ***Positions fiscales incertaines et contrôles fiscaux***

Nous n'avons pas de positions fiscales incertaines au 31/12/2025.

## **6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers**

### ***Comptes de régularisation et actifs divers***

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
<b>Autres actifs</b>	<b>124 015</b>	<b>129 101</b>
Comptes de stocks et emplois divers	1 366	1 602
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-
Débiteurs divers (1)	122 629	127 474
Comptes de règlements	19	24
Capital souscrit non versé	1	1
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>66 314</b>	<b>75 008</b>
Comptes d'encaissement et de transfert	12 695	21 806
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	3
Produits à recevoir	48 549	48 244
Charges constatées d'avance	665	298
Autres comptes de régularisation	4 405	4 657
<b>Valeur au bilan</b>	<b>190 329</b>	<b>204 109</b>

(1) Dont 2 402 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 2 402 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.15).

## Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Autres passifs (1)</b>	<b>108 556</b>	<b>100 981</b>
Comptes de règlements	1	2
Créditeurs divers	85 028	80 620
Versements restant à effectuer sur titres	22 774	19 401
Dettes locatives	753	958
Autres	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>114 320</b>	<b>111 012</b>
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	14 026	18 965
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	9	13
Produits constatés d'avance	61 795	51 332
Charges à payer	36 853	39 110
Autres comptes de régularisation	1 637	1 592
<b>Valeur au bilan</b>	<b>222 876</b>	<b>211 993</b>

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

## 6.11 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas d'actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées.

## 6.12 Immeubles de placement

Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Valeur brute	8 655	-	10 215	(111)	-	303	19 062
Amortissements et dépréciations	(747)	-	(392)	7	-	(286)	(1 419)
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>7 908</b>	-	<b>9 823</b>	<b>(104)</b>	-	<b>17</b>	<b>17 643</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	6 546	-	2 467	(711)	-	353	8 655
Amortissements et dépréciations	(703)	-	(201)	244	-	(87)	(747)
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>5 843</b>	-	<b>2 266</b>	<b>(467)</b>	-	<b>266</b>	<b>7 908</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

## Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, s'élève à 19 062 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 8 655 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(en milliers d'euros)		31/12/2025	31/12/2024
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	-	-
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	19 062	8 655
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	-	-
<b>Valeur de marché des immeubles de placement</b>		<b>19 062</b>	<b>8 655</b>

## 6.13 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
(en milliers d'euros)							
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	149 741	-	11 465	(6 009)	-	(303)	154 894
Amortissements et dépréciations	(91 058)	-	(8 184)	548	-	277	(98 416)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>58 683</b>	<b>-</b>	<b>3 281</b>	<b>(5 461)</b>	<b>-</b>	<b>(26)</b>	<b>56 478</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	1 522	-	-	-	-	-	1 522
Amortissements et dépréciations	(3)	-	-	-	-	-	(3)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 519</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 519</b>

	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
(en milliers d'euros)							
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	145 094	-	9 726	(4 726)	-	(353)	149 741
Amortissements et dépréciations	(85 637)	-	(6 963)	1 455	-	87	(91 058)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>59 457</b>	<b>-</b>	<b>2 763</b>	<b>(3 271)</b>	<b>-</b>	<b>(266)</b>	<b>58 683</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	1 522	-	-	-	-	-	1 522
Amortissements et dépréciations	(3)	-	-	-	-	-	(3)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 519</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 519</b>

## 6.14 Ecarts d'acquisition

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas de participations pour lesquelles un écart d'acquisition est constaté dans son bilan, ni pour lesquels il existe des pertes de valeur.

## 6.15 Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Risques sur les produits épargne-logement	1 964	-	58	-	(297)	-	-	1 725
Risques d'exécution des engagements par signature	10 587	-	38 600	(621)	(31 430)	-	-	17 134
Risques opérationnels	455	-	260	(46)	(427)	-	-	242
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	2 632	-	2 028	(1 810)	(57)	-	(875)	1 918
Litiges divers	-	-	-	-	-	-	-	-
Participations	80	-	584	-	(583)	-	-	80
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	3 922	-	2 011	(918)	(284)	-	-	4 731
<b>TOTAL</b>	<b>19 640</b>	<b>-</b>	<b>43 541</b>	<b>(3 395)</b>	<b>(33 078)</b>	<b>-</b>	<b>(875)</b>	<b>25 830</b>

(1) Dont 951 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 766 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement	2 658	-	-	-	(693)	-	-	1 964
Risques d'exécution des engagements par signature	11 136	-	25 650	(1 075)	(25 124)	-	-	10 587
Risques opérationnels	1 016	-	257	(457)	(361)	-	-	455
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	2 588	-	1 763	(1 618)	(46)	-	(57)	2 632
Litiges divers	141	-	-	-	(141)	-	-	-
Participations	119	-	-	-	(40)	-	-	80
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	2 752	-	2 023	(742)	(109)	-	-	3 922
<b>TOTAL</b>	<b>20 410</b>	<b>-</b>	<b>29 693</b>	<b>(3 892)</b>	<b>(26 514)</b>	<b>-</b>	<b>(57)</b>	<b>19 640</b>

(1) Dont 1 559 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 823 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

### ➤ Provision épargne-logement :

#### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	171 817	190 062
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	428 531	550 432
Ancienneté de plus de 10 ans	271 076	289 215
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>871 424</b>	<b>1 029 709</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>133 676</b>	<b>144 092</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>1 005 100</b>	<b>1 173 801</b>

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2025 pour les données au 31 décembre 2025 et à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024.

### **Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement	5 387	3 996
Comptes épargne-logement	1 696	1 349
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>7 083</b>	<b>5 345</b>

### **Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	234	341
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	766	1 244
Ancienneté de plus de 10 ans	605	317
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>1 605</b>	<b>1 902</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>120</b>	<b>63</b>
<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>1 725</b>	<b>1 965</b>

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord avait décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant comptes d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes au Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

### **➤ Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique**

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.



Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds de Résolution Unique (FRU) en application de l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU (Conseil de Résolution Unique) appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de maintenir les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés.

Ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 2 402 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 402 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.10).

Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

## **6.16 Dettes subordonnées**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord ne détient pas de dettes subordonnées au 31/12/2025 et au 31/12/2024.

## **6.17 Capitaux propres**

### ***Composition du capital au 31 décembre 2025***

La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du Conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse régionale		Nombre de titres au 01/01/2025	Nombre de titres souscrits	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2025
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>		<b>25 913 293</b>	<b>304 336</b>	<b>304 336</b>	<b>25 913 293</b>
	Dont part du Public	10 016 330		304 336	9 711 994
	Dont part CL	192 770	304 336		497 106
	Dont part Sacam Mutualisation	15 704 193			15 704 193
<b>Parts sociales</b>		<b>36 903 479</b>			<b>36 903 479</b>
	Dont part 48 CL	36 903 298			36 903 298
	Dont 18 administrateurs de la CR	180			180
	Dont Sacam Mutualisation	1			1
	Dont Autres				
<b>Total</b>		<b>62 816 772</b>	<b>304 336</b>	<b>304 336</b>	<b>62 816 772</b>

La valeur nominale des titres est de 1,53 euros (CCA et parts sociales de la Caisse Régionale) et de 1,53€ pour les parts sociales des Caisses Locales. Le montant total du capital est de 96 110 milliers d'euros.

### **Rémunération par titre de capital**

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord sont composés de parts sociales, de CCI (le cas échéant) et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur

rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Au titre de l'exercice 2025, le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 02/04/2026 le paiement d'une rémunération accordée aux CCA et parts sociales de 0,26 euros par CCA et un intérêt de 5,36% par part sociale sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Année de rattachement	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2022	0,29	0,04
2023	0,28	0,06
2024	0,27	0,07
Prévu 2025	0,26	0,08

### **Dividendes payés au cours de l'exercice**

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 12 551 milliers d'euros en 2025 contre 13 219 milliers d'euros en 2024.

### ***Affectation du résultat et fixation du dividende 2025***

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2025 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord du 02/04/2026.

Le texte de la résolution est le suivant :

Conformément à l'article R 512-11 du Code monétaire et financier, l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de répartir, ainsi que suit, les excédents de l'exercice 2025 :

<i>Proposition d'affectation du résultat 2025 (en milliers d'euros)</i>	Résultat à affecter	Résultat conservé	Résultat distribué
<b>Résultat comptable après IS</b>	<b>53 929</b>		
<b>Total à affecter :</b>	<b>53 929</b>		
Affectation			
Réserves spéciales Loi Mécénat		2	
Intérêts aux parts aux Caisses Locales			3 027
Rémunération des CCA détenus par SACAM Mutualisation			4 083
Rémunération des CCA détenus par les Caisses Locales			129
Rémunération des CCA des autres détenteurs			2 525
Réserve légale		33 122	
Autres réserves		11 041	
<b>TOTAUX</b>	<b>53 929</b>	<b>44 165</b>	<b>9 764</b>

## **6.18 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle**

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Caisse, banques centrales	58 914	-	-	-	-	58 914
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	97	114	1 313	5 739	255 446	262 709
Instruments dérivés de couverture	18	-	2 079	9 768	-	11 865
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	1 461 699	1 461 699
Actifs financiers au coût amorti	1 022 539	1 204 687	4 866 509	5 277 495	8 425	12 379 655
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					4 134	4 134
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>1 081 568</b>	<b>1 204 801</b>	<b>4 869 901</b>	<b>5 293 002</b>	<b>1 729 704</b>	<b>14 178 976</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	110	109	3 143	5 727	-	9 089
Instruments dérivés de couverture	149	23	15 537	18 763	-	34 472
Passifs financiers au coût amorti	4 460 103	1 242 177	3 835 790	2 358 031	1	11 896 102
Dettes subordonnées	-	-	-	62	(62)	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					(15 543)	(15 543)
<b>Total Passifs financiers par échéance (1)</b>	<b>4 460 362</b>	<b>1 242 309</b>	<b>3 854 470</b>	<b>2 382 583</b>	<b>(15 604)</b>	<b>11 924 120</b>

	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Caisse, banques centrales	65 839	-	-	-	-	65 839
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	342	163	2 169	6 229	99 324	108 227
Instruments dérivés de couverture	-	439	1 919	2 124	-	4 482
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	1 249 938	1 249 938
Actifs financiers au coût amorti	1 160 933	1 302 737	5 166 927	5 145 518	9 757	12 785 872
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					16 129	16 129
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>1 227 114</b>	<b>1 303 339</b>	<b>5 171 015</b>	<b>5 153 871</b>	<b>1 375 148</b>	<b>14 230 487</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	721	159	4 883	6 242	-	12 005
Instruments dérivés de couverture	-	518	18 163	24 193	-	42 874
Passifs financiers au coût amorti	4 373 814	1 538 784	3 680 716	2 589 632	4	12 182 950
Dettes subordonnées	-	-	-	62	(62)	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					(12 010)	(12 010)
<b>Total Passifs financiers par échéance (1)</b>	<b>4 374 535</b>	<b>1 539 461</b>	<b>3 703 762</b>	<b>2 620 129</b>	<b>(12 068)</b>	<b>12 225 819</b>

(1) Dont 52 223 milliers d'euros de dettes rattachées en 2025 contre 54 236 milliers d'euros en 2024

## 7 Avantages au personnel et autres rémunérations

### 7.1 Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements (1)	(61 309)	(59 907)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(6 973)	(6 906)
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(1 574)	(1 490)
Autres charges sociales	(22 487)	(21 930)
Intéressement et participation	(8 011)	(8 415)
Impôts et taxes sur rémunération	(9 511)	(9 121)
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>(109 865)</b>	<b>(107 769)</b>

(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 251 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 252 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Dont médailles du travail pour 52 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre - 85 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

### 7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2025	31/12/2024
France	1 328	1 361
Étranger	-	-
<b>Total</b>	<b>1 328</b>	<b>1 361</b>

### 7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

## 7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

### Variation dette actuarielle

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Dette actuarielle au 31/12/N-1</b>	<b>24 820</b>	-	<b>24 820</b>	<b>24 089</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	1 761	-	1 761	1 836
Coût financier	817	-	817	759
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	(91)	-	(91)	34
Prestations versées (obligatoire)	(1 542)	-	(1 542)	(1 990)
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	(391)	-	(391)	454
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	(519)	-	(519)	(362)
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>24 855</b>	-	<b>24 855</b>	<b>24 820</b>

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

### Détail de la charge comptabilisée au résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	1 761	-	1 761	1 836
Charge/produit d'intérêt net	70	-	70	(154)
<b>Impact en compte de résultat à la clôture</b>	<b>1 831</b>	-	<b>1 831</b>	<b>1 682</b>

### Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture</b>	<b>5 858</b>	-	<b>5 858</b>	<b>5 840</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	78	-	78	(74)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	(391)	-	(391)	454
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	(519)	-	(519)	(362)
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture</b>	<b>5 026</b>	-	<b>5 026</b>	<b>5 858</b>

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

### Variation de juste valeur des actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Juste valeur des actifs à l'ouverture</b>	<b>22 978</b>	-	<b>22 978</b>	<b>22 657</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	747	-	747	688
Gains/(pertes) actuariels	(78)	-	(78)	74
Cotisations payées par l'employeur	1 720	-	1 720	1 515
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	(91)	-	(91)	34
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	(1 542)	-	(1 542)	(1 990)
<b>Juste valeur des actifs à la clôture</b>	<b>23 734</b>	-	<b>23 734</b>	<b>22 978</b>

### Variation de juste valeur des droits à remboursement

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Juste valeur des droits à remboursement à l'ouverture</b>	-	-	-	-
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêts sur les droits à remboursement (produit)	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels	-	-	-	-
Cotisations payées par l'employeur	-	-	-	-
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-	-	-	-
<b>Juste valeur des droits à remboursement à la clôture</b>	-	-	-	-

### Position nette

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>24 855</b>	-	<b>24 855</b>	<b>24 820</b>
Impact de la limitation d'actifs	(15)	-	(15)	(15)
Juste valeur des actifs fin de période	(23 734)	-	(23 734)	(22 978)
<b>Position nette (passif) / actif à la clôture</b>	<b>(1 108)</b>	-	<b>(1 108)</b>	<b>(1 827)</b>

## Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

	31/12/2025		31/12/2024	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Taux d'actualisation (1)	3,79%	0,00%	3,38%	0,00%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2,40%	0,00%	2,14%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	1,50%	0,00%	1,50%	0,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres (à détailler)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

## Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1)

	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Actions	20,90%	4 970	-	0,00%	-	-	20,90%	4 970	-
Obligations	70,30%	16 687	-	0,00%	-	-	70,30%	16 687	-
Immobilier	0,00%	-		0,00%	-		0,00%	-	
Autres actifs	8,80%	2 077		0,00%	-		8,80%	2 077	

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -6,16 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6,77 %.

## 7.5 Autres avantages sociaux

Les provisions constituées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 1 918 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2025.

## 7.6 Paiements à base d'actions

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas de plan de Stock-Options ou d'accord dont le paiement serait fondé sur des actions.

## 7.7 Rémunérations de dirigeants

La rémunération globale des dirigeants et administrateurs du Conseil de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord, au titre de l'exercice 2025, s'élève à 3 702 milliers d'euros dont 2 278 milliers d'euros pour la rémunération à court terme, la différence concerne la rémunération postérieure à l'emploi.



## 8 Contrats de location

### 8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles détenues en propre	55 724	57 709
Droits d'utilisation des contrats de location	754	974
<b>Total Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>56 478</b>	<b>58 683</b>

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation et de dette locative sur ces contrats.

#### Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est preneur de nombreux actifs dont des bureaux et des agences.

Les informations relatives aux contrats dont la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est preneur sont présentés ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
<b>Immobilier</b>							
Valeur brute	2 510	-	125	(338)	-	-	2 297
Amortissements et dépréciations	(1 536)	-	(244)	246	-	(9)	(1 543)
<b>Total Immobilier</b>	<b>974</b>	<b>-</b>	<b>(119)</b>	<b>(92)</b>	<b>-</b>	<b>(9)</b>	<b>754</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute		-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations		-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>974</b>	<b>-</b>	<b>(119)</b>	<b>(92)</b>	<b>-</b>	<b>(9)</b>	<b>754</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilier</b>							
Valeur brute	2 001	-	509	-	-	-	2 510
Amortissements et dépréciations	(1 286)	-	(250)	-	-	-	(1 536)
<b>Total Immobilier</b>	<b>715</b>	<b>-</b>	<b>259</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>974</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute		-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations		-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>715</b>	<b>-</b>	<b>259</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>974</b>

## Echéancier des dettes locatives

(en milliers d'euros)	31/12/2025			Total Dettes locatives
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Dettes locatives</b>	<b>230</b>	<b>364</b>	<b>159</b>	<b>753</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2024			Total Dettes locatives
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Dettes locatives</b>	<b>230</b>	<b>541</b>	<b>187</b>	<b>958</b>

## Détail des charges et produits de contrats de location

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charges d'intérêts sur dettes locatives	(23)	(19)
<b>Total Intérêts et charges assimilées (PNB)</b>	<b>(23)</b>	<b>(19)</b>
Charges relatives aux contrats de location court terme	(972)	(618)
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-	-
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	-	-
<b>Total Charges générales d'exploitation</b>	<b>(972)</b>	<b>(618)</b>
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	(244)	(251)
<b>Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>(244)</b>	<b>(251)</b>
<b>Total Charges et produits de contrats de location</b>	<b>(1 239)</b>	<b>(888)</b>

## Montants des flux de trésorerie de la période

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location</b>	<b>(987)</b>	<b>(881)</b>

## 8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Les autres contrats de location sont classés en location simple.

## Produits de contrats de location

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Location-financement</b>	-	-
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-	-
Produits des paiements de loyers variables	-	-
<b>Location simple</b>	<b>708</b>	<b>289</b>
Produits locatifs	708	289

## 9 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

### Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 163 291</b>	<b>1 108 197</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>893 740</b>	<b>820 144</b>
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	893 740	820 144
<b>Engagements de garantie</b>	<b>269 551</b>	<b>288 053</b>
Engagements d'ordre des établissements de crédit	-	31
Engagements d'ordre de la clientèle	269 551	288 022
<b>Engagements sur titres</b>	-	-
Titres à livrer	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>6 300 104</b>	<b>6 211 416</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>7 000</b>	<b>11 291</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	7 000	11 291
Engagements reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>6 293 104</b>	<b>6 200 125</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	419 994	460 674
Engagements reçus de la clientèle	5 873 110	5 739 451
<b>Engagements sur titres</b>	-	-
Titres à recevoir	-	-

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » restent éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

## ***Instruments financiers remis et reçus en garantie***

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)</b>		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	2 963 628	3 010 305
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	-	-
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	-	-
<b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>	<b>2 963 628</b>	<b>3 010 305</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>		
Autres dépôts de garantie	-	-
<b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	37 221	38 979
Titres vendus à découvert	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>	<b>37 221</b>	<b>38 979</b>

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

## ***Créances apportées en garantie***

Au cours de l'année 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a apporté 2 963 628 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 3 010 305 milliers d'euros en 2024. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a apporté notamment :

- 791 219 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 822 572 milliers d'euros en 2024 ;
- 98 314 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 88 547 milliers d'euros en 2024 ;
- 2 074 095 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 2 099 186 milliers d'euros en 2024.

## ***Garanties détenues et actifs reçus en garantie***

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 0 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024, et des valeurs reçues en garantie ou en nantissement, pour un montant de 37 221 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 38 979 milliers d'euros au 31 décembre 2024, les garanties détenues par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord.

## **10 Reclassements d'instruments financiers**

### **Principes retenus par le groupe Crédit Agricole**

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord.

Reclassements effectués par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas opéré en 2025 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

## **11 Juste valeur des instruments financiers**

**La juste valeur** est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'*exit price*").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de

cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

### **11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti**

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la valeur de marché de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2025. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations

en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

### ***Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan***

	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
<b>Prêts et créances</b>	<b>11 937 052</b>	<b>11 781 230</b>	-	<b>2 149 194</b>	<b>9 632 036</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 148 127	2 148 126	-	2 148 126	-
Prêts et créances sur la clientèle	9 788 925	9 633 104	-	1 068	9 632 036
Titres de dettes	442 603	445 100	434 861	10 239	-
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>12 379 655</b>	<b>12 226 330</b>	<b>434 861</b>	<b>2 159 433</b>	<b>9 632 036</b>

	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
<b>Prêts et créances</b>	<b>12 428 434</b>	<b>12 359 812</b>	-	<b>2 651 609</b>	<b>9 708 203</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 649 654	2 649 652	-	2 649 652	-
Prêts et créances sur la clientèle	9 778 780	9 710 160	-	1 957	9 708 203
Titres de dettes	357 438	339 584	330 422	9 162	-
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>12 785 872</b>	<b>12 699 396</b>	<b>330 422</b>	<b>2 660 771</b>	<b>9 708 203</b>

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à 4,13 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 16,13 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de 149,19 millions d'euros au 31 décembre 2025.

***Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan***

	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Dettes envers les établissements de crédit	6 564 497	6 564 421	-	6 564 421	-
Dettes envers la clientèle	5 242 123	5 212 204	-	5 175 748	36 456
Dettes représentées par un titre	89 482	89 118	17 868	71 250	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>11 896 102</b>	<b>11 865 743</b>	<b>17 868</b>	<b>11 811 419</b>	<b>36 456</b>

	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Dettes envers les établissements de crédit	6 799 629	6 799 584	-	6 799 584	-
Dettes envers la clientèle	5 209 792	5 180 561	-	5 142 753	37 808
Dettes représentées par un titre	173 529	172 132	31 282	140 850	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>12 182 950</b>	<b>12 152 277</b>	<b>31 282</b>	<b>12 083 187</b>	<b>37 808</b>

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à 15,54 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 28,14 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de - 14,82 millions d'euros au 31 décembre 2025.



## 11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

**Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).**

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

### ***Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation***

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

## Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>7 263</b>	-	<b>7 263</b>	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	7 263	-	7 263	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)</b>	<b>255 446</b>	<b>73 469</b>	<b>125 856</b>	<b>56 121</b>
<i><b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b></i>	<b>22 593</b>	-	-	<b>22 593</b>
<i><b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b></i>	<b>232 853</b>	<b>73 469</b>	<b>125 856</b>	<b>33 528</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	380	-	-	380
Titres de dettes	232 473	73 469	125 856	33 148
<i><b>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</b></i>	-	-	-	-
<i><b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b></i>	-	-	-	-
<i><b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b></i>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 461 699</b>	-	<b>1 403 425</b>	<b>58 274</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 461 699	-	1 403 425	58 274
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>11 865</b>	-	<b>11 865</b>	-
<b>Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>1 736 273</b>	<b>73 469</b>	<b>1 548 409</b>	<b>114 395</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

(1) Le montant des OPCVM s'élève à 231 180 milliers d'euros au 31/12/2025 :

- 73 470 milliers d'euros classé en niveau 1
- 125 856 milliers d'euros classé en niveau 2
- 31 854 milliers d'euros classé en niveau 3

	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>8 903</b>	-	<b>8 903</b>	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	8 903	-	8 903	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)</b>	<b>99 324</b>	<b>22 562</b>	<b>19 994</b>	<b>56 768</b>
<i><b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b></i>	<b>21 783</b>	-	-	<b>21 783</b>
<i><b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b></i>	<b>77 541</b>	<b>22 562</b>	<b>19 994</b>	<b>34 985</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	355	-	-	355
Titres de dettes	77 186	22 562	19 994	34 630
<i><b>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</b></i>	-	-	-	-
<i><b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b></i>	-	-	-	-
<i><b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b></i>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 249 938</b>	-	<b>1 195 852</b>	<b>54 086</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 249 938	-	1 195 852	54 086
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>4 482</b>	-	<b>4 482</b>	-
<b>Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>1 362 647</b>	<b>22 562</b>	<b>1 229 231</b>	<b>110 854</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

(1) Le montant des OPCVM s'élève à 75 102 milliers d'euros au 31/12/2024 :

- 22 562 milliers d'euros classé en niveau 1
- 19 994 milliers d'euros classé en niveau 2
- 32 546 milliers d'euros classé en niveau 3

## **Passifs financiers valorisés à la juste valeur**

	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>9 089</b>	-	<b>9 089</b>	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	9 089	-	9 089	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>34 472</b>	-	<b>34 472</b>	-
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>43 561</b>	-	<b>43 561</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>12 005</b>	-	<b>12 005</b>	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	12 005	-	12 005	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>42 874</b>	-	<b>42 874</b>	-
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>54 879</b>	-	<b>54 879</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

## ***Changements de modèles de valorisation***

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas effectué de transferts.

### ***Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3***

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord valorise selon le modèle de niveau 3 les FPCI, les certificats d'association du FGDR et les titres de participations non-côtés.

## Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

### Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>110 854</b>	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	2 042	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	(640)	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	2 682	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	4 293	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	(2 794)	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2025</b>	<b>114 395</b>	-	-	-	-	-	-

Tableau 2 sur 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
	Actions et autres titres à revenu variable et titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes
(en milliers d'euros)									
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>21 783</b>	-	<b>355</b>	<b>34 630</b>	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	614	-	25	(1 279)	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	614	-	25	(1 279)	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	546	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	(350)	-	-	(203)	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2025</b>	<b>22 593</b>	-	<b>380</b>	<b>33 148</b>	-	-	-	-	-

Tableau 3 sur 3	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments dérivés de couverture
(en milliers d'euros)			
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>54 086</b>	-	-
Gains /pertes de la période (1)	2 682	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	2 682	-	-
Achats de la période	3 747	-	-
Ventes de la période	(2 241)	-	-
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-
Transferts	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2025</b>	<b>58 274</b>	-	-

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	<b>2 042</b>
Comptabilisés en résultat	(640)
Comptabilisés en capitaux propres	2 682

### **Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas de passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3.

### ***Analyse de sensibilité des instruments financiers valorisés sur un modèle de valorisation de niveau 3***

Le fait de modifier une ou plusieurs des données d'entrées non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'entraîne pas de variation importante.

## **11.3 Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord n'a pas de marge à l'origine.

## **12 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025**

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Charente Périgord, des 48 Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées (liste ci-dessous), du FCT Crédit Agricole Habitat Compartiment CR et des deux filiales Charente

Périgord Immobilier et Charente Périgord Expansion ; ses comptes sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

Caisse locale	Civilité Pres	Prénom Président	Nom Président	Adresse CL	COMMUNE CL	Parts de C.R
AIGRE	Madame	Camille	MERCIER	AVENUE DU 8 MAI	AIGRE	1,49%
2 B	Monsieur	Jean-Luc	MARRAUD	40 BOULEVARD CHANZY	BARBEZIEUX	3,77%
BLANZAC	Monsieur	Stéphane	MOREAU	1 ROUTE DE BROSSACBlanzac-Porcheresse	COTEAUX DU BLANZACAIS	1,54%
LACS	Monsieur	Stephane	DUPUY	24 PLACE DE LA CROIX BLANCHE Blanche	CHABANAIS	2,57%
SUD CHARENTE	Madame	Brigitte	GUGLIEMINI	3 RUE DE BARBEZIEUX	CHALAIS	1,73%
COGNACAIS	Madame	Valérie	GERGAUD-BODIN	61-65 AVENUE VICTOR HUGO	COGNAC	7,13%
CONFOLENS	Monsieur	Léon	KOCKEN	15 AVENUE DE LA LIBERATION	CONFOLENS	2,44%
JARNAC	Monsieur	Olivier	PREVOTEAU	7 RUE DES MOINES	JARNAC	2,39%
BONNIEURE-TARDOIRE	Monsieur	Olivier	COGULET	BOULEVARD DU 11 NOVEMBRE	LA ROCHEFOUCAULD EN ANGOUMOIS	3,72%
MANSLE	Madame	Claudine	DANIAU	29 RUE GRANGE DU CHAPITRE	MANSLE LES FONTAINES	1,34%
MONTBRON	Monsieur	Pierre	AUPY	PLACE DE L HOTEL DE VILLE	MONTBRON	1,68%
MONTMOREAU	Madame	Nathalie	FAYOUX	ROUTE D ANGOULEME	MONTMOREAU	1,26%
ROUILLAC	Madame	Siham	ZAQUI	57 AVENUE JEAN MONNET	ROUILLAC	1,99%
NORD CHARENTE	Madame	Marie-Claude	DEMON	28 RUE DE L HOPITAL	RUFFEC	2,96%
ST-AMANT DE BOIXE	Madame	Corinne	BENCHEIKH-GUILLEMETEAU	11 PLACE DU DR FEUILLET	MONTIGNAC CHARENTE	1,17%
LAVALETTE	Monsieur	Yannick	GLANGETAS	29 AVENUE DES MAISONS BLANCHES	VILLEBOIS LAVALETTE	1,52%
ANGOUMOISINE	Madame	Aurelie	DESCHAMPS	27 RUE GOSCINNY	ANGOULEME	4,84%
VAL CHARENTE	Monsieur	Laurent	DUBOIS	1 BOULEVARD GAMBETTA	CHATEAUNEUF SUR CHARENTE	2,42%
SOYAUX	Madame	Aurélié	DELAGE	54 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	SOYAUX	1,22%
LA COURONNE	Madame	Sonia	POUPEAU	32 BIS RUE DE LA LIBERATION	LA COURONNE	1,00%
RUELLE	Madame	Murielle	DEZIER	RUE JOLIOT CURIE	MAGNAC SUR TOUVRE	1,81%
BERGERAC EN PERIGORD	Monsieur	Joël	LAJONIE	PLACE LOUIS DE LA BARDONNIE	BERGERAC	7,13%
PERIGUEUX	Monsieur	Eric	VIGNE	17 BOULEVARD MONTAIGNE	PERIGUEUX	4,84%
RIBERAC	Monsieur	Paul	BELLE	5-7 PLACE NATIONALE	RIBERAC	1,46%
SARLAT	Monsieur	Florian	BOUCHERIE	1050 AVENUE SIMONE VEIL	SARLAT LA CANEDA	2,19%
BRANTOME	Monsieur	Laurent	TRELY	8 PLACE DU MARCHÉ	BRANTOME	1,07%
DAGLAN	Monsieur	Jean Marie	LORENTE	QUARTIER DU PONT	DAGLAN	1,01%
MONTIGNAC	Madame	Anne	ROGER	2 PLACE DU DOCTEUR RAFFARIN	MONTIGNAC-LASCAUX	1,23%
VILLEFRANCHE-MONTPON	Monsieur	Thierry	FOURCAUD	PLACE CLEMENCEAU	MONTPON-MENESTROL	1,43%
MUSSIDAN-VILLAMBLARD	Monsieur	Yannick	DEVIER	17 RUE JEAN JAURES	MUSSIDAN	1,64%
DE LA TOUR AUX COUTEAUX	Madame	Brigitte	MOREAU COMBEAU	12 AVENUE JULES FERRY	NONTRON	1,69%
TERRASSON	Monsieur	Olivier	MARTY	PLACE VOLTAIRE	TERRASSON LAVILLEDIEU	2,33%
Ô PERIGORD	Monsieur	Jean-Yves	PORCHERIE	5 RUE JULES THEULIER	THIVIER	2,64%
VERGT	Monsieur	Charlie	DENIS	GRAND RUE	VERGT	1,03%
EYMET	Monsieur	Lionel	SIMONET	44 BOULEVARD NATIONAL	EYMET	0,99%
CONFLUENT DORDOGNE VEZERE	Monsieur	Frédéric	DUPONT	PLACE LEOPOLD SALME	LE BUGUE	2,07%
ROUTES DE LA NOIX ET DE LA POMME	Madame	Valérie	JOFFRE	6 PLACE DU CHÂTEAU	EXCIDEUIL	2,50%
MAREUIL	Monsieur	Bruno	DAUPHIN	PLACE DU MARCHÉ	MAREUIL EN PERIGORD	0,87%
DEUX RIVES	Madame	Carole	BIARD	40 RUE GABRIEL PERI	LALUNDE	1,70%
PERIGORD BLANC	Madame	Sylvie	LAVAUD	RUE VIVIANI	ST ASTIER	1,90%
VELINES	Monsieur	Bernard	TIRARD-BOIS	8 RUE E TRICOCHÉ	PORT SAINTE FOY ET PONCHAPT	2,04%
SAUGNAC	Madame	Corinne	CHAUMEIL	PLACE DU CHAMP DE MARS	SAUGNAC EYVIGNES	0,91%
THENON	Monsieur	Patrick	ALEMP	5 PLACE BERNARD GRAND	THENON	1,01%
TRELISSAC	Madame	Florence	TRONCHE	18 RUE DES SAUGES	TRELISSAC	1,05%
BASTIDES ET BESSEDE	Madame	Véronique	DELREL	21 PLACE D ARMES	BELVES	1,73%
VERTEILLAC	Madame	Virginie	MECHAUSSE	49 RUE CAMILLE MERLAUD	VERTEILLAC	0,92%
SIGOULES	Monsieur	Philippe	BEYLAT	4 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	GARDONNE	1,63%
ST-AULAYE	Monsieur	Jacques	VILMIN	AVENUE DU PERIGORD	LA ROCHE CHALAIS	1,00%

## Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

## 12.1 Information sur les filiales

### 12.1.1 Restrictions sur les entités contrôlées

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord ne se trouve pas dans les cas où :

- elle ne contrôle pas une autre entité, même si elle en détient plus de la moitié des droits de vote ;
- elle contrôle une autre entité, même si elle en détient moins de la moitié des droits de vote.

Il n'existe pas de dispositions réglementaires, légales ou contractuelles limitant la capacité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord.



### 12.1.2 Soutiens aux entités structurées contrôlées

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord n'a accordé aucun soutien financier aux entités structurées consolidées au 31 décembre 2025 ni au 31 décembre 2024.

### 12.1.3 Opérations de titrisation et fonds dédiés

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 370,8 millions d'euros aux FCT.

## 12.2 Participations ne donnant pas le contrôle

La Caisse Régionale de la Crédit Agricole Charente-Périgord n'est pas concernée par l'étendue des intérêts détenus par les participations significatives ne donnant pas le contrôle.

## 12.3 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation	Méthode de consolidation	Modification de périmètre	Implantation (Siege social)	Type d'entité et nature du contrôle	% de contrôle		% d'intérêt	
					31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Caisse Régionale	Intégration Globale		France	Mère Contrôle exclusif	100%	100%	100%	100%
Caisses Locales	Intégration Globale		France	Mère Contrôle exclusif	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2020 compartiment CR		Sortie du périmètre	France	Entité structurée contrôlée Contrôle exclusif	0%	100%	0%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2022 compartiment CR	Intégration Globale		France	Entité structurée contrôlée Contrôle exclusif	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2024 compartiment CR	Intégration Globale		France	Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2025 compartiment CR	Intégration Globale	Création	France	Entité structurée contrôlée Contrôle exclusif	100%	0%	100%	0%
Charente Périgord Immobilier	Intégration Globale		France	Filiale Contrôle exclusif	100%	100%	100%	100%
Charente Périgord Expansion	Intégration Globale		France	Filiale Contrôle exclusif	100%	100%	100%	100%

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts

(analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

## 13 Participations et entités structurées non consolidées

### 13.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 21 178 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 19 738 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

#### 13.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2025	31/12/2024	
SCI LAGORA (2)	France	100,00%	100,00%	Caractère non significatif
CREDIT AGRICOLE CHARENTE PERIGORD COGNAC PORTAGE	France	100,00%	100,00%	Caractère non significatif
CREDIT AGRICOLE CHARENTE PERIGORD ACCOMPAGNEMENTS DES TRANSITIONS	France	100,00%	100,00%	Caractère non significatif
CREDIT AGRICOLE CHARENTE PERIGORD PRODUCTION D'ENERGIES VERTES	France	100,00%	100,00%	Caractère non significatif
CONCEPTION INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIES FUTURES (1)	France	0,00%	22,03%	Caractère non significatif
SCI CADUCIMMO (2)	France	0,00%	41,23%	Caractère non significatif
BISCOTTERIE LA CHANTERACOISE (1)	France	22,50%	22,50%	Caractère non significatif
LES OMBRAGES (2)	France	25,00%	25,00%	Caractère non significatif
WAB	France	21,25%	21,25%	Caractère non significatif
PEV 1.1 (3)	France	100,00%	100,00%	Caractère non significatif
LES OMBRIERES DE SOYAUX (3)	France	100,00%	100,00%	Caractère non significatif
AGIRENERGY (4)	France	0,00%	50,00%	Caractère non significatif
PERIGORD AGRIVOLTAISME (4)	France	25,00%	25,00%	Caractère non significatif
ENERGIES CHARENTE (4)	France	26,19%	26,19%	Caractère non significatif
ARTEMISIA IMMOBILIER (2)	France	30,00%	30,00%	Caractère non significatif
PERGAUD DEV (2)	France	23,72%	0,00%	Caractère non significatif
ALPHEE7 (2)	France	49,00%	0,00%	Caractère non significatif

(1) Titres de participation détenus par Charente Périgord Expansion

(2) Titres de participation détenus par Charente Périgord Immobilier

(3) Titres de participation détenus par Charente Périgord Production d'Energies Vertes

(4) Titres de participation détenus par Charente Périgord Accompagnement des transitions

### 13.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidés	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres (1)	Résultat du dernier
		31/12/2025	31/12/2024		
ORECO (2)	France	11,09%	11,09%	NC	NC
SEM 24 PERIGORD ENERGIES (2)	France	18,35%	18,35%	NC	NC
IMMOBILIERE CHARENTE (3)	France	18,97%	18,97%	NC	NC

(1) Non communiqué

(2) Titres de participation détenus par Charente Périgord Expansion

(3) Titres de participation détenus par Charente Périgord Immobilier

## 13.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

### Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

#### Fonds de placement

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

## Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, l'implication de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord dans les tableaux ci-dessous :

	31/12/2025															
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
(en milliers d'euros)																
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	165 261	165 261	-	165 261	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	165 261	165 261	-	165 261	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-			-	-			-	-			-	-			-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-			-	-			-	-			-	-			-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés		-	-	-		-	-	-		-	-	-		-	-	-
Engagements de financement		-	-	-		-	-	-		-	-	-		-	-	-
Engagements de garantie		-	-	-		-	-	-		-	-	-		-	-	-
Autres		-	-	-		-	-	-		-	-	-		-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature		-	-	-		-	-	-		-	-	-		-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	11 231 834	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

	31/12/2024															
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Expositio n nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
(en milliers d'euros)																
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	12 378	12 378	-	12 378	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	12 378	12 378	-	12 378	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-			-	-			-	-			-	-			-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-			-	-			-	-			-	-			-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés		-	-		-	-	-	-		-	-	-		-	-	-
Engagements de financement		-	-		-	-	-	-		-	-	-		-	-	-
Engagements de garantie		-	-		-	-	-	-		-	-	-		-	-	-
Autres		-	-		-	-	-	-		-	-	-		-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature		-	-		-	-	-	-		-	-	-		-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	673 839	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

### ***Exposition maximale au risque de perte***

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (*credit default swap*) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

### ***14 Événements postérieurs au 31 décembre 2025***

Aucun évènement postérieur à la clôture de nature à avoir un impact significatif sur les comptes n'est à signaler.

# 3. COMPTES INDIVIDUELS

Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord

En date du 30 Janvier 2026 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 2 Avril 2026

## SOMMAIRE

<b>BILAN AU 31 DECEMBRE 2025 .....</b>	<b>234</b>
<b>HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2025.....</b>	<b>236</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025 .....</b>	<b>237</b>
<b>NOTE 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE .....</b>	<b>238</b>
<b>NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES .....</b>	<b>243</b>
<b>NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE .....</b>	<b>260</b>
<b>NOTE 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE.....</b>	<b>261</b>
<b>NOTE 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE.....</b>	<b>262</b>
<b>NOTE 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES .....</b>	<b>265</b>
<b>NOTE 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE .....</b>	<b>267</b>
<b>NOTE 8 ACTIONS PROPRES .....</b>	<b>268</b>
<b>NOTE 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS .....</b>	<b>268</b>
<b>NOTE 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF.....</b>	<b>269</b>
<b>NOTE 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE .....</b>	<b>269</b>
<b>NOTE 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE .....</b>	<b>269</b>
<b>NOTE 13 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE .....</b>	<b>270</b>
<b>NOTE 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS.....</b>	<b>270</b>

<b>NOTE 15 PROVISIONS.....</b>	<b>271</b>
<b>NOTE 16 EPARGNE LOGEMENT .....</b>	<b>272</b>
<b>NOTE 17 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES.....</b>	<b>273</b>
<b>NOTE 18 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE .....</b>	<b>275</b>
<b>NOTE 19 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (AVANT REPARTITION) .....</b>	<b>275</b>
<b>NOTE 20 COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES .....</b>	<b>276</b>
<b>NOTE 21 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS .....</b>	<b>277</b>
<b>NOTE 22 TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES.....</b>	<b>277</b>
<b>NOTE 23 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES .....</b>	<b>277</b>
<b>NOTE 24 OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES.....</b>	<b>278</b>
<b>NOTE 25 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME.....</b>	<b>279</b>
<b>NOTE 26 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES.....</b>	<b>281</b>
<b>NOTE 27 ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE .....</b>	<b>282</b>
<b>NOTE 28 ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIEES.....</b>	<b>282</b>
<b>NOTE 29 ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL .....</b>	<b>282</b>
<b>NOTE 30 OPERATIONS DE DESENDETTEMENT DE FAIT ET DE TITRISATION .....</b>	<b>282</b>
<b>NOTE 31 COMPENSATION DES EMPRUNTS DE TITRES ET DE L'EPARGNE CENTRALISEE .....</b>	<b>282</b>
<b>NOTE 32 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES.....</b>	<b>283</b>
<b>NOTE 33 REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES.....</b>	<b>283</b>
<b>NOTE 34 PRODUIT NET DES COMMISSIONS .....</b>	<b>284</b>
<b>NOTE 35 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION.....</b>	<b>284</b>
<b>NOTE 36 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES.....</b>	<b>285</b>
<b>NOTE 37 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE .....</b>	<b>285</b>



<b><u>NOTE 38 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION .....</u></b>	<b><u>286</u></b>
<b><u>NOTE 39 COUT DU RISQUE .....</u></b>	<b><u>287</u></b>
<b><u>NOTE 40 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES.....</u></b>	<b><u>288</u></b>
<b><u>NOTE 41 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS.....</u></b>	<b><u>288</u></b>
<b><u>NOTE 42 IMPOT SUR LES BENEFICES .....</u></b>	<b><u>288</u></b>
<b><u>NOTE 43 INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES.....</u></b>	<b><u>289</u></b>
<b><u>NOTE 44 EXEMPTION D'ETABLIR DES COMPTES CONSOLIDES .....</u></b>	<b><u>289</u></b>
<b><u>NOTE 45 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION.....</u></b>	<b><u>289</u></b>
<b><u>NOTE 46 AFFECTATION DES RESULTATS .....</u></b>	<b><u>290</u></b>
<b><u>NOTE 47 IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS .....</u></b>	<b><u>290</u></b>
<b><u>NOTE 48 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES .....</u></b>	<b><u>290</u></b>

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

### ACTIF

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		<b>206 573</b>	<b>276 885</b>
Caisse, banques centrales		58 914	65 839
Effets publics et valeurs assimilées	5	32 424	14 354
Créances sur les établissements de crédit	3	115 235	196 692
<b>OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE</b>	3	<b>2 067 000</b>	<b>2 491 458</b>
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	4	<b>9 837 370</b>	<b>9 812 304</b>
<b>OPERATIONS SUR TITRES</b>		<b>639 568</b>	<b>412 202</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	428 277	354 463
Actions et autres titres à revenu variable	5	211 291	57 739
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>		<b>970 281</b>	<b>946 266</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	852 424	832 657
Parts dans les entreprises liées	6-7	61 274	55 681
Immobilisations incorporelles	7	25	34
Immobilisations corporelles	7	56 558	57 894
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE</b>			
<b>ACTIONS PROPRES</b>	8		
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>		<b>210 782</b>	<b>221 198</b>
Autres actifs	9	134 219	136 003
Comptes de régularisation	9	76 563	85 195
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>13 931 574</b>	<b>14 160 313</b>

## PASSIF

	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<i>(En milliers d'euros)</i>			
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		<b>39 334</b>	<b>43 564</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	11	39 334	43 564
<b>OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE</b>	<b>11</b>	<b>6 571 830</b>	<b>6 806 693</b>
<b>COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE</b>	<b>12</b>	<b>5 246 108</b>	<b>5 213 537</b>
<b>DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE</b>	<b>13</b>	<b>66 155</b>	<b>142 094</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>		<b>235 801</b>	<b>223 159</b>
Autres passifs	14	111 163	102 523
Comptes de régularisation	14	124 638	120 636
<b>PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES</b>		<b>299 123</b>	<b>299 265</b>
Provisions	15-16-17	114 421	105 401
Dettes subordonnées	18	184 702	193 864
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)</b>		<b>103 500</b>	<b>106 500</b>
<b>CAPITAUX PROPRES HORS FRBG</b>	<b>19</b>	<b>1 369 723</b>	<b>1 325 501</b>
Capital souscrit		96 110	96 110
Primes d'émission		124 274	124 274
Réserves		1 095 400	1 047 685
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement		10	10
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		53 929	57 422
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>13 931 574</b>	<b>14 160 313</b>

## HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		<b>1 165 108</b>	<b>1 111 578</b>
Engagements de financement	26	893 739	822 910
Engagements de garantie	26	269 550	288 052
Engagements sur titres	26	1 819	616
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		<b>3 349 685</b>	<b>3 250 630</b>
Engagements de financement	26	7 000	11 291
Engagements de garantie	26	3 340 866	3 238 723
Engagements sur titres	26	1 819	616

Les opérations de change hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 24 et 25.

## COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025

	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>(En milliers d'euros)</b>			
Intérêts et produits assimilés	32	330 089	345 281
Intérêts et charges assimilées	32	-254 567	-273 270
Revenus des titres à revenu variable	33	53 163	49 998
Commissions (produits)	34	152 455	162 928
Commissions (charges)	34	-16 404	-27 917
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	35	667	414
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	36	2 610	2 115
Autres produits d'exploitation bancaire	37	3 604	1 359
Autres charges d'exploitation bancaire	37	-1 517	-964
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>270 100</b>	<b>259 944</b>
Charges générales d'exploitation	38	-170 539	-168 434
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-7 405	-7 256
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>92 156</b>	<b>84 254</b>
Coût du risque	39	-42 139	-22 727
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>50 017</b>	<b>61 527</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	40	2 126	1 455
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>52 143</b>	<b>62 982</b>
Résultat exceptionnel	41		
Impôts sur les bénéfices	42	-1 214	-5 560
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		3 000	
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>53 929</b>	<b>57 422</b>

## **NOTE 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

### **1.1 Cadre juridique et financier**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est une société coopérative à capital variable régie par les articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord, 48 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 63,49 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 36,51 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### **1.2 Relations internes au Crédit Agricole**

#### **➤ Mécanismes financiers internes**

L'appartenance de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

- Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

- Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et

solidaire, compte et plan d'épargne-logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

- Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

- Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

➤ **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au

réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive UE 2014/59 (dite *Bank Recovery and Resolution Directive* « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un fonds de résolution bancaire unique. La directive UE 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procèderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres



du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2 [13]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette [14], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512 18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

---

<sup>[1]</sup> Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

<sup>[2]</sup> Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

### 1.3 Événements significatifs relatifs à l'exercice 2025

#### ***FCT Crédit Agricole Habitat 2025***

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

#### ***FCT Crédit Agricole Habitat 2020***

Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

### 1.4 Événements postérieurs à l'exercice 2025

Aucun événement postérieur à la clôture n'est de nature à avoir un impact significatif sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

## **NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les états financiers de Crédit Agricole Charente-Périgord sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

<b>Règlements / Recommandations</b>	<b>Date de 1<sup>ère</sup> application : opérations ou exercices ouverts à compter du</b>
Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)	01/01/2025
Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01/01/2025
Règlement N° 2025-01 du 7 février 2025 modifiant divers règlements de l'ANC	28/07/2025
Règlement N° 2025-02 du 4 avril 2025 relatif aux articles 48 et 95 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	28/07/2025

### **2.1 Créances et engagements par signature**

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y

compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

### **Créances saines**

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

- Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

Crédit Agricole Charente-Périgord constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Crédit Agricole Charente-Périgord applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2025, marqué par une incertitude de l'environnement économique national et international. Dans ce contexte, le Groupe a notamment revu ses prévisions macro-économiques (*Forward Looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et Crédit Agricole Charente-Périgord a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du *Forward Looking* local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

- Dégradation significative du risque de crédit

Crédit Agricole Charente-Périgord apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis

l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « *Investment Grade* » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

2. Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en *Stage 2*, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en *Stage 2*. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

a. **Un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.

b. **Trois critères absolus.** Le Groupe a défini :

- ⇒ Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en *Stage 2* pour le calcul des ECL.
- ⇒ Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (*Forward Looking*) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la

conjoncture économique.

⇒ Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en *Stage 2*.

### 3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en *Stage 2*, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (*Stage 2*).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteur ou indicateur de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont

inscrites en coût du risque.

### **Créances douteuses**

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteur(s) à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.



- **Traitement comptable des dépréciations**

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

### **Passage en perte**

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

### **Créances restructurées**

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problème d'insolvabilité ou de difficulté financière. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément

aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

## 2.2 Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

### **Titres de placement**

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

#### **Obligations et autres titres à revenu fixe**

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

#### **Actions et autres titres à revenu variable**

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie

et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

### **Titres d'investissement**

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels Crédit Agricole Charente-Périgord dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

### **Titres de l'activité de portefeuille**

Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Crédit Agricole Charente-Périgord satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêtés comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

### **Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme**

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

### **Prix de marché**

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des

transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

### **Dates d'enregistrement**

Crédit Agricole Charente-Périgord enregistre les titres classés en titres d'investissement et en titres de transaction à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

### **Pensions livrées**

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

### **Reclassement de titres**

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas opéré, en 2025, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

## **2.3 Immobilisations**

Crédit Agricole Charente-Périgord applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole Charente-Périgord, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	20 à 30 ans
Second œuvre	10 à 20 ans
Installations techniques	10 ans
Agencements	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

Enfin, les éléments dont dispose Crédit Agricole Charente-Périgord sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

## 2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## 2.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

Crédit Agricole Charente-Périgord applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées par les Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

## 2.6 Provisions

Crédit Agricole Charente-Périgord applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Crédit Agricole Charente-Périgord a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront

mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période ;

- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne règlementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

#### **Provision pour risques sur GIE d'investissement**

Afin de donner une image fidèle de ses comptes, Crédit Agricole Charente-Périgord constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de Crédit Agricole Charente-Périgord à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter Crédit Agricole Charente-Périgord au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

### **2.7 Fonds pour Risques Bancaires Généraux (F.R.B.G.)**

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par Crédit Agricole Charente-Périgord à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

### **2.8 Opérations sur les instruments financiers à terme et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

#### **Opérations de couverture**

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

#### **Opérations de marché**

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.



Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

### **Risque de contrepartie sur les dérivés**

Conformément au règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole Charente-Périgord intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - Credit Valuation Adjustment).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole Charente-Périgord.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

## **2.9 Opérations en devises**

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole Charente-Périgord a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce

risque.

## 2.10 Intégration des succursales à l'étranger

Non concerné

## 2.11 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole Charente-Périgord.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

## 2.12 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord signé avec les instances du personnel en date du 24 Juin 2024, il définit l'enveloppe globale pour l'intéressement et la participation.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

## 2.13 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

### **Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies**

Crédit Agricole Charente-Périgord a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, Crédit Agricole Charente-Périgord provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, Crédit Agricole Charente-Périgord applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2025, Crédit Agricole Charente-Périgord maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

Crédit Agricole Charente-Périgord a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent-être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

*La Caisse Régionale Charente-Périgord a externalisé une partie des engagements sociaux auprès de la compagnie d'assurance qui couvre le personnel, y compris les mandataires sociaux.*

*Afin d'assurer une couverture intégrale des engagements sociaux postérieurs à l'emploi, il a été constitué dans les comptes de la Caisse Régionale, une provision destinée à couvrir les charges relatives aux accords locaux de préretraite conclus en 1988 pour un montant de 305 milliers d'euros.*

#### **Plans de retraite – régimes à cotisations définies**

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole Charente-Périgord n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

#### **2.14 *Stock-options* et souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise**

Non concerné

#### **2.15 Charges et produits exceptionnels**

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de Crédit Agricole Charente-Périgord.

#### **2.16 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)**

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

Crédit Agricole Charente-Périgord a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, Crédit Agricole Charente-Périgord constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

### **NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE**

	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<b>(En milliers d'euros)</b>								
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et prêts :								
à vue	74 759				74 759	205	74 964	153 658
à terme (1)	73	218	1 160	38 545	39 996	75	40 071	42 834
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés				200	200		200	200
<b>Total</b>	<b>74 832</b>	<b>218</b>	<b>1 160</b>	<b>38 745</b>	<b>114 955</b>	<b>280</b>	<b>115 235</b>	<b>196 692</b>
<b>Dépréciations</b>								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>115 235</b>	<b>196 692</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	227 898				227 898		227 898	282 614
Comptes et avances à terme	135 042	170 796	1 369 659	157 565	1 833 062	6 040	1 839 102	2 208 844
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>	<b>362 940</b>	<b>170 796</b>	<b>1 369 659</b>	<b>157 565</b>	<b>2 060 960</b>	<b>6 040</b>	<b>2 067 000</b>	<b>2 491 458</b>
<b>Dépréciations</b>								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>2 067 000</b>	<b>2 491 458</b>
<b>TOTAL</b>							<b>2 182 235</b>	<b>2 688 150</b>

(1) La créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan (Cf. note 31.2 Epargne centralisée).

#### **Commentaires:**

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 200 milliers d'euros. Les créances sur les établissements de crédit ne sont pas éligibles au refinancement de la banque centrale. Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

## NOTE 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Au 31 décembre 2025, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, le montant des encours de prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés par Crédit Agricole Charente-Périgord s'élève à 44 218 milliers d'euros contre 80 589 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

### 4.1 Opérations avec la clientèle – analyse par durée résiduelle

	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Créances commerciales	2 144				2 144		2 144	1 764
Autres concours à la clientèle	559 233	1 018 767	3 375 028	4 947 779	9 900 807	32 623	9 933 430	9 886 885
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	30 974				30 974	135	31 109	26 567
<b>Dépréciations</b>							-129 313	-102 912
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>9 837 370</b>	<b>9 812 304</b>

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 1 358 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 810 542 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2025 contre 845 212 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 54 224 milliers au 31 décembre 2025 d'euros contre 57 542 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

### 4.2 Opérations avec la clientèle – Analyse par zone géographique

L'activité du Crédit Agricole Charente-Périgord en dehors de la France est non significative.

### 4.3 Opérations avec la clientèle – Encours douteux et dépréciations par zone géographique

Non concerné

### 4.4 Opérations avec la clientèle – Analyse par agents économiques

	31/12/2025					31/12/2024				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis
<i>(En milliers d'euros)</i>										
Particuliers	4 907 751	61 958	22 666	-18 857	-7 889	4 847 130	51 103	18 396	-15 385	-8 220
Agriculteurs	1 148 018	46 088	22 677	-23 170	-13 067	1 201 358	37 929	19 947	-20 738	-12 138
Autres professionnels	1 144 807	49 964	31 190	-25 737	-16 481	1 163 682	46 986	25 329	-23 885	-14 110
Clientèle financière	417 255	21 741	6 134	-18 227	-3 704	386 798	8 124	5 207	-4 850	-3 250
Entreprises	2 044 724	78 045	50 496	-42 929	-30 493	1 992 982	65 779	42 232	-37 663	-27 852
Collectivités publiques	241 038	118	118	-82	-82	259 824	136	135	-52	-52
Autres agents économiques	63 090	717	714	-311	-308	63 442	795	176	-339	-159
<b>TOTAL</b>	<b>9 966 683</b>	<b>258 631</b>	<b>133 995</b>	<b>-129 313</b>	<b>-72 024</b>	<b>9 915 216</b>	<b>210 852</b>	<b>111 422</b>	<b>-102 912</b>	<b>-65 781</b>

## **NOTE 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE**

	31/12/2025					31/12/2024
	Transactio n	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
<b>(En milliers d'euros)</b>						
Effets publics et valeurs assimilées (1) :				31 949	31 949	14 119
dont surcote restant à amortir				1 138	1 138	660
dont décote restant à amortir				-2 297	-2 297	-545
Créances rattachées				475	475	235
Dépréciations						
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>				<b>32 424</b>	<b>32 424</b>	<b>14 354</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe (2) :						
Emis par organismes publics				84 113	84 113	40 003
Autres émetteurs				341 258	341 258	312 669
dont surcote restant à amortir				973	973	1 025
dont décote restant à amortir				-8 469	-8 469	-8 601
Créances rattachées				2 906	2 906	1 791
Dépréciations						
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>				<b>428 277</b>	<b>428 277</b>	<b>354 463</b>
Actions et autres titres à revenu variable		213 953	295		214 248	59 857
Créances rattachées						
Dépréciations		-2 957			-2 957	-2 118
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>210 996</b>	<b>295</b>		<b>211 291</b>	<b>57 739</b>
<b>TOTAL</b>		<b>210 996</b>	<b>295</b>	<b>460 701</b>	<b>671 992</b>	<b>426 556</b>
Valeurs estimatives		222 178	386	441 754	664 318	417 788

(1) Crédit Agricole Charente-Périgord détient des titres de dettes souveraines de la France, de la Belgique et l'Autriche.

Pour la France, la valeur nette au bilan est de 23 649 milliers d'euros.

Pour la Belgique, la valeur nette au bilan est de 3 004 milliers d'euros.

Pour l'Autriche, la valeur nette au bilan est de 5 295 milliers d'euros.

(2) dont 3 900 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2025 et 5 400 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Il n'y a pas eu de cession de titres d'investissement intervenu avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues par le règlement ANC 2014-073.

### Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 11 181 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 10 530 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours disponible en date de clôture.

La valeur estimée des plus-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille s'élève à 91 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 325 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 686 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 609 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -16 252 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre -18 207 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant des créances représentatives des titres prêtés concernant les effets publics s'élève à 0 milliers d'euros, à 0 milliers d'euros pour les obligations et les autres titres à revenu fixe et à 0 milliers d'euros pour les actions et autres titres à revenu variable.

## 5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Administration et banques centrales (y compris Etats)	23 571	17 817
Etablissements de crédit	167 066	135 023
Clientèle financière	233 412	75 101
Collectivités locales	60 542	22 186
Entreprises, assurances et autres clientèles	155 028	162 402
Divers et non ventilés		
<b>Total en principal</b>	<b>639 619</b>	<b>412 529</b>
Créances rattachées	2 906	1 791
Dépréciations	-2 957	-2 118
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>639 568</b>	<b>412 202</b>

## 5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>				<b>31/12/2024</b>			
	<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>Effets publics et valeurs assimilées</b>	<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>Total</b>	<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>Effets publics et valeurs assimilées</b>	<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>Total</b>
Titres à revenu fixe ou variable	425 371	31 949	214 248	671 568	352 672	14 119	59 857	426 648
dont titres cotés	415 071	31 949		447 020	347 272	14 119		361 391
dont titres non cotés (1)	10 300		214 248	224 548	5 400		59 857	65 257
Créances rattachées	2 906	475		3 381	1 791	235		2 026
Dépréciations			-2 957	-2 957			-2 118	-2 118
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>428 277</b>	<b>32 424</b>	<b>211 291</b>	<b>671 992</b>	<b>354 463</b>	<b>14 354</b>	<b>57 739</b>	<b>426 556</b>

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :

- OPC français 153 415 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 118 528 milliers d'euros)
- OPC étrangers 57 876 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 57 876 milliers d'euros)

Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 211 291 milliers d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2025 s'élève à 222 563 milliers d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2025 :

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Valeur d'inventaire</b>	<b>Valeur liquidative</b>
OPC monétaires		
OPC obligataires	137 365	136 759
OPC actions		
OPC autres	73 926	85 804
<b>TOTAL</b>	<b>211 291</b>	<b>222 563</b>

### 5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute		36 759	183 105	205 507	425 371	2 906	428 277	354 463
Dépréciations								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>36 759</b>	<b>183 105</b>	<b>205 507</b>	<b>425 371</b>	<b>2 906</b>	<b>428 277</b>	<b>354 463</b>
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute			5 296	26 653	31 949	475	32 424	14 354
Dépréciations								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>			<b>5 296</b>	<b>26 653</b>	<b>31 949</b>	<b>475</b>	<b>32 424</b>	<b>14 354</b>

### 5.4 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique

	31/12/2025		31/12/2024	
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
<i>(En milliers d'euros)</i>				
France (y compris DROM-COM)	286 526		207 684	
Autres pays de l'U.E.	136 355		117 963	
Autres pays d'Europe	20 831		23 642	
Amérique du Nord	13 608		17 502	
Amérique Centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
<b>Total en principal</b>	<b>457 320</b>		<b>366 791</b>	
Créances rattachées	3 381		2 026	
Dépréciations				
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>460 701</b>		<b>368 817</b>	



## NOTE 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

Les données présentées sont des informations au 31 décembre 2024 sauf pour les entreprises liées pour lesquelles les données sont au 31/12/2025.

INFORMATIONS FINANCIERES	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus - Brutes	Valeurs comptables des titres détenus - Nettes	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
<b>Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la société astreinte à la publication</b>											
Parts dans les entreprises liées des établissements de crédit											
Participations dans des établissements de crédit											
Autres parts dans les entreprises liées											
- SAS Charente Périgord Expansion	EUR	17 841	801	100,00	18 680	18 483			881,00	-240	759
- SAS Charente Périgord Immobilier	EUR	25 426	- 6	100,00	31 786	30 774			3 147,00	-819	-
- SAS Crédit Agricole Charente Périgord Cognac Portage	EUR	4 158	112	100,00	4 165	4 165			2 180,00	150	91
- SAS Crédit Agricole Charente Périgord Accompagnement des Transitions	EUR	4 000	345	100,00	4 327	4 295			30,00	-49	327
- SAS Crédit Agricole Charente Périgord Production d'Energies Vertes	EUR	4 000	- 73	100,00	4 000	3 556			33,00	-373	-
4) Autres titres de participations (détail)											
- SAS La Boétie	EUR	3 177 558	19 375 960	2,10	481 332	481 332			1 998 470,00	1 973 628	44 152
- SAS SACAM Mutualisation	EUR	18 556 677	11 784	1,43	266 154	266 154			258 877,00	256 906	3 636
- SAS SACAM International	EUR	469 221	183 583	2,21	19 931	19 705			106 751,00	103 965	757
- SAS SACAM Développement	EUR	725 471	103 501	2,22	16 251	16 251	7 600,00		46 040,00	31 135	700
- SA Grand Sud ouest Capital	EUR	75 723	111 388	7,96	11 713	11 713			13 030,00	5 918	447
- SAS SACAM Avenir	EUR	277 623	- 238	1,63	10 123	8 539			-	-39	-
- SAS SACAM Immobilier	EUR	173 273	17 331	1,76	3 138	3 138			4 264,00	4 145	70
- SAS Delta	EUR	79 550	- 8 166	1,76	1 397	1 397			194,00	-6 343	-
- SAS SACAM Participations	EUR	62 558	27 582	1,82	1 320	1 320			3 878,00	2 645	-
- SAS C2MS	EUR	53 053	13 034	1,76	1 134	1 134			3 190,00	2 996	36
- SAS CAPS (EX : CTCAM)	EUR	511	44 408	1,28	788	776			14 131,00	1 042	-
- SAS SACAM Fireca	EUR	69 334	- 15 213	1,55	1 606	839			1 200,00	1 172	-
- SA Crédit Agricole Payment Services	EUR	49 027	157 560	1,11	542	542			455 796,00	55 560	-
- SAS SACAM Assurance Caution	EUR	13 713	24 732	1,40	442	442			3 078,00	2 977	42
- SCICAM	EUR	14 563	30 712	2,12	307	307			3 412,00	792	-
- SNC CA Titres	EUR	15 245	53 441	0,98	273	273			181 462,00	6 750	47
- Edokial	EUR	661	35 920	0,86	773	773			65 479,00	-2 167	-
- Le Train Holding	EUR	114	11 553	6,73	2 000	2 000			237,00	1	-
- SAS SACAM Néopro	EUR	45 169	- 44	1,66	749	748			-	19	-
- SAS SACAM Transition energie	EUR	400 193	- 38	1,70	6 786	6 786			-	30	-
- SNC Fireca Portage de Projets	EUR	55 242	- 1 086	0,79	502	426			279,00	923	-
- SAS GSO Innovation	EUR	16 354	- 2 137	7,96	1 301	1 145			368,00	-734	-
- SAS SACAM Santé et Territoires	EUR	100	-	1,69	1 720	1 720			-	-9	-
<b>Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de l'entité</b>											
Parts dans les entreprises liées dans des établissements de crédit				-							
Participations dans des établissements de crédit (ensemble)				-							
Autres parts dans les entreprises liées (ensemble)				-							
Autres titres de participation (ensemble)	EUR			-	1 631	1 455	430,00				134
<b>TOTAL</b>					<b>894 872</b>	<b>890 190</b>	<b>8 030</b>				<b>51 198</b>

### **Valeur estimative des titres de participation**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>		<b>31/12/2024</b>	
	<b>Valeur au bilan</b>	<b>Valeur estimative</b>	<b>Valeur au bilan</b>	<b>Valeur estimative</b>
<b>Parts dans les entreprises liées</b>				
Titres non cotés	62 958	61 287	55 792	57 207
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-1 684		-111	
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>61 274</b>	<b>61 287</b>	<b>55 681</b>	<b>57 207</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Titres de participation</b>				
Titres non cotés	831 914	1 443 554	818 292	1 322 962
Titres cotés				
Avances consolidables	8 030	8 031	8 033	8 033
Créances rattachées	110	110	110	110
Dépréciations	-2 998		-7 328	
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>837 056</b>	<b>1 451 695</b>	<b>819 107</b>	<b>1 331 105</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Titres non cotés	15 653	15 928	13 768	14 226
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-285		-218	
<b>Sous-total autres titres détenus à long</b>	<b>15 368</b>	<b>15 928</b>	<b>13 550</b>	<b>14 226</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>852 424</b>	<b>1 467 623</b>	<b>832 657</b>	<b>1 345 331</b>
<b>TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>913 698</b>	<b>1 528 910</b>	<b>888 338</b>	<b>1 402 538</b>

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>		<b>31/12/2024</b>	
	<b>Valeur au bilan</b>	<b>Valeur estimative</b>	<b>Valeur au bilan</b>	<b>Valeur estimative</b>
<b>Total valeurs brutes</b>				
Titres non cotés	910 525		887 852	
Titres cotés				
<b>TOTAL</b>	<b>910 525</b>		<b>887 852</b>	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

## NOTE 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

### Immobilisations financières

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>01/01/2025</b>	<b>Augmentation s (acquisitions)</b>	<b>Diminutions (cessions, échéance)</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>31/12/2025</b>
<b>Parts dans les entreprises liées</b>					
Valeurs brutes	55 792	7 166			62 958
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-111	-1 679	106		-1 684
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>55 681</b>	<b>5 487</b>	<b>106</b>		<b>61 274</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>					
<b>Titres de participation</b>					
Valeurs brutes	818 292	13 700	-78		831 914
Avances consolidables	8 033	52	-55		8 030
Créances rattachées	110	346	-346		110
Dépréciations	-7 328	-142	4 472		-2 998
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>819 107</b>	<b>13 956</b>	<b>3 993</b>		<b>837 056</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>					
Valeurs brutes	13 768	1 885			15 653
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-218	-87	20		-285
<b>Sous-total autres titres détenus à long</b>	<b>13 550</b>	<b>1 798</b>	<b>20</b>		<b>15 368</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>832 657</b>	<b>15 754</b>	<b>4 013</b>		<b>852 424</b>
<b>TOTAL</b>	<b>888 338</b>	<b>21 241</b>	<b>4 119</b>		<b>913 698</b>

### Immobilisations corporelles et incorporelles

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>01/01/2025</b>	<b>Augmentations (acquisitions)</b>	<b>Diminutions (cessions, échéance)</b>	<b>Autres mouvements (1)</b>	<b>31/12/2025</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes	146 444	11 346	-5 582		152 208
Amortissements et dépréciations	-89 421	-7 396	296	527	-95 994
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes	1 519				1 519
Amortissements et dépréciations	-648			-527	-1 175
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>57 894</b>	<b>3 950</b>	<b>-5 286</b>		<b>56 558</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes	179				179
Amortissements et dépréciations	-145	-9			-154
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>34</b>	<b>-9</b>			<b>25</b>
<b>TOTAL</b>	<b>57 928</b>	<b>3 941</b>	<b>-5 286</b>		<b>56 583</b>

(1) Les autres mouvements concernent la dotation complémentaire pour dépréciation du mali de fusion.

## **NOTE 8 ACTIONS PROPRES**

Non concerné

## **NOTE 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Autres actifs (1)</b>		
Instruments conditionnels achetés	67	
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	134 133	135 979
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	19	24
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>134 219</b>	<b>136 003</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	12 696	21 806
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	51	84
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	5 344	1 738
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	5 451	8 769
Autres produits à recevoir	48 619	48 142
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	4 402	4 656
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>76 563</b>	<b>85 195</b>
<b>TOTAL</b>	<b>210 782</b>	<b>221 198</b>

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 2 402 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 2 402 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note 15 Provisions).

## **NOTE 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Solde au 01/01/2025	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2025
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	102 912	59 739	-32 146	-1 192		129 313
Sur opérations sur titres	2 118	862	-23			2 957
Sur valeurs immobilisées	8 346	2 340	-4 597			6 089
Sur autres actifs	31	13	-24			20
<b>TOTAL</b>	<b>113 407</b>	<b>62 954</b>	<b>-36 790</b>	<b>-1 192</b>		<b>138 379</b>

## **NOTE 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et emprunts :								
à vue	3 176				3 176	1	3 177	4 804
à terme	200		800	34 980	35 980	177	36 157	38 760
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>3 376</b>		<b>800</b>	<b>34 980</b>	<b>39 156</b>	<b>178</b>	<b>39 334</b>	<b>43 564</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	9 639				9 639		9 639	7 471
Comptes et avances à terme	612 980	1 138 490	2 963 059	1 826 170	6 540 699	21 492	6 562 191	6 799 222
Titres donnés en pension livrée								
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>622 619</b>	<b>1 138 490</b>	<b>2 963 059</b>	<b>1 826 170</b>	<b>6 550 338</b>	<b>21 492</b>	<b>6 571 830</b>	<b>6 806 693</b>
<b>TOTAL</b>	<b>625 995</b>	<b>1 138 490</b>	<b>2 963 859</b>	<b>1 861 150</b>	<b>6 589 494</b>	<b>21 670</b>	<b>6 611 164</b>	<b>6 850 257</b>

*Opérations internes au Crédit Agricole* : ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale.

## **NOTE 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE**

### 12.1 Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par durée résiduelle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	3 523 123				3 523 123	343	3 523 466	3 482 256
Comptes d'épargne à régime spécial :	36 456				36 456		36 456	37 808
à vue	36 456				36 456		36 456	37 808
à terme								
Autres dettes envers la clientèle :	239 258	86 308	822 081	508 621	1 656 268	29 918	1 686 186	1 693 473
à vue	10 330				10 330	9	10 339	6 664
à terme	228 928	86 308	822 081	508 621	1 645 938	29 909	1 675 847	1 686 809
Valeurs données en pension livrée								
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>3 798 837</b>	<b>86 308</b>	<b>822 081</b>	<b>508 621</b>	<b>5 215 847</b>	<b>30 261</b>	<b>5 246 108</b>	<b>5 213 537</b>

### 12.2 Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par zone géographique

Non concerné

### 12.3 Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par agents économiques

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Particuliers	2 239 745	2 223 882
Agriculteurs	542 115	536 630
Autres professionnels	332 433	342 799
Clientèle financière	256 464	252 746
Entreprises	1 614 859	1 615 540
Collectivités publiques	54 827	39 249
Autres agents économiques	175 404	172 917
<b>Total en principal</b>	<b>5 215 847</b>	<b>5 183 763</b>
Dettes rattachées	30 261	29 774
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>5 246 108</b>	<b>5 213 537</b>

### NOTE 13 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

#### 13.1 Dettes représentées par un titre – analyse par durée résiduelle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables (1)		15 000	50 850		65 850	305	66 155	142 094
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>15 000</b>	<b>50 850</b>		<b>65 850</b>	<b>305</b>	<b>66 155</b>	<b>142 094</b>

(1) dont 0 milliers d'euros émis à l'étranger au 31 décembre 2025 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

#### 13.2 Emprunts obligataires (par monnaie d'émission)

Non concerné

### NOTE 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
<b>Autres passifs (1)</b>		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	67	
Comptes de règlement et de négociation	1	2
Créditeurs divers	85 245	80 845
Versements restant à effectuer sur titres	25 850	21 676
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>111 163</b>	<b>102 523</b>

<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	14 026	18 966
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	53	91
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	1	444
Produits constatés d'avance	63 561	52 337
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	8 442	8 384
Autres charges à payer	37 320	39 415
Autres comptes de régularisation	1 235	999
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>124 638</b>	<b>120 636</b>
<b>TOTAL</b>	<b>235 801</b>	<b>223 159</b>

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

## NOTE 15 PROVISIONS

	Solde au 01/01/2025	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvement s	Solde au 31/12/2025
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	452	2 028	-1 810			670
Provisions pour autres engagements sociaux	821			-57		764
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	10 586	38 599	-621	-31 430		17 134
Provisions pour litiges fiscaux (1)						
Provisions pour autres litiges						
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit (2)	86 855	256 446		-254 331		88 970
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts		1 500		-1 500		
Provisions sur participations	79	583		-583		79
Provisions pour risques opérationnels (3)	456	260	-46	-427		243
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (4)	1 965	58		-297		1 726
Autres provisions (5)	4 187	2 033	-918	-467		4 835
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>105 401</b>	<b>301 507</b>	<b>-3 395</b>	<b>-289 092</b>		<b>114 421</b>

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Depuis le 1er Janvier 2018, la norme IFRS 9 est appliquée pour la détermination des provisions non affectées et se substitue aux provisions collectives et filières. Les provisions sur créances saines, dégradées, ou non, présentent un encours de 29,7 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 35,0 millions d'euros au 31 décembre 2024. Les provisions sectorielles (Cognac, Climatique, Distribution et industrie de biens de consommation, Energie, THR, BTP, Automobile et PGE) ont fait l'objet d'une actualisation au cours de l'année pour atteindre un encours de 59,2 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 51,9 millions d'euros au 31 décembre 2024.

(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(4) Voir note 16 ci-après.

(5) Dont la provision liée à l'étalement des intérêts sur les DAT à taux progressif pour 4 312 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 3 230 milliers d'euros en 2024, ainsi que la provision sur les immeubles pour 107 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 181 milliers d'euros au 31 Décembre 2024.

➤ **Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique**

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des

établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement UE n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice Contrats de location dont le Groupe est bailleur, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 7 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 0 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (Cf. note 38 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement UE n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement UE n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement UE n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 2 402 milliers d'euros au 31 décembre Contrats de location dont le Groupe est bailleur contre 2 402 milliers d'euros au 31 décembre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** (Cf. note 9 Comptes de régularisation et actifs divers).

## **NOTE 16 EPARGNE LOGEMENT**

### **Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	171 817	190 062
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	428 531	550 432
Ancienneté de plus de 10 ans	271 076	289 215
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>871 424</b>	<b>1 029 709</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>133 676</b>	<b>144 092</b>
<b>TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>1 005 100</b>	<b>1 173 801</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

### **Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Plans d'épargne-logement	5 387	3 996
Comptes épargne-logement	1 696	1 349
<b>TOTAL ENCOURS DE CREDIT OCTROYES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>7 083</b>	<b>5 345</b>



### **Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	234	341
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	766	1 244
Ancienneté de plus de 10 ans	605	317
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>1 605</b>	<b>1 902</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>120</b>	<b>63</b>
<b>TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>1 725</b>	<b>1 965</b>

La provision épargne logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, Crédit Agricole Charente-Périgord avait décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant comptes d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

### **NOTE 17 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES**

#### **Variations de la dette actuarielle**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Dette actuarielle à l'ouverture</b>	24 501	23 770
Coût des services rendus sur l'exercice	1 761	1 836
Coût financier	817	759
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-91	34
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	-1 542	-1 990
(Gains) / pertes actuariels	-911	92
Autres mouvements		
<b>DETTE ACTUARIELLE A LA CLOTURE</b>	<b>24 535</b>	<b>24 501</b>

**Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Coût des services rendus	1 761	1 836
Coût financier	817	759
Rendement attendu des actifs	-747	-688
Coût des services passés		
(Gains) / pertes actuariels net	156	173
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes		
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif		-225
<b>CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>1 987</b>	<b>1 855</b>

**Variations de juste valeur des actifs des régimes**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture</b>	<b>22 978</b>	<b>22 658</b>
Rendement attendu des actifs	747	688
Gains / (pertes) actuariels	-78	73
Cotisations payées par l'employeur	1 720	1 515
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-91	34
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-1 542	-1 990
Autres mouvements		
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT A LA CLOTURE</b>	<b>23 734</b>	<b>22 978</b>

**Composition des actifs des régimes**

La Caisse régionale a souscrit, en couverture de ses engagements, des polices d'assurance auprès de la compagnie d'assurance PREDICA.

**Variations de la provision**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>-24 535</b>	<b>-24 501</b>
Impact de la limitation d'actifs		
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	334	1 322
Juste valeur des actifs fin de période	23 734	22 978
<b>POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS A LA CLOTURE</b>	<b>-467</b>	<b>-200</b>

**Rendement des actifs des régimes**

Crédit Agricole Charente-Périgord utilise un taux d'actualisation de 3,79% pour le calcul du rendement annualisé des actifs.

**Hypothèses actuarielles utilisées**

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- Une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de - 6,16% ;
- Une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de +6,77%.

## NOTE 18 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Dettes subordonnées à terme</b>								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
<b>Titres et emprunts participatifs</b>								
<b>Autres emprunts subordonnés à terme</b>								
<b>Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)</b>								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
<b>Placement des fonds propres des Caisses</b>			151 350	32 501	183 851	851	184 702	193 864
<b>Dépôts de garantie à caractère mutuel</b>								
<b>VALEUR AU BILAN</b>			151 350	32 501	183 851	851	184 702	193 864

(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 4 152 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 7 989 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

## NOTE 19 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)

### Variation des capitaux propres

	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Solde au 31/12/2023</b>	96 110	732 242		391 016		10	58 102	1 277 480
Dividendes versés au titre de N-2							-9 402	-9 402
Variation de capital(5)								
Variation des primes et réserves(5)								
Affectation du résultat social N-2		36 510		12 191			-48 700	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1							57 422	57 422
Autres variations								
<b>Solde au 31/12/2024</b>	96 110	768 752		403 207		10	57 422	1 325 501
Dividendes versés au titre de N-1							-9 707	-9 707
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		35 777		11 938			-47 715	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							53 929	53 929
Autres variations								
<b>Solde au 31/12/2025</b>	96 110	804 529		415 145		10	53 929	1 369 723

Le capital social est composé de :

- 36 903 479 parts sociales de 1,53 euros dont 36 903 298 titres détenus par les caisses locales, 180 titres détenus par les administrateurs de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord et un titre détenu par SACAM Mutualisation. Le tout représente un nominal de 56 462 milliers d'euros.

- 9 711 994 CCA détenus par le public et représentant un nominal de 14 859 milliers d'euros.

- 497 106 CCA détenus par les CL et représentant un nominal de 761 milliers d'euros.

- 15 704 193 CCA souscrits par Sacam Mutualisation en 2016 et représentant un nominal de 24 027 milliers d'euros.

Primes, autres réserves et report à nouveau :

Dont 116 970 milliers d'euros de primes d'émission, dont 7 305 milliers d'euros de primes de fusion.

## **NOTE 20 COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES**

	31/12/2025	31/12/2024
<i>(En milliers d'euros)</i>		
Capitaux propres hors FRBG	1 369 723	1 325 501
Fonds pour risques bancaires généraux	103 500	106 500
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 473 223</b>	<b>1 432 001</b>

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 184 702 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 193 864 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

## **NOTE 21 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Opérations avec les entreprises liées et les participations</b>	
	<b>Solde au 31/12/2025</b>	<b>Solde au 31/12/2024</b>
<b>Créances</b>	<b>8 030</b>	<b>8 033</b>
Sur les établissements de crédit et institutions financières	8 030	8 033
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
<b>Dettes</b>	<b>14 402</b>	<b>13 714</b>
Sur les établissements de crédits et institutions financières	14 402	13 714
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
<b>Engagements donnés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		

## **NOTE 22 TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES**

Non concerné

## **NOTE 23 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES**

### **Contributions par devise au bilan**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>		<b>31/12/2024</b>	
	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>
Euro	13 937 028	13 740 107	14 130 648	13 970 837
Autres devises de l'Union européenne				
Franc Suisse	317	317	465	465
Dollar	9 092	9 092	7 643	7 643
Yen				
Autres devises	4 333	4 332	4 358	4 358
<b>Valeur brute</b>	<b>13 950 770</b>	<b>13 753 848</b>	<b>14 143 114</b>	<b>13 983 303</b>
Créances, dettes rattachées et comptes de	119 182	177 726	130 605	177 010
Dépréciations	-138 378		-113 406	
<b>TOTAL</b>	<b>13 931 574</b>	<b>13 931 574</b>	<b>14 160 313</b>	<b>14 160 313</b>

## NOTE 24 OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>		<b>31/12/2024</b>	
	<b>A recevoir</b>	<b>A livrer</b>	<b>A recevoir</b>	<b>A livrer</b>
<b>Opérations de change au comptant</b>				
- Devises				
- Euros				
<b>Opérations de change à terme</b>	<b>19 240</b>	<b>19 234</b>	<b>10 862</b>	<b>10 858</b>
- Devises	9 623	9 623	5 563	5 563
- Euros	9 617	9 611	5 299	5 295
<b>Prêts et emprunts en devises</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>19 240</b>	<b>19 234</b>	<b>10 862</b>	<b>10 858</b>

## NOTE 25 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

	31/12/2025			31/12/2024
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<b>(En milliers d'euros)</b>				
<b>Opérations fermes</b>	<b>1 487 407</b>	<b>193 540</b>	<b>1 680 947</b>	<b>1 797 022</b>
<b>Opérations sur marchés organisés (1)</b>				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
<b>Opérations de gré à gré (1)</b>	<b>1 487 407</b>	<b>193 540</b>	<b>1 680 947</b>	<b>1 797 022</b>
Swaps de taux d'intérêt	1 487 407	193 036	1 680 443	1 796 518
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		504	504	504
Autres contrats à terme				
<b>Opérations conditionnelles</b>		<b>169 338</b>	<b>169 338</b>	<b>163 198</b>
<b>Opérations sur marchés organisés</b>				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Opérations de gré à gré</b>		<b>169 338</b>	<b>169 338</b>	<b>163 198</b>
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés		75 199	75 199	61 031
Vendus		75 199	75 199	61 031
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		9 470	9 470	20 568
Vendus		9 470	9 470	20 568
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Dérivés de crédit</b>				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
<b>TOTAL</b>	<b>1 487 407</b>	<b>362 878</b>	<b>1 850 285</b>	<b>1 960 220</b>

[(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).]

## 25.1 Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2025			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans
Futures									
Options de change	7 075	11 865		7 075	11 865				
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	75 162	778 988	826 293	75 162	778 988	826 293			
Caps, Floors, Collars		126 177	24 221		126 177	24 221			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		504			504				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>82 237</b>	<b>917 534</b>	<b>850 514</b>	<b>82 237</b>	<b>917 534</b>	<b>850 514</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	37 664	811		37 664	811				
<b>Sous total</b>	<b>37 664</b>	<b>811</b>		<b>37 664</b>	<b>811</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>119 901</b>	<b>918 345</b>	<b>850 514</b>	<b>119 901</b>	<b>918 345</b>	<b>850 514</b>			

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2024			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans
Futures									
Options de change	37 393	3 743		37 393	3 743				
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	375 000	701 678	719 840	375 000	701 678	719 840			
Caps, Floors, Collars		122 062			122 062				
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		504			504				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>412 393</b>	<b>827 987</b>	<b>719 840</b>	<b>412 393</b>	<b>827 987</b>	<b>719 840</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	21 719			21 719					
<b>Sous total</b>	<b>21 719</b>			<b>21 719</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>434 112</b>	<b>827 987</b>	<b>719 840</b>	<b>434 112</b>	<b>827 987</b>	<b>719 840</b>			

## 25.2 Instruments financiers à terme : juste valeur

(En milliers d'euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2025	Juste Valeur Négative au 31/12/2025	Encours Notionnel au 31/12/2025	Juste Valeur Positive au 31/12/2024	Juste Valeur Négative au 31/12/2024	Encours Notionnel au 31/12/2024
Futures						
Options de change	9 470	9 470	18 940	20 568	20 568	41 136
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	6 534	36 216	1 680 443	7 468	53 695	1 796 518
Caps, Floors, Collars	489	489	150 398	877	877	122 062
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices	58	46	504	58	33	504
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux						
Dérivés de crédit						
<b>Sous total</b>	<b>16 551</b>	<b>46 221</b>	<b>1 850 285</b>	<b>28 971</b>	<b>75 173</b>	<b>1 960 220</b>
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	229	222	38 475	236	232	21 719
<b>Sous total</b>	<b>229</b>	<b>222</b>	<b>38 475</b>	<b>236</b>	<b>232</b>	<b>21 719</b>
<b>TOTAL</b>	<b>16 780</b>	<b>46 443</b>	<b>1 888 760</b>	<b>29 207</b>	<b>75 405</b>	<b>1 981 939</b>



## 25.3 Information sur les Swaps

### Ventilation des swaps de taux d'intérêt

(En milliers d'euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Swaps de taux Contrats assimilés (1)	193 036	287 407	1 200 000	

[(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07.]

## NOTE 26 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>893 739</b>	<b>822 910</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	893 739	822 910
<b>Engagements de garantie</b>	<b>269 550</b>	<b>288 052</b>
Engagements d'ordre d'établissement de crédit		31
Engagements d'ordre de la clientèle	269 550	288 021
<b>Engagements sur titres</b>	<b>1 819</b>	<b>616</b>
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	1 819	616

<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>7 000</b>	<b>11 291</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	7 000	11 291
Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>3 340 866</b>	<b>3 238 723</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	414 264	456 554
Engagements reçus de la clientèle	2 926 602	2 782 169
<b>Engagements sur titres</b>	<b>1 819</b>	<b>616</b>
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	1 819	616

Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie à la suite de la crise sanitaire liée à la COVID-19, Crédit Agricole Charente-Périgord a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). Le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 39 730 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 72 305 milliers d'euros au 31 Décembre 2024.

## **NOTE 27 ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE**

### **Créances apportées en garantie :**

Au cours de l'année 2025, Crédit Agricole Charente-Périgord a apporté 2 963 628 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 3 010 305 milliers d'euros en 2024. Crédit Agricole Charente-Périgord conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Crédit Agricole Charente-Périgord a apporté :

- 791 219 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 822 572 milliers d'euros en 2024.

- 98 314 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 88 547 milliers d'euros en 2024.

- 2 074 095 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 2 099 186 milliers d'euros en 2024.

Le 23 mars 2022, le conseil des gouverneurs de la Banque Centrale européenne a décidé de lever progressivement les mesures temporaires d'assouplissement des garanties de politique monétaire introduites en réponse à la pandémie de Covid-19.

Dans ce contexte, la Banque de France a mis fin, à compter du 30 juin 2023, à l'éligibilité des prêts immobiliers résidentiels dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière et modifié en conséquence la décision du Gouverneur 2022-04 du 30 juin 2022.

En conséquence, Crédit Agricole Charente-Périgord ne postera plus 1 669 M€ de créance immobilière auprès de la Banque de France.

## **NOTE 28 ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIEES**

Aux termes de conventions de garantie conclues par les Caisses Régionales de Crédit Agricole, et Crédit Agricole S.A, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Périgord est engagée dans la limite de ses fonds propres à couvrir une éventuelle insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A au bénéfice des tiers, créanciers de celle-ci. Le montant de cet engagement s'élève à 1 033 657 milliers d'euros.

## **NOTE 29 ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL**

Non concerné

## **NOTE 30 OPERATIONS DE DESENDETTEMENT DE FAIT ET DE TITRISATION**

### **30.1 Désendettement de fait**

Non concerné

### **30.2 Titrisation**

Non concerné

## **NOTE 31 COMPENSATION DES EMPRUNTS DE TITRES ET DE L'ÉPARGNE CENTRALISEE**

### **31.1 Emprunts de titres**

Non concerné

## 31.2 Epargne centralisée

Non concerné

### **NOTE 32 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES**

	31/12/2025	31/12/2024
<b>(En milliers d'euros)</b>		
Sur opérations avec les établissements de crédit	5 764	16 037
Sur opérations internes au Crédit Agricole	69 432	86 188
Sur opérations avec la clientèle	243 926	233 379
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	10 965	6 756
Produit net sur opérations de macro-couverture		2 921
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés	2	
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>330 089</b>	<b>345 281</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-4 759	-5 457
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-175 669	-191 348
Sur opérations avec la clientèle	-59 596	-67 328
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-7 526	
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-3 442	-1 052
Sur dettes représentées par un titre	-3 575	-8 085
Autres intérêts et charges assimilées		
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-254 567</b>	<b>-273 270</b>
<b>TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES</b>	<b>75 522</b>	<b>72 011</b>

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2025 est de 4 152 milliers d'euros contre 7 989 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

### **NOTE 33 REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES**

	31/12/2025	31/12/2024
<b>(En milliers d'euros)</b>		
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	51 681	49 170
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	1 482	828
Opérations diverses sur titres		
<b>TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES</b>	<b>53 163</b>	<b>49 998</b>

## **NOTE 34 PRODUIT NET DES COMMISSIONS**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>			<b>31/12/2024</b>		
	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Net</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Net</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	472	-17	455	508	-18	490
Sur opérations internes au Crédit Agricole	2 022	-3 207	-1 185	12 634	-15 696	-3 062
Sur opérations avec la clientèle	36 647	-1 322	35 325	38 681	-982	37 699
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	161		161	129		129
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	148		148	233		233
Sur prestations de services financiers (1)	112 935	-11 807	101 128	110 309	-11 145	99 164
Provision pour risques sur commissions	70	-51	19	434	-76	358
<b>TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS</b>	<b>152 455</b>	<b>-16 404</b>	<b>136 051</b>	<b>162 928</b>	<b>-27 917</b>	<b>135 011</b>

(1) Dont prestations assurance-vie : 21 943 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 21 976 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

## **NOTE 35 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	516	412
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	151	2
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION</b>	<b>667</b>	<b>414</b>

**NOTE 36 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE  
PLACEMENT ET ASSIMILES**

	31/12/2025	31/12/2024
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Titres de placement</b>		
Dotations aux dépréciations	-862	-808
Reprises de dépréciations	23	73
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>-839</b>	<b>-735</b>
Plus-values de cession réalisées	3 450	2 850
Moins-values de cession réalisées	-1	
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>	<b>3 449</b>	<b>2 850</b>
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>2 610</b>	<b>2 115</b>
<b>Titres de l'activité de portefeuille</b>		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>		
<b>Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>		
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT</b>	<b>2 610</b>	<b>2 115</b>

**NOTE 37 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**

	31/12/2025	31/12/2024
<i>(En milliers d'euros)</i>		
Produits divers	2 931	1 182
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation	309	40
Reprises provisions	364	137
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>3 604</b>	<b>1 359</b>
Charges diverses	-1 312	-729
Quote part des opérations faites en commun	-95	-80
Refacturation		
Dotations provisions	-110	-155
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-1 517</b>	<b>-964</b>
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>2 087</b>	<b>395</b>

## **NOTE 38 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**

	31/12/2025	31/12/2024
<b>(En milliers d'euros)</b>		
<b>Frais de personnel</b>		
Salaires et traitements	-61 669	-60 746
Charges sociales	-31 190	-30 499
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations	-6 973	-6 906
Intéressement et participation	-8 011	-8 415
Impôts et taxes sur rémunérations	-9 511	-9 121
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-110 381</b>	<b>-108 781</b>
Refacturation et charges de personnel	1 051	1 400
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>-109 330</b>	<b>-107 381</b>
<b>Frais administratifs</b>		
Impôts et taxes	-1 794	-1 632
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions règlementaires (1)	-60 267	-60 054
<b>Total des charges administratives</b>	<b>-62 061</b>	<b>-61 686</b>
Refacturation et charges administratives	852	633
<b>Frais administratifs nets</b>	<b>-61 209</b>	<b>-61 053</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-170 539</b>	<b>-168 434</b>

(1) Dont 7 milliers d'euros au titre du Fonds de Résolution Unique au titre de l'exercice 2025.

### **Effectif moyen**

#### **Effectif par catégorie**

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	396	384
Non cadres	932	977
<b>Total de l'effectif moyen</b>	<b>1 328</b>	<b>1 361</b>
Dont : - France	1 328	1 361
- Etranger		
Dont : personnel mis à disposition		

La rémunération globale des dirigeants et administrateurs de la Caisse Régionale Charente-Périgord, au titre de l'exercice 2025, s'élève à 2 184 milliers d'euros.

## NOTE 39 COUT DU RISQUE

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>-353 135</b>	<b>-299 116</b>
Dépréciations de créances douteuses	-58 055	-42 979
Autres provisions et dépréciations	-295 080	-256 137
<b>Reprises de provisions et dépréciations</b>	<b>318 900</b>	<b>292 289</b>
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	32 385	46 387
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	286 515	245 902
<b>Variation des provisions et dépréciations</b>	<b>-34 235</b>	<b>-6 827</b>
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-595	-810
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-8 505	-16 157
Décote sur prêts restructurés	-35	
Récupérations sur créances amorties	1 232	1 240
Autres pertes	-1	-173
Autres produits		
<b>COUT DU RISQUE</b>	<b>-42 139</b>	<b>-22 727</b>

(1) Dont 1 684 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 1 192 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

(2) Dont 621 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif.

(3) Dont 26 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

(4) Dont 6 821 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

## **NOTE 40 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES**

	31/12/2025	31/12/2024
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Immobilisations financières</b>		
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>-2 491</b>	<b>-395</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-2 491	-395
<b>Reprises de dépréciations</b>	<b>5 181</b>	<b>2 244</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	5 181	2 244
<b>Dotation ou reprise nette aux dépréciations</b>	<b>2 690</b>	<b>1 849</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	2 690	1 849
<b>Plus-values de cessions réalisées</b>	<b>3</b>	<b>20</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	3	20
<b>Moins-values de cessions réalisées</b>	<b>-583</b>	<b>-437</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		-357
Pertes sur créances liées à des titres de participation	-583	-80
<b>Solde des plus et moins-values de cessions</b>	<b>-580</b>	<b>-417</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-580	-60
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>2 110</b>	<b>1 432</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>		
Plus-values de cessions	57	99
Moins-values de cessions	-41	-76
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>16</b>	<b>23</b>
<b>RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>2 126</b>	<b>1 455</b>

## **NOTE 41 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Néant

## **NOTE 42 IMPOT SUR LES BENEFICES**

Au cours de l'exercice 2010, la Caisse régionale Charente-Périgord a dénoncé son régime d'intégration fiscale mise en place avec ses filiales pour rejoindre le régime d'intégration fiscale de Crédit Agricole SA.

Outre Crédit Agricole SA, société mère du Groupe fiscal, les filiales nationales de CASA et les 38 autres Caisses régionales, ce périmètre d'intégration fiscale peut comprendre également les filiales des Caisses régionales.

Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale Charente-Périgord fait partie du groupe d'intégration fiscale avec sa filiale Charente-Périgord Immobilier.



La convention d'intégration fiscale prévoit que chaque structure demeure responsable de son impôt et doit verser sa participation contributive aux Caisses régionales, elles-mêmes le reversant à CASA. Au titre de l'année 2025, la Caisse régionale a bénéficié d'un produit de 1 767 milliers d'euros.

Outre le produit d'intégration fiscale rappelé ci-dessus, cette rubrique d'un montant de 1 214 milliers d'euros est essentiellement constituée par :

- L'impôt sur les sociétés de l'exercice pour 2 495 milliers d'euros, calculé au taux de droit commun, majoré de la contribution sociale sur les bénéfices ;
- L'actualisation de l'impôt dû sur le crédit d'impôt relatif aux prêts à taux zéro utilisé sur l'exercice pour un montant de 1 447 milliers d'euros.

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024). Par ailleurs, la convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 763 milliers d'euros dont 597 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

## **NOTE 43 INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES** **BANCAIRES**

Crédit Agricole Charente-Périgord exerce la totalité de son activité en France et dans le secteur de la banque de proximité. Cela implique que les tableaux fournis pour l'explication de la formation du résultat n'ont pas été ventilés selon d'autres critères d'activité ou de zone géographique.

## **NOTE 44 EXEMPTION D'ETABLIR DES COMPTES CONSOLIDES**

Non concerné

## **NOTE 45 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE** **REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION**

Néant

## **NOTE 46 AFFECTATION DES RESULTATS**

<b>Proposition d'affectation du résultat 2025 (en milliers d'euros)</b>	<b>Résultat à affecter</b>	<b>Résultat conservé</b>	<b>Résultat distribué</b>
<b>Résultat comptable après IS</b>	<b>53 929</b>		
<b>Total à affecter :</b>	<b>53 929</b>		
Affectation			
Réserves spéciales Loi Mécénat		2	
Intérêts aux parts aux Caisses Locales			3 027
Rémunération des CCA détenus par SACAM Mutualisation			4 083
Rémunération des CCA détenus par les Caisses Locales			129
Rémunération des CCA des autres détenteurs			2 525
Réserve légale		33 122	
Autres réserves		11 041	
<b>TOTAUX</b>	<b>53 929</b>	<b>44 165</b>	<b>9 764</b>

## **NOTE 47 IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS**

Crédit Agricole Charente-Périgord ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

## **NOTE 48 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Collège des Commissaires aux Comptes de Crédit Agricole Charente-Périgord

	<b>BDO PARIS</b>	<b>%</b>	<b>KPMG Audit</b>	<b>%</b>
<b>(En milliers d'euros hors taxes)</b>				
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (*)</b>	70	95 %	81	95 %
<b>Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)</b>				
<b>Services autres que la certification des comptes et de la CSRD</b>	7	5 %	7	5 %
<b>TOTAL</b>	<b>77</b>	<b>100</b>	<b>88</b>	<b>100</b>

(\*) Y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

## 4. INFORMATIONS GENERALES

**Evaluations individuelle et collective du Conseil d'administration, des connaissances, compétences et expériences (cf. Article L. 511-98 alinéa 4 du Code monétaire et financier)**

Le Conseil d'administration de la Caisse régionale considère que les expériences professionnelles individuelles de chaque administrateur constituent le socle de la compétence collective du Conseil et contribuent à la richesse des échanges.

Le Comité des nominations s'attache à identifier annuellement les connaissances qui doivent être en permanence présentes au sein du Conseil pour lui permettre d'accomplir ses missions dans les meilleures conditions. Il se réfère aux connaissances et expériences requises en matière d'évaluation de l'aptitude au plan législatif et réglementaire, auxquelles il ajoute des domaines de compétences utiles à la Caisse régionale (ex. coopération agricole, connaissances sectorielles etc.), pour définir une grille d'évaluation des compétences des membres du Conseil.

Il suit la composition du Conseil et s'assure, sur la base de l'évaluation individuelle et collective des administrateurs, que ces compétences requises sont toujours présentes.

En 2025, à l'issue de l'évaluation individuelle et collective des membres du Conseil, le Comité des nominations n'a pas constaté de carence dans les domaines évalués.

Le cas échéant, sur proposition du Comité des nominations, le Conseil d'administration a arrêté un plan de formation individuelle (et/ou collective) permettant aux membres du Conseil de développer des compétences significatives dans les domaines requis.

### **RÉSOLUTIONS POUR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DE LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL CHARENTE-PERIGORD**

**DU 2 AVRIL 2026**

**A L'ESPACE DE LUNESSE (L'ISLE D'ESPAGNAC 16)**

#### **ORDRE DU JOUR :**

##### **Assemblée générale ordinaire :**

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2025 et quitus
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2025
- Approbation des comptes globalisés Caisse Régionale / Caisses Locales de l'exercice clos au 31 décembre 2025
- Approbation des dépenses et charges non déductibles – Article 223 quater du CGI

- Approbation des Conventions réglementées
- Composition du Capital Social et approbation des mouvements de parts sociales
- Fixation du taux de l'intérêt aux parts sociales et de la rémunération des certificats coopératifs d'associés
- Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2025
- Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités compensatrices de temps passé des administrateurs au titre de l'exercice 2026
- Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées au cours de l'exercice précédent aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du groupe, visées à l'article L.511-71 du Code Monétaire et Financier
- Election des administrateurs
- Pouvoirs en vue d'effectuer les formalités requises

## **ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

### ***PREMIÈRE RÉOLUTION – Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2025 et quitus***

La lettre d'approbation de Crédit Agricole S.A. ne faisant pas d'objection à la présentation des comptes arrêtés au 31 décembre 2025, ni au projet d'affectation du résultat de la Caisse Régionale, et après avoir pris connaissance du rapport de gestion et des rapports des Commissaires aux Comptes, l'Assemblée approuve les rapports précités ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont présentés. Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, ainsi que les actes de gestion accomplis au cours de l'exercice écoulé.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne aux administrateurs quitus de leur gestion pour l'exercice écoulé.

### ***DEUXIÈME RÉOLUTION – Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2025***

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion et des rapports des Commissaires aux Comptes, approuve les rapports précités ainsi que les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2025, tels qu'ils sont présentés. Elle approuve les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

### ***TROISIÈME RÉOLUTION – Approbation des comptes globalisés Caisse Régionale / Caisses Locales de l'exercice clos au 31 décembre 2025***

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve les comptes globalisés arrêtés au 31 décembre 2025, ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ce rapport.

### ***QUATRIÈME RÉOLUTION – Approbation des dépenses et charges non déductibles – Article 223 quater du CGI***

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, approuve le montant global s'élevant à 34 879 € correspondant aux dépenses et charges non déductibles visées au 4 de l'article 39 de ce code, ainsi que le montant de l'impôt sur les sociétés acquitté par la Caisse Régionale du fait de la non-déductibilité, s'élevant à 9 009 €.

## **CINQUIEME RÉSOLUTION – *Approbation des Conventions réglementées***

En application de l'article L.511-39 du Code Monétaire et Financier, l'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par les articles L.225-38 et suivants du Code du Commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve ces conventions.

## **SIXIEME RÉSOLUTION – *Composition du Capital Social et approbation des mouvements de parts sociales***

L'Assemblée Générale, en application de l'article 6 des statuts, constate l'absence de variation de capital entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025.

Au 31 décembre 2025, il s'élève à un montant de 96 109 661,16 € et est composé de 62 816 772 titres d'une valeur nominale de 1,53 €, dont 36 903 479 parts sociales et 25 913 293 certificats coopératifs d'associés (CCA).

L'Assemblée Générale, en application de l'article 13 des statuts, approuve les souscriptions, remboursements et transferts de parts sociales opérés au cours de l'exercice.

## **SEPTIEME RÉSOLUTION – *Fixation du taux de l'intérêt aux parts sociales et de la rémunération des certificats coopératifs d'associés***

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, fixe pour l'exercice 2025 :

- à 5,36 % l'intérêt aux parts sociales, soit le maximum autorisé,
- et à 0,26 € le dividende des CCA.

Les intérêts servis sur les parts sociales et les dividendes des CCA ouvrent droit à l'abattement de 40 % (article 243 bis du CGI).

La date de mise en paiement est fixée au plus tard au 30 avril 2026.

## **HUITIÈME RÉSOLUTION – *Affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2025***

Conformément à l'article R.512-11 du Code monétaire et financier, l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de répartir, ainsi que suit, le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2025 :

<b>* Résultat comptable net</b>	<b>53 929 047,65 €</b>	
Affectation Réserves spéciales Loi Mécénat	- 2 221,00 €	
<b>* Résultat distribuable</b>	<b>53 926 826,65 €</b>	
Intérêts aux parts sociales	- 3 026 380,47 €	Soit 0,082008 € par part sociale
Rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés	- 6 737 456,18 €	Soit 0,26 € par titre
<b>* Résultat après distribution</b>	<b>44 162 990,00 €</b>	
Affectation des ¾ du solde à la réserve légale	- 33 122 242,50 €	

Affectation du reste à la réserve libre

- 11 040 747,50 €

**(Article 243 bis du CGI)**

<b>Intérêts au Parts Sociales</b>			
<b>Année</b>	<b>Nombre de Parts Sociales</b>	<b>Montant distribué par titre</b>	<b>Montant distribution totale</b>
2022	36 903 479	0,042075	1 552 713,86
2023	36 903 479	0,058140	2 145 568,23
2024	36 903 479	0,073440	2 710 191,38

<b>Dividendes des CCA</b>			
<b>Année</b>	<b>Nombre de CCA</b>	<b>Montant distribué par titre</b>	<b>Montant distribution totale</b>
2022	25 913 293	0,29	7 514 854,97
2023	25 913 293	0,28	7 255 722,04
2024	25 913 293	0,27	6 996 589,11

**NEUVIÈME RÉOLUTION – *Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités compensatrices de temps passé des administrateurs au titre de l'exercice 2026***

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'Administration à ce sujet et en application des dispositions de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 350 000 € la somme globale allouée au titre de l'exercice 2026 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA.

**DIXIEME RÉOLUTION – *Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées au cours de l'exercice précédent aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du groupe, visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier***

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse Régionale consultée en application de l'article L.511-73 du Code Monétaire et Financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse Régionale au sens de l'article L.511-71 du Code monétaire et financier, laquelle s'élève à 2 261 582,96 €.

**ONZIEME RESOLUTION – *Election des administrateurs***

**Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Philippe DUPONTEIL :**

L'Assemblée Générale prend acte de l'arrivée à échéance du mandat d'administrateur de Monsieur Philippe DUPONTEIL. Ce mandat étant renouvelable, l'Assemblée Générale décide de renouveler celui-ci pour une durée de trois ans qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Paula FREMONT :

L'Assemblée Générale prend acte de l'arrivée à échéance du mandat d'administratrice de Madame Paula FREMONT. Ce mandat étant renouvelable, l'Assemblée Générale décide de renouveler celui-ci pour une durée de trois ans qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Valérie GERGAUD :

L'Assemblée Générale prend acte de l'arrivée à échéance du mandat d'administratrice de Madame Valérie GERGAUD. Ce mandat étant renouvelable, l'Assemblée Générale décide de renouveler celui-ci pour une durée de trois ans qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Joël LAJONIE :

L'Assemblée Générale prend acte de l'arrivée à échéance du mandat d'administrateur de Monsieur Joël LAJONIE. Ce mandat étant renouvelable, l'Assemblée Générale décide de renouveler celui-ci pour une durée de trois ans qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Olivier PREVOTEAU :

L'Assemblée Générale prend acte de l'arrivée à échéance du mandat d'administrateur de Monsieur Olivier PREVOTEAU. Ce mandat étant renouvelable, l'Assemblée Générale décide de renouveler celui-ci pour une durée de trois ans qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

Nomination d'un nouvel administrateur en remplacement de Madame Sylvie DEJOS dont le mandat prend fin lors de l'Assemblée générale

L'Assemblée Générale, en application de l'article 15 des statuts, prend acte de la fin du mandat d'administratrice de Madame Sylvie DEJOS en raison de la limite d'âge statutaire, et décide de nommer en qualité d'administrateur Monsieur Léon KOCKEN, de la Caisse Locale de Confolens, pour une durée d'un an qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Nomination d'un nouvel administrateur en remplacement de Madame Laure Linda GRANGER dont le mandat prend fin lors de l'Assemblée générale

L'Assemblée Générale, en application de l'article 15 des statuts, prend acte de la fin du mandat d'administratrice de Madame Laure Linda GRANGER en raison de l'arrivée à échéance de son mandat et de sa volonté de ne pas être candidate au renouvellement de son mandat, et décide de nommer en qualité d'administrateur Monsieur Christophe LEGRAND, de la Caisse Locale de Périgueux, pour une durée de trois ans qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

**DOUZIEME RÉOLUTION – *Pouvoirs en vue d'effectuer les formalités requises***

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal pour l'accomplissement de toutes les formalités légales de dépôt et de publicité ou autre qu'il y aura lieu, et relatives ou consécutives aux décisions prises aux termes des résolutions qui précèdent.



KPMG AUDIT FS I S.A.S.  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex



BDO Paris  
43-47, Avenue de la Grande Armée  
75116 Paris  
France

# Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025  
Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord  
30, rue d'Espagnac - 16800 Soyaux





KPMG AUDIT FS I S.A.S.  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex



BDO Paris  
43-47, Avenue de la Grande Armée  
75116 Paris  
France

## **Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord**

30, rue d'Espagnac - 16800 Soyaux

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Caisse régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.



## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la "Note 2 Principes et méthodes comptables" de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences du changement de méthodes comptables induites par la première application du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable à compter du 1er janvier 2025.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Dépréciation des crédits en défaut

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre Caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la Caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant notamment sur</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier le dispositif mis en place par la Caisse régionale, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre Caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li> <li>- testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre Caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li> <li>- apprécié les hypothèses utilisées par la Caisse régionale pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;</li> </ul>



les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture, comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la Caisse régionale pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.4 de l'annexe aux comptes annuels, qui s'élève à 129,3 M€.	- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.
---	--

### Provisions sur encours sains et dégradés

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), votre Caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).</p> <p>Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (<i>Forward Looking</i>) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre Caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Le cumul de ces provisions concernant les prêts et les créances représente 89,0 M€ au 31 décembre 2025, comme détaillé dans la note 15 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-</li> </ul>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prendre connaissance, lors d'une revue critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations.</li> </ul> <p>Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la conformité des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles avec les règles et méthodes comptables applicables ;</li> <li>• le processus d'élaboration et la cohérence des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut « <i>Loss Given Default</i> » ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2025 ;</li> <li>• le respect des règles de gouvernance des modèles et du processus de validation indépendante tels que défini par le Groupe Crédit Agricole et le changement des paramètres, y</li> </ul>



<p>économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la matérialité de ces provisions dans le bilan de votre Caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (<i>Forward Looking</i> central et local).</li> </ul>	<p>compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les provisions ;</li> <li>- apprécier le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés relatifs à la mesure des expositions aux risques de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ;</li> <li>- tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li> <li>- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;</li> <li>- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre Caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du <i>Forward Looking</i> local ;</li> <li>- apprécier l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2025 ;</li> <li>- apprécier le caractère approprié des informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.</li> </ul>
--	--



### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Sociétaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre Caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord par l'Assemblée générale du 29 mars 2005 pour le cabinet KPMG AUDIT FS I S.A.S. et du 23 mars 2023 pour le cabinet BDO Paris.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG AUDIT FS I S.A.S. était dans la 21<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet BDO Paris dans la 3<sup>ème</sup> année.

### **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



## Rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit

Nous remettons au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.


Nous fournissons également au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes,


Paris La Défense et Paris, le 18 mars 2026

KPMG AUDIT FS I S.A.S.

BDO Paris

Signé par :  
  
 AD85F7710B4F43C...

Diego Déchelotte  
 Associé

DocuSigned by:  
  
 B2AC603BEE9548B...

Benjamin Izarié  
 Associé



KPMG AUDIT FS I S.A.S.  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex



BDO Paris  
43-47, Avenue de la Grande Armée  
75116 Paris  
France

# Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025  
Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord  
30, rue d'Espagnac - 16800 Soyaux





KPMG AUDIT FS I S.A.S.  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex



BDO Paris  
43-47, Avenue de la Grande Armée  
75116 Paris  
France

## **Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord**

30, rue d'Espagnac - 16800 Soyaux

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.



## Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### Dépréciation des crédits en défaut

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre Caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (Stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.</p> <p>Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la Caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant notamment sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la Caisse régionale pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier le dispositif mis en place par la Caisse régionale, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre Caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li> <li>- testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre Caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li> <li>- apprécié les hypothèses utilisées par la Caisse régionale pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;</li> <li>- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</li> </ul>



l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui s'élève à 129,7 M€.

### Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre Caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (<i>Expected Credit Losses</i> ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Stage 1), et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).</p> <p>Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (<i>Forward Looking</i>) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre Caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2025, un montant de 96,6 M€ comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prendre connaissance, lors d'une revue critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues.</li> </ul> <p>Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la conformité des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles avec les règles et méthodes comptables applicables ;</li> <li>• le processus d'élaboration et la cohérence des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut « <i>Loss Given Default</i> » ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2025 ;</li> <li>• le respect des règles de gouvernance des modèles et du processus de validation indépendante tels que défini par le Groupe Crédit Agricole et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ;</li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés ;</li> <li>- la matérialité de ces corrections de valeur dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (<i>Forward Looking</i> central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Stages 1 et 2).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeurs ;</li> <li>- apprécier le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés relatifs à la mesure des expositions aux risques de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ;</li> <li>- tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li> <li>- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;</li> <li>- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre Caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du <i>Forward Looking</i> local ;</li> <li>- apprécier l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2025 ;</li> <li>- apprécier le caractère approprié des informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.</li> </ul>
---	---



## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord par l'assemblée générale du 29 mars 2005 pour le cabinet KPMG AUDIT FS I S.A.S. et du 23 mars 2023 pour le cabinet BDO Paris.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG AUDIT FS I S.A.S. était dans la 21<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet BDO Paris dans la 3<sup>ème</sup> année.

### **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### **Rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit**

Nous remettons au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.



Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes,

Paris La Défense et Paris, le 18 mars 2026

KPMG AUDIT FS I S.A.S.

Signé par :  
  
AD85F7710B4F43C...  
 Diego Déchelotte  
 Associé

BDO Paris

DocuSigned by:  
  
B2AC603BEE9548B...  
 Benjamin Izarié  
 Associé



**KPMG AUDIT FS I S.A.S.**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France



BDO Paris  
43-47, Avenue de la Grande Armée  
75116 Paris  
France

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord  
30, rue d'Epagnac  
16800 SOYAUX

## **RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

*Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le  
31 décembre 2025*





## Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

### Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

À l'Assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

---

##### *Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé*

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Avec Monsieur Guilhem NOUVEL-ALAUX, Directeur général de la Caisse Régionale depuis le 1er mars 2025

- **Suspension de contrat de travail**

Une convention a été autorisée par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel CHARENTE-PERIGORD portant sur la suspension de contrat de travail de Monsieur Guilhem NOUVEL-ALAUX nommé Directeur général en date du 1er mars 2025, pour prendre en compte le régime de prévoyance en cours de mandat, la pension de retraite supplémentaire et l'indemnité de départ à la retraite.

- avec (entité cocontractante, le cas échéant) : N/A
- personne concernée : Monsieur Guilhem NOUVEL-ALAUX
- nature et objet : Suspension de contrat de travail pour prendre en compte le régime de prévoyance en cours de mandat, la pension de retraite supplémentaire et l'indemnité de départ à la retraite.



**Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord**  
**Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées**  
**Exercice clos le 31 décembre 2025**

- modalités : Le Directeur général bénéficie des dispositifs collectifs applicables aux cadres de direction du groupe Crédit Agricole, dans les mêmes conditions que cette catégorie de salariés. À ce titre, il bénéficie notamment des régimes de prévoyance, de retraite supplémentaire et du dispositif d'indemnité de départ à la retraite applicables aux cadres de direction.

Le Conseil d'administration a autorisé l'adhésion du Directeur général aux dispositifs collectifs applicables aux cadres de direction du groupe Crédit Agricole. À ce titre :

- Le Directeur général bénéficie du régime relevant de l'article 82 du Code général des impôts, au sens que les cotisations payées par les employeurs ne bénéficient d'aucun avantage social ou fiscal et sont soumises en tant que salaire aux prélèvements obligatoires légaux et conventionnels. Ce système prend la forme d'un contrat d'assurance-vie de type épargne-retraite, destiné à compléter les droits à retraite. Le taux de cotisation, à la charge de l'employeur, est égal, pour les directeurs généraux, à 15 % du salaire de référence.
  - Il bénéficie du régime de retraite supplémentaire relevant de l'article L.137-11-2 du Code de la sécurité sociale, avec acquisition annuelle de droits à hauteur de 1,5 % du salaire de référence pour l'année 2025
  - Les droits acquis au titre de l'ancien régime relevant de l'article L.137-11 du Code de la sécurité sociale sont maintenus au niveau atteint au 31 décembre 2019, permettant l'attribution d'une pension pouvant atteindre au maximum 32,1625 % du salaire annuel brut de référence
  - Il est affilié, à compter du 1er mars 2025, au régime collectif obligatoire de prévoyance (incapacité, invalidité, décès) en vigueur dans la Caisse régionale, avec une cotisation annuelle de 2,04 %, dont 1,9 % à la charge de la Caisse et 0,14 % à la charge du Directeur général.
- motifs justifiant de son intérêt pour la société : La convention permet de formaliser la suspension du contrat de travail du Directeur général dans le cadre de sa nomination en qualité de mandataire social, tout en préservant les droits acquis au titre de sa carrière salariée au sein du groupe Crédit Agricole. Elle s'inscrit dans la politique du groupe visant à favoriser la promotion interne des collaborateurs, tout en préservant la libre révocation des dirigeants.

#### CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

##### **Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs**

##### ***a) dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé***

En application de l'article R.225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

##### Avec la SAS GRAND SUD OUEST FINANCEMENT

- **Avance en compte courant**

L'avance en compte courant mise en place avec la SAS GRAND SUD OUEST FINANCEMENT accordé par les Caisses Régionales associées a été signée en date du 12 décembre 2024 pour un montant total de 6 000 000,00 € soit une quote-part de 477 000,00 € pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord.



*Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord*  
*Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées*  
*Exercice clos le 31 décembre 2025*

Un premier tirage a été réalisé pour un montant total de 1 000 000,00 €, soit 79 500,00 € pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord le 23 décembre 2024 et a fait l'objet d'un abandon de créances immédiat ne générant pas d'intérêts.

Cette convention a été modifiée par avenant en date du 15 décembre 2025 afin de porter l'enveloppe de compte courant à un montant de 15 000 000 d'euros, soit une quote-part de 1 192 500 euros pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord.

Deux tirages ont été réalisés pour un montant total de 7 336 454 euros, soit 583 248,09 euros pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord le 23 décembre 2025 et ont fait l'objet d'un abandon de créances immédiat ne générant pas d'intérêts.

Avec les Caisses locales de BERGERAC EN PERIGORD, PERIGUEUX, COGNACAIS et ANGOUMOISINES affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord

- **Rémunération de l'engagement de liquidité**

Les Caisses locales ANGOUMOISINE, COGNACAIS, BERGERAC EN PERIGORD et PERIGUEUX détiennent, au 31 décembre 2025, un total de 11 275 560,68 € de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA) émis par la Caisse régionale. Elles ont perçu un total de 84 461,44 € en rémunération de leur engagement de liquidité.

***b) sans exécution au cours de l'exercice écoulé***

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

Avec les Caisses locales de Charente - Périgord affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord

- **Facturation des prestations administratives**

La Caisse régionale n'a pas facturé aux Caisses locales, au titre de 2025, de prestations administratives.

Paris La Défense et Paris, le 18/03/2026,

Les commissaires aux comptes,

Signé par :  
  
AD85F7710B4F43C...  
Diego DÉCHELOTTE  
Associé

DocuSigned by:  
  
B2AC603BEE9548B...  
Benjamin IZARIE  
Associé